HISTOIRE

D'ALEXANDRE I[er],

EMPEREUR DE TOUTES LES RUSSIES,

ET DES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENS

DE SON RÈGNE;

PAR ALPH. RABBE.

Quidquid delirant reges plectuntur Achivi.
HOR. *Epist.* 2, *Lib.* I.

TOME PREMIER.

PARIS,

TREUTTEL ET WÜRTZ, LIBRAIRES,
RUE DE BOURBON, N° 17;

PONTHIEU ET Ce, PALAIS-ROYAL, GALERIE DE BOIS, N° 252.

A STRASBOURG, rue des Serruriers; A LONDRES, 30 Soho-Square.

1826.

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET, RUE DE VAUGIRARD, N° 9.

[Sur A. Rabbe voir V. Hugo : chants du Crép
XVII.]

HISTOIRE

D'ALEXANDRE IER,

EMPEREUR DE TOUTES LES RUSSIES.

TOME I.

On trouve dans les mêmes Librairies :

Anecdotes originales de Pierre-le-Grand, recueillies par M. de Staehlin. In-8, 1787 . . . . 5 fr.

Histoire de Pierre III, empereur de Russie, imprimée sur un manuscrit trouvé dans les papiers de M. de Montmorin, et composée par un agent secret de Louis XV à la cour de Pétersbourg; 3 vol. in-8, avec fig., 1799 . . . . 12 fr.

Tableau général de la Russie moderne; par V. C., avec 2 cartes; 2 vol. in-8 . . . . 12 fr.
— et sans les cartes . . . . 9 fr.

Tableau de Saint-Pétersbourg, ou lettres sur la Russie, écrites en 1810, 1811 et 1812; par M. Muller; un fort vol. in-8, avec un plan de Saint-Pétersbourg. 9 fr.

Mœurs et Costumes des Russes, représentés en 50 planches coloriées, accompagnées d'un texte explicatif; par A. C. Houbigant; vol. in-fol., 1821 . . 36 fr.

Recherches sur les principales nations établies en Sibérie et dans les pays adjacens; traduit du russe, par Stollenweck. In-8 . . . . 3 fr.

Portrait de S. M. l'empereur Alexandre, très soigneusement gravé en taille douce; par Alex. Tardieu. 12 fr.
— Épreuves avant la lettre . . . . 16 fr.

DE L'IMPRIMERIE DE CHAPELET
rue de Vaugirard, n° 9.





ALEXANDRE I

EMPEREUR DE TOUTES LES RUSSIES

HISTOIRE D'ALEXANDRE IER,

EMPEREUR DE TOUTES LES RUSSIES,

ET DES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENS DE SON RÈGNE;

PAR ALPH. RABBE.

Quidquid delirant reges plectuntur Achivi.
VIRG., *Æn.*

TOME PREMIER.

PARIS,
TREUTTEL ET WÜRTZ, LIBRAIRES,
RUE DE BOURBON, N° 17;
PONTHIEU ET Ce, PALAIS-ROYAL, GALERIE DE BOIS, N° 252.

A STRASBOURG, rue des Serruriers; A LONDRES, 30 Soho-Square.

1826.

AVANT-PROPOS.

L'INFLUENCE de la Russie sur les destinées des sociétés occidentales, son poids disproportionné dans la balance politique de l'Europe, si déjà ce mot de balance n'est pas vain et suranné, sont devenus la matière des plus graves considérations discutées de notre temps. En considérant les progrès rapides, les systèmes envahisseurs, le génie féroce et sauvage de cette puissance qui adosse contre les glaces éternelles du pôle la plus formidable masse d'invasion que jamais la nature ait accordée à un peuple conquérant, de bons esprits pressentaient, dès la fin du siècle dernier, des événemens et des désastres dont la possibilité a malheureusement cessé d'être problématique pour nous. Mably, Rousseau, Vergennes, d'Argenson, Mallet du Pan, et plusieurs autres, examinant l'état de

l'Europe et les développemens imminens de la puissance russe, avant et surtout depuis le partage de la Pologne, jetèrent un salutaire cri d'alarme, qui expira au seuil des divers cabinets de l'Europe, sans avoir assez retenti à l'oreille des rois.

Quand Rousseau menaçait les États vieillis de l'Occident d'une visite imprévue des nations tartares, on le prenait pour un rêveur, et lui-même ne croyait sans doute pas si proche le moment où des hordes de Kalmouks viendraient camper sous la colonnade du Louvre.

Rousseau, dominé par l'idée de l'affaiblissement des mœurs publiques et du relâchement du lien social dans tous les États de l'Europe, exprimait sa conviction profonde d'un état prochain de bouleversement et de révolution qui lui semblait devoir se terminer par la conquête; et voyant tous les peuples chrétiens possesseurs des régions tempérées, tombés au même niveau de dégradation, il tournait ses regards attristés vers l'Est et le

Septentrion pour en voir sortir de nombreuses légions de belliqueux barbares, selon lui, seuls dignes, dans leur austère et heureuse ignorance, de réduire en poudre cette odieuse décrépitude de nations occidentales, si vainement chargées de luxe et de savoir. Dans cette vue se confondaient le chagrin du misanthrope et l'opiniâtreté de l'ennemi de la civilisation, avec les aperçus d'un génie vaste et supérieur. Une partie de ce qu'il y avait de vrai dans la hardie conjecture du citoyen de Genève s'est réalisée ; mais non pas comme il l'avait prévu : c'est nous, c'est nous-mêmes qui sommes allés chercher et provoquer dans leurs remparts de glace, le géant du Nord et les peuplades de l'Est. La révolution avait retrempé notre caractère national ; nous avions recouvré avec toute la vigueur de la jeunesse l'antique audace des Francs et des Gaulois, et non contens de vingt ans de triomphes, une surabondance d'activité militaire nous a poussés au-delà du Niémen, sur les pas d'un chef puissant et jus-

que-là favorisé du ciel. Les Slaves et les Tartares ne sont venus chez nous qu'en suivant le retour de ce flot de la fortune victorieuse qui nous avait portés chez eux : nous leur avions enseigné les chemins.

Nous leur avions de même enseigné l'art de combattre et de vaincre. Ce n'est point par la supériorité absolue de force que peut donner la barbarie sur la civilisation (supériorité probablement illusoire), qu'ils ont été pour nous de redoutables adversaires ; c'est par la combinaison de ces deux forces dont l'une éclaire et dirige, et dont l'autre obéit, frappe et détruit.

Il importe beaucoup en effet de remarquer cette singulière constitution morale de la Russie, qui se compose des élémens propres aux deux extrémités de la vie sociale des peuples, l'obéissance passive, le dévoûment aveugle de l'enfance des nations, avec l'expérience, l'égoïsme et les cupidités obstinées de l'âge avancé.

Dégageant la question d'une invasion possible de la part de la Russie des préventions philosophiques qui préoccupaient l'imagination de Rousseau, et sans prendre garde à l'anomalie de son état social, les publicistes plus modernes que nous avons nommés après lui, plus positifs dans leurs vues, cherchaient la solution du problème dans l'examen de la force comparée des États de l'Europe. Mais ce qui surtout semblait la leur faire craindre, c'était la subversion des anciennes maximes conservatrices de l'équilibre européen. Cette dépravation politique était imputée par eux en grande partie à la Russie elle-même, qu'ils accusaient d'avoir apporté dans les transactions des peuples occidentaux, avec toute l'astuce et toute la souplesse des Grecs du Bas-Empire, l'audace brutale, les convoitises effrénées et le mépris des hommes, qui caractérisèrent jadis les enfans de Gengis-Khan. C'est en effet par le démembrement de la Pologne, que la Russie avait sanctionné sa prise de posses-

sion du rang de puissance européenne du premier ordre. Elle apparut alors sous les traits de Catherine, comme une furie à triple diadème, ivre de voluptés et de sang, qui s'avançait foulant sous ses pas gigantesques les cadavres amoncelés dans Ismaïl et dans Praga.

L'aveuglement des souverains qui avaient favorisé cette grande iniquité sembla d'un sinistre augure pour tous; c'est pénétrés de ces idées, que Mallet du Pan publia son livre du *Péril de la balance politique,* et que des hommes d'état écrivirent dans le même sens.

Le temps a marché et justifié leurs prophéties; la ruine de la balance politique s'est accomplie, mais d'abord par la France. Après nos malheurs, les puissances que nous avions vaincues se sont concertées pour reconstruire le vieil édifice et reformer l'équilibre. Cependant l'attrait des passions du moment l'a emporté encore une fois sur l'utilité plus éloignée d'un ordre de choses qui eût été fondé sur l'équité; on n'a pas rétabli ce

qui avait été détruit, sans prouver qu'on ne le pouvait pas, et la Russie est restée investie d'une suprématie européenne non contestée. Elle s'est trouvée à la tête d'une ligue de rois qui se sont imposé la tâche d'administrer ensemble la dictature échappée aux mains puissantes d'un seul homme.

La dictature de la Sainte-Alliance a été lourde, mais elle s'est défaite. Alexandre vient d'en emporter les derniers efforts dans son tombeau. Cependant la prépondérance de la Russie reste tout entière. Les souverains de l'Europe n'ont pas cessé de la reconnaître ; un congrès réuni à Saint-Pétersbourg la constate en ce moment. La question actuelle est donc de savoir si cette prépondérance trouve dans le sein même de l'empire russe des gages de longue durée, et si l'invasion de l'Occident ne pourrait pas être son dernier résultat. Remonterons-nous au siècle où les Goths, les Huns et les Vandales inondèrent des flots de leur barbarie la face du monde romain? L'Europe du

XIX[e] siècle rétrogradera-t-elle devant les traces dévastatrices d'un nouvel Attila, ou bien la Russie, dominée par sa propre civilisation commençante, emploiera-t-elle son énergie à réagir sur elle-même et à féconder les ressources prodigieuses qu'elle tient de la vaste étendue et de la diversité des contrées qui lui sont soumises?

Voici un autre aspect de la question, ou plutôt une question nouvelle : ces contrées réunies à différens intervalles par les moyens de la violence ou de la fraude, n'ayant entre elles nul lien nécessaire fondé sur la communauté d'origine ou sur celle des langues et des mœurs, ne tendent-elles pas à se détacher d'un centre dont l'action s'affaiblit en raison directe de l'éloignement des pays conquis? en un mot, un démembrement ne serait-il pas possible? et toute irruption, toute expédition non nationale de la Russie au-dehors, en déplaçant ses armées, en diminuant la force de compression qui retient dans une sorte de

juxta-position les parties si peu homogènes dont se compose sa puissance, n'aurait-elle pas pour suite nécessaire quelque révolution qui changerait les destinées de ce pays?

Ces doutes, dont la solution définitive n'appartient qu'au temps, ont reçu un caractère de probabilité très marqué, des événemens qui viennent d'ensanglanter les funérailles d'Alexandre. On a vu avec étonnement cette Russie, que l'on croyait si patiemment résignée au joug du pouvoir absolu, assise sur un volcan. On a vu que les fières passions de l'aristocratie s'étaient combinées avec les mécontentemens populaires, pour renverser peut-être la monarchie de Pierre-le-Grand et chercher dans ses débris un ordre de choses tout nouveau.

C'en est fait : un Cadmus invisible a semé les dents du dragon sur le sol de ce vaste empire ; avec tant d'intentions bienfaisantes et pacifiques, Alexandre n'a peut-être légué qu'un avenir chargé d'orages à ses successeurs!

Les souverains de Russie auront donc à débrouiller un fuseau qui, selon toutes les apparences, leur permettra peu de se livrer à des projets d'ambition sur l'Occident.

Pour regagner l'affection des peuples, qui, malgré ses vertus, avait abandonné Alexandre, peut-être ils rentreront franchement dans la route que ce prince avait quittée après l'avoir parcourue pendant quatorze ans avec éclat : c'est la route d'une administration paternelle, libérale et généreuse ; c'est la route qui doit affranchir le peuple russe des dernières lisières de la barbarie, et l'élever par les lumières à la liberté ; c'est la route qui mène à la véritable puissance. En même temps ils exauceront, quoique trop tard, le vœu de la nation relativement à la Grèce. Ils se feront absoudre, par des victoires contre les Turcs, de cinq ans d'homicides lenteurs, et la désolation dont ils rempliront Constantinople expiera les gémissemens de Missolonghi. Mais ils ne vendront point la vie au prix de la liberté

aux restes d'une population héroïque. Après avoir dévoré la Pologne, absorbé la Finlande, partagé la Saxe, et à l'Orient envahi le Caucase; après avoir tant abusé de la foi des traités, ils songeront qu'il est temps d'abjurer une politique intéressée, et de travailler au profit de l'humanité et de leur gloire.

Dans l'une et l'autre hypothèse, soit qu'ils lancent vers Bysance l'impatience de leurs armées, soit que parvenant à dompter cette fougue généreuse, ils se tiennent dans les limites de leur empire pour exploiter les immenses moyens de prospérité qu'il renferme, et s'occuper exclusivement à raffermir les bases de leur puissance, il est à croire que l'Europe occidentale n'a point à les craindre de long-temps : il est à espérer, du moins, qu'à l'époque où ils seraient parvenus à mettre d'accord leurs ressources financières avec leur état militaire, et les vœux de leurs peuples avec les plans de leur ambition, les nations qui pourraient aujourd'hui les craindre, alors affranchies

des circonstances qui les énervent et les oppriment, et rendues à toute l'énergie des nationalités les plus puissantes, auraient peu de peine à les refouler vers le Septentrion. Il faut toujours se souvenir que la France libre a mis sur pied deux millions de soldats, et a, seule, vaincu l'Europe entière.

Nous n'avons pas écrit la vie d'Alexandre pour prouver que l'Europe n'a plus de sujets de crainte du côté de la Russie, tant s'en faut; mais après avoir terminé notre travail, nous étant appliqué à bien voir les faits et à les présenter avec une impartiale fidélité, nous pensons qu'il peut en résulter pour le lecteur attentif l'espoir consolant que nous y avons trouvé nous-même, c'est-à-dire l'espoir d'un avenir moins désastreux pour l'Europe, que ne le présageraient une tendance exclusivement militaire, et un ambitieux projet de domination universelle de la part de cette puissance.

Il nous reste à parler du caractère de cet ouvrage, et nous venons peut-être

de le faire pressentir dans ce qui précède. Le vice qui résulte du défaut d'unité dans le sujet, s'y fera sentir plus que dans aucun autre ouvrage du même genre et sur la même époque. Mais ce vice était ici un inévitable résultat de la nature même des choses. Depuis que la Russie, sortant de son orbite septentrionale, est venue comme une comète vagabonde menacer tous les astres monarchiques de l'Occident, son histoire est partout, et se mêle à celle de tous les autres peuples européens. Si l'on remarque ensuite que le levier par qui se meut cette masse immense est tantôt à Londres, tantôt à Paris, et tantôt à Vienne, et qu'elle semble constamment recevoir du dehors le mouvement par lequel elle réagit à son tour à l'extérieur de ses limites, on comprendra facilement que le tissu de ses annales contemporaines est souvent formé de fils qui appartiennent aux événemens et aux intrigues de toutes les autres puissances.

Il résulte de cette texture confuse de

tant d'intérêts différens, une fatigue que nous avons tâché d'éviter au lecteur autant que cela nous a été possible, en réduisant et simplifiant le récit des menées diplomatiques; mais il en résulte aussi un inconvénient plus grave, auquel il nous était bien moins aisé de remédier : c'est le défaut d'un mouvement dramatique dans l'ensemble des choses, et d'un intérêt passionné dans la peinture des hommes. Ce n'est point ici l'histoire d'une campagne, où l'attention du lecteur marche à travers des incidens toujours propres à la soutenir en éveillant sa curiosité jusqu'à un dénoûment grand et unique; ce n'est point le tableau d'une révolution, où d'illustres acteurs continuellement en présence communiquent à ceux qui les voient agir et les entendent, les sentimens dont ils sont eux-mêmes franchement dominés : nos acteurs, ici, sont les cabinets; êtres abstraits et mystérieux dont la conduite n'est point, tant sans faut, exempte de passions, mais qui, sous des formes convenues, et solennellement

fausses, dissimulent constamment les motifs qui les font agir. Sous ce voile épais et lourd de la politique, la plupart des individualités naturelles restent effacées; il n'appartient qu'aux très grands hommes de le rompre et d'apparaître tels qu'ils sont sur ses lambeaux. C'est ce qu'a fait Napoléon, et c'est ce que n'a pu faire Alexandre : il reste enveloppé et comme absorbé par les intrigues qui l'environnent, et dont il est un moyen beaucoup plus qu'un moteur. Derrière lui, au centre de la lice européenne, apparaît sous de sombres nuages celui dont la main funeste et puissante tient les fils de tant de savantes manœuvres. Ce dernier est le véritable adversaire de Napoléon; c'est son vainqueur, s'il en eut un autre que le sort; c'est l'homme dont l'ascendant a survécu à la ruine de cette grande fortune : car, malgré tout le bruit qu'a fait le canon durant ce premier quart du XIXe siècle, c'est encore l'insidieuse *science du cabinet*, il faut bien le reconnaître, qui l'a emporté; et Napoléon, avec

toute la supériorité de son génie, n'a succombé que parce qu'il a voulu être l'expression de la force, encore plus que le héros de la politique et de l'habileté.

Si donc, dans ces récits que nous consacrons au règne du monarque russe, il paraissait qu'un simple ministre, et le ministre d'une puissance qui n'est pas la Russie, tient quelquefois plus de place et paraît avec plus de relief qu'Alexandre lui-même, il ne serait pas plus équitable de nous en blâmer, qu'il ne serait juste de reprocher à Milton qu'en faisant continuellement intervenir un dieu dans le *Paradis perdu*, il n'est cependant parvenu qu'à faire de *Satan* le héros de son poëme. La bonté est intéressante et belle; mais le génie uni à la méchanceté, des talens extraordinaires et une âme infernale, agissent bien plus fortement sur notre imagination; car ils agissent par l'entremise de la peur, et la peur, selon une vérité philosophique à laquelle il faut nous résigner, est une des plus impérieuses lois de notre faible nature.

Après avoir fait connaître le plan général et l'esprit de notre travail, comme il nous est impossible de nous dissimuler qu'il n'est pas à beaucoup près ce qu'il pourrait être, il nous reste à réclamer l'indulgence du lecteur pour notre insuffisance. Si le public a le droit d'exiger qu'on ne lui présente que des choses achevées lorsqu'on traite des sujets historiques pris à grande distance du moment où l'on écrit, il est aisé de sentir que cette exigence rigoureuse ne pourrait sans injustice être appliquée au récit de faits contemporains. Quand, à propos d'un grand événement actuel, la masse des lecteurs demande à être informée des précédens du pays qui en est le théâtre, il faut le satisfaire avec promptitude, sous peine de ne pas le satisfaire du tout. L'impatience des éditeurs, qui comprennent parfaitement les besoins du public à cet égard, est encore plus pressante, et, en définitive, c'est l'intérêt moral de l'auteur qui en souffre; car, il faut l'avouer, rien

de solide ne se fait trop vite. Aussi tel est le sort des productions les plus estimables de notre temps, que se corrigeant et s'achevant en quelque sorte d'éditions en éditions, d'après les avis de la critique générale, le public finit par acheter des livres qu'il a faits lui-même.

Nous espérons donc que cette critique, dont les avis seront par nous mis à profit, nous fera grâce pour les défectuosités de détail, résultat inévitable d'une rédaction rapide : mais ceci ne regarde que la forme et l'exécution de l'ouvrage. Quant au fond, l'étude consciencieuse et laborieuse que nous avions faite des matériaux qui nous ont servi, nous permet d'espérer qu'on nous jugera généralement d'accord, dans nos assertions et nos appréciations, avec les hommes les plus éclairés et les plus impartiaux de notre temps.

SOMMAIRES DES CHAPITRES.

TOME PREMIER.

CHAPITRE PREMIER. (1800.)

(*Pages* 1 *à* 38.)

Qu'il est possible d'écrire dès à présent sur Alexandre et de l'apprécier. — Parallèle entre ce souverain et Napoléon. — Influence de Catherine II sur l'éducation d'Alexandre. — Mariage prématuré de ce jeune prince. — Ses qualités morales, objet des espérances de la nation. — Fin du règne de Paul Ier; tyrannie ombrageuse de ce prince. — Cérémonie des obsèques et translation du corps de Pierre III. — Orloff est forcé de figurer dans le cortége. — Les changemens opérés dans les armées sont la cause d'un mécontentement général. — Paul reconnaît le principe de la liberté des neutres. — Son projet d'alliance avec Napoléon. — Irritation et machinations du cabinet britannique. — Pahlen. — Moyens que ce gouverneur de Saint-Pétersbourg imagine pour détrôner Paul. — Assassinat de cet empereur dans le palais de Saint-Michel. — Douleur profonde d'Alexandre. — Indifférence du peuple.

CHAPITRE II. (1801 ET 1802.)

(*Pages* 39 *à* 65.)

Portrait d'Alexandre au moment de son avénement, par le colonel Masson. — Profession des principes d'après lesquels il se propose de gouverner, dans une proclama-

tion adressée à ses peuples. — Révocation de plusieurs ordonnances de Paul. — Caractère pacifique de la politique extérieure d'Alexandre. — Il rend les prisonniers anglais et lève l'embargo que Paul avait mis sur les vaisseaux de cette puissance. — Nouvelle convention maritime avec elle. — Plaintes des cours de Stockholm et de Copenhague. — La France accueille des ouvertures de paix. — La Russie signe avec elle un traité qui semble la conséquence de la paix d'Amiens. — Manœuvres de l'Angleterre pour obtenir, par l'entremise du cabinet russe, l'évacuation du Hanovre. — Machinations de M. de Markoff, ambassadeur russe à Paris. — Ce ministre expulsé de Paris est parfaitement accueilli par son souverain, dont il avait compromis le caractère. — Présages de rupture.

Heureux commencement de l'administration d'Alexandre. — Il abolit la chancellerie secrète. — Il établit un conseil d'examen en matière d'ordonnances. — Il rend au sénat sa dignité et son influence. — Soins et encouragemens donnés au commerce. — Première idée d'un plan de pacification générale de l'Europe. — Démarches auprès de la France, dans l'esprit de ce projet. — Note présentée par M. de Kalitscheff. — Demande de la réintégration des rois de Sardaigne et de Naples. — Articles secrets du précédent traité entre la France et la Russie. — Incorporation de la Géorgie. — Négociations pour les indemnités en Allemagne. — Entrevue du roi de Prusse et de l'empereur Alexandre à Memel. — Améliorations administratives. — Fondation de plusieurs établissemens d'instruction publique. — Augmentation des forces militaires de l'empire.

CHAPITRE III. (1803.)

(*Pages* 66 *à* 91.)

Commencement des hostilités entre la France et l'Angleterre. — Alexandre intervient inutilement pour rétablir la bonne harmonie entre les deux puissances. — Motifs qui avaient déterminé l'Angleterre à conclure la paix d'Amiens, et causes de sa rupture. — Machinations de cette puissance tendantes à rallumer en France la guerre civile. — Juste irritation du premier consul. — Dissidence dans le parlement anglais sur la question de la guerre. — Pitt et Fox. — Imputation portée contre ce dernier dans le sein du parlement. — Démarches du premier consul, et mission du général Duroc et du colonel Colbert en Prusse et en Russie. — Alexandre refuse de poursuivre ses tentatives de médiation. — Le roi de Prusse ne veut également point s'immiscer dans la querelle. — Concert secret de ces deux souverains. — Les machinations du cabinet anglais ont été une cause principale des développemens exagérés de la puissance militaire de la France. — Continuation des négociations. — Bonaparte demande l'évacuation de Malte et insiste sur l'exécution générale du traité d'Amiens. — L'indignation du premier consul contre l'obstination et la mauvaise foi britannique éclate dans une entrevue avec lord Withworth, ambassadeur anglais. — Le cabinet de Saint-Pétersbourg modèle sa conduite sur celle du cabinet de Londres, et garde les Sept-Iles tandis que les Anglais continuent d'occuper Malte. — Révolte des habitans des Sept-Iles.

Gouvernement intérieur d'Alexandre. — Suite de ses

entreprises d'amélioration dans le sort de ses peuples. — Colons étrangers attirés en Russie. — Affranchissement des paysans. — Le comte Serge Romanzoff commence la création d'une classe de cultivateurs francs-tenanciers. — Ukase de l'empereur Alexandre fécond en heureux résultats. — Situation du commerce et des manufactures à la fin de 1803. — Affluence des navires étrangers dans les ports de la mer Noire. — Établissemens sur la mer Blanche et sur la Baltique. — Activité des relations d'échange avec les peuplades nomades tributaires. — Relations avec la Chine et le Japon. — Expédition pour ces contrées sous les ordres du capitaine Krusenstern et de M. de Rezanoff. — Refus du gouvernement japonais de recevoir l'ambassadeur russe, et retour de l'expédition dans les ports de l'empire. — Autre expédition en Chine et causes de son résultat également négatif, signalées par M. Klaproth.

Fondation de nouveaux établissemens pour l'instruction publique. — Université de Saint-Pétersbourg, de Kasan et de Karkow. — Courte digression historique sur les vicissitudes de l'Académie des Sciences de Saint-Pétersbourg. — Établissemens en faveur de la classe indigente. — Philanthropie exaltée de l'impératrice mère. — Belle renommée du gouvernement d'Alexandre. — Louanges qui lui sont prodiguées dans les journaux français. — Efforts du premier consul pour retenir Alexandre dans son alliance. — Facilité versatile du caractère de ce prince. — Exemple de la fermeté qu'il avait par accès. — Incursions des Lesghis sur la frontière sud-est de l'empire.

Rapide augmentation de la population en Russie :

Talleyrand. — Le gouvernement français s'efforce de reculer l'époque d'une rupture. — Note modérée et flatteuse présentée par M. de Rayneval à Saint-Pétersbourg, relativement au rappel de l'ambassadeur russe. — Protestations d'amitié sincère de la part de Napoléon pour Alexandre, publiées par les journaux allemands et démenties par ceux de Paris. — Contestation entre le cabinet russe et la cour papale, par suite des complaisances de celle-ci pour le gouvernement français. — Suspension de toute communication avec le siége de Rome pour les affaires des catholiques de l'empire. — Accroissement progressif de l'état militaire de terre et de mer. — Forces considérables stationnées dans les îles Ioniennes. — Le gouvernement français tente d'éveiller la défiance de la Porte contre les projets de la Russie. —Il signale ses secrètes intelligences avec les Grecs, les Monténégrins et les Serviens. — Joie causée en Angleterre par la mésintelligence de la Russie et de la France. — Négociations secrètes du cabinet de Londres avec celui de Saint-Pétersbourg pour un traité d'alliance offensive et défensive. — Hésitation de la Russie à la veille de le conclure. — État rassurant de ses forces de terre et de mer.

Gouvernement intérieur, progrès de la réforme administrative. — Fixation des droits des paysans affranchis. — Nouvelle distribution ou division gouvernementale du territoire de l'empire. — Travaux législatifs. — Formation d'une commission pour réprimer les abus exercés par les seigneurs contre les paysans de Livonie. — Prospérité croissante du commerce de la mer Noire, et particulièrement d'Odessa.—Prohibitions contre l'im-

la prise de possession de la couronne d'Italie et dans la réunion de la république ligurienne à la France. — Note remise par M. de Novosiltzow à M. de Hardenberg, touchant ces usurpations, et surtout relativement à l'absorption de l'État de Gênes. — La réclamation de la Russie sur ce dernier chef, faite au profit et par l'influence de l'Angleterre. — Réponse de Napoléon à cette note. — Temporisation et mauvaise foi de l'Autriche. — Cette puissance entre finalement dans les vues de l'Angleterre, et sort de sa fausse neutralité par de subites hostilités. — Ouverture de la campagne de 1805. — Immense supériorité militaire de Napoléon sur ses adversaires.

Voyage d'Alexandre à Berlin. — Serment sur le tombeau du Grand-Frédéric. — Alexandre se rend à Dresde, puis à Olmutz où il trouve l'empereur François. — Arrivée des armées russes aux ordres de Buxhowden et de Kutusoff en Moravie. — Bataille d'Austerlitz. — L'Autriche envoie le prince de Lichtenstein au camp de Napoléon pour demander un armistice. — L'empereur François vient lui-même au bivouac du vainqueur. — L'empereur Alexandre profite de l'armistice et de la générosité de Napoléon. — Ses armées se retirent par la Silésie prussienne. — Visite de M. de Haugwitz au quartier-général de l'empereur. — Mauvaise issue des opérations secondaires que les alliés avaient tentées pour faire d'utiles diversions. — Le débarquement d'une armée anglo-russe à Naples n'a pour résultat que le renversement de la maison de Bourbon régnant sur ce trône. — Convention provisoire de Vienne, par laquelle la Prusse cède à la France divers pays et reçoit en échange

devient inévitable. — Hésitation et duplicité constante du cabinet prussien. — L'empereur Napoléon veut forcer le roi de Prusse de prendre un parti décisif, en l'obligeant à la prise de possession formelle du Hanovre, et en exigeant qu'il en ferme les ports aux vaisseaux anglais. — La formation de la confédération du Rhin sert de prétexte au roi de Prusse pour organiser une contre-fédération en se rattachant à la Russie et à la Suède. — Discussions ; rupture avec la France ; campagne de 1806 ; bataille d'Iéna. — L'Allemagne entière reste sous l'influence victorieuse de Napoléon. — L'électeur de Saxe se range du côté de la France ; accède à la confédération du Rhin ; est fait roi. — Arrivée tardive des Russes au secours de la Prusse. — A la nouvelle des journées d'Iéna et d'Auerstaëdt, ils s'abritent derrière la Vistule : — Ils sont battus à Czarnowo, à Mohrungen, à Pultusk, à Golymin.

CHAPITRE VII. (1807 ET 1808.)

(*Pages* 171 *à* 200.)

Echange de notes, et préludes de négociations entre la Russie et la France, malgré la continuation de la guerre. — Combat d'Eylau. — Bataille de Friedland. — Les débris de l'armée russe prennent position derrière le Niemen. — Armistice. — Entrevue des deux empereurs sur ce fleuve, à Tilsitt. — Conférences de Tilsitt. — Arrivée du roi et de la reine de Prusse à ce quartier-général. — Efforts de la reine de Prusse pour obtenir de l'empereur français la restitution de Magdebourg et de divers autres territoires. — Conduite de Napoléon à son égard digne d'un vainqueur noble et généreux. — Frédéric-Guillaume

CHAPITRE VIII. (1806 ET 1807.)

(*Pages* 201 *à* 209.)

Affaires d'Orient. — Expédition sur les frontières de Perse. — Prise de Derbend. — Soulèvement de plusieurs tribus du Caucase. — Discussions avec la Turquie. — Irruption du général russe Michelson en Moldavie. — Une escadre anglaise franchit le détroit des Dardanelles et brûle la flotte turque devant Gallipoli. — L'activité de l'ambassadeur français organise subitement la défense des châteaux, et l'amiral Duckworth se retire. — Suite des opérations de l'armée russe en Moldavie. — La chute soudaine du sultan Sélim paralyse les mouvemens de l'armée ottomane. — Armistice entre les Russes et les Turcs. — Les troupes russes restent en Valachie, et le prince Ypsilanti protégé par eux reprend le gouvernement de cette province. — La Porte nomme de son côté le prince Suzzo. — Le prince Ypsilanti est rappelé, et l'on établit un gouvernement provisoire composé de Russes et d'indigènes. — Congrès de Giurgéwo. — Faute commise par Napoléon à l'égard de la Turquie. — Négligée et délaissée par lui, cette puissance cède de nouveau à l'influence vigilante de l'Angleterre.

CHAPITRE IX. (1808.)

(*Pages* 210 *à* 235.)

Opinion générale des hommes d'état sur la transaction de Tilsitt, et fragilité des bases de cette alliance. —

manzoff et de Champagny. — Naïveté diplomatique de ce dernier. — Réponse hautaine et injurieuse pour la France de M. Canning, au *seul* M. de Romanzoff. — Ce dernier réplique par une profession de foi toute *napoléonienne*. — Dernière lettre de M. Canning. — La guerre est déclarée. — Le congrès d'Erfurt se sépare. — Situation de la maison d'Autriche depuis le traité de Presbourg. — Ses efforts pour réorganiser ses finances et son armée. — Heureuse activité du prince Charles dans la formation des milices nationales sous le nom de *Landwehr*. — L'empereur Napoléon demande des explications sur ces préparatifs. — Réponse du ministère autrichien. — M. de Metternich. — Mission spéciale de M. le baron de Vincent pour corroborer les assurances données par M. de Metternich. — Secours fournis par l'Autriche à l'insurrection espagnole.

Napoléon, embarrassé par la guerre d'Espagne, s'efforce de ramener l'Autriche à des dispositions pacifiques, par l'entremise de M. de Romanzoff, ambassadeur russe à Paris. — L'Autriche refuse la garantie de la Russie. — Raisons qui motivent ce refus, exposées dans une lettre du comte de Stadion à M. de Metternich. — Nouveau manifeste de l'Autriche contre la France. — Véritable motif à raison duquel l'Autriche s'était encore une fois résolue à la guerre. — L'Autriche publie un autre manifeste, dans lequel elle dévoile des propositions qui lui auraient été faites par la France relativement à la Turquie. — Proclamations adressées par le gouvernement autrichien à ses sujets et en général aux peuples allemands. — Inutilité de toute cette éloquence diplomatique. — La Bavière, les rois de Wurtemberg, celui de

ALEXANDRE I[er],

EMPEREUR DE TOUTES LES RUSSIES.

ESQUISSE DE SA VIE

ET DES ÉVÉNEMENS LES PLUS IMPORTANS

DE SON RÈGNE.

CHAPITRE PREMIER.

On se défie généralement, et avec raison, de ces productions historiques trop hâtives qui, se précipitant sur la trace des événemens, s'emparent avec une téméraire avidité d'un prince à peine couché dans le cercueil, pour lui infliger le jugement prétendu de la postérité. Bien souvent, en effet, une narration contemporaine est une usurpation sur les droits du temps. Il ne suffit pas qu'un personnage célèbre ne vive plus pour être justiciable de l'histoire ; il faut encore que les intérêts et les passions qui se rattachaient à lui meurent aussi. Il faut que tout soit calme, s'il est possible, dans les souvenirs que son nom réveille, et qu'il y ait, d'ailleurs, entre

l'écrivain et les choses, cet intervalle de temps qui permet à l'observation de s'exercer avec maturité. Toutefois ce principe peut souffrir quelques exceptions.

D'abord, nous ne sommes plus au temps où les cours avaient des mystères impénétrables, où les intrigues des cabinets se tramaient et s'accomplissaient dans une région accessible aux seuls initiés. Il n'y a plus de secret invincible ni même de secret durable. L'esprit d'examen qui gouverne notre époque ne le permet pas. Les passions politiques laissent aussi trop de monumens de leurs triomphes ou de leurs défaites; et les plus importantes révélations échappent, par force, à cette abondance indiscrète du papier écrit.

Il faut remarquer, ensuite, que les trônes sont bien descendus des hauteurs solennelles qu'ils occupaient jadis, et que les peuples regardent régner de plus près au temps où nous sommes. Il y a contact intime entre le pouvoir et la société. Il a bien fallu que les gouvernemens consentissent à se placer au milieu de ce tiers-état par les lumières duquel ils subsistent et agissent, et qui s'indemnise des moyens qu'il fournit, en exerçant une rigoureuse censure sur l'usage que l'on en fait.

D'un autre côté, s'il est des souverains dont la vie et les actes doivent être long-temps un sujet de controverse, si les profondeurs de leur génie ou les contrastes de leur caractère les présentent comme des problèmes destinés à fatiguer la sagacité humaine, il en est d'autres, en plus grand nombre, qu'un bon sens ordinaire peut classer tout d'un coup. Napoléon est mort depuis cinq ans, et nous commençons à peine à recueillir les élémens d'une solide et philosophique appréciation sur son compte : cet homme prodigieux a donné des impulsions si diverses et si puissantes aux choses de son siècle, que, soit en bien, soit en mal, nous ne tenons pas encore tous les résultats de ses combinaisons. Alexandre expire à peine, et nous pouvons déjà hardiment prononcer sur la valeur d'un système politique dont il vient peut-être d'emporter les dernières conséquences dans son tombeau. C'est que l'un puisa dans lui-même la cause de l'immense mouvement qu'il a jeté dans son époque, et que l'autre n'a vécu politiquement que d'une vie de réaction; l'un a ébranlé le monde par la force de sa volonté, l'autre a résisté par l'avantage de sa position matérielle; l'un a long-temps sub-

jugé la fortune et commandé l'admiration, tandis que son adversaire suivant le reflux de la fatalité, par de généreuses intentions est arrivé seulement à l'estime. Enfin, l'âme du premier fut, dans toute l'énergie de l'image, un abîme où le bon et le mauvais principe exercèrent tour à tour leurs inspirations, sous la constante prédominance d'une vaste et grande pensée; tandis que le caractère de l'autre n'a offert que des surfaces rayonnantes, il est vrai, d'un doux éclat, mais où la mansuétude a plus brillé que la force, et sur lesquelles ont successivement glissé des idées d'emprunt et des systèmes sans liaison nécessaire entre eux. La rivalité de ces deux potentats ne pouvait être des intelligences; aussi malgré tout ce qu'Alexandre s'est efforcé de mettre de personnel dans son antagonisme, la lutte a été entre les deux empires et les deux peuples bien plus qu'entre leurs maîtres.

La nature et l'éducation avaient fait d'Alexandre l'homme qu'il s'est montré depuis. Né avec un tempérament délicat et qui n'était point trempé à la russe, il annonça dès son enfance les plus doux et les plus aimables penchans. Il était le premier fruit de l'union de Paul Ier avec Marie-Féderowna,

princesse de Wurtemberg (1). Destiné au trône par sa grand'mère Catherine, à l'exclusion de Paul I[er] son père, on l'éleva loin des yeux de ce prince, de peur apparemment que les saintes affections de la nature ne devinssent un obstacle au plan arrêté (2), ou peut-être la haine inconcevable de Catherine pour ce prince allait-elle jusqu'à vouloir lui ravir toutes les jouissances de la paternité. Alexandre, placé sous les yeux de sa despotique grand'mère, eut pour gouverneur le prince Nicolas Soltykoff, et pour précepteur le colonel La Harpe, génevois, homme de mérite et d'esprit. Le colonel Masson fut chargé plus tard de lui donner des leçons de mathématiques. Dans cette éducation, moitié russe, moitié française, les idées et les principes des étrangers prévalurent; mais elle ne fut ni toute d'un roi, ni toute d'un philosophe, et il se fit, dans la tête d'un élève malléable et docile, une alliance équivoque des opinions philosophiques et philanthropiques du dix-huitième siècle avec les maximes les plus rigoureuses du pouvoir absolu.

---

(1) Alexandre naquit le 23 décembre 1777.

(2) *Voyez* la note I[re], à la fin du volume.

Il est à remarquer que l'impératrice Catherine, dont les mœurs avaient été plus que relâchées, voulut que ses petits-fils fussent préservés, aussi long-temps que possible, de toutes les révélations propres à donner l'éveil à leurs sens. Les précautions prises pour prolonger la durée de leur innocence furent excessives et même ridicules, s'il faut s'en rapporter aux détails dans lesquels le colonel Masson est entré à cet égard. Pour parvenir plus sûrement à son but, la conservation des mœurs de son petit-fils, la vieille impératrice ayant prudemment pensé qu'il fallait le soumettre de bonne heure au joug du mariage, Alexandre fut uni, dès l'âge de seize ans, à la princesse Louise-Marie (1), fille du margrave de Bade, pour laquelle il a conservé jusqu'à la fin de sa vie une véritable affection. Mais on craignit que cet hymen prématuré n'énervât une constitution qui semblait avoir besoin d'être fortifiée par un long ajournement des voluptés les plus légitimes. Il ne serait donc pas impossible qu'Alexandre eût été victime, à cet égard,

(1) Elle prit, en entrant dans la communion grecque, le nom d'*Élisabeth-Alexiewna*.

de la fausse prudence de son aïeule. On sait qu'il n'a pas eu de postérité. Elle avait aussi défendu que ses petits-fils cultivassent la poésie et la musique. Son austère théorie n'admettait pas, comme Platon, que la musique puisse apprendre à régler les mouvemens de l'âme; elle pensait, il faut croire, que ces arts frivoles, inutiles à qui veut régner, prennent un temps dont un prince peut toujours faire un meilleur usage. Le professeur Krafft instruisit Alexandre dans les élémens des sciences physiques, et le professeur Pallas lui donna quelques leçons de botanique.

Quel que fût le jugement des observateurs éclairés sur la capacité intellectuelle du jeune prince, le peuple à qui sa bonté s'était annoncée par des traits touchans, tournait vers lui un regard d'espoir et d'impatience, surtout à la fin du règne de Paul I[er]. Ces dispositions des esprits en Russie ne furent sans doute pas méconnues par ceux qui avaient formé le projet de détrôner Paul, et d'asseoir Alexandre en sa place. Nous allons dire en peu de mots comment s'accomplit ce projet sinistre, en regrettant de ne pouvoir jeter un voile absolu sur cette triste et sanglante aurore du règne d'un prince, digne d'être

monté sur le trône sous des auspices moins sombres et moins malheureux.

Paul Ier, détesté par sa mère, n'essaya point de secouer le joug tant qu'elle vécut. Il n'osa pas même revendiquer les droits sacrés de la paternité, bien plus à plaindre sous ce rapport que le dernier des esclaves de son empire ! Durant trente-cinq ans abreuvé d'humiliations et de mépris, condamné même aux privations les moins connues par les enfans des rois, il souffrit tout, et tremblant devant le génie de sa mère, il repoussa des insinuations hardies qui avaient pour but de lui montrer le chemin par lequel Catherine était arrivée au trône (1), encore mieux ouvert et plus aisément praticable pour lui-même.

Lorsqu'enfin l'attaque d'apoplexie qui emporta l'impératrice eut subitement affranchi Paul d'une maternité si oppressive, ses longs chagrins et ses amers souvenirs coulèrent de son cœur, surchargé comme un torrent, sur tout ce qui avait environné le trône de la défunte souveraine, sur tout ce qu'elle avait fait ou commencé. Ce fut un bouleversement

(1) On sait que Catherine fut accusée d'avoir trempé dans l'assassinat de Pierre III son mari.

complet qui s'étendit de l'administration aux relations extérieures, et jusqu'à la géographie politique de son empire. A travers cette frénésie de réformes il affecta quelques actes de justice, mais sans pouvoir faire oublier qu'il était conduit par la haine de sa mère et de l'ordre de choses qu'elle avait créé. Bientôt égaré par cet odieux sentiment, il multiplia les fausses démarches, les contradictions et les écarts qui servirent plus tard à ses ennemis pour l'accuser de folie, et justifier la nécessité de son abdication. Son horreur pour le nom de liberté l'avait fait entrer dans la coalition; les revers éclatans de ses armes l'aigrirent; et il ne put se consoler de voir tomber sous lui cinquante ans de renommée militaire nationale. La crainte exagérée de la contagion révolutionnaire rendit son gouvernement horriblement inquisitorial : l'abus tyrannique de la plupart de ses mesures ne pouvait être surpassé que par l'excès du ridicule de quelques unes d'entre elles. Naturellement humain et juste, la peur des conspirations le poussa à des actes qui portaient le caractère d'une cruauté réfléchie. Tant de caprices et de changemens avaient blessé trop d'intérêts et dérangé trop d'existences; la noblesse,

attaquée dans les priviléges qui constituaient la sienne, et en quelque sorte dégradée en masse par l'ukase de 1798, balança trop victorieusement l'amour que le peuple lui portait. On sait comment il réveilla une foule de souvenirs funestes, des craintes et des remords assoupis, en remuant les cendres de Pierre III qu'il s'obstinait à croire son père, bien que repoussé par lui dès son berceau. Il avait ordonné l'exhumation du corps de ce prince enterré dans le monastère de Saint-Alexandre Newsky, pour le faire transporter à la citadelle où se trouvaient les sépultures des autres souverains russes. Le cercueil qui le renfermait fut couronné, honneur que l'infortuné Pierre III n'avait pas obtenu de son vivant. Au moment de cette translation, Paul Ier voulut réunir ceux que la haine, l'ambition et le crime avaient séparés pendant leur vie; l'impératrice défunte et Pierre III, ensemble et à côté l'un de l'autre, furent exposés au palais. Mais le corps de Catherine dont l'embaumement avait été exécuté avec une négligence qui semblait calculée, n'offrit à tous ceux qui vinrent adorer ses restes et baiser sa main, qu'un objet de dégoût et d'horreur. Sous les ornemens d'or et les diamans qui,

comme une magnifique dérision, couvraient le cadavre impérial, le ver du cercueil s'était déjà saisi de sa proie, et les symptômes d'une prompte décomposition n'avaient plus même laissé dans cette hideuse dépouille quelques faibles vestiges de la fière et puissante Catherine. On se retirait en frémissant : on se demandait si c'était par la piété filiale de Paul Ier envers son père, ou par son ressentiment contre sa mère qu'un tel spectacle avait été médité. Ce doute se fortifia quand on vit dans la cérémonie de la translation paraître Alexis Orloff, l'ancien vainqueur de Tchesmé. Paul Ier l'avait arraché du fond de sa retraite pour le forcer à figurer dans le cortége funèbre en portant un des coins du drap. Orloff était alors un vieillard; ses cheveux blancs et la forme de ses vêtemens rappelaient une autre époque; mais la honte qui courbait sa taille gigantesque et la douleur empreinte dans ses traits rappelaient encore mieux le crime qu'il expiait dans ce terrible moment.

Cette vengeance sembla avoir satisfait le ressentiment de Paul Ier; et les favoris de sa mère, qui avaient dû s'attendre à payer les longs mépris dont ils avaient frappé l'héritier du trône, ne furent point recherchés.

Platon Zouboff, qui était en titre au moment où l'impératrice expira, au lieu d'être banni de la cour et dépouillé de ses emplois, ce qui n'eût paru que juste, se vit l'objet d'une particulière faveur.

Toutefois ces apparences de magnanimité ne purent rendre le gouvernement de Paul Ier populaire. Des actes de générosité qui semblaient étrangers à sa nature, étonnaient, mais ils ne touchaient pas. Si la trame qui le précipita du trône ne fut pas dès-lors ourdie, on peut dire au moins que tous les élémens de sa chute se préparaient déjà. D'ailleurs le peu de confiance qui commençait à naître ne tarda pas à disparaître devant des mesures qui ne pouvaient partir que d'une âme pleine de défiance et agitée par les plus noirs soupçons. En même temps qu'il assurait Zouboff de sa faveur, il faisait mettre les scellés sur sa chancellerie. Mais rien n'excita plus de mécontentement que les changemens qu'il opéra dans ses armées, et dans les régimens des gardes. Il craignait ce corps, et pour en neutraliser l'influence, il y incorpora des bataillons formés par lui dans sa retraite de Gatchina et composés d'hommes qui lui étaient dévoués. Par l'effet de cette fusion, des offi-

ciers qui appartenaient aux premières familles de l'empire, se trouvant sous les ordres d'officiers parvenus, demandèrent leur congé, au nombre de plus de trois cents. Paul Ier, en le leur donnant, sévit contre eux avec cruauté. De pareils traitemens furent exercés contre le reste de l'armée. Ainsi se dissipèrent avec rapidité les espérances fondées sur les premières manifestations de ce règne. On vit que les velléités généreuses de Paul n'étaient que la conséquence des craintes, ou du moins des incertitudes inséparables d'un avénement. Mais cette conduite qui avait tous les dehors de l'inconséquence substitua l'impatience du joug au respect de la puissance; et ce qui acheva de détruire ce dernier sentiment, c'est l'importance ridicule que Paul attacha à des détails auxquels un simple général aurait dédaigné de descendre. Au milieu du vaste cercle d'affaires qui l'environnaient et allaient l'accabler, l'empereur perdit plusieurs jours à instruire ses soldats dans une nouvelle manière de monter la garde.

Bientôt cependant il entreprit une opération plus urgente et plus sérieuse; ce fut le rétablissement des finances, que Catherine avait laissées dans le plus absolu délabrement.

Catherine, pour subvenir aux frais des nouvelles expéditions militaires qu'elle méditait, s'était vue réduite à l'émission d'un papier dont la valeur baissait avec rapidité. Paul voulut, par un décret, relever le taux de ce papier à la valeur des espèces, et il échoua. Des réformes économiques opérées dans d'autres parties de l'administration, eurent un succès plus heureux, et le papier-monnaie fut solennellement brûlé. Mais le peuple en applaudissant à la sagesse de ce sacrifice, ne savait pas que les assignats détruits n'étaient qu'une bien faible partie de l'énorme quantité que depuis une dixaine d'années Catherine avait fait fabriquer secrètement afin de vivre au large jusqu'au bout. L'impéritie de ses ministres et l'insatiable cupidité des favoris avaient pu, malgré toute la sagacité que l'on a supposée à cette souveraine, lui faire illusion sur cette déprédation effrayante de la fortune publique.

Paul Ier chercha, par une foule d'autres moyens, la plupart violens et intempestifs, à réparer le désastre financier. Ses prodigalités rendirent le mal plus grand, car il dépensa des sommes immenses en constructions, en joyaux pour la couronne, et en

libéralités mal distribuées. La fécondité d'un sol tout neuf, les ressources immenses d'un empire non exploité, et d'un commerce qui ne demandait qu'à naître, ont résisté à ces désordres; cependant ces désordres ont justifié ces mots : « Que la Russie avait été ruinée avant que d'être riche; de même qu'elle était pourrie avant que d'être mûre ».

Au milieu de cet embarras financier, Paul s'était vu dans la nécessité de suspendre une levée de cent mille hommes, destinée à marcher contre la France, et il avait rompu les négociations que sa mère avait entamées avec l'Angleterre relativement à un traité de subsides. L'influence de cette puissance ne tarda pas à prévaloir de nouveau à Saint-Pétersbourg : Paul Ier se laissa séduire par l'espoir de guérir, avec l'argent des Anglais, la plaie saignante et irrémédiable de ses états. Il coûtait peu à l'Angleterre de rendre à la Russie une partie de l'or qu'elle lui avait arraché durant soixante ans de commerce, sans concurrence, dans ses provinces. Paul Ier entra dans la seconde coalition.

Paul Ier avait hérité de tous les instincts despotiques de Catherine; et la crainte permanente que les idées républicaines dont était

infectée la France ne pénétrassent dans ses états, accroissait de jour en jour son ombrageuse tyrannie. Il avait expulsé de Russie beaucoup de Français, les détestant comme particuliers, autant qu'il les estimait peu comme militaires. Les campagnes de 1798 et de 1799 changèrent son mépris en haute estime.

C'est alors, comme on le sait, que les enfans du Borysthène vinrent pour la première fois rougir de leur sang les plaines italiques et les vallées de l'Helvétie. Masséna vainquit à Zurich l'armée commandée par Korsakoff, qu'un succès obtenu contre Moreau, à Cassano, en Lombardie, avait enflé d'orgueil. Mais le vieux Souwaroff ne démentit pas sa renommée militaire, et les généraux français rendirent justice à l'habileté de sa retraite, de même que les soldats républicains avaient témoigné de la bravoure obstinée de ses soldats. Paul Ier, indigné du malheur de ses armes, l'imputa à ses alliés; et d'ailleurs se croyant dupe de l'Angleterre, il abandonna la coalition. Les revers qu'il éprouvait au même instant en Hollande, des symptômes d'hostilité de la part de plusieurs puissances et les exploits militaires du grand homme qui usait si noblement de la victoire achevèrent de le dispo-

ser en faveur de la France. D'ailleurs le consulat venait de s'asseoir sur les débris du Directoire, et ce nouveau gouvernement, qui n'avait de républicain que le nom, et qui rétablissait l'unité si chère au despotisme, dissipa toutes les préventions de Paul I[er]. Il était de l'instinct de l'autocrate de pressentir, dans le consul, le futur empereur.

L'empereur Paul, dans ces dispositions nouvelles, venait de conclure un traité de neutralité armée avec la Suède, et de reconnaître ce principe incontestable de liberté maritime, que le pavillon neutre couvre la marchandise. Un embargo général, mis sur tous les navires anglais qui se trouvaient dans ses ports, fut le résultat immédiat de cette déclaration. Bientôt le traité de Lunéville rallia autour des mêmes principes le reste des puissances continentales; et l'Angleterre, contre qui ils étaient invoqués, se vit dans la nécessité d'ourdir de nouvelles trames pour ressaisir l'influence qui lui échappait. Sans doute elle serait parvenue à réorganiser le désordre en Europe par des voies purement diplomatiques, si les circonstances lui eussent laissé le temps nécessaire pour intriguer. Mais on parlait d'une alliance de Paul et de Na-

poléon comme d'une chose certaine. Le bruit d'une expédition concertée par les deux empereurs, et dirigée contre la puissance britannique dans l'Inde, retentissait sourdement; et, tout incroyable que ce plan paraissait, la réalité en était suffisamment attestée par les armemens maritimes auxquels on travaillait avec une mystérieuse activité dans les ports du Kamtchaka. Alors il fallut recourir aux grands moyens; et c'est ainsi que, selon l'opinion la plus générale, la mort de Paul fut résolue.

La politique anglaise trouva malheureusement des complices dans l'armée de Paul Ier, parmi ses ministres, et jusque dans son palais. Vingt fois sur le point d'être découvert, ce complot infâme s'accomplit enfin le 23 mars 1800. Des hommes de marque, Russes et Anglais, figurèrent dans la tragédie, et à leur tête marchaient les derniers amans de Catherine, les frères Zouboff, Platon, Valérien et Nicolas, tous trois comblés des faveurs de Paul Ier. On dit que Platon se présenta avec un acte d'abdication qu'il s'agissait de faire signer à l'empereur, en le déclarant déchu par la volonté de la nation. Le monarque infortuné répondit à Zouboff, en lui repro-

chant vivement son ingratitude, et ses reproches et sa résistance furent son arrêt de mort. L'horreur de ses derniers momens, s'il faut en croire les mémoires contemporains, égala celle du trépas de son père. Il ne fut pas, comme Pierre III, forcé de boire du poison; mais, comme lui, il tomba accablé sous les coups multipliés de ses bourreaux; il fut traîné par leurs mains impies, foulé sous leurs pieds, et de même les clameurs de son agonie n'appelèrent à son aide aucun secours, nul ami. Argamakoff, son aide-de-camp, prêta son écharpe pour étrangler l'empereur, et achever ainsi son assassinat et son supplice.

Il est évident qu'au moyen de l'odieux stratagème de l'acte d'abdication, on se réservait la faculté de publier que, par son obstination à repousser une mesure nécessaire au salut de l'état, Paul Ier avait lui-même causé le malheur qui le priva de la vie. Il ne serait pas impossible que de complaisans écrivains eussent écrit, et d'autres pourraient bien encore répéter que ce fut, en effet, un accident non prémédité.

Hâtons-nous, après le récit de ce funeste événement, de dire que tous les seigneurs

connus pour avoir trempé dans le complot ont été dans la disgrâce de l'empereur Alexandre, et forcés à vivre loin de Saint-Pétersbourg.

Mais nul éclat de ressentiment, nulle poursuite solennelle, nulle manifeste vengeance contre ces grands coupables, ne troubla le silence du palais des Tzars.... Qu'il semble encore loin de l'Europe et de ses mœurs, ce pays où le successeur d'un souverain tombé dans son sang, essuie le trône et s'y asseoit avec tranquillité, sans que le peuple, accoutumé à ces catastrophes domestiques, prenne assez d'intérêt à la tragédie pour s'inquiéter de ses suites ou s'informer de ses causes!

L'Europe entière demanda des renseignemens avec une véritable sollicitude; et si cet événement est de la nature de ceux sur lesquels il est bien difficile d'obtenir jamais toute la vérité, et que l'histoire garde parmi ses plus sanglans mystères, un laps de vingt-cinq ans écoulés depuis ce parricide, a cependant permis de recueillir bien des informations.

A l'époque de la catastrophe, toutes les ambassades avaient eu leurs relations, et chacune était empreinte de l'esprit et des dispositions du cabinet d'où elle émanait. Celle qui

partit de la chancellerie française, bien qu'inexacte à certains égards, parut plus affranchie que les autres d'une partialité passionnée. Du moins nous ne croyons pas devoir qualifier ainsi les imputations dont on y frappait le cabinet britannique.

Tout concourait, selon cette relation, à prouver la participation du ministère anglais à la mort de Paul I[er], et l'expédition du Sund, principalement, venait à l'appui de cette opinion. De quelle utilité pour les Anglais était l'occupation du Sund en cette circonstance? quel était le but d'une expédition qui pouvait devenir si funeste à ceux qui la tentaient? Uue flotte nombreuse défendait ce détroit; pour le franchir il fallait la détruire, et le succès était au moins douteux; en supposant même la réussite, les Anglais n'avaient-ils pas à craindre de trouver les forces des trois puissances réunies, soit pour les combattre, soit au moins pour leur fermer le passage au retour? Les chances raisonnables de cette tentative étaient telles, que sans les machinations des Anglais, la Baltique devait être le tombeau de leur flotte; donc ceux qui avaient conçu l'entreprise avaient au moins l'espérance qu'au moment où l'on pénétrerait dans

la Baltique, la puissance qui y faisait la loi, la Russie, aurait cessé d'être redoutable. La sécurité avec laquelle ils s'engagèrent dans cette mer, indique l'attente d'un événement qui devait changer pour eux la face des affaires, et prouve assez que Nelson n'eut l'ordre de forcer le Sund que lorsque la chute de Paul fut résolue à Londres. C'est au moins une forte présomption que cette singulière coïncidence des faits : ce fut pendant le combat même du 2 avril, que l'on apprit à Copenhague la mort de Paul Ier; et le gouvernement danois prit le plus grand soin pour ne pas en laisser ébruiter la nouvelle avant l'entière conclusion de l'armistice qui suivit cette journée.

Quelques esprits hardis, continue la relation française (1), s'étant formé à Pétersbourg un parti puissant, moins par le nombre que

---

(1) Cette *Notice* place à la tête des mécontens les Zouboff que nous avons déjà nommés : l'un, le prince Platon, dernier favori en titre de Catherine; l'autre, Valérien, grand-maître de l'artillerie; le troisième, Nicolas, grand-écuyer; puis le général de cavalerie comte Pahlen; le général Beningsen, au service de la Russie; le général Ouvaroff, colonel des chevaliers-gardes; le colonel Tatarinoff; le colonel Yesselowitz;

par les places éminentes que chacun tenait de son maître, résolurent de porter le dernier coup; la mort leur était réservée s'ils échouaient, et malgré cette nécessité de hâter l'exécution de leur dessein, tous attendaient, nul n'agissait. Il fallait, pour diriger de telles menées, une tête froidement organisée, et capable tout à la fois de l'activité la plus soutenue. Un tel chef se trouva dans la personne de Pahlen, gouverneur militaire de Pétersbourg.

Le comte Pahlen avait joui jusqu'alors, dans les fonctions de cette place, d'une réputation de probité austère. On se louait généralement de son administration; on parlait de ses vertus; il avait les dehors les plus respectables; le calme répandu sur ses traits inspirait la confiance; mais il cachait une profonde dissimulation, et son extérieur n'était nullement en harmonie avec son âme. (1)

---

le général Yaschwel; enfin le lord Witworth, ambassadeur d'Angleterre à Pétersbourg.

(1) La Notice que nous avons déjà citée rapporte le trait suivant de la jeunesse de Pahlen : Employé à la chancellerie des affaires étrangères sous Catherine, il fut choisi pour porter une dépêche très importante à Londres. La voie de terre, comme étant la plus courte,

Le joug de l'autorité pesait de plus en plus sur Pahlen ; soumis à un maître dont la volonté était absolue, sa faveur dépendait d'un soupçon ; de jour en jour elle devenait plus précaire ; il voulut l'affermir, et résolut de mettre Alexandre sur le trône. Un nouveau règne offrait un champ plus vaste à l'ambition dont il était dévoré, de plus fréquentes occasions de rendre ses talens nécessaires, l'assurance d'obtenir un crédit immense auprès d'un jeune prince dépourvu d'expérience ; enfin, l'espoir de régner sous son nom.

D'après ces données sur son caractère on s'étonnera moins de l'audace de ses desseins. Une fois son plan arrêté, il s'appliqua à éloi-

---

est celle qu'on lui prescrit. Pour que rien ne l'arrête, on lui prodigue l'argent. Au moment même de partir, il perd tout au jeu. Tout autre homme, après une telle faute, eût été en proie au désespoir ; cependant le courage n'abandonne point Pahlen ; il va à Cronstadt ; un vaisseau y appareillait pour Londres : il s'embarque ; en treize jours il arrive, et il rapporte une réponse satisfaisante huit jours plus tôt qu'on n'avait droit de l'attendre. Depuis lors, à l'aide de ses talens, secondé par l'intrigue la plus constante, il obtint sous Paul une des premières places de l'empire, et la confiance entière de son maître.

gner de la faveur de Paul tous ceux qu'il n'avait pu gagner. Dans cette vue il travailla long-temps, et réussit enfin à disgracier un homme dont le dévouement à la personne de l'empereur, et les talens surtout, lui portaient ombrage. C'était Rostoptchin, vice-chancelier des affaires étrangères; ce ministre était parvenu à s'emparer d'une correspondance entre un comte Panin, neveu du grand-gouverneur de Paul (1), et un agent des conjurés de Pétersbourg. Ce Panin était le chef du parti à Moscou, et quoique ses lettres fussent écrites avec une extrême circonspection, il y régnait un louche qui n'échappa point à la sagacité de Rostoptchin. Les pièces saisies furent mises sous les yeux de Paul, et celui à qui elles étaient adressées fut mandé; mais cet homme repoussa avec tant de chaleur cette imputation, il se défendit avec un tel accent de vérité, qu'il dissuada Paul entièrement. Pahlen, peu de temps après, obtint le renvoi de Rostoptchin.

Avant de rien tenter, Pahlen voulut se ménager les moyens de se justifier auprès

(1) Le comte Panin, ministre de Catherine II, et l'un des auteurs de la révolution de 1762.

d'Alexandre, s'il réussissait, et auprès de l'empereur s'il venait à échouer. Il sentait combien il lui importait d'impliquer d'une manière adroite l'héritier du trône dans ses projets, et de le placer par là entre Paul et lui. Il s'appliqua donc à indisposer l'empereur contre les grands-ducs Alexandre et Constantin, et ces derniers contre leur père. « C'était leurs droits qu'il voulait assurer, leurs vies qu'il voulait défendre » ; mais sous les apparences du zèle, Pahlen les employait comme les prétextes de sa haine et les instrumens de son ambition.

Le succès de Pahlen fut complet auprès du vieil empereur et des jeunes princes ; une terreur profonde s'empara de l'âme du malheureux monarque et ne l'abandonna plus. Que l'on juge de l'excès de ses angoisses par le trait suivant : un jour sortant de son lit encore plus épouvanté qu'à l'ordinaire, il mande subitement ses deux fils aînés, Alexandre et Constantin, et leur fait jurer sur un crucifix qu'ils n'attenteront point à ses jours!...

Des fils qui avaient le malheur d'inspirer des craintes pareilles, ne devaient point eux-mêmes se sentir en sûreté ; cependant Pahlen

n'espérant rien du caractère respectueux et résigné d'Alexandre, le peignit à Paul, déjà atteint d'un incurable soupçon, comme un être dangereux; il alla plus loin : il osa l'accuser auprès de son père de comploter contre son autorité, et déclara formellement à l'empereur ne pouvoir répondre de sa sûreté personnelle s'il ne lui donnait sur-le-champ l'ordre d'arrêter Alexandre. Paul, indigné contre son fils, signe aussitôt l'arrêt; alors Pahlen va trouver le grand-duc, et après lui avoir vainement représenté la nécessité de prévenir les intentions de Paul en le forçant d'abdiquer, il opposa au refus opiniâtre d'Alexandre l'ordre qu'il venait de recevoir contre lui. Atterré par la vue de cet ordre et pressé par l'imminence du péril, Alexandre ne pouvait encore se résoudre à une démarche aussi hardie; mais cette incertitude fut interprétée par Pahlen comme une autorisation tacite et suffisante. Il allait le quitter, quand Alexandre exigea de lui le serment *qu'il ne serait fait aucune violence à son père*, et le rendit responsable de ce qui arriverait.

Telle fut la duplicité de Pahlen, et telle fut la conduite du grand-duc; c'est cette

manœuvre insidieuse qui a pu donner lieu à cette question : Alexandre a-t-il participé au meurtre de son père? (1)

Cependant à cette époque quelques bruits ayant transpiré, quelques rapports vagues ayant été faits à Paul, soit par le dévouement, soit par l'indiscrétion des initiés, il manda Pahlen, et lui dit : « On en veut « à ma vie... N'épargnez rien pour vous in« struire des faits... » ; et il termina par une sortie violente sur l'ignorance où il le croyait. Pahlen répondit : « Sire, je le savais, et pour m'assurer des coupables, je suis moi-même de la conspiration. » Ces mots tran-

(1) C'est d'après le caractère déployé par l'empereur Alexandre dans toute la suite de sa vie qu'il faut résoudre les doutes que toutes les versions possibles peuvent laisser sur son compte. Si cette base d'appréciation, la haute et religieuse moralité de toutes les pensées et de tous les actes qui depuis ont signalé son règne, nous manquait, que répondraient ses plus déterminés partisans à ceux qui diraient : Alexandre connaissant parfaitement la trempe inflexible du caractère de son père, et son amour frénétique du pouvoir, devait être convaincu qu'il ne renoncerait à la couronne qu'en renonçant à la vie, et que lui présenter à signer un acte d'abdication c'était la même chose que lui lire sa sentence de mort?

quillisèrent l'empereur, et dès-lors il s'en rapporta entièrement à Pahlen. Deux jours avant l'événement, l'empereur reçut avis d'Obalianoff, procureur-général, que l'on conspirait contre sa vie; cette nouvelle révélation mit le comble à ses défiances, et craignant alors que Pahlen n'eût véritablement pris part au complot, il expédia un courrier à Araktscheïeff, ancien gouverneur de Pétersbourg, qui alors commandait un régiment de confiance de Paul, caserné à 40 werstes (10 lieues) de Pétersbourg. Il mandait à cet officier qu'il mettait en lui toute sa confiance, que s'il différait un instant à venir, il était perdu, parce que Pahlen le trahissait.

Pahlen arrêta ce courrier, qui tenant ces dépêches de la main de l'empereur, refusa de les lui remettre; le gouverneur feignit de soupçonner la véracité de son langage, et sous ce prétexte les lui fit enlever d'autorité.

Instruit de tout, Pahlen sentit le danger. Un court délai pouvait rendre infructueux des projets si habilement conçus. Assuré donc en quelque sorte de l'impunité du crime, il en pressa l'exécution, et de concert avec quelques hommes sur lesquels il pouvait compter

plus particulièrement, il fixa le jour fatal au lendemain.

Dans la matinée du jour convenu, l'empereur se promenant à cheval sur la place Souwaroff, accompagné de son favori Koutaïsoff, fut accosté par un homme de la classe inférieure qui lui présenta une lettre. Le cheval de l'empereur s'étant cabré dans ce moment, il ne put la prendre lui-même, et elle fut remise à Koutaïsoff : elle contenait de grands détails sur la conspiration; mais Koutaïsoff ayant changé de vêtement pour dîner chez l'empereur, oublia de la lire.

A l'heure fixée, vers onze heures de la nuit, du 22 au 23 mars, les conjurés, au nombre de vingt, se présentent à une porte latérale du palais Saint-Michel donnant sur le jardin. On leur en refuse l'entrée : « L'empereur nous a mandés, disent-ils; il y a aujourd'hui grand conseil de guerre. » La sentinelle, trompée par la vue de plusieurs officiers généraux, se rend à leurs instances.

Tous montent en silence à l'appartement de Paul, et demeurent un moment dans la salle des gardes. Argamakoff, aide-de-camp de service, se présente seul : il dit que le feu est à la ville, qu'il vient réveiller l'empereur,

et le heyduk qui gardait l'antichambre le laisse entrer. Il frappe à la porte de l'appartement, et se nomme; Paul reconnaissant sa voix, lui ouvre à l'aide d'un cordon qui répondait à son lit. Il ressort aussitôt pour introduire les conjurés; ceux-ci n'attendant qu'un signal pour se présenter, entrent en foule; le cosaque s'aperçoit alors, mais trop tard, qu'on en veut aux jours de l'empereur; il veut résister; à l'instant même il tombe percé de coups; toutefois son dévouement avertit son maître, il s'écrie : *Trahison!...*

L'empereur effrayé veut fuir dans un des cabinets qui joignent son alcove. L'un communiquait à l'étage inférieur; l'autre, sans issue, renfermait des drapeaux pris sur l'ennemi, et les armes des officiers détenus à la forteresse. C'est dans ce dernier que son trouble l'a conduit : Saisissant une épée, il cherchait à gagner un escalier dérobé par l'autre cabinet, quand les conjurés pénétrèrent. Ils vont droit à son lit; ne l'y trouvant pas, tous s'écrient : Il est sauvé! Déjà ils se croyaient trahis, quand Beningsen l'aperçut blotti derrière un paravent.

Paul, troublé, sans vêtemens, pressentit le sort qu'ils lui réservaient, mais son énergie

ne l'abandonna pas. On lui parle d'abdiquer; il s'y refuse avec emportement, et reconnaissant ceux qu'il a comblés de bienfaits, il éclate en reproches si touchans que leur férocité en est ébranlée.

Mais dans le moment où les conjurés se pressent chez l'empereur, au moment même où ils comptent le plus sur Pahlen, celui-ci marche au palais à la tête d'un régiment des gardes; si l'entreprise réussit, il vient pour la seconder; si elle manque, c'est son maître qu'il a voulu défendre.

Cependant Platon vint lire à l'empereur un acte d'abdication : Paul cherche à les toucher de nouveau; il s'adresse particulièrement à Platon, lui retrace son ingratitude et l'excès de sa témérité : « Tu n'es plus empereur, « répondit celui-ci; c'est Alexandre qui est « notre maître ». Indigné de son audace, Paul va pour le frapper; ce courage les arrête, il suspend un moment la volonté des conjurés; Beningsen s'en aperçoit, et sa voix les ranime : « C'est fait de nous, s'il échappe, c'est « fait de nous! » Alors Nicolas Zouboff portant le premier la main sur son souverain, lui casse le bras droit, et entraîne par son audace la scélératesse irrésolue de ses complices.

Le tumulte ajoute encore à cette scène d'horreur, et l'obscurité qui l'environne rend inaccessible à la pitié le cœur de ses assassins. Tous fondent sur lui ; l'infortuné Paul tombe accablé. On lui prodigue l'injure; on lui crache au visage ; on le traîne ; on prolonge son agonie. Par une dégoûtante barbarie, les assassins le frappent dans les parties les plus secrètes de son corps....; leur cruauté se lasse enfin : l'un d'eux lui passe au cou une écharpe, et termine ainsi ses souffrances. Il expire, et ses dernières paroles sont : CONSTANTIN ! CONSTANTIN !....

Alexandre, en apprenant la mort de son père, tomba dans un accablement profond. On lui dit que la proposition d'abdiquer avait si fort irrité l'empereur, qu'il avait été soudain frappé d'apoplexie. Il ne pouvait se méprendre à un tel rapport. On chercha à tempérer sa douleur ; mais, rejetant toute consolation, il refusa hautement le trône. Cet état fut suivi de convulsions violentes qui durèrent plusieurs heures.

Le bruit de la mort de Paul se répandit en peu de temps dans la ville ; le peuple se porta en foule sous les fenêtres du château ; tous les grands, tout ce qui avait des charges

à la cour, toutes les autorités de la capitale, se rendirent aussitôt au palais pour saluer leur nouveau souverain.

Pahlen, en qualité de gouverneur de Pétersbourg, présidait la députation, et porta la parole. On vit ainsi l'assassin du père prêter au fils serment de fidélité. (1)

Alexandre céda alors aux instances réitérées de sa famille éplorée, et de ses plus chers serviteurs, qui lui représentèrent qu'en cette circonstance il se devait tout entier à l'état. Il parut au balcon du palais, et fut salué empereur aux acclamations de tout son peuple. Mais, parmi ces témoignages et ces transports de joie, une amère et cruelle pensée lui fit regarder le jour où il montait sur le trône comme le plus pénible de sa vie.

Tel est le récit le plus généralement accrédité sur ce tragique événement, et dont la source est le plus probablement certaine. Il est puisé, comme nous l'avons dit, dans la notice de la légation française, qui, bien que publiée sans garantie manifeste, sans

(1) Lorsque Pahlen se présenta pour complimenter l'empereur, Alexandre lui dit : « Monsieur le gouverneur, quelle page dans l'histoire ! — Sire, les autres la feront oublier », répondit Pahlen.

nom d'auteur, n'en est pas moins restée dans la classe des documens authentiques. Le caractère le plus prononcé de cette pièce, dans son ensemble, était un excessif ménagement pour Paul Ier, et une réserve bien plus remarquable pour son successeur. Dans ce système d'égards pour une puissance que le gouvernement français voulait alors se concilier, les imputations fâcheuses et tout l'odieux de l'événement tombaient en résultat sur le ministère britannique ; mais ce résultat n'était point contraire à la vérité des choses, du moins à toutes les inductions que purent fournir alors les intérêts et la conduite de ce cabinet.

D'autres versions publiées en Allemagne et reproduites plus tard en France diffèrent, relativement à certaines circonstances, du récit que l'on vient de lire. Nous avons cru devoir placer à la fin de l'ouvrage la plus détaillée de toutes ces relations ; elle porte, en beaucoup de choses, le caractère de la vérité, mais l'incertitude où nos recherches nous ont laissé sur son origine ne nous permet pas de la présenter autrement que comme un renseignement soumis à la critique du lecteur éclairé.

Ce qu'il y a de certain, c'est que le malheureux Paul Ier, victime de sa confiance pour Pahlen, et de l'infernale habileté de ce ministre, en était venu au point de regarder comme conjurés contre ses jours les deux seuls êtres dont il fût probablement aimé, tout peu capable qu'il était d'inspirer de la tendresse : c'étaient sa femme et son fils. Sa femme, Marie Fédérowna, née princesse de Vurtemberg-Montbéliard, était un ange de beauté, de douceur et de dévouement. Douée d'un mérite supérieur, elle subit, avec une résignation exemplaire, le sort qui l'avait unie au plus intraitable, au plus bizarre des hommes, et qui fut presque toujours le plus ridicule des princes. Elle était adorée des Russes, ce qui la rendit souvent suspecte à son époux. Aussi, un jour et probablement lorsque les machinations de Pahlen étaient déjà commencées, « Madame, lui dit-il, si « vous vouliez jamais jouer le rôle d'une « Catherine II, ne vous attendez pas du moins « à trouver un Pierre III ». (1)

---

(1) Les gardes et le peuple, dit l'auteur des Mémoires secrets, eussent en vain prié Marie de monter sur le trône; elle eût rejeté avec horreur cette proposition.

Quoique ses soupçons sur son fils aîné n'eussent pas un fondement plus légitime, Paul l'avait entouré de toutes les précautions qui pouvaient garantir la fidélité la plus douteuse. Des officiers dévoués jusqu'à l'espionnage composaient sa maison ; on lui avait ôté son régiment pour lui en donner un autre, et on l'avait nommé gouverneur militaire de Saint-Pétersbourg, en lui imposant toutefois pour adjoint ou pour gardien le féroce Araktscheieff.

On verra, dans le document auquel nous renvoyons le lecteur, qu'au commencement de 1801 la fidélité de Pahlen était devenue suspecte, et que son plan allait échouer malgré toutes ses ressources, s'il n'en eût hâté l'exécution. L'empereur s'apprêtait à *frapper un grand coup*, comme il le dit lui-même à une dame de la cour ; or ce grand coup aurait ensemble jeté dans les cachots, les fils et l'épouse innocente avec le ministre perfide. Heureusement que les ombrages de Paul Ier n'étaient pas bornés à son palais ; sa tyrannie lançait la proscription sur une foule de têtes. Les *suspects*, clandestinement enlevés à domicile, disparaissaient avec une effrayante soudaineté ; et lorsque Pahlen, averti des soupçons de l'empereur sur son compte, vint une

dernière fois et avec une nouvelle ardeur solliciter l'adhésion d'Alexandre, il put faire valoir le prétexte toujours si spécieux du *salut public*. (1)

---

(1) On trouvera à la fin de l'ouvrage un morceau extrait du Mémorial dans lequel un témoin dont le dire n'est pas à dédaigner (Napoléon) exprime son opinion personnelle sur cet événement, sur les intrigues politiques auxquelles il se rattachait, et sur le caractère de Paul Ier.

C'est M. de Talleyrand qui porta la première nouvelle de cet événement au premier consul, qui se trouvait alors à la Malmaison. Napoléon, en apprenant que Paul était mort, et mort assassiné, poussa un cri perçant, et se livra aux marques de la plus vive douleur.

La même nouvelle fut portée à Berlin par le jeune Tscherebetzoff, dont le père avait épousé la sœur des Zouboff. Ce jeune homme parla de l'assassinat de Paul Ier avec un enthousiasme plein d'ingénuité, et comme si c'était l'action du monde la plus glorieuse.

CHAPITRE II.

(1801 ET 1802.)

Dès le jour qui suivit la nuit terrible dont nous venons de décrire les horreurs, Alexandre fut proclamé, et les fêtes d'un avénement vinrent dissiper la passagère stupeur où la sanglante nouvelle avait plongé la capitale. L'aspect de son nouveau maître charmait le peuple. Il était impossible d'oublier le crime; mais dans la sérénité mêlée de tristesse que l'on remarquait sur son visage, il faisait l'effet d'un ange porté sur le trône par des démons. Une jeunesse intéressante, des sentimens pleins de grandeur, des mœurs pures, des goûts noblement simples, un vif amour de l'humanité, semblaient présager que son règne commencerait l'ère de civilisation véritable de la Russie. Voici le portrait que le colonel Masson traçait de ce prince peu d'années avant qu'il ne montât sur le trône. « Ce jeune prince, par la pureté de son moral et la beauté de son physique, inspire une espèce d'admiration. On trouve presque réa-

lisé en lui cet idéal qui nous enchante dans Télémaque.

« On pourrait aussi lui reprocher les mêmes défauts que le divin Fénelon laisse à son élève. Mais ce sont peut-être moins des défauts que l'absence de quelques qualités qui ne se sont point encore développées en lui, ou qui ont été repoussées dans son cœur par les alentours méprisables qu'on lui a donnés. Il a de Catherine une grandeur de sentiment et une égalité d'humeur inaltérable, un esprit juste et pénétrant et une discrétion rare; mais une retenue, une circonspection qui n'est pas de son âge, et qui serait de la dissimulation si on ne devait point l'attribuer à la position gênée où il s'est trouvé entre son père et sa grand'-mère, plutôt qu'à son cœur naturellement franc et ingénu. Il a de sa mère, la taille, la beauté, la douceur et la bienfaisance; mais aucun trait extérieur ne le rapproche de son père, et il doit d'ailleurs le craindre plus que l'aimer. Paul, devinant les intentions de Catherine en faveur de ce fils, a toujours eu de l'éloignement pour lui; il ne lui trouve ni son caractère ni ses goûts; car Alexandre paraît se prêter par obéissance, plus que

par inclination, à ce que son père exige de lui. Il est adoré du soldat à cause de sa bonté, admiré de l'officier à cause de sa raison ; il est le médiateur entre l'autocrate et les malheureux qui, pour quelques riens, ont provoqué la colère et la vengeance impériale. Cet élève de La Harpe ne serait pas grand-duc de Russie qu'il inspirerait de l'amour et de l'intérêt ; la nature l'a doué très richement des plus aimables qualités ; et celle d'héritier du plus vaste empire du monde ne doit pas les rendre indifférentes à l'humanité ; le ciel le destine peut-être à rendre trente millions d'esclaves plus libres et dignes de l'être.

« Au reste il est d'un caractère heureux, mais passif. Il manque de hardiesse et de confiance pour rechercher l'homme de mérite, toujours modeste et retenu : il est à craindre que le plus importun et le plus effronté, qui est ordinairement le plus ignare et le plus méchant, ne parvienne à l'obséder. Se laissant trop aller aux impulsions étrangères, il ne s'abandonne pas assez à celles de sa raison et de son cœur. Il sembla perdre l'envie de s'instruire en perdant ses maîtres et surtout le colonel La Harpe. »

Mais que sont les qualités personnelles

d'un souverain ! Toutes puissantes pour lancer un peuple dans les routes où ses antécédens l'ont placé, elles sont souvent de nul effet pour changer sa direction. La Russie, sous Alexandre Ier, prince pacifique, est restée militaire et conquérante : elle n'a pas cessé de graviter de tout son poids vers l'ouest et le sud. Elle n'a abdiqué aucun des dogmes de la doctrine politique dont Pierre-le-Grand fut le fondateur. Toujours également avide et astucieuse, sa diplomatie n'a pas cessé de se jouer avec la même audace de la foi des traités et des droits des nations comme de ceux des rois. Seulement les vertus particulières du prince ont obligé les appréciateurs impartiaux de ne pas rendre responsable la couronne de tout le machiavélisme du cabinet. Au surplus, depuis vingt ans, telles ont été les chances en faveur de la Russie, que la mauvaise foi semble un luxe dont elle aurait pu se passer. Nos malheurs, les fautes d'un grand homme, et peut-être celles de tous les cabinets, pourraient seuls rendre raison de sa fortune. On dirait en effet qu'il y a eu concert entre tous les gouvernemens pour amener un ordre de choses où l'avenir et le repos du monde, et peut-être l'existence de tous les

trônes européens, sont subordonnés au caractère du prince que le hasard peut placer demain sur le trône de Russie. Qu'un Gengis, qu'un Tamerlan y monte, et de la Vistule au Tage, de la Baltique au Pont-Euxin, les vieilles monarchies, fières de dix siècles d'existence, peuvent devenir ses vice-royautés.

En prenant les rênes du gouvernement, Alexandre crut devoir faire connaître à ses peuples et à l'Europe, dans une proclamation, les principes qui allaient servir de base à son administration et à sa politique. Il disait : « En montant sur le trône impérial, nous « avons contracté l'obligation de gouverner « le peuple confié à nos soins par la Provi- « dence, selon les lois et dans l'esprit de « notre grand'-mère de glorieuse mémoire, « l'impératrice Catherine II; afin que con- « formément à ses sages plans, nous puissions « élever la Russie au plus haut degré de « gloire, et assurer la prospérité durable de « nos sujets ». A la suite de cette apologie de l'administration de son aïeule, on cherchait vainement quelques mots sur le gouvernement de son père.

Mais la pensée publique ne fut du moins

pas trompée dans les améliorations que le caractère d'Alexandre lui avait fait espérer. Il se hâta de révoquer les nombreuses, absurdes et vexatoires ordonnances qui avaient signalé les derniers momens du règne de Paul. Dans ces momens difficiles, il sut allier à la prudence un degré de fermeté sur lequel on avait moins le droit de compter peut-être.

Quant à l'extérieur, ses premières démarches furent toutes pacifiques. Il voulait la paix pour la Russie et, s'il était possible, pour toutes les puissances belligérantes. Il écrivit d'abord, en conséquence de ces dispositions, au roi d'Angleterre, pour lui exprimer franchement le désir de terminer les contestations qui existaient entre les deux états, par la voie d'une négociation amicale. Dès le 26 mars, la sincérité de ce langage fut attestée par l'ordre de mettre en liberté les capitaines et les équipages qui, depuis l'embargo mis par Paul sur les bâtimens anglais, étaient prisonniers et cantonnés dans divers districts de l'intérieur de l'empire. Il révoqua la prohibition d'exportation ; et pour mettre fin à l'effusion du sang, il fit signifier ses intentions à l'amiral Parker, commandant la flotte anglaise dans la Baltique, et qui venait de diriger une

attaque contre Copenhague. Cependant il ne renonça pas explicitement au bénéfice de la convention de neutralité qui avait été conclue avec les autres puissances du Nord ; ni ne proposa de nouvelles stipulations dans son intérêt. Toute cette politique était jusque-là franche, sentant le jeune prince et le monarque à son avénement ; la tortuosité du cabinet de Saint-James n'y était encore pour rien.

La modération d'Alexandre fut le sujet d'une grande satisfaction à Berlin, où l'on n'avait jamais désiré la guerre contre l'Angleterre ; mais à Paris l'on s'en alarma. Cependant Alexandre avait écrit à Napoléon une lettre où il protestait de même de son éloignement pour toute cause de dissentiment et d'hostilité. En conséquence, Paris, comme Londres, envoya son ambassadeur pour y porter les complimens d'usage, et pour répondre à la manifestation des vœux pacifiques de l'empereur. Le général Duroc et lord Ste.-Hélène furent également bien reçus à Saint-Pétersbourg.

Cependant, par le coup qui venait de faire tomber Paul, l'Angleterre avait évidemment atteint son but : la ligue des états du Nord

perdait son chef et se trouvait rompue. Au reste, la prédominance de la politique anglaise tarda très peu à se manifester : les prisonniers anglais avaient été rappelés, pour être rendus le 5 avril ; et, dès le 18 mai suivant, l'embargo qui pesait encore sur les navires anglais fut définitivement levé. La commission qui avait été chargée de la liquidation des sommes dues par le commerce anglais fut dissoute ; enfin une nouvelle convention maritime fut subitement conclue à Saint-Pétersbourg (17 juin), entre la Russie et l'Angleterre. Par cette convention, la première de ces deux puissances abandonnait tous les points en litige sans prétendre à aucune indemnité, à aucun dédommagement. Un arrangement si peu attendu fut un sujet de surprise amère pour les cours de Stockholm et de Copenhague. « Tel était donc le respect que la Russie professait pour les principes en faveur desquels elle avait obligé la Suède et le Danemarck de se prononcer, et en hommage desquels les Danois venaient de verser leur sang ! Ainsi donc cette puissance désertait sans pudeur ces mêmes alliés que sa menaçante supériorité avait attachés à la convention

de Saint-Pétersbourg du 16 décembre 1800, et qu'elle avait placés en avant-garde dans cette guerre! » Dans les deux capitales, une légitime indignation exhalait de semblables discours.

Vers la même époque, il fut publié un traité d'alliance, de commerce et de navigation, qui précédemment, et sous le règne de Paul, avait été conclu entre la Suède et la Russie, mais dont la ratification n'avait eu lieu que la veille de sa mort.

Trompée dans ses espérances du côté du Nord, fatiguée de la guerre et ayant à redouter le mécontentement de ses alliés, la France se vit également forcée d'accueillir des ouvertures de paix. D'ailleurs, des hostilités étaient à craindre du côté de l'Allemagne, car plusieurs articles du traité de Lunéville, jusque-là non exécutés, semblaient les germes d'une contestation prochaine. L'expédition d'Égypte avait échoué; le projet d'une invasion en Angleterre ou en Irlande, dont il était question déjà, ne prenait pas dans des imaginations découragées; en un mot, il fallait la paix. Des préliminaires furent signés à Paris, le 1er octobre, entre la France et l'Angleterre, et le 8 du

même mois un traité fut également signé avec la Russie, de sorte que celui-ci semblait la conséquence de l'autre. Ce qu'il y a de singulier, c'est que la guerre entre la République et la Russie avait tacitement cessé sous Paul Ier, pour faire place à la meilleure intelligence entre ce souverain et le premier consul. La paix et l'amitié subsistaient entre Paul et Bonaparte, sans être officiellement et diplomatiquement convenues : il ne fut nécessaire de les écrire qu'au moment où elles cessèrent d'exister dans les cœurs, et lorsque tous les élémens d'une rupture commencèrent à fermenter. La paix d'Amiens fut conclue. (1802.)

Un autre traité signé entre la France et la Turquie, à la même époque, consacra par un article exprès l'indépendance de la République des sept îles, et la constitution de cet état fut garantie par les deux puissances.

Cependant l'Angleterre, dont les escadres reparaissaient en souveraines dans la Baltique, recommença, au mépris du nouveau pacte, à ne plus respecter aucun pavillon. En même temps elle fatiguait la Russie de ses sollicitations, pour obtenir par son entremise l'évacuation du Hanovre. Mais, à cet égard, la

médiation de cette puissance fut d'autant plus vaine, qu'elle semblait n'avoir elle-même que des vues hostiles, si l'on en juge par la conduite de son ambassadeur à Paris. Au mépris du caractère dont il était revêtu, M. de Markoff (1) tramait des intrigues contre la sûreté du gouvernement français. C'est ainsi que les Stackelberg et les Razoumoffsky avaient exercé leur ministère à Varsovie et à Stockholm; mais en les prenant pour modèles, leur imprudent disciple avait oublié qu'il ne travaillait ni sur le même terrain, ni en présence des mêmes spectateurs que ces fameux intrigans d'état. M. de Markoff fut expulsé de

(1) M. de Markoff, connu à Paris sous le nom du *fade Markoff*, avait été ambassadeur en France après la paix de Teschen (1779-1780). Voici en peu de mots l'histoire de sa fortune diplomatique : D'abord employé avec M. de Stackelberg, à Madrid, il montra assez de zèle et de talens pour mériter d'être élevé au poste de secrétaire d'ambassade, et c'est en cette qualité qu'il suivit M. de Saldern à Varsovie. Là, il se brouilla avec cet ambassadeur et eut le crédit de le faire rappeler et même de le remplacer. Alors il devint un des membres les plus actifs du conciliabule des Zouboff dans les deux derniers partages de la Pologne, et l'un de ceux à la fortune de qui les résultats de cette grande infamie politique profitèrent le plus.

France, non comme ambassadeur, mais comme agent ténébreux de manœuvres qui compromettaient le caractère de l'empereur Alexandre. On ne fut pas peu étonné d'apprendre qu'à son retour à Saint-Pétersbourg, son souverain avait jugé à propos de le dédommager de l'humiliation qu'il avait subie, par une pension de 12,000 roubles, et une place au collége des affaires étrangères. M. de Markoff avait apparemment plaidé sa cause avec plus d'habileté qu'il n'avait rempli sa mission.

Tant de symptômes fâcheux présageaient assez que l'intervalle de repos dont jouissait l'Europe serait bien court; l'empereur Alexandre se hâta d'en profiter pour réaliser une foule de projets utiles dans l'administration de son empire; et ici, c'est sans aucune espèce de réticence que l'histoire peut le louer.

Alexandre commença par abolir ce qu'on appelait la chancellerie secrète, véritable inquisition d'état, que Catherine II avait conservée depuis l'année 1762, sous le nom ambigu de département secret. Il établit (11 avril) un conseil permanent pour l'examen préalable de toutes les ordonnances qu'il y aurait à rendre sur les affaires de l'empire;

il investit d'une nouvelle considération le sénat dirigeant érigé par Pierre-le-Grand, et l'interposa comme un médiateur entre le peuple et le souverain. Ces trois ordonnances peuvent être considérées comme ayant servi de base au gouvernement d'Alexandre durant une moitié de son règne. Les décisions arbitraires des ordres du cabinet ne firent plus la loi du sujet : une mûre délibération précéda toutes les résolutions. Ce n'était donc point par une vaine formule que l'empereur dans son manifeste, à l'occasion de son couronnement à Moskou (27 sept.), avait déclaré « que depuis son avénement au trône il avait toujours été pénétré du devoir de rendre son peuple heureux, et que sa prospérité était l'unique objet de ses désirs ». Il rétablit les relations de commerce qui avaient été suspendues, rappela un grand nombre d'exilés de Sibérie, permit la libre importation des livres, modifia la sévérité de la censure, exempta le clergé des peines corporelles, restitua à la noblesse et aux citoyens leurs anciens droits, accorda aux fermiers la permission de couper du bois dans les forêts, encouragea le commerce et les manufactures, et s'efforça d'améliorer la situation des serfs.

Cette tendance philanthropique et paternelle de son caractère, et l'on peut dire de son ambition, signala dès-lors sa politique extérieure de même que son administration. Il se livra à l'espoir de fonder une paix perpétuelle sur le continent, et il faut avouer que cette illusion est plus excusable chez un puissant souverain, maître de huit cent mille hommes de guerre, que chez un philosophe qui n'a que sa plume. Pour atteindre ce but, la première chose à obtenir et à consolider c'était la liberté des neutres. C'était du côté de l'Angleterre qu'il fallait commencer à réclamer en faveur des règles immuables de l'équité; cependant, obéissant, à son insu, à la direction qu'imprimait à son cabinet cette puissance, Alexandre crut devoir commencer par la France, et donner à celle-ci la préférence pour cette leçon si morale.

Le 26 avril, M. de Kalitschef, son ministre à Paris, présenta une note au gouvernement, par laquelle il déclarait qu'une condition essentielle et indispensable du maintien de la bonne harmonie entre les deux puissances, était le rétablissement des rois de Sardaigne et de Naples dans la possession de leurs états.

Cet ambassadeur exigeait, en outre, que les trois articles fussent exécutés.

On supposa que ces trois articles étaient :

1°. La conservation de la puissance temporelle du pape ;

2°. L'indemnité à donner en Italie, et non pas en Allemagne, au grand-duc de Toscane ;

3°. La reconnaissance du droit d'intervention de la Russie dans les cessions de territoire à faire par l'Allemagne, d'après le traité de Lunéville.

On voit que le jeune souverain se montrait fidèle observateur des maximes de Pierre-le-Grand et de Catherine, dont le soin principal avait toujours été de s'immiscer dans les affaires d'Allemagne.

L'empereur appela à cette époque à la direction des affaires deux hommes conservateurs scrupuleux de la politique des règnes précédens, et dont les idées ne furent probablement pas sans influence sur l'attitude que prit alors le cabinet russe. C'étaient le comte Panin et le prince Kourakin ; ce dernier fut mis à la tête du département des affaires étrangères ; et quand le comte Panin donna sa démission, en septembre, le comte Kotchoubey lui succéda dans le ministère de l'intérieur.

La Géorgie avait été occupée par des troupes russes; on méditait l'incorporation de ce pays à l'empire. L'ukase qui consacrait cette nouvelle acquisition fut rendu le 28 janvier 1801, mais ce résultat était dès long-temps préparé.

En 1783, Héraclius, fils de Theimouraz, roi de la Géorgie, prévoyant qu'il finirait par succomber dans la lutte opiniâtre et constante qu'il avait à soutenir contre les Persans, les Turcs et les peuples du Caucase, s'était persuadé qu'il lui convenait de se soumettre pour lui et pour ses successeurs à la Russie, comme à la seule puissance qui fût capable de sauver son pays des malheurs sans fin que ses ennemis lui préparaient. Le traité de cette soumission fut conclu en 1783. Malgré cette précaution, l'infortuné Héraclius eut la douleur de voir sa capitale, Tiflis, prise et détruite par les Persans en 1795. Il ne survécut que peu d'années à ce désastre.

Après la mort de George XIII, fils et successeur d'Héraclius, l'empereur Paul, sur la demande de quelques nobles rebelles de la Géorgie, se déclara souverain de ce pays, et fit conduire en Russie les membres de la famille royale; l'un d'eux trouva moyen de

s'enfuir en Perse, et les autres sont aujourd'hui généraux, *en non activité*, au service de la Russie. Ainsi finit la plus ancienne et la plus légitime famille royale de la chrétienté; elle prétendait descendre du psalmiste David, et avait occupé le trône de la Géorgie depuis l'an 574 de notre ère.

Ce fut donc en 1802 qu'Alexandre confirma l'incorporation de la Géorgie et la déclara province russe, en y établissant un gouvernement civil et militaire. L'empereur protestait de la pureté de ses intentions, et dans l'ukase du 24 septembre 1801, il s'exprimait en ces termes :

« Nous avons consenti à l'union de la « Géorgie avec la Russie, non pour augmen- « ter notre puissance, ni dans des vues inté- « ressées, mais uniquement pour l'établisse- « ment de la justice et pour la sécurité des « personnes et des propriétés. Toutes les « taxes payées par votre pays seront em- « ployées à votre propre ouvrage et pour le « rétablissement des villes et des villages « détruits : votre bonheur et votre prospérité « seront pour nous la seule et la plus agréable « des récompenses. »

Depuis cette occupation de la Géorgie, les

Russes ont étendu leurs limites sur l'Imirethie, la Mingrélie, l'Abasie et une partie du Gouria, de sorte que par suite du traité de paix conclu avec la Perse en 1813 (1), ils tiennent tous les pays situés au sud du Caucase et entre la mer Noire et la mer Caspienne, à l'exception du pachalik d'Akhal-Tsikhé, ou de la Haute-Géorgie, qui dépend encore de l'empire turc.

Cependant la possession de ces pays ne sera pour la Russie d'une véritable importance, que lorsqu'elle aura dompté les peuples libres du Caucase qui troublent non seulement les communications des Russes avec la Géorgie, mais dévastent en même temps les pays environnans.

La première moitié de 1802 se passa en négociations relatives aux indemnités en Allemagne. La question dans le fait fut décidée à Paris : car quoique la diète de Ratisbonne

---

(1) Ce traité de paix avec la Perse fut conclu à Goulistan le 12 octobre 1813, sous la médiation de l'Angleterre, qui alors désirait mettre la Russie en état de pouvoir diriger toutes ses forces contre Napoléon. La ratification n'eut lieu à Tiflis que le 15 septembre 1814. Aujourd'hui l'Angleterre et la Russie sont redevenues puissances rivales à la cour de Perse.

eût nommé une députation chargée de poursuivre l'exécution de cet arrangement, cette députation resta complétement oisive. Presque tous les états d'Allemagne envoyèrent des ambassadeurs à Paris et ne négligèrent aucun moyen de se mettre dans les bonnes grâces du gouvernement français. Alors, probablement, il fut heureux pour l'Allemagne que l'empereur de Russie se fût mêlé de la négociation; et l'entrevue qui eut lieu à Memel entre lui et le roi de Prusse, au commencement de juin, ne fut pas sans importance. L'on ne concerta aucun plan politique; mais il n'en est pas moins hors de doute que l'entrevue amicale des deux souverains ne fut pas étrangère aux intérêts les plus graves du moment.

La Prusse obtint l'assentiment de la Russie à ses plans particuliers, et prépara une probable garantie contre l'influence prépondérante de la France. Le 4 juin, tout le plan de distribution de l'indemnité avait été mis sous les yeux de M. de Markoff, l'ambassadeur russe à Paris; et une convention séparée conclue avec lui à ce sujet avait été ratifiée par l'empereur Alexandre le 16 juillet; toutefois avec la réserve d'une indemnité complète pour le roi de Sardaigne, ainsi que

pour la maison de Holstein-Oldenbourg, à cause de l'abolition du péage d'Elfleth sur le Weser.

Les améliorations administratives se poursuivaient en même temps que l'affaire des indemnités et la pacification européenne. S'il était possible de séparer ici le souverain de son gouvernement, on pourrait dire que ce qui se faisait au sein de l'empire était plus d'Alexandre, et ce qui touchait au dehors, plus de son cabinet.

Les arts et les sciences, si négligés en Russie, sentaient les commencemens d'une impulsion nouvelle; mais nulle branche n'attira plus particulièrement l'attention du souverain que l'administration de la justice et l'organisation judiciaire. Tout se faisait par routine, et partout l'abus se substituait à la loi. Afin d'introduire une administration rationnelle de la justice, on fit revivre le comité de législation établi sous le règne de Catherine, pour réprimer l'arbitraire effronté qui jusqu'alors n'avait été que trop commun chez les gouvernemens généraux des provinces, et il leur fut sévèrement enjoint de ne pas se mêler du cours des affaires judiciaires.

Le droit de posséder des propriétés territoriales fut étendu à tous les sujets de l'empire de Russie; ce fut un heureux pas de fait vers l'abolition de l'esclavage des paysans. On peut facilement présumer que les soins à réclamer par l'indigence ne furent pas un des derniers objets que le gouvernement eut en vue. Cependant les palliatifs dont il fit usage prouvaient à la fois combien le pays était arriéré, et combien le gouvernement était encore peu familier avec l'économie politique; quant à l'économie privée, l'empereur en fournit personnellement l'exemple. Il réforma dans sa maison un grand nombre d'emplois; mais il s'occupa du sort des individus qui les avaient exercés.

Il donna des soins constans à la navigation intérieure du pays, fit créuser des canaux et réparer des routes. Le commerce avec l'Angleterre devint très actif, et l'acte de justice par lequel les Anglais reçurent une indemnité de 700,000 roubles, pour les pertes occasionnées par l'embargo, rentra en partie dans les états de l'empereur Alexandre par l'effet des subites et considérables exportations qui eurent lieu.

Alexandre s'occupa particulièrement du

commerce de la mer Noire (1). Les provinces les plus fertiles de la Russie forment le littoral

(1) Le commerce de la mer Noire avait occupé la pensée de Pierre Ier; ce prince, voulant créer le commerce dans ses états, sentit l'avantage immense que lui procurerait la possession de quelques ports sur la mer Noire. Il réussit à s'emparer d'Asow; mais le traité du Pruth lui ravit cette conquête et la gloire d'exécuter son projet. Elle était réservée à Catherine II, dont les victoires ont effacé le souvenir de la malheureuse journée qui avait forcé Pierre Ier à renoncer à l'objet de ses désirs. La paix de Kaïnardgi, conclue en 1774, assura aux Russes la liberté de commercer et de naviguer dans la mer Noire, et de passer par le canal de Constantinople, dans la Méditerranée. Depuis cette époque, l'acquisition de la Crimée et de la Petite-Tartarie a donné à la Russie la possession d'une partie des côtes de la mer Noire et de toutes celles de la mer d'Asow : son commerce y a pris une grande extension.

En 1802, les ports d'Odessa, Nicolaïew, Otchakow, Kherson, Ovidiopol, Eupatoria, Sevastopol, Kertch, Théodosia, Boughas, Taganrock, Mariopol et Ienikale ont reçu quatre cent neuf navires chargés, du port de vingt-trois mille deux cent cinq lasts et demi, ou quarante-six mille quatre cent onze tonneaux; il en est sorti six cent soixante-deux navires chargés, du port de cent trente-quatre lasts, ou deux cent soixante-huit tonneaux. La valeur des importations fut de 2,054,789 roubles; celle des exportations de 2,936,096 roubles. Le cabotage occupe quarante-quatre galiotes du port

septentrional de cette mer; dans l'antiquité elles étaient la source d'un commerce lucratif

---

de neuf cent soixante-neuf lasts, ou dix-huit cent trente-huit tonneaux, et deux cent soixante-six bateaux.

En 1803, le nombre des navires entrés dans les ports russes de la mer Noire s'est élevé à neuf cents, dont cinq cents à Odessa, deux cents à Taganrock, et les autres à Caffa, Sevastopol, etc.; sur ces neuf cents navires, huit cent quinze sont partis la même année. La cargaison de la plupart de ces bâtimens consistait en blé; la quantité qu'ils ont exportée a été d'un million quatre cent mille charges.

La presqu'île de Crimée exporta en 1802 cent cinquante oques de soie, cent dix-huit mille quintaux de laine, deux cent cinquante mille cuirs de bœufs et de vaches, dix mille touras de maroquin, sept à huit mille oques de cire, cinq mille oques de salpêtre, deux cents barils de poudre à tirer, quatre cent mille couteaux tart-tatanon de Tauride, cent mille oques de vin, et cent à cent cinquante charges de blé. En 1786, il passa par le canal de Constantinople, pour les ports russes de la mer Noire, des marchandises pour la valeur de 942,797 piastres, et il en sortit pour 519,811 piastres. Odessa est actuellement le port le plus important. Celui de Sevastopol étant destiné à l'établissement de la marine militaire, l'empereur de Russie a ordonné que les navires marchands n'y pourraient entrer que par relâche, pour se mettre à l'abri de la tempête et pour y réparer leurs avaries. Le commerce de la mer Noire, ouvert aujourd'hui à toutes les nations euro-

pour la Grèce, et dans les temps modernes elles procurèrent les mêmes avantages aux villes commerçantes d'Italie. Les établissemens russes sur la côte nord-ouest d'Amérique n'échappèrent pas malgré leur éloignement à son attention; et grâces à l'activité éclairée du souverain, les Russes entreprirent pour la première fois un voyage autour du monde, un voyage de découvertes.

Des écoles pour le peuple furent fondées, des gymnases institués, des universités dotées, de précieuses collections achetées, et les savans reçurent des encouragemens dont une politesse généreuse doublait le prix. Des écoles militaires furent établies, pour lesquelles il fut assigné un revenu annuel d'un demi-million de roubles. L'exemple du souverain entraîna des sujets puissans en richesses; et l'on vit une aristocratie jusque-là étrangère à cette libérale munificence, mettre au nombre de

---

péennes, n'est encore que dans son enfance. Déjà son influence bienfaisante s'est répandue sur les provinces méridionales de la Pologne et de la Russie. Les avantages que ces pays en ont tirés et qui se font sentir à toute la Méditerranée, ne pourront qu'augmenter lorsque la paix sera rétablie entre les puissances qui occupent les côtes de la mer Noire.

ses attributions le soin de propager l'instruction publique. La noblesse de Pensa souscrivit pour une somme de 90,000 roubles, destinée à la fondation d'un gymnase pour les nobles pauvres, et d'autres provinces firent les mêmes sacrifices. La censure fut confiée au gouvernement civil, concurremment avec le conseil d'administration des écoles populaires; les universités se virent affranchies de cette indigne restriction au développement de leur noble et utile influence; mais elles furent rendues responsables de ce que leurs membres écriraient. Le commerce de la librairie devint florissant, et pour la première fois un livre fut imprimé à Tobolsk en Sibérie.

Enfin Alexandre rétablit les deux ordres fondés par Catherine, mais qui n'avaient jamais été conférés par Paul; savoir, l'ordre de Saint-George pour les services militaires, et celui de Saint-Wladimir pour le mérite civil.

Par les deux ukases du 20 septembre, un mouvement frappant de restauration civile fut imprimé à tout l'empire, et l'administration tout entière s'avança avec des formes nouvelles dans la route d'un véritable progrès social. La masse générale du gouvernement et

de la surveillance publique fut mieux distribuée et divisée; chaque branche spéciale eut son ministre distinct, et deux départemens entièrement nouveaux furent créés; savoir, celui de l'intérieur et celui de l'instruction publique. Le sénat recouvra le plein exercice des droits qui lui étaient garantis par le principe de son institution (1). Les pouvoirs des gouverneurs généraux subirent une limitation précise; chaque ministre fut déclaré responsable de tous les actes de son département. Ils sont tous sous la direction du sénat, auquel ils sont tenus de présenter à la fin de chaque

(1) Le sénat a perdu depuis de son influence, surtout par l'établissement du conseil suprême de l'empire en 1810; et, comme le dit un voyageur français, « on pourrait appeler le sénat les invalides de la noblesse. C'est là que vieillissent avec honneur ceux qui ont bien mérité de la patrie. Ce n'est pas que tout le monde y soit inactif; mais le plus souvent on n'abandonne à la décision des sénateurs que des affaires privées ou d'une importance secondaire. Quand il s'agit de discuter quelque point important, les résolutions y sont prises avant que les délibérations ne s'entament; de sorte que le plus grand nombre a soin de se conformer à l'avis qu'on sait être celui des ministres. » — *De l'état actuel de la Russie*, *par* J. M. Chopin. *Paris*, 1822.

année des *comptes rendus*. Toutefois cette condition ne saurait constituer une véritable responsabilité ministérielle, puisque les ministres sont admis dans le sein du sénat, et ont le droit d'y voter.

Au milieu de cette réforme gouvernementale, il fallait pourtant songer à la guerre, et bien qu'Alexandre ne l'aimât pas, quoiqu'il ne cessât de professer son désir pour le maintien du repos continental, il jugea qu'il était nécessaire de s'y préparer; un nouveau système fut adopté. On prit deux hommes par cinq cents âmes, ce qui porta l'armée au total respectable de cinq cent mille hommes. Un petit détachement de troupes russes fut employé pour couvrir la frontière du côté de la Perse, où Baba-khan, aujourd'hui roi de Perse, avait attaqué et refoulé les Russes sur la Géorgie. Un autre détachement fut débarqué à Corfou.

CHAPITRE III.

(1803.)

La guerre entre la France et l'Angleterre ayant recommencé au printemps de cette année, le Hanovre fut occupé par les Français : les Anglais, de leur côté, mirent en état de blocus l'Elbe et le Weser. Animé du désir de conserver la paix, Alexandre intervint aux premières apparences d'hostilité ; mais ses démarches n'amenèrent d'autre résultat qu'une froideur plus prononcée entre lui et le premier consul. Nous avons dit précédemment que M. de Markoff avait été forcé de quitter Paris. Il était aisé de reconnaître, dans la tournure que prenaient les choses, l'influence du cabinet de Saint-James sur les déterminations de celui de Pétersbourg; et, pour expliquer les événemens que nous allons retracer tout à l'heure, il convient de remonter un peu plus haut.

Le traité d'Amiens, consenti par la France pour satisfaire au vœu public, avait été, du côté de l'Angleterre, une concession à des nécessités bien plus impérieuses, et le résultat

d'une situation politique bien plus désavantageuse que celle de la France. Cependant le parti de l'opposition, à qui cette paix avait été arrachée, ne cessait d'en faire le texte des déclamations les plus virulentes, et de la présenter comme un traité non moins préjudiciable à l'honneur qu'aux intérêts de la Grande-Bretagne. Lord Grenville, qui était à cette époque le chef de l'opposition dans le parlement, dès l'ouverture de la session de 1802, déclara que cette paix avait été plus funeste à l'Angleterre que n'aurait pu l'être la guerre la plus malheureuse. Il attaqua, avec une aigreur particulière, le gouvernement français, et le peignit comme pesant de tout le poids d'une tyrannie absolue sur l'Europe humiliée; puis, se livrant à une longue énumération de toutes les transgressions de la foi publique, de tous les empiétemens sur les droits des neutres, de toutes les usurpations de territoire que l'on pouvait, à tort ou raison, imputer à la République française, il termina par le vœu manifeste d'une immédiate rupture.

Ces reproches n'étaient pas destitués de tout fondement. Ainsi, la Lombardie, sous l'apparence d'une république, était tenue

dans une étroite dépendance et gouvernée militairement. La Toscane conservait le gouvernement monarchique ; mais le nouveau souverain avait reconnu la suzeraineté de la France dans des termes qui rappelaient toutes les conditions de l'ancienne féodalité militaire. Le Piémont, démembré et affaibli, ne pouvant exister par lui-même, ni sous une forme ni sous l'autre, avait subi cette agglomération ou absorption qui, de près ou de loin, menaçait tous les petits alliés de la France. La Hollande, restée sous le joug, malgré son titre de *république*, savait encore mieux qu'un autre le peu de valeur de ce beau nom ; et, quant à l'ancienne fédération allemande, disloquée et rompue, elle voyait ses débris convertis en indemnités, au moyen desquelles la France et la Russie soudoyaient à l'envi de nouvelles alliances et de nouvelles amitiés.

Ce qui était bien plus inquiétant pour la Grande-Bretagne que des envahissemens militaires, c'est que la France s'assimilait, par la voie des relations commerciales et industrielles, tous les pays sur lesquels elle avait, dans les dernières campagnes, planté ses drapeaux victorieux. Elle transportait

partout ses mœurs, ses habitudes. Le génie de ses habitans, si souple et si pénétrant, servait à merveille cette sorte de colonisation morale de l'Europe ; d'ailleurs, tout favorisait cette expansion de son activité. Les anciennes barrières tombaient ; les anciennes limites s'effaçaient sur les frontières naturelles. « C'est ainsi que les routes militaires du Simplon, du mont Cenis, du mont Genèvre, enlaçaient l'Italie, et réunissaient, par des trajets courts et faciles, les bassins du Rhône et de l'Éridan (1). » D'autres immenses travaux rattachaient à la France la Belgique et le Bas-Rhin, autres riches conquêtes ; rendaient au port d'Anvers son importance passée, et le destinaient à devenir pour notre patrie le centre d'action maritime le plus puissant, et le plus redoutable en même temps pour la Grande-Bretagne.

Il se trouvait cependant en Angleterre des hommes d'état que toutes ces acquisitions continentales de la France n'épouvantaient pas. De ce nombre était surtout lord Hawkesbury, qui, ayant négocié la paix d'Amiens, paraissait jaloux de maintenir son ouvrage.

---

(1) *Précis des Événemens militaires*, tome IX, 1er.

Quelle preuve, toutefois, l'Angleterre donnait-elle, jusque-là, de la sincérité de ses dispositions à exécuter le traité? La reddition de Malte, article essentiel de cette transaction fameuse, n'avait point été effectuée. Il en était de même d'Alexandrie et du cap de Bonne-Espérance; les garnisons anglaises étaient encore sur tous les points qui avaient dû être évacués, lorsque déjà les troupes françaises avaient abandonné le territoire de Naples, les états romains, les ports de l'Adriatique et de la Méditerranée. On pouvait argumenter sur les conséquences ultérieures de la politique de Bonaparte; mais, à raisonner sur l'actualité immédiate, il est certain que les *procédés* étaient de son côté, et qu'il avait exécuté le traité. Ses récriminations contre la conduite du ministère anglais paraissaient d'autant plus fondées, que ce ministère laissait une entière latitude, favorisait même les écrivains qui, dans leur fougueuse impatience de la guerre, travaillaient à rendre impossible toute continuation de rapports entre les deux puissances par les attaques les plus envenimées contre le chef du gouvernement français. D'ailleurs on ne se bornait pas à ces déclamations; une guerre

plus funeste était faite à la France par des exilés volontaires, qui avaient repoussé le bienfait de l'amnistie accordée à l'émigration, tenant à honneur de ne rentrer sur le sol natal qu'à la suite des princes légitimes. Le gouvernement anglais alimentait leurs espérances, enflammait leurs passions, et par eux entretenait au sein de notre patrie des fermens perpétuels de complots et de guerre civile.

Le chef du gouvernement français, profondément blessé de tant de perfidie, se plaignit; mais ses réclamations n'eurent d'autre effet que de fournir la matière d'un dérisoire commentaire aux journaux de Londres. Ainsi, quoique la guerre ne fût pas déclarée, la paix était déjà rompue; disons mieux, elle n'avait jamais existé dans l'intention du ministère anglais; ceux qui l'avaient faite commençaient à se réunir à ceux qui l'avaient blâmée; et Pitt, implacable dans sa double antipathie pour la révolution et pour son *héritier*, Pitt, qui n'avait pas cessé de diriger les affaires, quoiqu'il eût abdiqué le ministère pour n'être pas obligé de souscrire personnellement le traité d'Amiens, qu'il avait fortement conseillé, voyait arriver avec joie le moment où il

pourrait défaire ce résultat forcé des circonstances, si contraire à son système de perpétuelle hostilité entre les deux nations.

Le seul homme qui osât encore à Londres se déclarer contre la guerre, était Fox. Il ne croyait pas la prospérité de l'Angleterre assez menacée par l'accroissement de puissance de sa rivale, pour qu'il fallût risquer les suites d'une rupture. Il disait à ceux pour qui l'influence de la France dans les arrangemens de l'Allemagne était un sujet d'inquiétude et de jalousie : « En refusant de devenir partie « contractante au traité de Lunéville, ne vous « êtes-vous pas vous-mêmes exclus du droit « d'intervenir dans l'affaire des indemnités? » Malheureusement tout le fruit que Fox retira de sa harangue fut l'imputation qu'on lui fit d'avoir rapporté de son récent voyage en France, des sentimens peu dignes d'un bon Anglais. Il fut obligé de faire connaître les motifs entièrement particuliers de son voyage, et il expia, par la fâcheuse nécessité de cette justification, le plaisir qu'il avait eu à exciter l'enthousiasme des Parisiens. (1)

(1) Il fut publiquement applaudi, surtout un jour qu'il se montra sur le boulevart dans une calèche dé-

Cependant la guerre fut déclarée (16 mai 1803); des messages du roi d'Angleterre la confirmèrent au Parlement, lorsque déjà d'immenses préparatifs l'avaient assez annoncée à la nation elle-même. Le premier consul, de son côté, ne s'était point endormi dans une folle confiance, et s'il affecta jusqu'à la fin de douter d'une agression, il n'en était pas moins en mesure de la repousser. A la vérité, pour la rendre plus odieuse, il fit toutes les démarches qui pouvaient la prévenir. Ses aides-de-camp, le général Duroc et le colonel Colbert, allèrent secrètement réclamer la médiation, ou tout au moins s'assurer de la neutralité de la Prusse et de la Russie. Ces deux envoyés échouèrent également tous deux, malgré leurs talens personnels, et malgré le soin avec lequel ils avaient été choisis l'un et l'autre par rapport aux caprices sympathiques des deux souverains (1). Alexandre

couverte, à côté de la célèbre madame Récamier. « Ce *bon peuple*, lui disait cette dame, est aujourd'hui aussi enchanté de vous qu'il l'était de moi il y a quelques jours. » Que d'enchantemens se sont dissipés pour ce *bon peuple* depuis le jour où madame Récamier disait au ministre anglais ces singulières paroles!

(1) Le colonel Colbert était le plus bel homme de

et le roi de Prusse refusèrent également de s'immiscer dans la querelle par des motifs qui avaient été concertés entre eux dans l'entrevue de Memel. Or, le mystère de ces motifs peut s'expliquer d'un mot : la prépondérance maritime de l'Angleterre leur paraissait encore moins funeste à leurs intérêts que la perspective probable d'une invasion européenne par le conquérant français. On pouvait soutenir et prouver que les développemens de la puissance militaire de la France n'étaient après tout que le fruit des résistances auxquelles la politique anglaise avait obligé la République, car dans sa rivalité constante elle provoquait ses victoires, en lui suscitant partout des ennemis. L'Europe entière pouvait lui reprocher d'avoir la première réveillé le lion, et en l'irritant sans mesure de lui avoir donné tout le sentiment de ses forces. Mais c'était une question de justice, que l'Europe, à la veille d'une nouvelle crise, n'avait ni le temps ni la volonté d'examiner,

---

l'armée, et l'on sait qu'Alexandre, très bel homme lui-même, ne pouvait pas souffrir les hommes dont l'extérieur s'éloignait d'une manière trop choquante du type dont il était le parangon ou le modèle.

et il fallait, pour agir, partir du point où l'on se trouvait.

Les négociations se continuèrent pourtant, et le premier consul conservait encore les apparences d'une attitude pacifique. Il se détermina à demander encore une fois l'évacuation de Malte, en exécution du traité d'Amiens; il voulut même avoir une entrevue personnelle avec l'ambassadeur anglais lord Whitworth, et proposa pour les acquisitions faites depuis le traité d'Amiens, des compensations qui ne furent point agréées. Enfin, l'impatience du premier consul éclata dans une audience publique des ambassadeurs, et celui d'Angleterre qui avait été interpellé personnellement avec une sorte de violence, fut rappelé.

Alors commencèrent les mesures évidemment hostiles. Les Anglais qui se trouvaient en France furent arrêtés. L'armée qui était en Hollande sous les ordres du maréchal Mortier, se mit en mouvement, et les opérations militaires ne tardèrent pas à commencer dans le Hanovre.

A l'exemple de l'Angleterre qui gardait Malte, la Russie avait constamment tenu garnison dans les Sept îles, au mépris de

la convention avec la Porte ottomane, de 1800, d'après laquelle les troupes russes devaient évacuer les Sept îles immédiatement après la cessation de la guerre; il était donc évident que la Russie, toujours dans le dessein de reprendre prochainement les armes, gardait les Sept îles comme un poste militaire destiné à favoriser une nouvelle invasion de la Morée, et de toute la Turquie d'Europe.

Les habitans des Sept îles, fatigués d'une protection si intéressée, s'étaient révoltés bien souvent, et au commencement de cette année de 1803, après avoir pillé et massacré les partisans de la Russie, ils se seraient redonnés à la France s'ils avaient eu la liberté du choix; mais les Russes étaient là : il fallut fléchir sous la puissance des baïonnettes.

Avant de passer au récit des événemens de 1804 qui se lient d'une manière intime à ceux de 1805, nous avons à jeter un coup d'œil sur la suite et les progrès des améliorations commencées à l'intérieur.

Alexandre fit l'acquisition d'un terrain étendu dans le voisinage de sa résidence d'été à Kamenoi-Ostrof, pour y introduire un système de culture anglais, à l'aide de fermiers anglais qu'il avait attirés en Russie;

des Allemands et des Suisses furent amenés sur les côtes de la mer Noire, où ils obtinrent des concessions de terres, et des secours pécuniaires pour leur établissement; et les premiers résultats de ces encouragemens et de cette naissante culture, transformèrent en beaux vignobles quelques districts de la Crimée. Le comte Sergey de Romanzoff avait demandé et obtenu qu'il lui fût permis d'accorder à quelques uns de ses vassaux, avec la liberté, des portions de terre, d'en faire de francs tenanciers. Une telle classe de cultivateurs était encore inconnue en Russie; ce pays était assez malheureux pour ignorer jusqu'à quel point le sentiment de la propriété affranchi d'entraves féconde l'énergie industrielle de l'homme. Alexandre, par son ukase du 4 mars, en vertu duquel il était permis à tout propriétaire de terres de transférer à ses vassaux, en leur donnant la liberté, des terres qu'ils tiendraient à titre de cultivateurs libres, soit par l'effet de vente ou à d'autres conditions, jeta donc les fondemens d'une nouvelle vie et d'une nouvelle organisation sociale dans son pays; c'est par là surtout que son nom restera dans l'avenir.

A mesure que le commerce s'agrandissait,

par une conséquence naturelle les manufactures se perfectionnaient et se multipliaient. Pendant le cours de cette année (1803), une multitude de vaisseaux autrichiens, français, anglais et espagnols afflua dans les ports de la mer Noire, surtout dans ceux de Sevastopol, Taganrock, Odessa, parce que les droits d'importation étaient modérés, et qu'il y avait abondance et variété de produits d'une exportation profitable, et principalement du blé et des bois de construction.

Un nouveau monde semblait créé sous ce beau climat et sur ce sol fertile, situé entre le 47e et le 48e degré de latitude; et quand on vient à se souvenir qu'avant l'ère chrétienne, les Grecs trouvèrent ce commerce si avantageux, que Milet avait fondé plusieurs colonies sur cette côte; que dans le moyen âge, Gênes s'était enrichie par ses relations avec Kaffa; il semble que les espérances de cette riche contrée, à l'époque où nous sommes, avec les immenses ressources d'une navigation perfectionnée, peuvent être sans limites.

Il s'établit une compagnie pour la pêche du hareng dans la mer Blanche, et l'empereur Alexandre la prit sous sa protection spéciale.

Dans les ports de la Baltique le commerce n'était pas moins florissant. La gazette du commerce de Saint-Pétersbourg rendait quelquefois un compte intéressant de celui des provinces les plus éloignées du centre de l'empire. Les Kirghis, nation nomade et l'une des nombreuses tributaires de la Russie, possèdent d'immenses troupeaux de chameaux, de bœufs, de chevaux et de moutons; ils échangent leurs bestiaux chez leurs voisins de la frontière, contre divers objets de fonte et de quincaillerie. On les vit quelquefois, durant le dernier règne, amener à Orembourg des trois ou quatre cent mille moutons par an. Les peaux et les suifs de ces bêtes à laine sont d'importans articles de commerce pour la Russie. On voyait aussi arriver de grandes caravanes de Khiwas et de la Bulgarie; les relations avec la Chine par Kiachta, sur la frontière chinoise, donnaient des résultats avantageux. Les dividendes offerts par la compagnie russe d'Amérique étaient également très satisfaisans.

C'est particulièrement dans la vue d'établir le commerce de cette compagnie russe d'Amérique dans l'est de l'Asie, et d'ouvrir des relations plus étendues avec le Japon et la Chine,

que le premier voyage russe autour du monde, dont nous avons parlé plus haut, fut entrepris. L'expédition consistait en deux bâtimens sous les ordres du capitaine Krusentern, et il y avait à son bord M. Rezanoff, qui devait se rendre au Japon en qualité d'ambassadeur de Russie. Comme on supposait qu'il y aurait de nombreuses découvertes à faire en géographie et en histoire naturelle, on engagea plusieurs savans allemands à faire partie de l'expédition, dont, par ce moyen, le but secondaire, le but scientifique fut atteint; mais elle échoua quant à l'objet principal, le gouvernement japonais ayant refusé de recevoir l'ambassade. Les vaisseaux rentrèrent dans leurs ports en 1805.

Au reste, cette expédition avait été entreprise au mépris de l'expérience et avec une témérité qui pouvait faire prévoir à tous les gens sensés son résultat négatif et ridicule. L'ambassade avait été projetée d'après une lettre du gouvernement japonais, rapportée par le capitaine Laxman qui s'était trouvé sur les côtes du Japon. On s'imagina à Saint-Pétersbourg que cette lettre contenait la permission accordée aux Russes de commercer librement avec le Japon. Mais lorsque M. Re-

zanov fut arrivé à Nangazaki, les interprètes japonais expliquèrent mieux le contenu de cet écrit, et lui firent voir qu'il disait justement le contraire de ce qu'on avait cru à Saint-Pétersbourg. Il en fut de cette tentative comme de celles que la Russie fit auprès du gouvernement chinois, environ à la même époque, en 1804. Voici en quels termes le savant M. Klaproth, qui fit partie de cette ambassade, en a rendu compte dans des *observations* dernièrement insérées aux *Annales des Voyages* de MM. Eyriès et Malte-Brun.

« Le projet en fut conçu à Saint-Pétersbourg, en 1804, et à ce qu'il paraît, d'après le désir manifesté par la cour de Péking de recevoir un ambassadeur du *khan blanc*. Le gouvernement russe ne négligea rien pour rendre cette ambassade brillante, digne du monarque qui l'envoyait, utile au commerce et profitable pour les sciences. Elle était composée de personnes appartenant aux familles les plus distinguées de l'empire, son chef était un homme de talent et d'un caractère agréable, appelé par son rang et sa naissance à remplir les plus hautes dignités : elle emportait des présens magnifiques pour l'empereur de la Chine ; une société de savans, sous la direc-

tion de feu M. le comte Jean Potoki, fut adjointe à la légation. Cette expédition nombreuse quitta Saint-Pétersbourg en plusieurs divisions qui devaient se réunir à Irkoutsk, vers la fin de septembre 1805.

« Arrivé dans cette ville, l'ambassadeur envoya M. Baïkow, son premier secrétaire, à l'Ourga, pour prendre avec les autorités chinoises et mongoles, les arrangemens nécessaires, tant sur la manière de transporter sa suite à Péking, que sur d'autres points relatifs à ce voyage. Ces premières négociations présentèrent d'abord des difficutés : les Chinois refusaient de recevoir une ambassade beaucoup plus nombreuse que les précédentes, alléguant qu'ils n'avaient compté que sur cent personnes, et qu'ils avaient établi en conséquence les étapes dans les déserts de Gobi. Après de longs pourparlers, l'envoyé se vit forcé de diminuer le nombre de sa suite et de la borner à cent trente personnes.

« M. le comte Golowkin arriva le 17 octobre au fort de Kiakhta, nommé Troitskosawsk, et éloigné de trois verstes de l'entrepôt de commerce qui est à la frontière même. De nouvelles négociations l'y retinrent pendant deux mois et demi : les difficultés ne

furent entièrement aplanies que vers la fin de l'année, de sorte que l'ambassade ne passa la frontière que le 1[er] janvier 1806. Le froid était excessif; les membres de l'expédition en souffraient d'autant plus, qu'ils furent obligés d'employer quatorze jours à parcourir les trois cent sept verstes (soixante-quatorze lieues) qui séparent Kiakhta et l'Ourga. Pendant tout ce voyage, ils ne trouvèrent d'autre abri contre l'intempérie de l'air que des jourtes ou tentes de feutre. (1)

« A l'Ourga, les discussions sur le cérémonial chinois se renouvelèrent; l'ambassadeur refusa de s'y soumettre en s'appuyant sur l'exemple de lord Macartney, qui n'avait fait d'autre salut à l'empereur Khian-loung que celui qui est usité en Europe dans des

---

(1) Pendant le séjour de l'ambassade en Mongolie, le froid était presque toujours entre 15 et 30 degrés de Réaumur; le mercure gela deux fois. Les jourtes ne pouvaient se chauffer qu'avec du charbon qu'on allumait au milieu. Les voyageurs, couchés à terre devant ce feu, brûlaient d'un côté et gelaient de l'autre. L'ambassadeur était dans une position fort désagréable, et chacun désirait ardemment de voir finir de pareilles souffrances.

circonstances semblables. Des courriers furent expédiés à Péking ; on concevait l'espérance d'obtenir une décision favorable du tribunal des rites du Li-fan-yuan, ou collége des affaires étrangères, et peut-être de l'empereur lui-même.

« Sur ces entrefaites, le vang, ou vice-roi de la Mongolie septentrionale, reçut l'ordre de donner au comte Golowkin une fête, au nom de l'empereur, devant le trône impérial. La réception pour ce festin eut lieu le 15 janvier, en plein air, et par un froid de 23 ou 24 degrés. Le vang exigea que l'ambassadeur fît préalablement le kheou-theou, ou les neuf protestations, devant un écran et une petite table couverts d'un damas jaune, représentant la personne de l'empereur. Cette prétention parut trop humiliante pour que l'envoyé d'un grand monarque pût s'y conformer. M. le comte Golowkin refusa donc de se soumettre à ce cérémonial, et le festin n'eut pas lieu.

« Depuis ce moment, les négociations prirent une tournure fâcheuse, et les esprits s'aigrirent. Malgré quelques lueurs d'espérance de voir terminer ces différends à l'amiable, l'ambassade fut congédiée, le 10

février, par une lettre venue de Péking. Elle revint à Kiakhta dans les premiers jours de mars. » Tel fut le terme de cette expédition.

Les mesures prises pour l'instruction de la jeunesse, et pour favoriser les études et les connaissances utiles, se continuèrent avec une activité non interrompue. Le 5 février, un ukase particulier et très détaillé fut rendu pour ordonner l'établissement d'écoles et d'universités à peu près sur le même plan qu'en Allemagne. Il fut assigné un demi-million de roubles pour couvrir les dépenses de 1803; mais depuis, cette somme a été doublée.

Outre les trois universités qui existaient à Moskou, Wilna et Dorpat, trois autres furent immédiatement fondées à Saint-Pétersbourg, Kazan et Kharkow, et on y appela en partie des savans d'Allemagne pour remplir des chaires de professeurs. L'académie des sciences de Saint-Pétersbourg reçut, le 17 septembre, une nouvelle forme, afin que, par son contact avec les universités nouvellement fondées, elle devînt plus propre à répandre les connaissances dans tout le reste de l'empire, et à populariser le goût des bonnes études et sciences.

Le revenu de l'académie fut porté de 54,000 roubles à 120,000. Depuis Pierre-le-Grand, l'académie des sciences, fondée par lui, avait été bien peu utile à la Russie. Ce prince, qui avait des instincts plutôt que des idées justes et des vues profondes d'organisation générale, était surtout juge fort incompétent des hautes sciences dont la culture pouvait être avantageuse à ses états. Les conseils que lui donnèrent les savans de France et d'Allemagne embrouillèrent encore plus ses idées : enfin, il prit pour modèle l'académie des sciences de Paris ; et, pour donner tout d'un coup un certain éclat à celle qu'il voulait établir, il y attira plusieurs savans du premier ordre, tels que Wolf, Herman, de Lisle et Bernouilli, dont les noms appartiennent aujourd'hui à l'Europe savante, de même que celui d'Euler, bien plus qu'à l'académie de Saint-Pétersbourg. Il avait affecté aux frais des appointemens de ces étrangers illustres les péages de Narwa, de Dorpat et de Pernau. Cependant il mourut avant d'avoir eu la satisfaction d'achever son emménagement académique. Catherine Ire poursuivit ce projet, et fit l'inauguration de l'académie en lui

donnant pour président son médecin Blumentrost. L'académie végéta sous les règnes suivans. La réprobation d'une noblesse ignorante la frappait de langueur, et jamais elle ne put devenir nationale. Blumentrost expia, en quelque sorte, sa présidence par la perte de tous ses emplois. Catherine II, qui affectait, comme on sait, de continuer tous les plans de Pierre Ier, restaura l'académie et paya ses dettes. La direction en fut d'abord donnée au conseiller Keyserling; mais ce conseiller, ayant fait un voyage en Pologne, vérifia la justesse du proverbe, même en fait de place académique, et le chambellan Korff le remplaça. Enfin, lorsque madame Dachkow, après avoir inutilement demandé à Catherine II le poste de colonel d'un régiment des gardes pour prix de sa coopération très active à la révolution de 1762, se détermina à chercher dans les sciences des consolations pour les déceptions de son ambition militaire, elle fut nommée *président* de l'académie : si bien que cette pauvre académie tomba définitivement en quenouille. Malgré la bizarrerie de ses vicissitudes, le nouveau réglement donné à cette société sous le règne d'Alexandre, l'a investie d'une sorte d'infaillibilité. « L'académie, dit un article spécial

« du réglement, comme premier corps savant « de l'empire, juge et décide toutes les dis- « putes et querelles littéraires. » Ainsi, dans les gouvernemens absolus, le despotisme marque de son sceau de plomb les institutions les plus libérales. (1)

L'académie de perfectionnement de la langue russe, créée à Pétersbourg en 1783, fut négligée depuis 1797, mais restaurée en 1801. Le président actuel est M. l'amiral Chichkow, grand partisan de l'ancienne langue slave.

Le gouvernement porta également son attention sur le soulagement des indigens et des malades. La philanthropie exaltée de l'impératrice-mère ne lui permit même pas de se borner à la distribution de sommes considérables pour le maintien des hospices des enfans-trouvés et des établissemens pour les veuves et les malades ; elle en fonda plusieurs nouveaux, et prit une part directe à leur surveillance et à leur direction.

Toutes ces améliorations donnaient une

---

(1) Là jamais il n'y aura lieu à querelle entre les partisans d'un ancien et d'un nouveau système littéraire. Certains académiciens de Paris devraient aller à Saint-Pétersbourg ; quel bonheur ce serait pour eux de voir dans la personne du président une espèce de pape littéraire !

grande considération au gouvernement d'Alexandre. La France les remarquait avec plaisir et les faisait valoir avec l'empressement de l'amitié.

« La justice et la bonté, répétèrent les « papiers français, sont les soutiens du trône « d'Alexandre. »

Il est certain que le premier consul, voulant retenir Alexandre dans son système, affecta de le regarder comme un fidèle allié, alors même qu'il avait de trop bonnes raisons de ne plus compter sur lui; il avait, en effet, fait trop de fond sur la bonne foi personnelle d'Alexandre, et point assez craint la politique de son cabinet. Le caractère de ce prince était susceptible des impressions et des directions les plus diverses. Il avait déjà cependant des accès de fermeté; en voici une preuve :

Le roi de Suède avait envahi la frontière de Finlande; il y avait là un pont joignant l'île de Hermansari à Klein-Abborfort, dont une moitié appartenait à la Suède, et l'autre à la Russie; et en conséquence la moitié suédoise était peinte en gris, et la moitié russe d'une couleur différente. Le roi de Suède en fit repeindre la totalité en gris, et lorsque sur la première note présentée à ce sujet à Stockholm par l'ambassadeur russe, les mi-

nistres suédois, au lieu de réparer le tort dont on se plaignait, déclarèrent qu'ils avaient le droit de conserver ce qu'ils avaient pris; l'empereur donna des ordres pour fortifier la forteresse de Kummenegorod sur les frontières de la Finlande, et pour la construction de nouveaux ouvrages sur le fleuve Kummene; la flotte des galères fut armée, et l'armée reçut l'ordre de se tenir prête à marcher sur les frontières de la Finlande; mais le roi de Suède, Gustave, fléchit, et tout fut remis dans le *statu quo*. Cette petite querelle avait fourni au gouvernement russe une heureuse occasion de mettre la flotte et l'armée en mouvement; d'armer, de compléter et d'augmenter son établissement militaire. On ne croyait pas la France aussi dupe de la continuation de la paix qu'elle tâchait de le paraître.

Sur la frontière sud-est de l'empire, dans la province nouvellement incorporée de Géorgie, les Lesghis de Belakan et de Tchari, tribu de montagnards très brave, fit de fréquentes incursions dans la Kakhéthie, et jusque dans le voisinage de Tiflis. La major-général Goulakow les battit, les chassa et leur fit repasser la rivière Alazani, et s'empara du fort de Belakan. Cependant cette peuplade

conserva son terrain dans la province montagneuse d'Éliséni.

La rapide augmentation de la population de la Russie est l'un des faits les plus dignes d'être observés dans l'état actuel de cet empire. Si l'on pouvait déterminer avec exactitude la loi de progression selon laquelle cette augmentation a lieu, on pourrait par là même assigner, au moins avec probabilité, l'époque où la Russie atteindra l'apogée de sa puissance, puisque cette époque sera évidemment celle où le rapport des hommes au territoire s'exprimera par les plus grands termes possibles. Malheureusement des observations suffisantes manquent encore; jadis les dénombremens ne se faisaient que tous les vingt ans; on n'y comprenait pas les classes privilégiées, c'est-à-dire la noblesse, le clergé, les savans, les employés civils et militaires, non plus que les nombreuses hordes errantes de peuples à demi sauvages. On ne comptait pas les femmes; c'est pourquoi toutes les estimations de la population n'offraient rien de positif. Cependant le lecteur trouvera dans les *notes et éclaircissemens* que nous avons placés à la suite de cet ouvrage, le résultat des recensemens les moins imparfaits et les plus rapprochés du moment où nous écrivons.

CHAPITRE IV.

(1804.)

Il est évident que l'Angleterre rassemblait les élémens d'une nouvelle coalition continentale, et que dans le parlement britannique le génie de Pitt avait encore une fois prévalu. Toujours peu difficile sur le choix des moyens, l'implacable ennemi de la France, en même temps qu'il lui enlevait tous ses alliés, faisait une guerre personnelle à Bonaparte, et tendait dès-lors au rétablissement des Bourbons, qu'il regardait comme le *delenda Carthago*. Transformés en machinateurs ténébreux, des émigrés, des mécontens, d'anciens officiers généraux, des chefs de bandes, nourris dans les violences et les férocités de la guerre civile, rentraient clandestinement en France avec un plan arrêté de contre-révolution. Ce bouleversement devait commencer par le coup de main le plus audacieux, c'est-à-dire par l'enlèvement du premier consul; d'autres disent son assassinat. On sait qu'ils succombèrent. A la fin de 1803, l'intrépide George Cadondal et plusieurs de

ses complices étaient montés sur l'échafaud; Pichegru avait péri dans sa prison par un suicide, et Moreau, absous par l'opinion publique, restait frappé d'une sentence d'exil.

Tant de sujets d'exaspération jetèrent Bonaparte hors des limites d'une haute raison, et hors des routes de la véritable grandeur; et c'est ici que commence la rétrogradation morale de cet astre de la France, et que sa splendeur se voile pour jamais. L'élasticité de sa nature échappa trop souvent à ce froid calcul qui était pourtant le caractère dominant de son génie. La double ivresse du ressentiment et du pouvoir l'emporta à d'affreuses représailles.... Elles sont retombées, comme une indélébile réprobation, sur sa destinée et sur sa gloire.

Le duc d'Enghien fut assassiné : les fossés de Vincennes étaient encore humides du sang de ce jeune prince, lorsque Napoléon se fit nommer empereur. Ainsi commença pour la France l'année 1804.

Ce double événement devait soulever l'Europe. Le meurtre du duc d'Enghien n'était pas seulement un assassinat : c'était encore un attentat odieux aux droits des nations. L'électeur de Bade, chez qui la victime avait

été enlevée, et qui ne pouvait malheureusement la défendre, pouvait au moins, dans une protestation formelle, appeler entre lui et l'oppresseur le jugement du monde et de la postérité. Il ne le fit pas. Désunis et découragés, la plupart des membres de l'ancienne confédération germanique imitèrent ce timide silence; toutefois l'insulte faite au nom allemand fut profondément ressentie, et les souverains que leur puissance affranchissait de la crainte parlèrent assez pour ceux-là.

La Russie fut la première à manifester son indignation. Le 7 de mai, M. de Klupffel, ministre russe, présenta à la diète de Ratisbonne une note qui exprimait de la manière la plus vive ses sentimens à cet égard. « Cette violation de territoire, cette transgression criminelle de la loi et du droit des nations avait d'autant plus affecté sa majesté, était-il dit, qu'elle devait moins s'y attendre de la part d'une puissance qui, de concert avec la Russie, avait dirigé l'arrangement des affaires de l'Allemagne, et qui par conséquent s'était engagée à partager ses soins pour le bonheur et la tranquillité de l'empire germanique. »

M. D'Oubril, chargé d'affaires de la Russie

à Paris, adressa à M. de Talleyrand une autre note où, malgré le ménagement ordinaire des formes diplomatiques, transpirait la hauteur, cette fois légitime, d'un monarque qui se croyait appelé par sa puissance à protéger les droits des souverains. « L'empereur Alexandre, était-il dit, comme médiateur et garant de la paix continentale, venait de notifier aux états de l'Empire qu'il considérait cette action comme mettant en danger leur sûreté et leur indépendance; et il ne doutait pas que le premier consul ne prît de promptes mesures pour rassurer tous les gouvernemens, en donnant de satisfaisantes explications sur un événement que l'on pouvait considérer comme le sinistre présage des dangers qui menaçaient l'indépendance et le salut de chacune d'elles. »

La réponse du premier consul, faite par son ministre, n'était pas propre à conjurer l'orage qui se préparait. Humilié peut-être d'avoir, pour conserver la paix, fait tant d'infructueuses démarches; plus blessé encore du ton que l'on croyait pouvoir prendre avec lui, Napoléon répondit avec toute la fierté que permet le titre dont il allait bientôt décorer sa fortune. Cependant il commençait

par attribuer à l'influence anglaise la conduite de la Russie, et tirant un argument du silence unanime des souverains d'Allemagne, il demandait à quel titre l'empereur de Russie exigeait pour leur satisfaction plus qu'ils ne réclamaient eux-mêmes? D'où venait cette étrange prétention de la Russie de se mêler si audacieusement de ce qui ne la touchait en aucune manière? Pouvait-elle fonder ce droit d'intervenir sur des précédens dont on eût, par son propre exemple, consacré l'autorité? Lorsque l'empereur Paul était tombé sous les coups de ses assassins vendus à l'Angleterre, la France s'était-elle avancée pour exercer un droit politique d'examen dans ce mystère d'iniquité; et si l'on avait fait arrêter les auteurs du complot à deux lieues de la frontière russe, le cabinet de Saint-Pétersbourg aurait-il vu de bon œil qu'on lui demandât des explications sur cette *violation* de territoire? La Russie parlait du *droit des nations!* était-ce donc conformément aux maximes en honneur chez les nations civilisées, qu'elle protégeait les machinateurs de complots, à *Dresde*, à *Rome*, à *Paris*, et qu'un ambassadeur avait naguère tramé tant d'intrigues contre la sûreté du pays où ce titre l'accrédi-

tait (1)? La Russie voulait la guerre, rien n'était mieux démontré; mais, au lieu de descendre à ces détours, au lieu de se couvrir de ces vains prétextes, que n'agissait-elle ouvertement?

Le cabinet russe, répliquant à cette espèce de défi, prit un ton plus haut dans la seconde note, présentée par M. D'Oubril, le 1er juillet 1804. « L'empereur, disait-il, déjà affecté des calamités auxquelles une grande partie de l'Europe était en proie, et des dangers qui menaçaient l'empire germanique, dont il était de son devoir de soutenir les intérêts, avait invité les États et les princes à se réunir à lui pour protester contre la violation de la loi des nations, commise à *Ettenheim*, et en demander la réparation. Le gouvernement français, auquel cette déclaration avait été communiquée, devait une réponse catégorique. Celle de son ministère étant évasive, elle offensait à la fois la Russie, l'Empire et la France elle-même. Nous n'étions plus dans ces temps de barbarie où chaque État n'avait à considérer que son intérêt immédiat : la

(1) M. de Markoff, dont nous avons parlé ci-dessus. *Voyez* la note, page 49.

politique moderne, fondée sur la loi des nations, avait introduit certains principes applicables à l'*intérêt de la communauté des États*. La Russie n'était point influencée par les ennemis de la France; mais elle était mue par la triste situation à laquelle le gouvernement français avait réduit l'Europe. » Cette exposition d'une doctrine politique dont on ne pouvait contester la justesse, se terminait d'une manière entièrement agressive : les envahissemens, les excès de pouvoir, les déviations des traités, tant de criantes transgressions de la loi de l'équité et de la pudeur politique, que l'on pouvait reprocher au gouvernement français, étaient énumérés avec une complaisance amère : enfin l'on insistait sur la légitimité de l'application actuelle du grand principe de la *communauté des États*, principe vrai, principe sacré, mais qui perdait quelque chose de sa vertu dans cette circonstance, en se trouvant proclamé par le même cabinet qui, vingt ans auparavant, avait effectué au conspect du monde le partage de la Pologne. A la suite de cette pièce venait un ultimatum par lequel on demandait :

1°. Que conformément à la convention secrète du 11 octobre 1802, les troupes fran-

çaises évacuassent le royaume de Naples, et que la neutralité fût respectée pendant toute la durée de la guerre;

2°. Qu'on établît immédiatement, de concert avec l'empereur de Russie, les bases sur lesquelles les affaires d'Italie seraient finalement réglées;

3°. Que le roi de Sardaigne reçût sans délai les indemnités qui lui avaient été promises;

4°. Qu'en vertu de l'obligation de garantie et médiation mutuelles, le gouvernement français s'obligeât à retirer ses troupes du nord de l'Allemagne, et qu'il prît l'engagement de respecter la neutralité du corps germanique.

M. de Talleyrand reçut l'ordre de déclarer en réponse : « Que la France était prête à exécuter fidèlement les articles du traité sur lesquels la Russie appuyait ses réclamations, aussitôt que cette puissance remplirait l'engagement réciproque, stipulé dans le même traité, de ne pas souffrir que les sujets respectifs entretinssent aucune correspondance directe ou indirecte avec les ennemis de l'un des deux états, ou qu'ils propageassent des principes contraires aux constitutions ou à la sûreté de leurs pays; s'obligeant dans ce

cas à les exporter au-delà des frontières, sans qu'ils pussent se couvrir de la protection du gouvernement. »

Cependant l'assurance de la protection de la Russie ne parut point aux souverains d'Allemagne une garantie suffisante contre le ressentiment de la France, si quelque imprudente démarche venait à le provoquer. Il fut convenu que la note russe ne serait pas discutée dans la diète de Ratisbonne, quoique le roi de Suède l'eût vivement appuyée. Le 2 juin, le ministre de Bade fit verbalement une déclaration qui avait été concertée entre M. le prince de Talleyrand et les ministres d'Autriche, de Prusse et de Bade, portant qu'en même temps que son altesse l'électeur de Bade reconnaissait la pureté des motifs de sa majesté l'empereur de Russie, et qu'il acceptait avec reconnaissance l'intérêt qu'il prenait à la prospérité de l'électeur et de sa famille, il serait profondément affligé si *l'événement arrivé* sur son territoire pouvait conduire à des différends susceptibles des conséquences les plus dangereuses pour la paix de l'Allemagne. Ces considérations, et sa confiance dans les bonnes intentions du gouvernement français, fai-

saient ardemment désirer à l'électeur que les communications et les propositions faites sur ce sujet dans la diète germanique, n'eussent aucune suite. L'ambassadeur de Prusse déclara que son maître était parfaitement content des explications données par la France, et qu'en conséquence il accédait au désir de l'électeur de Bade. Ce sujet fut donc abandonné, sans qu'on s'occupât davantage de la note russe, et sans qu'on eût reçu de la part de la France aucune assurance satisfaisante.

Enfin, M. d'Oubril, après avoir donné sa réponse définitive le 28 août, quitta Paris le 31 du même mois, et s'en fut à Mayence, où l'empereur français était attendu. Il reçut là, de sa cour, un courrier, eut plusieurs conférences avec M. de Talleyrand, et ne quitta Mayence que le 2 octobre. Il s'arrêta encore dans le voisinage de la frontière (à Francfort-sur-le-Mein), d'où il ne partit que le 19 octobre pour retourner en Russie. Les motifs de ce délai étaient, selon toute vraisemblance, d'une part, que la Russie ne voulait pas agir avec précipitation; et d'un autre côté, que la France profitait de cette disposition pour la tenir le plus long-temps en suspens, et afin de la leurrer au moyen

de communications secrètes et de notes officielles, d'espérances formellement contredites par les notes précédentes et par d'autres documens qui, sans être officiels au même degré, n'en étaient pas moins concluans. A l'époque même où M. d'Oubril quitta Paris, le *Moniteur* affirma que le bruit d'une mésintelligence avec la Russie était faux, et inventé par les Anglais uniquement pour alarmer l'Europe. Le général Hédouville, ambassadeur français à Saint-Pétersbourg, quitta cette ville le 8 juin, et, suivant les gazettes françaises, l'empereur Alexandre l'avait traité avec la plus grande distinction lors de son audience de congé.

M. de Rayneval, qui resta à Saint-Pétersbourg comme chargé d'affaires, présenta une note rédigée dans les termes les plus modérés et avec les expressions les plus flatteuses; cette note expliquait la surprise du gouvernement français relativement à la conduite de la Russie et au rappel de son ambassadeur à Paris. L'empereur Napoléon était convaincu qu'il était de l'intérêt de la France de vivre en bonne intelligence avec la Russie. Il est incontestable que son inclination particulière l'avait disposé à des relations d'amitié

et d'estime avec ce monarque; il est également certain qu'il comptait sur les sentimens de son auguste allié; et, avant que l'événement le détrompât, il eût été bien difficile de lui persuader qu'Alexandre pouvait un jour favoriser les Bourbons.

Sans doute il ne faut pas imputer à un défaut de loyauté dans ce prince un changement dans ses dispositions qui peut s'expliquer par le meurtre du duc d'Enghien. Si à la nouvelle de cet attentat l'indignation avait été légitime, la froideur et la répugnance à nommer *mon frère* celui qui s'en était souillé, l'étaient encore plus. Et que l'on juge avec combien d'avidité les nombreux ennemis de Napoléon profitèrent de cette criminelle et immense faute (quoi qu'il en ait dit), pour rappeler aux rois que ce sanglant dominateur n'était aussi qu'un homme parvenu !

L'empereur français essaya de ramener son allié par de nouvelles démarches. Dans une note transmise à Saint-Pétersbourg, il disait : « Voici les sentimens qui animeront « constamment l'empereur français : actuel- « lement, comme dans tous les temps, il sera « toujours disposé à renouer les anciennes

« relations avec la Russie; il serait heureux « de voir renaître une bonne intelligence « entre les deux empires; ce qui serait éga- « lement avantageux aux deux souverains, à « leurs États respectifs, et au repos de l'em- « pire en général. »

Cette note, insérée en allemand dans un papier de Hambourg, ne fut jamais publiée en français ; les journaux de Paris s'efforcèrent de la discréditer, et soutinrent qu'elle n'était ni officielle ni conforme à l'original. Mais ce fut vainement : le public ne voulut pas être dupe et demeura convaincu que le monarque russe avait été sourd aux prévenances de son ancien allié.

M. de Rayneval quitta Saint-Pétersbourg le 21 septembre ; mais M. de Lesseps y demeura en qualité d'agent commercial.

Cette mésintelligence entre la France et la Russie amena une contestation entre le cabinet russe et la cour papale. Comme le pape, sans égard aux représentations de l'ambassadeur russe, et n'écoutant que les demandes du gouvernement français, avait fait arrêter et livrer le comte de Vernègues, Alexandre rappela le comte Cassini de Rome ; monsignor Arezzo, le nonce du pape,

et son auditeur Alvisini, furent obligés de quitter Saint-Pétersbourg en juin; et le 10 août l'empereur adressa un rescrit au métropolitain de l'Église romaine en Russie, Sestrenzewicz, dans lequel il lui déclarait que toute communication serait rompue avec le siége de Rome tant que les raisons de cette interruption subsisteraient : il lui ordonnait de veiller à ce que tous les catholiques en Russie fussent complétement satisfaits dans toutes leurs affaires de conscience et de religion, afin qu'ils demeurassent sans prétexte pour s'adresser à Rome; il lui était enjoint d'user, en conséquence, de tous les droits, priviléges et pouvoirs qui lui avaient été conférés par le pape Pie VI.

Pendant le reste de l'année, la Russie continua l'accroissement de son état militaire de terre et de mer. Le *Moniteur* trouva un texte très plausible à ses récriminations dans l'occupation de l'île de Corfou, dans les conquêtes faites par les Russes sur la Perse, dans la présence de ses armées sur la frontière turque; enfin, les bruits que l'on avait répandus sur les troubles que le cabinet de Saint-Pétersbourg fomentait dans les pays dépendans de la Turquie, balançaient au

moins des inductions fournies naguère contre la France par le voyage et le rapport du colonel Sébastiani sur l'Égypte.

Il paraît que les prétendues conquêtes faites en Perse s'étaient bornées à quelques avantages obtenus sur les Lesghis; à l'égard des îles Ioniennes, il s'y trouvait, au commencement d'août, vingt mille hommes de troupes russes disséminées sur les Sept îles, qui continuaient de prospérer, disaient les gazettes russes, sous cette paternelle protection d'Alexandre. Le gouvernement français tenta, mais inutilement, d'exciter la défiance de la Porte contre la Russie, en insinuant qu'elle avait l'intention de se mettre en possession de la Moldavie et de la Valachie; qu'elle avait contracté une alliance avec les Grecs de l'Albanie; que les Monténégrins avaient prêté serment de fidélité à la Russie, et qu'il avait été fait des propositions au rebelle pacha Paswan-Oglou, pour qu'il reçût un consul russe à Widdin.

La mésintelligence entre la Russie et la France fit à Londres tout l'effet d'une victoire; l'on prétendit même qu'il avait été conclu, le 21 mai, un nouveau traité entre l'Angleterre et la Russie, et que c'était une

alliance offensive et défensive à laquelle la Suède accéderait, ainsi que quelques autres puissances continentales, à ce qu'on espérait.

Les négociations rompues avec la France se poursuivaient avec l'Angleterre. A la fin d'octobre, lord Gower partit de Londres en qualité d'ambassadeur à Saint-Pétersbourg, et M. Novoziltsow partit de Pétersbourg pour Londres. La Russie, à la veille d'une rupture définitive avec la France, semblait vouloir ralentir l'effet de déterminations précipitées; on eût dit qu'elle répugnait à entrer dans une alliance offensive dont les résultats pouvaient lui échapper. Ce n'est pas qu'elle conçût le moindre doute sur la puissance de ses ressources militaires. Développées de jour en jour par l'activité de ses arsenaux, elles paraissaient suffisantes pour faire face aux événemens. Outre la flotte de Corfou, une escadre de trois vaisseaux de ligne et de deux frégates mit à la voile de Cronstadt dans le mois d'août; et ayant pris en Angleterre des provisions et de l'eau, elle se dirigea en novembre vers la Méditerranée. Les préparatifs ne se poursuivaient pas dans les ports avec moins d'activité. Sevastopol, sur la mer Noire, fut déclaré le premier port militaire,

et tous les vaisseaux marchands en furent exclus. Le recrutement de l'armée se continua. L'ensemble des troupes régulières et irrégulières forma bientôt un demi-million d'hommes. Les armées étaient principalement rassemblées sur les frontières de l'ouest, dans les provinces démembrées de l'ancienne Pologne. L'Europe attendait avec impatience le résultat de toutes ces mesures.

Revenons à l'intérieur : le cercle de la réforme administrative s'agrandissait chaque jour. On s'occupait d'organiser d'une manière plus parfaite les différens départemens du gouvernement, et de les simplifier le plus possible.

Les droits et la situation des paysans furent assurés par une législation provisoire et réglémentaire, prélude d'un ordre de choses plus constant et plus positif. De nouveaux débouchés s'ouvrirent pour le commerce ; le nombre des écoles publiques s'accrut avec rapidité ; en un mot le bon esprit dont était animé le gouvernement commençait à se répandre dans toutes les provinces et dans toutes les classes de la nation.

La distribution politique du territoire, surtout dans un aussi grand empire, est un point de grande importance. Pierre-le-Grand avait

d'abord divisé l'empire en huit gouvernemens; mais un plus grand nombre de centres administratifs parut bientôt nécessaire, et le nombre des gouvernemens fut graduellement porté à dix-huit avant même que Pierre Ier eût fait aucune notable acquisition de territoire. En 1786 Catherine avait divisé l'empire en quarante-deux gouvernemens : par les nouvelles acquisitions faites sur le Dniester en Pologne, et par la soumission de la Courlande en 1795 et 1796, leur nombre fut porté à cinquante. Cette division n'était pas encore entièrement complétée quand Paul Ier la révoqua en 1796, et ordonna que le nombre des gouvernemens serait de quarante-un. Alexandre jugea convenable de rétablir les gouvernemens qui avaient été fondus sous le règne précédent, en sorte qu'en y comprenant la Géorgie il y en eut cinquante-un.

L'importante tâche de rédiger un code pour la Russie, à laquelle le comité de législation qui avait été aboli fut employé pendant tant d'années, resta dévolue au président de l'académie, M. de Novoziltsow.

La condition des paysans fut encore améliorée dans toutes les provinces; beaucoup de nobles affranchirent leurs esclaves pour une

somme très modique, et à l'aide de cette mesure payèrent leurs dettes.

Dans la Livonie principalement, des plaintes se faisaient entendre contre les actes illégaux et arbitraires, et contre la cruelle oppression des vassaux par les propriétaires de terres. Alexandre, convaincu que cette lèpre de son empire, la servitude, était l'obstacle capital à toute réforme générale des choses, ne laissait échapper aucune occasion de la modifier, ne pouvant l'abolir tout d'un coup. Une commission fut chargée d'examiner les affaires des paysans livoniens, et en conséquence de son rapport il fut publié une ordonnance détaillée en faveur de ces infortunés paysans (le 31 mars). Dès-lors au moins leurs obligations furent légalement déterminées.

La prospérité d'Odessa s'accroissait rapidement; les vaisseaux de toutes les nations européennes venaient y acheter les produits de cette fertile contrée; on y vit même un vaisseau tripolitain y prendre un chargement de blé, pour le transporter sur la fertile côte d'Afrique, cette ancienne Mauritanie qui fut jadis le grenier de la moitié du monde. Afin d'encourager encore plus un commerce qui

s'annonçait à son aurore, d'une manière si brillante, les droits furent réduits de 25 pour 100 dans les ports russes de l'Euxin et de la mer d'Azow.

Dans le mois de septembre de cette année, il fut rendu un ukase qui prohibait entièrement l'importation de tous les calicots imprimés, de tous les tissus de coton en couleur, et de toutes les toiles imprimées; secondement, par cet ukase il n'était permis d'importer que par mer seulement les cotons et toiles de toute espèce pour l'impression. Cette mesure devait être rigoureusement exécutée après un laps de deux mois; l'objet principal de cette mesure était d'encourager les manufactures nationales; mais elle eut pour résultat cette année, d'amener de toutes les parties de la Russie à la foire de Leipsick des marchands qui se hâtèrent, pendant les deux mois de délai, d'acheter avidement des calicots anglais prohibés; de sorte que malgré la prohibition leurs magasins en restèrent garnis pour la consommation de plusieurs années (1).

(1) Il en fut acheté de si énormes quantités, que, malgré tous les efforts faits pour se procurer des chariots pour les transporter, on ne tarda pas à n'en plus trou-

Par ordre de l'empereur, le ministre du commerce, comte Romanzoff, en publia un état pour l'année 1802. Jusque-là tous les faits de cette nature avaient été tenus secrets, et la nation ne savait même pas comment elle faisait ses affaires.

D'après le résultat général, il parut que la valeur totale des importations par les ports de la Baltique, avait été de 32,983,418 roubles; la valeur des exportations de 46,917,134; l'excédant des exportations était de près de 14 millions de roubles, à quoi il faut ajouter 4 millions d'or et d'argent; en sorte que la balance du commerce de la Baltique était de 18 millions en faveur de la Russie. Sur la

---

ver. Dans cette circonstance, l'apparition d'une caravane de chariots et de kibitkas fut très heureuse. Cette caravane revenait à cette époque à Leipsick, après avoir transporté de Saint-Pétersbourg à Weimar la dot de la grande-duchesse Marie, sœur de l'empereur, mariée à son altesse Charles Frédéric, prince héréditaire de Saxe-Weimar. Quatre-vingts chariots avec cent cinquante paysans qui s'en retournaient à vide en Russie, furent immédiatement mis en réquisition, et le même kibitka qui avait apporté un coffre rempli de riches fourrures, ou une toilette en or pour la mariée impériale, fut chargé à son retour de calicots blanchis par des femmes écossaises, sur les bords de la Clyde ou du Tax.

mer Blanche, les importations avaient été de 550,000 roubles; les exportations, principalement en grains, de 4,796,000.

Le perfectionnement des universités et des écoles continua d'exercer toute l'activité du gouvernement. Plusieurs savans allemands d'une grande réputation se déterminèrent à accepter des professorats à Wilna et à Moskou. Le 16 mai, l'empereur visita Dorpat où se trouvaient environ cent trente étudians. Les semences répandues par tant d'habiles gens dans les diverses provinces de cet empire si étendu, pourraient procurer une abondante moisson au profit de la génération suivante : mais comme ces germes ont été trop généralement fécondés par toutes sortes de moyens artificiels, comme une partie de cette hâtive civilisation est venue, pour nous servir de l'expression déjà employée, en serre chaude, il est à craindre qu'à bien des égards on n'obtienne qu'une floraison stérile.

Un nouvel édit, concernant la censure de la presse, proposé par le ministre de l'instruction populaire, et approuvé par l'empereur, se trouva bien plus rigoureux qu'on n'aurait dû l'attendre de la sage tolérance du gouvernement russe; certaines dispositions supplé-

mentaires vinrent peu après comme pour protester en faveur de la générosité d'Alexandre; aussi il faut avouer qu'elles contrastaient fortement avec l'ensemble de l'édit.

« Le principal objet de la censure, y est-il dit, est de prévenir la circulation des écrits qui sont contraires à l'avancement de la véritable science et au perfectionnement moral. Chaque université établit un comité de censure qui examine tous les livres demandés à l'étranger pour les officiers de l'université; les journaux et les papiers-nouvelles ont des censeurs distincts; toutes les pièces dramatiques doivent être soumises au censeur avant d'être représentées. Tout livre renfermant des attaques contre la religion et le gouvernement, des atteintes portées aux bonnes mœurs ou à l'honneur personnel d'un citoyen, doit être déféré aux tribunaux. » Ici on ajouta, d'après le désir de l'empereur : « Les censeurs doivent user d'une indulgence raisonnable, et se garder de toute interprétation partiale de l'intention qui serait susceptible de faire prohiber l'ouvrage. Dans les cas douteux où un passage donnerait matière à une double interprétation, il vaudra toujours mieux admettre l'interprétation favorable à l'auteur.

Une discussion modeste et raisonnable de toutes les vérités relatives à la religion, à la constitution civile ou à toute espèce de branche de l'administration, non seulement réclame toute la douceur possible dans l'exercice de la censure, mais doit jouir de la liberté entière de la presse, qui favorise les progrès des connaissances véritables. »

Avec l'impulsion que donnait à la vie sociale le nouveau règne, le nombre des habitans de Saint-Pétersbourg augmenta si rapidement, que, dans le courant de 1804, on bâtit plus de cinq cents nouvelles maisons (1). Mais il devint nécessaire de mettre des bornes à la grande affluence des étrangers qui venaient s'établir dans cette capitale, parce qu'il n'y avait que peu de terres de la couronne propres à la culture dont on pût disposer, et en partie parce qu'un grand nombre d'infirmes, de malades, de gens complétement ignorans et d'étrangers dans l'indigence, n'étaient plus qu'une charge pour le gouvernement. Il fut en conséquence ordonné, sur le rapport du comte Victor Kotschubei, ministre de l'intérieur, qu'il ne

---

(1) Le 5 juillet, l'empereur, en personne, posa la première pierre du bâtiment de la nouvelle Bourse.

serait plus fait d'invitation à aucun colon, et que quiconque voudrait venir en Russie devrait s'adresser aux ambassadeurs ou autres agens russes à l'étranger, de qui on pourrait recevoir des passe-ports et des secours en argent pour les frais de route.

On désirait principalement avoir des chefs de famille : des hommes qui fussent capables de rendre des services en qualité de fermiers, de jardiniers et de laboureurs, et possédant au moins trois cents florins. Le nombre des colons attendus de l'Allemagne ne devait pas excéder deux cents familles chaque année. Il résulte d'une enquête que les terres dans la Nouvelle-Russie, situées entre le Bug et le Dniester, qui avaient été assignées en 1792 aux francs-tenanciers sous l'obligation de les mettre immédiatement en culture, restaient encore abandonnées, et que, sur environ 823,000 *dessatines*, à peine 7,000 avaient été défrichées en douze ans. Il fut dès-lors rigoureusement enjoint aux concessionnaires, dans ces districts, de mettre en culture ces terres, au plus tard dans le délai de quatre ans à dater du 1er janvier 1805; de manière qu'il y eût au moins cent colons mâles par 3,000 *dessatines*.

Comme Tscherkask, dans le pays des Cosaques du Don, souffrait continuellement des inondations, les fondations de la Nouvelle-Tscherkask furent jetées au printemps de 1805, dans un lieu plus convenable; et les deux régimens stationnés à Tscherkask furent employés à ces travaux. On espérait de plus grands avantages de l'amélioration de Kaffa, que l'on connaît actuellement sous le nom de Féodosia.

Odessa, plus heureuse, marchait à l'opulence maritime avec une rapidité toujours croissante. On comptait déjà, dans cette ville, plus de deux mille maisons bâties en pierres, et environ cinquante mille habitans. Dans la Baltique, on commença la construction d'un port spacieux près de Revel, calculé de manière à contenir trente vaisseaux de ligne.

Des sommes considérables furent employées à la fondation d'écoles dans toutes les parties de l'empire, et de riches particuliers suivirent le salutaire exemple du gouvernement. Le nombre des écoles militaires fut fixé à dix, dans lesquelles il devait être placé trois mille jeunes nobles, destinés à devenir officiers. Ils furent divisés en quinze compagnies chacune de deux cents. La nouvelle

université de Karkow fut ouverte le 29 janvier, et un revenu de 130,000 roubles lui fut assigné.

Mais de toutes les choses depuis long-temps projetées et attendues dont le règne d'Alexandre avait promis la réalisation, la réforme législative était sans doute la plus importante. Pierre-le-Grand avait dirigé son attention vers cet objet, sans qu'il fût résulté de ses efforts rien de remarquable et de positif. Depuis cette époque, plusieurs commissions instituées pour la rédaction d'un code pour la Russie, avaient été constamment en activité. La plus distinguée d'entre ces commissions fut celle qu'avait organisée l'impératrice Catherine II. Cent vingt-huit personnes y furent employées pendant sept ans; mais, en 1744, cette souveraine, dont leurs travaux n'avaient pas rempli l'attente, licencia ses jurisconsultes. La commission fut rétablie sous le règne de Paul, sans donner d'autre résultat.

Un ordre d'Alexandre, en date du 21 octobre 1803, avait placé cette commission sous la surveillance du ministre de la justice, prince Lapoukin, et de Nicolas Novoziltsow, qui tous deux pleins de zèle pour ce grand ou-

vrage, se montrèrent dignes du choix d'Alexandre. Les principes qui ont servi de base à leur travail sont développés dans un *exposé des motifs*, que les deux nobles jurisconsultes publièrent : ce livre est divisé en trois parties principales ; la première traite de la législation générale ; la seconde, de l'application de cette législation à l'empire russe en général ; et la troisième, des modifications et exceptions relatives aux différentes parties de l'empire, d'après leur situation. Au printemps de 1805, le travail était déjà avancé : un rapport sur ce qu'il y avait de fait fut imprimé en langues russe, française, allemande, anglaise, italienne et latine. Ce rapport fut envoyé aux académies et sociétés savantes de l'Europe, dans la vue d'obtenir l'avis judicieux des amis de l'humanité et des hommes éclairés de toutes les nations.

La lenteur de la procédure avait depuis long-temps été le sujet de beaucoup de plaintes en Russie. En conséquence, l'empereur Paul avait en 1796 commissionné trois branches du sénat, dont l'unique affaire devait être de juger le nombre immense de causes pendantes.

Cependant, dans le cours de huit années, à peine avait-on abordé la difficulté principale. Il fut en conséquence déterminé, sur la proposition du prince Lapoukin, d'abolir les trois départemens temporaires, et d'augmenter le sénat de deux nouveaux départemens; de manière qu'il se trouvait alors composé de neuf départemens, dont six étaient à Saint-Pétersbourg avec soixante-un sénateurs, et trois à Moskou avec vingt-cinq. Le corps entier du sénat consistait en neuf cents personnes; et afin qu'il eût assez de temps pour l'exécution de tout ce qui lui était attribué, le nombre des jours fériés fut réduit de soixante-deux à trente-un. Nous ne parlerons pas de plusieurs autres nouveaux réglemens.

La manumission des paysans fut continuée, et le gouvernement s'appliqua à ce que ceux qui seraient affranchis trouvassent des moyens de subsistance suffisans, afin que la liberté ne fût pas pour eux un bienfait illusoire.

Petrowo-Solowowo, conseiller-d'état dans le cercle de Walugki, donna la liberté à cinq mille de ses vassaux, qui durent lui payer en

dix-neuf ans un million et demi de roubles pour les terres qui leur furent abandonnées.

Enfin, la nombreuse population juive de la Russie, qui, spécialement dans les provinces allemandes de l'empire, n'avait eu jusqu'alors qu'une existence précaire, fut placée sous la protection des lois, et admise au nombre des sujets russes; les restrictions auxquelles elle resta encore soumise étaient probablement nécessaires, à raison de l'état arriéré des juifs russes sous le rapport de la civilisation et des mœurs.

Nous allons, dans le Chapitre suivant, poursuivre le récit des événemens extérieurs.

CHAPITRE V.

(1805.)

Ce long échange de plaintes et de récriminations, cette guerre de tergiversations et de subterfuges, qui avait consumé toute l'année précédente, allait enfin cesser entre la France et la Russie. De part et d'autre, on avait organisé, complété les armées, pourvu les arsenaux et les magasins, arrêté les plans, et la guerre réelle pouvait commencer. Elle durait depuis un an avec l'Angleterre; mais c'est principalement sur la mer qu'elle s'était faite avec cette puissance.

Le choix d'un prétexte pour motiver les hostilités était assez indifférent ou assez inutile : toutefois on en aurait probablement cherché un, si la notification de l'avénement du premier consul à la dignité impériale, faite par l'ambassadeur français, ne fût venue l'offrir naturellement. L'empereur Alexandre refusa de reconnaître le nouveau souverain, et fut imité par le roi de Suède. L'Autriche suivit une conduite toute différente, parce qu'elle craignait d'être aban-

donnée par la Russie aux chances d'une guerre qu'elle n'était pas en mesure de soutenir. Le général Hédouville, ambassadeur, quitta Saint-Pétersbourg.

Déjà des escadres, sorties de Revel et de Cronstadt, avaient passé le Sund pour descendre dans la Méditerranée, où, combinées avec une flotte anglaise, elles devaient tenter une diversion sur les côtes d'Italie. Mais alors Napoléon préparait une entreprise bien autrement audacieuse. Il ne s'agissait de rien moins que d'attaquer au cœur la puissance britannique, en opérant une descente sur ses rivages ; et ce hardi projet, aujourd'hui reconnu très exécutable, inspirait les plus sérieuses inquiétudes à l'Angleterre, tandis que chez nous il servait de texte aux déclamations de la plus frivole incrédulité.

Pour conjurer l'orage qui la menaçait, il fallait que l'Angleterre rallumât au plus tôt la guerre sur le continent, et parvînt à entraîner toutes les puissances dans une nouvelle coalition. Le traité qui liait à ses projets l'empereur Alexandre ne promettait qu'une alliance conditionnelle et subordonnée au succès de ce plan général, puisque la Russie ne voulait prendre les armes que lorsque la

cour de Vienne aurait formellement accédé à la coalition. On feignit, pour séduire l'Autriche, d'entrer dans ses vues pacifiques; la Russie alla même jusqu'à proposer, par l'intermédiaire de la cour de Berlin, sa médiation entre la France et l'Angleterre. Cette proposition ayant été agréée à Paris, les négociations recommencèrent. M. de Novoziltsow fut envoyé à Berlin avec de pleins pouvoirs. Là, il devait obtenir des passe-ports du gouvernement français pour se rendre à Paris. Mais il avait ordre de n'accepter les passeports qu'à la condition « qu'il traiterait immédiatement avec le chef du gouvernement français, sans reconnaître le nouveau titre qu'il s'était donné, et que *Bonaparte* assurerait positivement qu'il était animé du même désir de paix générale qu'il avait paru vouloir manifester dans sa lettre au roi d'Angleterre ». Les passe-ports de M. de Novoziltsow furent expédiés sans difficulté; mais il reçut presque aussitôt de Saint-Pétersbourg la défense d'en faire usage.

Napoléon, dans ce moment même, venait de placer sur sa tête la couronne d'Italie, et il réunissait à la France la république ligurienne. En quittant Berlin, M. de Novozil-

tsow remit, le 10 juillet, au ministre d'état baron de Hardenberg, une note dans laquelle la réunion de l'état de Gênes était présentée comme une cause décisive et inévitable de la guerre qui allait commencer, et dont toutes les conséquences désastreuses pour l'Europe devaient retomber sur la puissance qui se jouait si audacieusement de la foi des traités. « Il était impossible, disait « le plénipotentiaire russe, de croire que « Bonaparte, en expédiant les passe-ports qui « étaient accompagnés des assurances les plus « pacifiques, eût sérieusement pensé à s'y « conformer, puisque, dans le temps qui « devait s'écouler entre l'expédition des passe- « ports et l'arrivée du négociateur à Paris, « il hâtait des mesures qui, loin de faciliter « le rétablissement de la paix, étaient de na- « ture à en détruire le principe. »

Mais, en réclamant contre l'incorporation de Gênes, la Russie relevait le gant pour l'Angleterre, et cette manifestation officielle donna la mesure de toute l'influence que le cabinet de Saint-James exerçait sur celui de Saint-Pétersbourg; Napoléon répondit à cette note, et repoussa les prétentions de la Russie à régler les affaires et la conduite de la France

par des réflexions qui furent publiées dans les journaux français, et que nous allons remettre en partie sous les yeux du lecteur.

« Qu'ont en effet de commun la France et la Russie (disait l'auteur de cet article du journal officiel)? indépendantes l'une de l'autre, elles sont respectivement nulles pour se faire du mal, et toutes-puissantes pour se faire du bien. Si l'empereur des Français exerce une grande influence en Italie, l'empereur de Russie exerce une influence encore plus grande sur la Porte ottomane et sur la Perse. L'une a une influence circonscrite qui ne s'étend pas au-delà des discussions relatives à ses limites, et n'augmente pas sa force d'une manière majeure; l'autre au contraire exerce son influence sur deux puissances du premier ordre qui furent long-temps au même rang politique que la France et la Russie, et qui dominent sur les Arabies, la mer Caspienne et la mer Noire. Si le cabinet de Russie prétend avoir le droit de fixer les limites où la France doit s'arrêter, il est sans doute aussi disposé à permettre que l'empereur des Français lui prescrive les limites dans lesquelles il doit se renfermer... On a partagé la Pologne; il a fallu

que la France eût la Belgique et la rive du Rhin ; on s'est emparé de la Crimée, du Caucase, de l'embouchure du Phase, etc. ; il faut que la France ait un équivalent en Europe ; l'intérêt de sa propre conservation l'exige. Veut-on un congrès général de l'Europe? eh bien ! que chaque puissance mette à la disposition de ce congrès ce qu'elle a envahi depuis cinquante ans ; qu'on rétablisse la Pologne, qu'on rende Venise au sénat, la Trinité à l'Espagne, Ceylan à la Hollande, la Crimée à la Porte ; qu'on renonce au Phase et au Bosphore ; qu'on restitue le Caucase et la Géorgie ; qu'on laisse la Perse respirer après tant de malheurs ; que l'empire des Marattes et de Mysore soit rétabli, ou ne soit plus l'exclusive propriété de l'Angleterre : la France, alors, pourra rentrer dans ses anciennes limites... Il est à la mode d'accuser l'ambition de la France. Si cependant elle avait voulu conserver ses conquêtes, la moitié de l'Autriche, les États de Venise, le royaume de Naples, la Suisse, la Hollande, seraient encore en son pouvoir. Les limites de la France sont en réalité l'Adige et le Rhin : a-t-elle passé l'Adige? a-t-elle passé le Rhin? Si elle ne prit pas

pour limite la Salsa et la Drave, y fut-elle contrainte par la force des armes, ou fut-elle déterminée par une noble modération?... La politique des puissances du Nord fut toujours d'exciter des guerres, dont elles n'avaient rien à redouter. C'est ainsi que Catherine fit battre pendant plusieurs années la Prusse et l'Autriche, en annonçant des secours qui n'empêchèrent pas les armées françaises d'arriver aux portes de Vienne. C'est ainsi que le dernier empereur de Russie perpétua les calamités de la guerre, en promettant des secours qui n'arrivèrent qu'au moment où l'Autriche avait obtenu des succès sans eux, qui se retirèrent au premier revers, et laissèrent au milieu d'une campagne leurs alliés supporter seuls le fardeau qu'ils avaient promis de partager. »

Dans cet état de choses, les hostilités n'étaient plus retardées que par la temporisation de l'Autriche, dont l'adhésion secrète aux plans de la Russie était d'ailleurs hors de doute. Avec plus de mystère, mais non moins d'activité, elle avait réuni ses moyens de défense. Des gorges du Tyrol aux lagunes de Venise, tout était organisé, renforcé, fortifié, et dans l'Autriche supérieure les mêmes dis-

positions couvraient les mouvemens des troupes, dont les cantonnemens se rapprochaient de plus en plus de la frontière bavaroise; et ce qui achevait de prouver les intentions hostiles de l'Autriche, des Français voyageant dans les états de Venise furent arrêtés. Des représailles, qui ne se firent pas long-temps attendre, furent suivies d'une note adressée par M. de Talleyrand à M. de Cobentzel pour se plaindre de l'établissement d'un cordon de troupes sur l'Adige et des armemens qui avaient lieu sur tous les points des états autrichiens. Ici commence une suite de nouvelles négociations, par lesquelles fut encore retardée une explosion qui depuis plusieurs mois paraissait imminente. L'Autriche (il fallait bien que cette puissance qui excelle dans ces pratiques et lenteurs prît sa part des controverses diplomatiques), voulut ou parut vouloir négocier un accommodement entre la France et la Russie, de même que cette dernière l'avait d'abord essayé entre la France et l'Angleterre.

Mais toutes ces protestations prétendues pacifiques étaient bien plus vaines et bien moins croyables de la part de l'Autriche que de la part de toute autre puissance;

blessée à la fois dans sa domination et son orgueil, elle avait bien plus à se plaindre des résultats des derniers traités, et des usurpations flagrantes de Napoléon; elle sentait le poids d'un voisinage victorieux et terrible, depuis les sources du Mein jusqu'aux bouches du Pô; et dans ce moment même, cette Italie, si précieuse à la maison de Lorraine, lui échappait encore. Il ne lui restait plus rien de son ancienne suprématie fédérative en Allemagne, et l'empereur François venait même d'abdiquer ce titre devenu ridicule par son inutilité.

La même prodigalité de précautions diplomatiques avait environné la conduite de la Prusse; elle semblait, pour se déterminer, vouloir attendre les premiers événemens; et pour ne pas se compromettre avec la France, elle refusa aux troupes russes le passage sur son territoire, au moment où la campagne s'ouvrit.

L'archiduc Ferdinand, le général Mack, et l'archiduc Jean, entrèrent en campagne avec quatre-vingt-dix mille hommes, et occupèrent à la fois la Bavière, les gorges du Tyrol et les rives de l'Adige.

Cependant Napoléon, après avoir rejeté la

médiation illusoire offerte par la cour de Vienne, et déclaré, par forme d'*ultimatum*, qu'il ne traiterait point avec la Russie, qu'il n'avait aucun intérêt à démêler, aucun grief à discuter avec cette puissance auxiliaire de l'Angleterre, se hâta d'organiser sa défense contre cette nouvelle coalition. Il fallait d'abord, pour atteindre ce but, suspendre toute exécution de son projet de descente en Angleterre. Il paraissait pour le moment d'autant plus impraticable, que l'escadre combinée anglo-russe venait d'entrer dans le port de Cadix. Toute l'activité de son génie se tourna vers la guerre continentale, et son premier soin fut d'accroître par tous les moyens la force numérique de l'armée. En même temps il concevait et improvisait le plan de cette étonnante campagne; et dans ce projet arrêté au premier coup, rien ne fut depuis changé. (1)

(1) L'empereur avait reçu de grand matin la nouvelle de l'arrivée de Villeneuve dans un port d'Espagne; il avait vu sur-le-champ l'expédition de l'Angleterre avortée, les immenses dépenses de la flotte et de la flottille perdues pour long-temps, pour toujours peut-être! alors, dans l'emportement d'une fureur qui ne permet pas même aux autres hommes de conserver leur

On sait quel en fut le résultat; vingt jours s'étaient à peine écoulés depuis l'ouverture de la campagne, que Napoléon occupait déjà la capitale de l'Autriche; le nombre, l'éclat et la rapidité de ses victoires, trouvent sans

---

jugement, il avait pris l'une des résolutions les plus hardies, et tracé l'un des plans de campagne les plus admirables qu'aucun conquérant ait pu concevoir à loisir et de sang-froid; sans hésiter, sans s'arrêter, il dicta en entier le plan de la campagne d'*Austerlitz*, le départ de tout le corps d'armée, depuis le Hanovre et la Hollande, jusqu'aux confins de l'ouest et du sud de la France; l'ordre des marches, leur durée, les lieux de convergence et de réunion des colonnes, la surprise et les attaques de vive force, les mouvemens divers de l'ennemi, tout fut prévu : la victoire assurée dans toutes les hypothèses. Telles étaient la justesse et la vaste prévoyance de ce plan, que, sur une ligne de départ de deux cents lieues, des lignes d'opération de trois cents lieues de longueur furent suivies d'après les indications primitives, jour par jour, et lieu par lieu, jusqu'à *Munich*. Au-delà de cette capitale, les époques seules éprouvèrent quelque altération; mais les lieux furent atteints, et l'ensemble du plan fut couronné d'un succès complet. Tel était donc le talent militaire de cet homme, aussi redoutable à ses ennemis par la puissance de son génie, qu'à ses concitoyens par la force de son despotisme. (M. Daru, cité par l'auteur du *Précis des Événemens militaires*.)

doute leur raison suffisante dans la supériorité de son génie, mais il faut avouer qu'il fut servi merveilleusement par les fautes de ses ennemis.

Dans cette campagne et dans celles qui l'ont suivie jusqu'en 1813, Napoléon l'emporta sur ses adversaires par toutes les ressources réunies de la plus haute capacité militaire : l'activité, l'audace, le coup d'œil vaste, prompt et sûr, l'unité dans les conceptions stratégiques, et l'ensemble dans leur réalisation ; tout cela se trouvait en lui, dans les hommes qui l'environnaient : c'est ce qui manqua à la coalition. Les puissances, en défiance les unes des autres, avaient à la tête de leurs armées des généraux fort au-dessous de leur réputation de talent et de courage. La conduite du feld-maréchal Mack à Ulm en est une preuve frappante. La coalition s'était formée avec trop de célérité. On ne s'était pas assuré de la Prusse ; au moment d'agir elle recula, refusa le passage aux troupes russes, et l'armée de l'empereur Alexandre, qui d'ailleurs ne se pressait pas trop, n'arriva que pour être témoin de la chute de la monarchie qu'elle venait secourir.

Alexandre rendu à Berlin le 25 octobre y

fut reçu avec enthousiasme par la cour et par le peuple. L'unanimité de ces dispositions lui rendit plus facile l'accomplissement du dessein qui l'amenait dans la capitale de Frédéric-Guillaume III. Il venait, au nom du pacte juré entre eux en 1802, le rallier à celui qui unissait de nouveau l'Europe contre la France. Sa présence et ses instances ne furent point vaines : il quitta Postdam après avoir visité, à l'heure de minuit, le tombeau de Frédéric, avec le roi de Prusse et sa femme. On dit que les deux souverains se jurèrent une inviolable amitié sur la cendre de ce grand homme. De là Alexandre se rendit à Weymar par la route de Leipzick, puis à Dresde où il arriva le 11 novembre. Trois jours après il joignit l'empereur François à Olmutz, au moment même où la deuxième armée russe, aux ordres du général Buxhowden, après avoir traversé la Gallicie et la Moravie, joignait la première armée russe aux ordres de Kutusoff. Réunis au nombre de soixante et dix mille hommes, sous le commandement de ce vieux général, ces deux corps d'armée combattirent à Austerlitz; l'Autriche consternée était cependant parvenue à rassembler encore près de trente mille hommes.

On sait que Kutusoff fit de grandes fautes; que l'action fut sanglante, la victoire disputée, et que cette journée mémorable rompit la coalition. Les pertes de l'armée combinée furent immenses; « elle était de quatre-vingt-deux mille hommes, et le nombre de ceux qui furent mis hors de combat s'éleva à plus de quarante mille hommes; en effet, l'on compta près de dix mille morts sur le champ de bataille; dix-neuf mille Russes et six cents Autrichiens furent faits prisonniers, et dix mille autres, selon toutes les apparences, furent dispersés ou perdus. Quoique le nombre des morts puisse paraître exagéré, on conçoit que les charges réitérées à la baïonnette, le feu de l'artillerie sur des masses resserrées dans les fonds, et les désastres des lacs dont les glaces rompirent sous le poids des fuyards, durent le rendre très considérable dans le parti vaincu.

« Trois lieutenans-généraux, six généraux-majors, vingt officiers supérieurs, et plus de huit cents autres officiers, se trouvèrent parmi les prisonniers; les pertes en matériel ne furent pas moindres; quarante-cinq drapeaux, cent quatre-vingt-six pièces de canon, quatre cents voitures d'artillerie, tous les gros équipages,

et une quantité de chevaux, furent les trophées et le butin des vainqueurs d'Austerlitz. »

Immédiatement après l'issue de cette désastreuse journée, un envoyé des alliés, le prince Jean de Lichtenstein, arriva au camp français : il venait en toute hâte, au nom du souverain qui commandait l'armée combinée, demander un armistice et proposer une entrevue, afin d'en régler plus promptement les conditions, en attendant qu'on pût négocier une paix séparée. Cette démarche fit connaître la confusion et le désordre extrême des alliés. On se hâta d'en profiter, et dès la pointe du jour toute l'armée française fut mise en mouvement pour achever d'écraser l'armée vaincue. (1)

Ainsi l'Autriche, qui avait provoqué la guerre, fut la première à demander la paix. Souverain d'une nation dont la gloire militaire est médiocre, et bien plus accoutumé aux humiliations qu'aux triomphes, François II ne craignit pas de venir au bivouac de Napoléon solliciter humblement la paix (2). Un

(1) *Précis des Événemens militaires.*

(2) L'empereur Napoléon alla au-devant de l'empereur d'Autriche dès que celui-ci fut descendu de

armistice fut accordé, et pour première condition les Russes durent évacuer le territoire autrichien et se retirer à travers les monts Krapacks.

L'empereur Alexandre ne pouvait refuser le bénéfice de l'armistice dont il avait besoin pour opérer sa retraite et sauver les débris de son armée, mais il manifesta son éloignement absolu pour toute participation au traité que l'Autriche pourrait ultérieurement conclure avec la France. « Son seul but, en prenant les armes, avait été, dit alors la Gazette de la cour de Saint-Pétersbourg, de secourir son allié et de détourner les dangers qui menaçaient son empire. (1)

---

cheval, et lui dit, en l'invitant à entrer dans la masure où était allumé le feu du bivouac : « *Je vous reçois dans le seul palais que j'habite depuis deux mois*. »

(1) L'aide-de-camp de l'empereur, le général Savary, avait accompagné l'empereur d'Allemagne, après l'entrevue, pour savoir si l'empereur de Russie adhérait à la capitulation. Il trouva les débris de l'armée russe sans artillerie ni bagages, et dans un épouvantable désordre; il était minuit, le général Meerfeld avait été repoussé de Godding par le maréchal Davout; l'armée russe était cernée; pas un homme ne pouvait s'échapper. Le prince Czartorinski introduisit le général Savary près d'Alexandre. « Dites à votre maître, lui cria ce

Le ministre Haugwitz, parti de Berlin pour se rendre au quartier-général des alliés, en

---

prince, que je m'en vais; qu'il a fait hier des miracles, que cette journée a accru mon admiration pour lui; que c'est un prédestiné du ciel; qu'il faut à mon armée cent ans pour égaler la sienne. Mais puis-je me retirer avec sûreté?...—Oui, sire, lui dit le général Savary, si votre majesté ratifie ce que les deux empereurs de France et d'Allemagne ont arrêté dans leur entrevue. — Eh! qu'est-ce? — Que l'armée de votre majesté se retirera chez elle, par les journées d'étape qui seront réglées par l'empereur, et qu'elle évacuera l'Allemagne et la Pologne autrichienne. A cette condition j'ai l'ordre de l'empereur de me rendre à nos avant-postes qui vous ont déjà tourné, et d'y donner ses ordres pour protéger votre retraite, l'empereur voulant respecter l'ami du premier consul. — Quelle garantie faut-il pour cela? — Sire, votre parole. — Je vous la donne. » Cet aide-de-camp partit sur-le-champ au grand galop, se rendit auprès du maréchal Davout, auquel il donna l'ordre de cesser tout mouvement et de rester tranquille. Puisse cette générosité de l'empereur des Français ne pas être aussitôt oubliée en Russie que le beau procédé de l'empereur qui renvoya six mille hommes à l'empereur Paul, avec tant de grâce et de marques d'estime pour lui. Le général Savary avait causé une heure avec l'empereur de Russie, et l'avait trouvé tel que doit être un homme de cœur et de sens, quelques revers d'ailleurs qu'il ait éprouvés. Ce monarque lui

apprenant le sort de leurs armes, se rend à celui de Napoléon, et le félicite sur sa victoire : « Voilà, dit le vainqueur d'Austerlitz, un compliment dont la fortune a changé l'adresse ».

Le 8 décembre, l'armée russe se mit en marche sur trois colonnes, se dirigeant vers la Silésie prussienne. Le grand-duc Constantin, avec le prince Dolgorouki, se rendirent à Berlin pour y déclarer, au nom de l'empereur, que l'armée russe, conformément au traité, était à la disposition du roi de Prusse; mais cette proposition fut froidement accueillie. Cependant les troupes russes ne quit-

---

demanda des détails sur la journée. «Vous étiez inférieurs à moi, lui dit-il, et cependant vous étiez supérieurs sur tous les points d'attaque. — Sire, répondit le général Savary, c'est l'art de la guerre et le fruit de quinze ans de gloire; c'est la quarantième bataille que donne l'empereur. — Cela est vrai; c'est un grand homme de guerre. Pour moi, c'est la première fois que je vois le feu. Je n'ai jamais eu la prétention de me mesurer avec lui. — Sire, quand vous aurez de l'expérience, vous le surpasserez peut-être. — Je m'en vais donc dans ma capitale. J'étais venu au secours de l'empereur d'Allemagne; il m'a fait dire qu'il est content. Je le suis aussi. » *Extrait d'un bulletin daté d'Austerlitz, le* 14 *frimaire an* 14 (17 décembre 1805).

tèrent la Silésie que dans le mois de février de l'année suivante.

Cette prompte et terrible conclusion de la campagne de 1805 déconcerta tous les calculs des alliés; leurs opérations sur d'autres points devinrent inutiles lorsque le plan central fut ainsi brisé; elles servirent même Napoléon en lui offrant de nouveaux prétextes d'agrandissemens. Un corps de troupes anglo-russes qui avait été rassemblé dans le nord de l'Allemagne resta dans la plus complète immobilité; une autre armée anglo-russe de vingt ou trente mille hommes ayant débarqué à Naples avec l'évidente approbation du roi, Napoléon adressa dès le 27 décembre une proclamation à l'armée qui devait marcher sur cette capitale, sous les ordres de Joseph, et dans cette proclamation il détrônait un Bourbon par ces seuls mots : « La dynastie de Naples a cessé de régner ».

Les résultats politiques de la victoire d'Austerlitz furent fixés, d'abord par la convention provisoire conclue à Vienne (15 décembre), et d'après laquelle la Prusse cédait à la France les pays d'Anspach et de Bareuth, Clèves, Neufchâtel, et obtenait en dédommagement la permission d'enlever le Hanovre au roi

d'Angleterre : ensuite le traité de Presbourg statua sur le sort de l'Autriche.

Par ce traité (26 décembre), les anciens états de Venise, y compris la Dalmatie et l'Albanie, furent cédés à l'Italie. La principauté d'Eichstaedt, une partie de l'ex-évêché de Nassau, la ville d'Augsbourg, le Tyrol, toutes les possessions de l'Autriche en Souabe, dans le Brisgau et l'Ortenau furent transportées à l'électeur de Bavière et au duc de Wurtemberg, créés rois par la France, ainsi qu'au duc de Bade.

On voit que, dans cet arrangement, l'Autriche était traitée comme une place conquise qu'il fallait démanteler pour n'avoir plus à la craindre. En lui arrachant ses frontières naturelles de l'ouest et du sud, on la resserrait dans le bassin du Danube, et on lui donnait pour gardiennes de nouvelles puissances, jadis ses tributaires, maintenant ses rivales, car elles étaient élevées au rang et à l'importance réelle de monarchies. Un sacrifice encore plus amer détachait de la couronne d'Autriche son plus riche fleuron, cette Italie, si long-temps disputée par l'Europe entière. On sait quel attrait invincible attachait les princes de la maison de Lor-

raine à cette domination; soit un effet de leur orgueil, soit l'habitude de jouir des charmes de cette belle contrée, on les a toujours vus prêts à abandonner tous les autres annexes de leur couronne plutôt que cette riche souveraineté.

Ainsi l'Autriche fut morcelée, et la Prusse agrandie; mais qui n'eût préféré la destinée de la monarchie vaincue à celle de la puissance qui profitait du malheur de ses alliés? Ce n'était, au fond, que le prix de la peur que recueillait la Prusse; d'ailleurs, en reculant ses limites, elle augmentait ses chances d'affaiblissement. La conséquence naturelle de la cession du Hanovre était la guerre avec la Grande-Bretagne. C'était encore le mécontentement de la Russie; c'était enfin la nécessité de subir irrévocablement l'onéreuse amitié de l'empereur français. Tout en feignant de prendre pour sincères les protestations de M. de Haugwitz, Napoléon savait très bien, comme on l'a vu, qu'il n'était pas parti de Berlin pour se rendre à son quartier-général.

Immédiatement après l'échange des ratifications, l'empereur Napoléon eut une entrevue avec l'archiduc Charles au château

de Stammerdoff, à trois lieues de Vienne. On prétend que Napoléon avait proposé à l'archiduc de faire entrer la maison d'Autriche dans ses projets de conquête vers l'Orient, et qu'il s'était efforcé de lui inspirer des inquiétudes sur les vues politiques de la Russie, relativement à la Turquie d'Europe. Il paraît que le prince Charles évita d'entrer en discussion à ce sujet, quoiqu'il lui fût impossible de méconnaître la justesse et la gravité des considérations que Napoléon lui présentait sur les projets d'agrandissement de la Russie à l'est et au sud de l'ancien Pont-Euxin.

Depuis l'incorporation récente de la Géorgie à l'empire, les Russes n'avaient pu résister à l'envie de franchir les limites de ce pays. Une tentative sur Érivan, qui fut désavouée par le gouvernement comme un coup de main spontané, parce qu'elle ne réussit pas, fut suivie de la prise de possession d'Anakria, forteresse de la plus grande importance, non loin des rives du Phase. Bientôt après, ils obtinrent du sultan Sélim la permission de naviguer sur ce fleuve, et de bâtir des forts pour protéger leur navigation. De proche en proche, ils assurèrent, par une suite de petites forteresses, leurs communications

entre la mer Noire et la mer Caspienne. Établis entre ces deux mers, deux routes également faciles leur étaient ouvertes pour des conquêtes futures, soit en Perse, soit en Turquie.

Enfin, en 1804, à la veille de déclarer la guerre à la France, la Russie avait proposé au Grand-Seigneur de signer un traité d'alliance offensive et défensive : ce traité n'avait évidemment pour but que de lier les mains à la Turquie, pendant que la coalition débattrait sa périlleuse querelle. Toutefois la Porte, que la guerre fatigue toujours depuis qu'elle est dans son âge de décadence, se serait aisément prise au piége, si une clause spéciale, relative aux Grecs, n'avait été mise au traité, comme l'expression manifeste des plans envahisseurs de la Russie. Cette puissance demandait que tous les Musulmans professant la religion grecque fussent désormais placés sous sa protection immédiate, de sorte que, toutes les fois qu'ils seraient molestés, la Porte fût tenue de faire droit aux représentations de la Russie.

L'indignation et la douleur dont le sultan Sélim fut saisi en entendant des prétentions si audacieuses, lui arrachèrent, dit-on, des

larmes amères. « Ils étaient donc enfin dévoilés sans détour les projets de cette puissance qui, depuis dix siècles, avait grandi en menaçant l'Orient, et que tant de concessions fatales n'avaient encore pu satisfaire! L'ardeur d'une politique tout intéressée, disait-il, la soif des conquêtes, et non pas un zèle généreux pour ses coreligionnaires, la poussaient aujourd'hui à un excès d'audace qu'avaient assez annoncé tant d'empiétemens manifestes en Crimée, dans le Kouban, autour du Caucase; tant de violations des traités en Valachie et en Moldavie; tant de machinations ténébreuses en Servie et dans ces îles Ioniennes, à demi conquises par la fraude, sous une vaine couleur d'indépendance! »

Le divan, ou du moins ceux de ses membres qui n'étaient point vendus à la Russie, pénétrés des sentimens qui animaient le souverain, se rassemblant autour de leur maître, convinrent unanimement qu'il fallait s'ensevelir sous les ruines de Constantinople, plutôt que de signer par un semblable traité la ruine et la honte de la puissance ottomane. Mais cette résolution généreuse ne tarda pas à s'évanouir, quand ils vinrent à considérer

que, par les tristes effets de leurs concessions de paresse ou de peur, l'ennemi occupait les frontières de l'empire; que, dans huit jours, l'armée d'Odessa pourrait être sous les murs du sérail, tandis que les îles Ioniennes, la Morée, la Thessalie, l'Épire, et d'un autre côté les provinces de Valachie et de Moldavie, depuis si long-temps travaillées par la politique russe, ne manqueraient pas de lever l'étendard de l'insurrection.

La détermination de négocier et de temporiser, commandée par ces réflexions, l'était encore plus par le triste état des choses à l'intérieur de l'empire turc et dans les provinces d'Asie. Le pacha de Trébisonde venait de se déclarer indépendant les armes à la main, et les Wéchabites, vaincus une fois, reparaissaient plus nombreux et plus redoutables. Heureusement pour la Porte, la Russie cessa, de son côté, d'insister sur ses prétentions exorbitantes, parce que les événemens d'Europe absorbèrent ses soins et son activité. Ceci se passait au commencement de 1805. L'empereur Alexandre, forcé de marcher au secours de son allié, se hâtait de rappeler les troupes qui déjà étaient rassemblées en Crimée pour s'embarquer et

aller achever l'*indépendance* des îles Ioniennes ; si bien que l'ambassadeur russe à Constantinople, au lieu de faire entendre des menaces, avant-coureurs d'une déclaration de guerre, reçut l'ordre de renouveler, pour huit ans, le traité de 1798, qui était à la veille d'expirer. Aussitôt que le divan, avec sa débonnaireté accoutumée, eut conclu cette nouvelle trève, la nouvelle de la bataille d'Austerlitz arriva à Constantinople.

Cette éclatante victoire fut le sujet d'une satisfaction que l'on chercha peu à déguiser, et la reconnaissance de Napoléon comme empereur, jusque-là suspendue par les intrigues des ministres anglais et russes, s'effectua immédiatement. M. d'Italinski protesta vainement contre cette reconnaissance qui, selon lui, portait atteinte à la bonne foi du traité qui venait d'être signé par renouvellement. On ne l'écouta pas, et l'ambassadeur musulman peu après nommé pour aller à Paris, fut chargé d'offrir à Napoléon des présens magnifiques.

C'était sans doute pour contrebalancer les projets de la Russie sur la Porte, que Napoléon venait de se faire céder, dans le traité

de Presbourg, les bouches du Cattaro, et toute la portion de l'ancienne Épire qui avait fait partie des états vénitiens. Il touchait par conséquent à l'ouest, les frontières de l'empire des sultans dans une étendue presque égale à celle de la ligne que les Russes occupaient à l'est, et il n'était guère plus éloigné de Constantinople. Ainsi pouvaient se rencontrer, sur la route de Byzance, et au sommet d'un angle immense, deux puissances qui avaient leurs bases, l'une à la Baltique, et l'autre à l'antique mer des Gaules.

CHAPITRE VI.

(1806 et 1807.)

L'union de la Russie avec l'Angleterre contre la France, avait été constante depuis le commencement de la révolution. Fondée sur une commune inimitié pour les principes qui avaient remplacé l'ancienne monarchie par un gouvernement républicain, cette intimité politique subsista entre les cabinets alors même que les sentimens personnels des souverains semblèrent s'éloigner d'une certaine sympathie. Mais la répugnance de la Russie ne pouvait pas être éternelle comme la haine de l'Angleterre. La Russie n'ayant au fond rien à démêler avec la France, ne s'en prenait qu'à des principes qui choquaient trop ouvertement ses maximes de pouvoir absolu. Sous Catherine c'était une chevaleresque et fausse sentimentalité qui avait entraîné le cabinet de Saint-Pétersbourg dans la coalition ; sous Paul Ier ce fut la peur exagérée et ridicule d'une invasion universelle des idées républicaines qui l'y maintint un moment. Cepen-

dant Paul Ier ne persista pas dans cette fausse direction, et dès qu'il eut vu le faible directoire tomber sous l'ascendant de Bonaparte, l'instinct du despotisme lui révéla suffisamment la pensée de cet heureux usurpateur. Mieux inspiré que la plupart des autres souverains, et voyant bien moins dans le premier consul l'héritier de la révolution que le restaurateur des trônes de l'Europe, il se hâta de conclure une paix sincère à laquelle il avait dès long-temps disposé son illustre adversaire par des témoignages non équivoques d'estime et d'admiration.

Ce terme tout naturel de l'aversion de la Russie fut précisément l'époque de l'exaspération hostile de l'Angleterre. Heureuse et puissante par la vertu de ses institutions, ce qu'elle abhorrait dans les idées de liberté, c'était l'essor et le vaste développement qu'elles pouvaient aussi donner à la richesse naturelle de la France. Lorsqu'elle vit l'homme qui la gouvernait, l'asservir sans l'affaiblir, mais au contraire recueillant tous les germes de prospérité, nés de la révolution, les féconder de son souffle puissant, et dédommager les Français par la prépondérance extérieure, la gloire et la prospérité réelle qu'il procu-

rait à leur patrie, du beau nom de république et des anarchiques avantages (1) qu'il leur ravissait, alors les inquiétudes et la frénésie de sa rivalité s'accrurent du regret de tous les sacrifices qu'elle avait vainement faits pour perdre son adversaire. C'est à cette époque qu'elle lança sur le continent une foule d'hommes, qui tous avaient la mission de rallumer la guerre civile dans les provinces de l'est ou du midi, et d'employer au nom de la légitimité le poison et l'assassinat.

Lorsque Alexandre monta sur le trône, les relations de la Russie avec la France restèrent dans une sorte de suspension équivoque. La vivacité des regrets, l'énergie des expressions par lesquelles Napoléon s'associa au deuil de tous ceux qui déploraient la mort si funeste de l'empereur Paul, ne sembla pas être une raison pour le successeur de cet infortuné monarque, d'aller avec empressement au-devant de l'ancien allié de son père. Cet allié

(1) Ici le sentiment de l'auteur ne doit pas être regardé comme contraire au blâme ailleurs exprimé sur l'élévation de Napoléon à la puissance suprême; mais doit s'expliquer par le mot si connu du palatin polonais, *malo periculosam libertatem quam*, etc.

rendait cependant à Alexandre la plus éclatante justice, et il employait toute son autorité à faire prévaloir sur d'odieux soupçons, la croyance d'ailleurs si légitime que les agens de l'Angleterre avaient été les principaux machinateurs du forfait. Jusqu'en 1812, et quelles que fussent durant cet intervalle, les vicissitudes des relations des deux puissances, il ne fut permis à nulle plume française d'attenter à la majesté et à la gloire du nom d'Alexandre. (1)

---

(1) Je dis jusqu'en 1812, parce qu'il paraît, en effet, qu'à cette époque un peu plus de latitude fut accordée à cet égard aux écrivains à qui l'on permettait de s'occuper de politique. Je trouve dans l'ouvrage ayant pour titre : des *Progrès de la puissance russe depuis son origine jusqu'au commencement du dix-neuvième siècle* (par M. Lesur), un passage où transpire évidemment le désir d'inculper d'augustes personnages, relativement à la mort de Paul Ier, et l'ouvrage dont je parle fut évidemment écrit par ordre du cabinet des Tuileries. Au reste, voici le passage :

« N'arrêtons point nos regards sur ce spectacle dont « le palais des Tzars a déjà offert des exemples inouis « dans l'histoire moderne. Ailleurs, le poignard d'un « assassin ose attenter à la vie des rois, par la surprise « et dans l'obscurité ; ici, c'est dans son palais, entouré « de ses courtisans, au milieu de sa famille, qu'un mo-

Il semble donc qu'en raisonnant d'après les données purement politiques, l'union de la Russie avec l'Angleterre aurait dû se détruire devant les sacrifices qu'exigeait une troisième coalition. Mais ce serait bien mal connaître la nature du cœur humain et surtout la composition de l'entourage des princes, les vanités, les intrigues et les erreurs érigées en dogmes politiques, dont ils sont obsédés par des ambitieux secondaires, que de croire qu'ils se déterminent toujours par de graves et solides motifs. Un jeune prince arrivé au pouvoir sans vues arrêtées, mais avec un vague instinct de grandeur; des ministres jaloux d'illustrer le commencement de leur administration, se laissèrent facilement séduire par l'espoir de constituer la Russie la modératrice universelle du continent, et les projets de l'Angleterre furent aveuglément épousés dans cette persuasion. D'ailleurs le

---

« narque luttant contre ses meurtiers, tombe étouffé « par leurs efforts, sans que personne vienne à son « secours, sans qu'une seule voix réponde à ses cris. « Contraignons notre indignation, étouffons les soupçons; laissons le voile épais qui couvre encore cet « attentat, puisque la justice souveraine ou la piété « filiale ne l'ont pu soulever. »

règne trop court de Paul n'avait pu réparer le désastre financier, triste fruit des dernières années de Catherine; la cour d'Alexandre était magnifique et pauvre; on était dévoré de luxe et de besoins : l'Angleterre prodiguait l'or.

Lorsque la foudre d'Austerlitz eut dissipé tous les vains rêves dont on s'était bercé à Saint-Pétersbourg, on persista par irritation dans le système que les intrigues de l'Angleterre avaient fait adopter par orgueil. La fierté russe, cruellement blessée de cet échec, ne songea qu'à un nouvel appel à la fortune des armes. D'ailleurs, sans pouvoir nier qu'ils eussent été battus, il restait aux Russes la ressource d'imputer ce malheur aux fautes de l'allié au secours duquel on s'était si généreusement élancé. Il est bien vrai que l'on avait personnellement subi toutes les conditions d'une défaite, et que les débris de l'armée russe avaient été forcés de retourner dans leur pays en suivant la route prescrite par le vainqueur. Il est également incontestable que ces débris avaient été forcés de repasser le Danube avec précipitation, pour éviter d'être anéantis le lendemain d'Austerlitz, dans les plaines de la Moravie : cepen-

dant des bulletins laborieusement composés tâchaient de persuader à l'Europe, et surtout aux Russes eux-mêmes, que la perte n'avait pas été assez considérable pour rendre la retraite indispensable. On disait qu'au moyen de la réserve qui s'avançait, la contestation aurait pu être renouvelée avec succès. Toutefois le résultat définitif était un fait historique contre lequel tous les subterfuges de l'amour-propre venaient échouer. Le monde entier, spectateur attentif de cette grande querelle, avait vu le génie militaire de Napoléon, soutenu par la confiance et les habitudes victorieuses de son armée, par les talens et l'expérience de tant de dévoués généraux, triompher du courage automatique des troupes russes, et de la tactique surannée de leurs chefs, dressés à la prussienne; excellant dans de tranquilles évolutions de parade, mais n'ayant encore que peu d'expérience du véritable terrain de la guerre.

Quoi qu'il en soit, l'ardeur sauvage qui jadis avait animé les soldats russes contre les Français républicains et *athées* (1), se ralluma

(1) Les proclamations de Souvaroff leur donnaient cette épithète, et d'autres encore plus grossières.

parmi eux. Le génie féroce de Souvaroff sembla sortir de la tombe de ce général, pour conduire les drapeaux qu'il avait illustrés. Cet esprit, cette nationalité brutale, se manifesta dans les nouveaux réglemens qui furent mis en vigueur, par les manœuvres des troupes russes; elles furent journellement exercées à tirer à la cible, et pour but on leur donnait la figure d'un soldat français peinte sur une planche; les hussards et les cosaques de leur côté se formaient la main à abattre les têtes de mannequins bourrés de paille, et représentant des cavaliers français; l'exaltation et les cris d'une joie stupide, accueillaient l'adresse de celui qui, parmi ses camarades, remportait le prix dans ces combats un peu trop facilement simulés.

En même temps, Alexandre rehaussait sa réputation de grandeur et de magnanimité, en paraissant disposé à se charger à lui seul des hasards d'une nouvelle lutte avec le géant français. Telle fut du moins la pensée qui sembla le diriger lorsqu'il envoya à Frédéric-Guillaume III une déclaration par laquelle il le dégageait de la promesse faite d'agir simultanément et d'accord contre la France : en ajoutant toutefois que, s'il était encore dis-

posé à combattre, toutes les troupes russes qui se trouvaient dans le Hanovre aux ordres de Tolstoy, et celles qui marchaient sur la Silésie, sous Beningsen, étaient à sa disposition. Or il faut convenir que cette offre avait été et était encore purement illusoire; et qu'il était d'une générosité un peu vaine de dégager le roi de Prusse d'une promesse sur l'accomplissement de laquelle on n'avait jamais pu compter. Beningsen et Tolstoy auraient-ils servi sous les ordres des généraux prussiens? et comment la Prusse eût-elle pu se permettre la levée des boucliers que l'on semblait avoir attendu d'elle, quand Napoléon pouvait avec la rapidité de l'éclair tomber sur la Silésie et la Moravie privées de toute défense, alors que les armées prussiennes étaient dans lès environs d'Erfurth et de Gotha? tel était cependant l'ascendant des idées russes à Berlin, que Frédéric-Guillaume, obsédé par les importunités des partisans de la guerre dont abondaient sa cour et sa capitale, envoya le duc de Brunswick à Saint-Pétersbourg, pour s'entendre avec la Russie dans un nouveau plan de coalition. Au retour du duc à Berlin, le bruit se répandit généralement dans cette capitale que

la guerre était résolue, et que l'on allait descendre une quatrième fois dans cette terrible arène, où depuis cinq ans la question s'agitait entre le génie d'un seul homme et l'Europe monarchique tout entière.

Les conjectures que l'on avait formées à Paris n'étaient nullement d'accord avec cette tournure des événemens. On s'y était flatté qu'une prompte paix serait le résultat de la journée d'Austerlitz, où les calculs de la coalition n'avaient peut-être pas moins été trompés par la modération de Napoléon, que par son immense supériorité (1). Le silence de la Russie, son immobilité lorsqu'on s'attendait à ses démarches, étonnèrent beaucoup; on continua à expliquer sa conduite par l'influence permanente de l'Angleterre. Enfin, dans le courant du mois de juillet, arriva à

(1) Quand nous parlons de la modération de Napoléon à l'égard de la Russie, nous croyons n'être que juste, car il est certain que son système constant avec cette puissance dont il disputait l'amitié à l'Angleterre, dont il connaissait mieux qu'elle-même les véritables intérêts, fut celui d'une générosité sans bornes; d'ailleurs, nous sommes très disposé à convenir de l'immodération de Napoléon sous d'autres rapports, et nous ne l'avons pas dissimulé.

Paris M. d'Oubril, avec les pouvoirs nécessaires pour traiter de la paix; elle fut signée le 1er d'août suivant; mais, comme l'on sait, cette paix ne fut jamais ratifiée. L'empereur Alexandre désavoua son plénipotentiaire sous le prétexte qu'il s'était écarté de ses instructions (1); un procédé aussi étrange et aussi inusité dans la diplomatie des rois était bien propre à porter atteinte à la renommée de loyauté et de magnanimité de l'empereur Alexandre; elle produisit un d'autant plus mauvais effet, qu'à voir l'activité de ses nouveaux préparatifs, et la vigueur des ressources

(1) La cessation immédiate des hostilités, la remise aux troupes françaises des bouches du *Cattaro*, le rétablissement de la république de Raguse dans son ancienne indépendance, la retraite et l'amnistie des Monténégrins, la garantie mutuelle de l'indépendance des Sept îles, celle des possessions de la Porte, étaient les objets réciproquement consentis par les six premiers articles. L'article 7, le seul d'une importance générale, et qui sans doute avait déterminé le plénipotentiaire russe, était ainsi conçu : « Aussitôt qu'en vertu de la présente convention de paix, l'ordre aura été donné pour l'évacuation des bouches du *Cattaro*, les troupes françaises, en faisant cesser toute occasion d'hostilités, se retireront de l'Allemagne. S. M. l'empereur Napoléon déclare que toutes ses troupes re-

qu'il déployait pour réorganiser son armée, l'Europe entière était convaincue qu'il n'avait voulu que gagner du temps. D'ailleurs, les négociations avec la Prusse et l'objet du voyage du vieux duc de Brunswick à Saint-Pétersbourg, n'étaient plus un mystère pour personne. On s'attendit à la guerre de nouveau, et elle parut d'autant plus inévitable, que des contestations particulières avec la Prusse ne tardèrent pas à s'élever.

La conduite de cette puissance fut un mélange continuel d'hésitation et de duplicité. Au moment même où son ministre Haug-

---

tourneront en France au plus tard dans trois mois, et à dater de la signature du traité. » Par l'article 8, les deux empereurs se promettaient d'employer leurs bons offices pour terminer la guerre entre la Prusse et la Suède. Enfin, par l'article 9, l'empereur des Français acceptait les bons offices offerts par l'empereur de Russie pour le rétablissement de la paix maritime.

M. d'Oubril avait pressenti, d'après un changement de ministère qui avait eu lieu à Saint-Pétersbourg pendant son absence, que cet arrangement ne serait pas complétement approuvé, puisqu'en partant de Paris il dit à l'ambassadeur anglais : *Je vais mettre aux pieds de l'empereur mon ouvrage et ma tête.* Cependant M. d'Oubril fut simplement rayé de la liste des conseillers d'état, et exilé dans ses terres.

witz acceptait en son nom les stipulations de la convention provisoire dont nous avons parlé et qui avait été confirmée sous le nom de traité de Vienne; elle resserrait les liens de son union avec les cours de Pétersbourg et de Saint-James; elle acceptait de la première des hommes, et de l'autre de l'argent. Le comte de Hardenberg présentait l'occupation du Hanovre comme une sorte de séquestre à la garde duquel le roi son maître avait été soumis forcément, et dont il se hâterait de se départir dès que les circonstances seraient plus favorables, ou dès que la paix serait conclue. Dans ce système, l'occupation du Hanovre n'était en effet qu'un moyen de chasser les Français du nord de l'Allemagne, et d'y préparer le centre d'action d'une coalition nouvelle.

Mais Napoléon exigea que la prise de possession du Hanovre fût définitive et solennelle. « Je vous ai *donné*, dit-il au roi de Prusse; il faut maintenant que vous *preniez*. Il faut surtout que vous fermiez aux vaisseaux de l'Angleterre les ports et l'embouchure des fleuves du pays où vous voilà maître maintenant. » En même temps l'impérieux donateur prit des mesures pour que l'échange devant lequel le

roi de Prusse semblait reculer, s'accomplit malgré lui; le pays d'Anspach qui devait être cédé à la Bavière fut militairement occupé, ainsi que ceux de Neufchâtel et de Berg; enfin la forteresse de Wesel fut également remise à la France.

Ainsi le roi de Prusse, qui aurait bien voulu ne courir, soit à l'égard de ses anciens alliés, soit à l'égard de l'empereur français, que les chances d'une demi-trahison, fut forcé, pour le moment, de se séparer de ceux-là; mais bientôt il se sépara plus complétement de l'autre.

Les troupes françaises devaient rester en Allemagne pour surveiller l'exécution des clauses du traité de Vienne, relativement auxquelles on ne se pressait pas, et surtout pour protéger l'établissement d'un nouvel ordre de choses, dont Napoléon avait reconnu l'indispensable nécessité en Allemagne. C'était la confédération de tous les états secondaires de l'ancien corps germanique.

La naissance subite de cette confédération du Rhin jeta l'alarme dans le cœur de Frédéric-Guillaume. Souverain d'une monarchie de formation récente, et qui manquait essentiellement d'homogénéité, il crut voir les

convulsions du démembrement agiter ses provinces, à la voix du protecteur des princes confédérés. Afin de prévenir les dangers dont il se croyait menacé, il imagina d'établir une contre-fédération dans le nord, et de là résultèrent ses nouveaux traités avec la Russie et la Suède, et son irruption soudaine dans les états du roi de Saxe. L'empereur Napoléon avait, au contraire, prétendu que les villes anséatiques restassent indépendantes et isolées de toute confédération ; que les autres états du nord de l'Allemagne fussent libres de ne consulter que leur politique et leur convenance particulière : il exigea donc que la Prusse désarmât, et que ses troupes évacuassent la Saxe.

Le roi de Prusse de son côté demandait : 1°. que toutes les troupes françaises repassassent le Rhin ; 2°. qu'il ne fût plus mis de la part de la France aucun obstacle à la ligue du nord, laquelle embrasserait, sans nulle exception, tous les états non désignés dans l'acte fondamental de la Confédération du Rhin qu'il avait reconnue ; 3°. qu'on ouvrît sans délai une négociation pour la discussion des points contestés. Cet *ultimatum* parvint à l'empereur à son quartier-général de Bamberg, le 6 oc-

tobre. Il répondit par une proclamation à ses soldats, qui fut une pièce prophétique, car la fortune prit soin de justifier, aux dépens de la Prusse, tout ce qu'il y avait de fastueux dans son langage, et d'exagéré dans les nouveaux triomphes qu'il annonçait à ses braves soldats.

On sait combien ils furent rapides, et par quelles graves fautes l'armée prussienne les prépara. Elle avait pour chef ce vieux feld-maréchal Munich, qui devait une triste célébrité à sa déroute en Champagne, au temps de la première coalition. Alors général de médiocre capacité, il était maintenant courbé sous le double poids des années et de la gravité des circonstances. L'indécision naturelle de son caractère jointe à la certitude de n'avoir pas la confiance de son armée furent les causes premières des fautes qu'il fit, et au nombre desquelles l'on a signalé comme la plus capitale d'avoir commencé beaucoup trop tard ses opérations.

La Prusse, déjà en guerre contre l'Angleterre, s'était précipitée dans cette nouvelle querelle avec une inconcevable témérité, et sans donner le temps à son plus puissant allié de venir à son secours. Si elle avait prétendu toute seule renverser le colosse qui dominait

l'Europe, seule aussi, et bien plus abaissée que nulle autre puissance, elle ne tarda pas à gémir sous ses pieds. Les premières hostilités eurent lieu le 9 octobre, et moins d'un mois après la monarchie prussienne avait littéralement cessé d'exister. Combien durent être cuisans les regrets d'une reine infortunée dont la beauté et le courage, source d'enthousiasme et de dévouement, semblaient garantir la réalité des plus superbes espérances ! Mais les temps ni les hommes n'étaient plus ce qu'il fallait pour les triomphes d'une Armide couronnée ; et dans un siècle où la valeur même doit soumettre ses effets au calcul le plus positif, les chevaleresques explosions d'une ardente jeunesse ne pouvaient servir qu'à accélérer sa chute dans ce carrousel sanglant, ouvert pour les triomphes du génie qui sait conduire et distribuer les masses. (1)

---

(1) A cette époque, une espèce d'enivrement belliqueux s'empara de la jeune noblesse prussienne, à la tête de laquelle étaient le prince Louis et la reine ; et plus tard, après les malheurs de la Prusse, le même sentiment, en se communiquant de la cour au peuple et aux universités, devint un patriotisme plein d'exaltation et véritablement héroïque.

L'armée prussienne se composait de deux cent trente mille hommes de troupes magnifiques, bien disciplinées et équipées; d'une cavalerie réputée la meilleure de l'Europe, et d'une artillerie nombreuse et bien servie. La victoire d'Iéna réduisit en poudre cette force imposante; les Prussiens perdirent plus de quarante mille hommes, en tués, blessés ou prisonniers, deux cent soixante canons et d'immenses magasins de subsistances. Vingt-six généraux furent faits prisonniers; le duc de Brunswick fut grièvement blessé, ainsi que le maréchal Mollendorf et le lieutenant-général Schmettau; enfin le prince Louis-Ferdinand de Prusse, l'espoir de la nation et l'idole de l'armée, tomba sur le champ de bataille, et la plupart des officiers généraux ne survécurent que peu de jours à leurs blessures.

Il est prouvé qu'une terreur panique avait saisi cette armée si fière de sa discipline; et les suites de cette épouvante furent horribles et honteuses. Les environs d'Iéna, disent les rapports du temps, présentaient le spectacle d'un champ de bataille abandonné; des soldats de toutes les armes, maintenant isolés, sortaient des bois et des haies où ils s'étaient cachés; les chemins et la campagne étaient

semés de fusils, de baïonnettes, de cuirasses, de sacs vides et de cartouches répandues ; les Prussiens avaient pillé les bagages des Saxons, et les Saxons pillaient les Prussiens ; les charretiers et les valets avaient quitté la route, coupé les traits des chevaux, et versé les voitures; des canons et des caissons démontés furent abandonnés par les conducteurs. On trouva même quelques pièces enclouées. (1)

La Prusse, qui avait vu le désastre de l'Autriche avec un mouvement de satisfaction orgueilleuse plutôt qu'avec un sentiment de commisération et d'intérêt, n'avait plus à lui reprocher son incapacité et son humiliation. La bataille d'Iéna fut encore plus décisive et plus funeste dans ses résultats que la bataille d'Austerlitz. « Entre toutes les défaites qui ont « eu lieu depuis 1792, jusqu'à la pacification « définitive de 1815, la défaite d'Iéna, a dit « un écrivain, est celle qui aura laissé le « moins d'honneur aux vaincus. La fuite y est « aussi rapide et aussi générale qu'à *Hélio-* « *polis*, et certes la présomption des bachas « turcs n'a point surpassé celle des généraux « prussiens, qui se sont présumés grands ca-

(1) *Précis des Événemens militaires.*

« pitaines après avoir cité Frédéric II, le seul « héros de leur monarchie. Le duc de Brunswick, qui à soixante-douze ans vient se « mesurer avec un guerrier dans toute sa force « active, est pour nous ce que fut le vieux « Pompée chez les Romains, un exemple « frappant des illusions d'une ancienne re-« nommée. La timidité des deux vieillards « en présence de leurs jeunes adversaires a « décidé les journées de Pharsale et d'Iéna. » (1)

La monarchie prussienne avait travaillé pendant cinquante ans à parvenir au premier rang des puissances militaires, et elle fut renversée dans un jour; elle périt dans une seule bataille. Toutes les places fortes se rendirent successivement sans défense; le seul maréchal Blucher essaya de tenir dans Lubeck; mais il fut battu dans les murs mêmes de cette ville. La reddition de Magdebourg termina la campagne.

Ainsi, vers la fin de 1806, toute l'Allemagne septentrionale, à l'exception de Kœnigsberg avec les forteresses de Stralsund et de Colberg, était soumise à l'autorité de Napoléon, ou subissait son influence. La Hesse,

---

(1) *Rev. chronolog. de l'Hist. de France.*

le pays de Brunswick, le Hanovre, les duchés d'Oldenbourg et de Mecklenbourg, les ports anséatiques étaient en son pouvoir. L'effacement total de la puissance prussienne allait s'accomplir par la conquête de la Silésie, sur laquelle l'empereur dirigeait un neuvième corps de son armée, formé des contingens des princes de la Confédération du Rhin, renforcés par une division française.

L'électeur de Saxe, affranchi de la crainte que lui inspirait la Prusse, s'empressa de signer un traité d'alliance (à Posen) avec l'empereur français, et accéda à la Confédération du Rhin. Il reçut, comme gage de la puissante munificence de son nouvel allié, le titre de roi. Les différentes branches de sa famille ne tardèrent pas de souscrire à ce traité, et à se ranger par conséquent sous le protectorat de Napoléon et à l'ombre de son épée.

Tous ces grands changemens étaient accomplis avant que les troupes russes, envoyées par Alexandre au secours de son imprudent allié, eussent atteint la frontière allemande. Le bruit du désastre d'Iéna et d'Auerstaëdt les fit précipitamment battre en retraite et s'abriter derrière la Vistule. Ils ne tardèrent pas à voir venir l'ennemi; et successivement bat-

tus à Czarnowo, à Mohrungen, à Pultusk, à Golymin, ce ne fut que dans les premiers jours de janvier 1807 qu'ils obtinrent une sorte de trève de la part d'un ennemi lassé d'être victorieux.

CHAPITRE VII.

(1807 ET 1808.)

Les opérations militaires ne recommencèrent qu'au printemps. Cet assez long intervalle fut consacré par Napoléon à affermir de plus en plus les bases de sa prépondérance en Allemagne, en traitant de la cession de quelques nouveaux territoires avec les princes qui les possédaient. Il parut aussi se prêter à quelques ouvertures faites par la Russie : deux ou trois notes furent échangées; mais tout annonçait la prochaine continuation de la guerre; de nombreux renforts arrivés de France avaient comblé les vides que la journée d'Eylau avait laissés dans les rangs de sa vaillante armée, de sorte qu'à Friedland elle s'avança devant les Russes plus imposante et plus formidable que jamais.

Cette victoire a retenti d'une manière moins éclatante que celle d'Austerlitz, parce que ce n'était plus la première fois que les Français se rencontraient avec les Russes, et qu'après tant de combats heureux il manquait au plus vaste succès le prestige de la nouveauté.

Après leur défaite, les troupes russes furent long-temps poursuivies : elles éprouvèrent une perte immense; celle des Français ne le fut guère moins; mais quoique la victoire eût été plus disputée, et que les Russes se fussent plus vaillamment battus qu'à Austerlitz, les résultats de cette journée parurent encore plus décisifs. La prise de Kœnigsberg, de Neisse, de Glatz et de Kosel en furent la suite immédiate, et les débris de l'armée russe prirent position derrière le Niémen.

Les grandes batailles ont cela d'avantageux, que presque toujours elles amènent la paix. Un armistice fut immédiatement convenu après la journée de Friedland, et presque aussitôt on parla d'une entrevue des deux empereurs. En effet, un pavillon ayant été élevé au milieu du Niémen, à Tilsitt, les deux monarques s'y rendirent de chaque rive, suivis de leurs grands-officiers; et après une conférence sans témoins, se séparèrent très satisfaits, à ce qu'il parut, l'un de l'autre. Ce fut un intéressant spectacle pour les deux armées qui couvraient les deux bords du fleuve, pleines de l'heureuse espérance d'une paix également souhaitée des deux nations.

Pendant le cours des conférences à Tilsitt,

qui commencèrent le lendemain, chacun des deux souverains se montra également empressé de donner des témoignages d'estime aux personnages distingués qui accompagnaient son futur ami. Napoléon fut aussi bienveillant avec les Russes qu'Alexandre avec les Français. Dans cet échange scrupuleusement attentif de politesses souveraines, il eût été malaisé de distinguer le vainqueur de celui dont la fortune avait trahi la cause. La scène ne changea de caractère, et Napoléon ne reprit son attitude dominatrice que lorsque le roi et la reine de Prusse arrivèrent au quartier-général de Tilsitt : non que l'empereur français, abusant de sa victoire, ait eu la moindre pensée d'aggraver par un accueil insultant la position d'un prince que le malheur accablait ; aujourd'hui que tant de fables calomnieuses sont dissipées, on sait qu'il ne cessa pas un moment, dans ces conférences, de se montrer magnanime, et que sa générosité ne perdit rien de son prix à travers les paroles et les manières par lesquelles elle se manifestait ; mais il eut à se défendre des sollicitations, et l'exactitude de l'histoire pourrait même dire des séductions d'une reine belle, spirituelle et mal-

heureuse. Elle s'efforça de réparer, à force d'art et d'esprit, le désastre qu'elle avait principalement provoqué en soufflant le feu de la guerre; cependant son succès resta beaucoup au-dessous de ses vues, et probablement de ses espérances. Napoléon a lui-même avoué qu'elle eût été plus heureuse si elle fût arrivée au commencement des négociations, et surtout si son mari ne l'eût pas accompagnée. Mais Frédéric-Guillaume, mêlant imprudemment les récriminations aux prières, et le rôle de roi de la vieille roche à celui de suppliant et de vaincu; parlant de la violation du territoire d'Anspach, et réclamant Magdebourg, hâta la conclusion définitive du traité qui le dépouillait. Grâces cependant à l'empereur Alexandre, dont l'entremise fut plus heureuse que celle de la reine de Prusse elle-même, Frédéric-Guillaume conserva la moitié de ses états avec le titre de roi, à des conditions, il est vrai, qui rapprochaient sa position de celle d'un prince tributaire.

A l'égard de la Russie, le traité de Tilsitt se ressentit moins de la différence de position que la victoire avait mise entre les deux monarques, que du désir qu'avait Napoléon

d'arracher la Russie à l'influence de l'Angleterre, et de l'entraîner dans son système continental. Napoléon sacrifia à ce plan favori de sa politique l'accomplissement d'un projet bien plus utile et bien plus beau, qui n'avait fait que passer un moment dans sa pensée : c'était le rétablissement de la Pologne. Il se borna à changer la destination d'une partie de ce royaume jadis si indignement anéanti, et tout ce qui fut ôté à la Prusse servit à augmenter la domination du roi de Saxe, sous le nom de grand-duché de Varsovie. Dantzick recouvra son ancienne indépendance, mais non pas tout son territoire. La médiation de la Russie entre la France et l'Angleterre était acceptée. La Russie reconnaissait la Confédération du Rhin, et cédait au roi de Hollande la seigneurie de Jever dans l'Ost-Frise. La France rétablissait dans leurs possessions respectives les ducs de Saxe-Cobourg, d'Oldenbourg et de Mecklenbourg-Schwerin. La Russie reconnaissait les rois de Naples, de Hollande et de Westphalie, frères de Napoléon. Enfin, par une clause non moins formelle que toutes les autres, les troupes russes devaient évacuer les provinces de Valachie et de Moldavie.

On avait ajouté, à la vérité, que les troupes de Sa Hautesse ne pourraient occuper les mêmes provinces, jusqu'à l'échange du futur traité de la paix définitive entre la Russie et la Porte ottomane; traité pour lequel la médiation de l'empereur Napoléon était acceptée. Remarquons, en passant, que cette stipulation en faveur de la Turquie ne fut pas mieux exécutée que celle qui, dans le traité de Presbourg, avait été relative à la remise de Cattaro aux Français. Les Russes ont tenu garnison permanente dans les deux provinces jusqu'en 1812.

Par un article secret, la Russie promettait de s'unir avec la France contre l'Angleterre, si sa médiation pour déterminer à la paix le cabinet de Saint-James restait enfin impuissante. Elle s'engageait, en attendant, à prohiber sévèrement l'entrée de ses ports aux navires anglais, à remettre en vigueur l'observation de toutes les lois en faveur des neutres, et à user de son influence sur les cours de Suède, de Danemarck et de Portugal, pour déterminer ces puissances à conformer leur politique aux mêmes principes.

Le traité de Tilsitt parut avoir pleinement satisfait les deux parties. La Russie devint

l'amie de la France, comme si elle n'eût fait que retourner à d'anciennes affections. Il n'y a dans l'histoire que peu d'exemples d'un changement aussi subit dans les conseils, et surtout dans les sentimens personnels d'un grand souverain. Ceux qu'Alexandre manifesta à l'époque du traité de Tilsitt, et la conduite qu'il adopta dès-lors, furent le sujet d'un étonnement aussi universel que légitime. On cita plusieurs anecdotes sur l'enthousiasme de ce prince pour son illustre allié, et les soldats français traduisirent à leur manière les conversations des deux souverains. (1)

Un jour les deux monarques parlaient avec une entière confiance de l'organisation et de l'administration de leurs États : Alexandre expliquait à Napoléon la nature du gouvernement russe; il lui parlait de son sénat et de la résistance qu'il éprouvait à faire le bien. Napoléon, lui serrant la main, répondit avec vivacité : « Quelque grand que puisse

---

(1) On sait qu'à Erfurt, les deux empereurs assistant à la représentation d'une tragédie, Alexandre, saisissant une allusion, dit en se penchant à l'oreille de Napoléon :

L'amitié d'un grand homme est un présent des dieux.

être un empire, il est toujours trop étroit pour deux maîtres. » Napoléon avait raison, s'il parlait de deux maîtres absolus.

On a prétendu que malgré cette bonne intelligence, Napoléon n'avait pu résister au désir de faire sentir sa supériorité à l'empereur Alexandre. On rapporte qu'il lui dit une fois : « Votre Majesté est le plus bel homme que j'aie jamais vu » ; à quoi Alexandre répondit : « Je suis fâché de ne pouvoir vous dire que vous soyez le plus grand homme que j'aie vu ». Mais ce fait et plusieurs autres du même genre, recueillis par les écrivains anglais, n'ont pas, à défaut d'authenticité, le degré de vraisemblance qui pourrait les faire accueillir. Napoléon était assez homme d'esprit pour prendre autrement et mieux ses avantages. Il est d'ailleurs certain qu'il fit tout pour gagner l'amitié d'Alexandre et le ranger de son parti contre l'Angleterre; or des épigrammes aussi peu déliées eussent été un mauvais moyen d'arriver à son but. (1)

---

(1) Une autre fois, Napoléon ayant répété la même chose, selon le même collecteur d'anecdotes, Alexandre lui dit : « Sire, Souwarow était le plus bel homme de mon armée à Zurich. »

Napoléon voulait l'alliance et l'amitié d'Alexandre, et il fit des avances avec la franchise d'un soldat victorieux. La question de bonne foi n'est pas douteuse pour lui; mais on a cru pouvoir élever de plus graves suspicions sur la sincérité de l'empereur Alexandre. On a pensé, en consultant ce qui s'est fait et dit depuis, qu'il y avait de quoi justifier ce mot attribué à l'empereur français en parlant de l'autre : « Il m'a trompé comme un Grec du Bas-Empire ».

Des écrivains russes n'ont pas craint d'avancer que le traité de Tilsitt était trop onéreux à l'empereur Alexandre pour que ce monarque pût être de bonne foi, pour qu'il pût le considérer autrement que comme un moyen de gagner du temps. Voici comment s'exprime M. de Boutourlin, dans les Prolégomènes de son *Histoire de la Campagne de* 1812.

« Le traité de Tilsitt plongea l'Europe dans « la stupeur et l'effroi, et il est aisé de voir « que cette paix ne présentait aucune des ga- « ranties que l'on devrait retrouver dans les « transactions de ce genre. L'érection du « duché de Varsovie était une mesure évidem- « ment hostile contre la Russie, et l'affectation « que Napoléon mit à en conférer la souve-

« raineté au roi de Saxe, qui descendait des
« anciens rois de Pologne, dénotait encore
« plus le projet d'inspirer aux Polonais des
« espérances dont la réalisation ne pouvait
« qu'être préjudiciable à la Russie, qu'elle
« menaçait de la perte de provinces réunies
« depuis plus de quatorze ans à son empire.
« L'empereur Alexandre ne pouvait *mécon-*
« *naître l'esprit de ces dispositions*, mais *les*
« *circonstances malheureuses* où se trouvait
« l'Europe lui prescrivaient d'éloigner la
« guerre à tout prix. Il s'agissait surtout de
« *gagner le temps nécessaire* pour se préparer
« à soutenir convenablement la lutte que l'on
« savait bien être dans le cas de se renouveler
« un jour. »

Dans cette manière d'expliquer la politique de l'empereur Alexandre, et tellement attentatoire à la majesté de ce souverain, à la renommée de sa loyauté, que l'on pourrait s'étonner de n'avoir pas entendu dire que M. Boutourlin ait été réprimandé; dans cette explication, disons-nous, il est possible qu'il y ait encore une grossière erreur. La conduite subséquente du souverain russe, ni les prétendus sacrifices auxquels le condamnait le traité de Tilsitt, n'impliquent nullement qu'il

l'eût signé avec l'arrière-pensée de l'enfreindre dès qu'il pourrait le faire avec succès. Pourquoi ne pas admettre qu'Alexandre, après avoir cédé à un véritable sentiment d'estime pour Napoléon et de ressentiment contre l'Angleterre, est de nouveau retombé sous l'astucieux ascendant de cette puissance? Cette malléabilité politique est plus d'accord avec le caractère que l'histoire lui reconnaît, que la profondeur machiavélique dont M. de Boutourlin prétend lui faire honneur.

Tout concourt à prouver que dans cette première entrevue Napoléon eut l'art de subjuguer entièrement son illustre antagoniste. Ces conférences prolongées pendant vingt jours, ces entretiens et ces épanchemens monarchiques des deux potentats, personne n'a pû les recueillir avec une complète exactitude; on ne sait pas tout ce qui fut dit; mais l'on avouera sans doute que Napoléon put faire valoir auprès d'Alexandre bien des considérations qui n'étaient pas de nature à être communiquées au public, et à grossir un bulletin. Ce qu'il y a de certain, c'est que le monarque russe parut être complétement sous le charme, et ne dissimula pas son admiration pour le grand homme. Jamais il n'a déployé plus

d'activité et d'énergie qu'il n'en montra alors pour s'associer intimement aux plans de son nouvel allié. Il sentait bien d'ailleurs que ne pas entrer franchement dans ce nouveau système politique, c'eût été s'exposer au reproche d'avoir imité la conduite honteusement méticuleuse de la Prusse. Pour n'être pas écrasé par la grandeur de Napoléon, il ne restait qu'un moyen hors de la victoire, c'était d'être son ami, son plus puissant allié.

Alexandre quitta Tilsitt dans les premiers jours de juillet. Il remportait toute sa prépondérance dans la Baltique et sur la mer Noire : il n'avait rien perdu en Pologne, et se trouvait toujours à portée de franchir les frontières d'Allemagne.

La paix avec la France fut annoncée au peuple russe avec solennité, et comme une issue des événemens à la fois honorable et profitable pour l'empire. Le souverain rentra dans Saint-Pétersbourg aux acclamations de son peuple, et les journaux de la capitale ne manquèrent pas de faire valoir cette manifestation des sentimens publics : mais ils ne parlèrent pas des murmures de la noblesse et des imprécations secrètes des négocians que le commerce avec l'Angleterre enrichissait.

Ils gardèrent le même silence sur les mesures prises par les propriétaires de terres dans les provinces de la Baltique, afin de pouvoir continuer le trafic de leurs grains, qu'ils faisaient très avantageusement avec les Anglais.

Bien que la guerre parût finie, les troupes, qui s'attendaient à rentrer dans l'intérieur et qui déjà étaient en marche, reçurent l'ordre de faire halte, et plusieurs régimens furent promptement ramenés près des côtes de la Baltique, pour être garantis de toute attaque de la part des Anglais. La guerre était considérée comme inévitable avec eux; et il est peu probable que l'empereur Alexandre se fût fait illusion sur les résultats qu'il y avait à espérer de ses bons offices comme médiateur, puisqu'au point où en étaient les choses il aurait eu besoin de médiation pour son propre compte auprès du cabinet de Saint-James.

En effet, les Anglais redoublèrent d'activité et d'intrigues pour conserver leur influence dans le Nord. Ce fut par leurs suggestions que le jeune roi de Suède, rompant un armistice conclu avec Brune au moment où les négociations de Tilsitt venaient de s'ouvrir, recommença seul la guerre. Il comptait sur l'as-

sistance des Anglais, mais leur amitié lui laissa le temps de périr à demi avant qu'ils eussent paru. Brune s'était emparé de Stralsund, capitale de la Poméranie suédoise, place doublement importante par la force de sa position et les ressources de ses vastes arsenaux. Cette perte si considérable fut bientôt suivie de la capitulation de l'île de Rugen, et de l'évacuation de toute la Poméranie par les troupes suédoises.

Les Anglais, qui ne s'étaient pas même présentés pour reculer d'un moment les malheurs de leur plus fidèle allié, attaquèrent Copenhague, parce qu'ils n'avaient pu déterminer le roi de Danemarck à suivre le périlleux et triste exemple de son voisin. Une escadre formidable, équipée en toute hâte dès que l'on avait eu vent à Londres des articles secrets de Tilsitt, parut subitement devant la capitale du Danemarck. Les propositions, ou plutôt les lois que le chef de cette expédition venait, de la part de son gouvernement, dicter impérieusement au roi de Danemarck, étaient qu'il souscrivît à l'instant même un nouveau et secret traité d'alliance offensive et défensive avec l'Angleterre ; qu'il remît à la discrétion de cette puissance, comme gage de sa fidélité,

sa flotte tout entière, jusqu'à la conclusion de la paix générale. Ces prétentions exorbitantes étaient motivées par la conviction où était le gouvernement anglais, que le Danemarck serait incessamment contraint par la France à déclarer la guerre. Ce qui se réduisait à dire : « Peut-être on vous opprimera, en conséquence nous vous opprimons ».

Le comte de Bernstorff, ministre danois, déclara sur sa parole d'honneur que cette assertion de l'ambassadeur anglais, M. Jackson, était destituée de tout fondement; que nulle proposition contraire à la neutralité du Danemarck, nulle démarche tendante à l'influencer au détriment de son indépendance n'avaient été faites par la France. Ces protestations, dictées par l'honneur et la franchise d'une puissance qui ne pouvait pas être responsable des déterminations prises à son égard par deux souverains qui se partageaient la domination du continent, n'arrêtèrent point les Anglais. Ils immolèrent une grande ville et une population entière aux éventualités, aux hypothèses capricieuses sur lesquelles raisonnait leur jalousie. Après trois jours de bombardement Copenhague fut incendiée, et la flotte danoise tomba au pouvoir de l'escadre anglaise.

Une agression si sauvage et si perfide fit plus en faveur du système continental de Napoléon que n'avaient fait ses sollicitations et ses victoires. Le roi de Danemarck séquestra dans ses États toutes les propriétés britanniques, interdit toutes relations à ses sujets avec l'Angleterre sous les peines les plus sévères, et conclut avec la France un traité d'alliance, en même temps que la Russie manifestait son indignation sur l'événement de Copenhague et hâtait l'exécution des stipulations de Tilsitt relatives à la navigation des neutres.

L'expédition contre Copenhague fut bien moins le résultat de la réflexion et du calcul que de cette irritation à laquelle les hommes d'état les plus froids se laissent aller trop souvent, quand les obstacles à leurs vues renaissent et se multiplient. Les ministres anglais avaient voulu inspirer la terreur; ils n'excitèrent que l'indignation et ne moissonnèrent que la honte. L'incendie de Copenhague reste une flétrissure de plus pour la politique anglaise, à qui l'on peut malheureusement reprocher trop d'attentats de ce genre. Cette affreuse violence fut généralement improuvée par la nation, et de sévères reproches furent

adressés aux ministres dans le sein même du parlement britannique. On leur dit avec raison que c'était une grande faute d'avoir fourni à l'empereur Alexandre un prétexte aussi plausible de sa rupture.

Le monarque russe, en effet, dans sa déclaration du 16 octobre 1808, se prévalut avec force des prétextes que cet acte impolitique lui fournissait. Par là, bien des griefs qui eussent paru peu fondés prirent de la consistance et furent justifiés. Ainsi il reprochait au cabinet anglais et la lenteur qu'il avait mise à secourir la Russie et la Prusse, et les mesures hostiles qu'il avait prises contre la première de ces puissances, au moment même où le sang russe coulait pour les intérêts de l'Angleterre dans la guerre avec la France. L'Angleterre, disait-il, avait obstinément rejeté toutes les offres faites par la Russie de sa médiation pour la conclusion de la paix. Elle venait, finalement, d'accomplir contre le Danemarck une entreprise que l'on ne pouvait considérer que comme un insigne brigandage, plus digne des fastes de la piraterie que de ceux d'une nation civilisée. (1)

(1) Nous allons mettre ici cette pièce sous les yeux

Alexandre annulait toutes les conventions antérieures entre la Russie et l'Angleterre,

---

des lecteurs ; elle forme l'objet d'un rapprochement qui n'est pas sans utilité avec les proclamations par lesquelles on préluda à l'invasion de la Finlande, pièces que nous citerons bientôt.

« Plus l'empereur attachait de prix à l'amitié de sa majesté britannique, plus il a dû voir avec regret que ce monarque s'en éloignât tout-à-fait.

« Deux fois l'empereur a pris les armes dans une cause où l'intérêt le plus direct était celui de l'Angleterre ; il a sollicité en vain qu'elle coopérât au gré de son propre intérêt ; il ne lui demandait pas de joindre ses troupes aux siennes, il désirait qu'elle fît une diversion ; il s'étonnait de ce que, dans sa propre cause, elle n'agissait pas de son côté ; mais froide spectatrice du sanglant théâtre de la guerre qui s'était allumée à son gré, elle envoyait des troupes attaquer Buenos-Ayres. Une partie de ses armées, qui paraissait destinée à faire une diversion en Italie, quitta finalement la Sicile où elle s'était assemblée. On avait lieu de croire que c'était pour se porter sur les côtes de Naples ; l'on apprit qu'elle était occupée à essayer de s'approprier l'Égypte.

« Mais ce qui toucha sensiblement le cœur de S. M. I., c'était de voir que, contre la foi et la parole expresse et précise des traités, l'Angleterre tourmentait sur mer le commerce de ses sujets ; et à quelle époque ? lorsque le sang des Russes se versait dans des combats glorieux, qui retenaient et fixaient contre les armées de

et notamment celle de 1801. Il déclarait que nul ambassadeur anglais ne serait reçu à Saint-

---

S. M. I. toutes les forces militaires de S. M. l'empereur des Français, avec qui l'Angleterre était et est encore en guerre!

« Lorsque les deux empereurs firent la paix, S. M., malgré ses justes griefs contre l'Angleterre, ne renonça pas encore à lui rendre service : elle stipula dans le traité même qu'elle se constituerait médiatrice entre elle et la France; ensuite elle fit l'offre de sa médiation au roi de la Grande-Bretagne; elle le prévint que c'était afin de lui obtenir des conditions honorables. Mais le ministère britannique, apparemment fidèle à ce plan qui devait relâcher et rompre les liens de la Russie et de l'Angleterre, rejeta la médiation.

« La paix de la Russie avec la France devait préparer la paix générale; alors l'Angleterre quitta subitement cette léthargie apparente à laquelle elle s'était livrée; mais ce fut pour jeter dans le nord de l'Europe de nouveaux brandons qui devaient rallumer et alimenter les feux de la guerre qu'elle ne désirait pas voir s'éteindre.

« Ses flottes, ses troupes parurent sur les côtes du Danemarck, pour y exécuter un acte de violence dont l'histoire, si fertile en exemples, n'en offre pas un seul de pareil.

« Une puissance tranquille et modérée, qui par une longue et inaltérable sagesse avait obtenu dans le cercle des monarchies une dignité morale, se voit saisie, traitée comme si elle tramait sourdement des complots, comme si elle méditait la ruine de l'Angle-

Pétersbourg, et qu'aucune communication entre les deux puissances n'aurait plus lieu avant

---

terre ; le tout pour justifier sa totale et prompte spoliation.

« L'empereur, blessé en sa dignité, dans l'intérêt de ses peuples, dans ses engagemens avec les cours du Nord, par cet acte de violence commis dans la mer Baltique, qui est une mer fermée, dont la tranquillité avait été depuis long-temps, et au su du cabinet de Saint-James, réciproquement garantie par les puissances riveraines, ne dissimula pas son ressentiment à l'Angleterre, et la fit avertir qu'il n'y resterait pas insensible.

« S. M. ne prévit pas que lorsque l'Angleterre, ayant usé de ses forces avec succès, touchait au moment d'enlever sa proie, elle ferait un nouvel outrage au Danemarck, et que S. M. devait le partager.

« De nouvelles propositions furent faites, les unes plus insidieuses que les autres, qui devaient rattacher à la puissance britannique le Danemarck soumis, dégradé, et comme applaudissant à ce qui venait de lui arriver.

« L'empereur prévit encore moins qu'on lui ferait l'offre de garantir cette soumission, et de répondre que cette violence n'aurait aucune suite fâcheuse pour l'Angleterre. Son ambassadeur crut qu'il était possible de proposer au ministère de l'empereur, que S. M. I. se chargeât de se faire l'apologiste et le soutien de ce qu'elle avait si hautement blâmé.

« L'empereur ne donna à cette démarche du cabinet

que le Danemarck eût obtenu de justes réparations, enfin, ce qui était bien plus difficile,

---

de Saint-James d'autre attention que celle qu'elle méritait, et jugea qu'il était temps de mettre des bornes à sa modération.

« Le prince royal de Danemarck, doué d'un caractère plein d'énergie et de noblesse, et ayant reçu de la Providence une dignité d'âme analogue à la dignité de son rang, avait fait avertir l'empereur que justement outré contre ce qui venait de se passer à Copenhague, il n'en avait pas ratifié la convention et la regardait comme non avenue.

« Maintenant il vient de faire instruire S. M. I. des nouvelles propositions qu'on lui a faites, et qui irritaient sa résistance au lieu de la calmer, parce qu'elles tendaient à imprimer sur ses actions le cachet de l'avilissement, dont elles ne porteront jamais l'empreinte.

« L'empereur, touché de la confiance que le prince royal plaçait en lui, ayant considéré ses propres griefs contre l'Angleterre, ayant mûrement examiné les engagemens qu'il avait avec les puissances du Nord, engagemens pris par l'impératrice Catherine et par feu S. M. l'empereur, tous deux de glorieuse mémoire, s'est décidé à les remplir.

« S. M. I. rompt toute communication avec l'Angleterre; elle rappelle toute la légation qu'elle y avait, et ne veut pas conserver près d'elle celle de sa majesté britannique. Il n'y aura dorénavant entre les deux pays aucun rapport.

« L'empereur déclare qu'il annulle, et pour toujours,

avant que la paix eût été conclue entre la France et la Grande-Bretagne.

---

tout acte conclu précédemment entre la Grande-Bretagne et la Russie, et nommément la convention faite en 1801 le $\frac{5}{17}$ du mois de juin.

« Il proclame de nouveau les principes de la neutralité armée, ce monument de la sagesse de l'impératrice Catherine, et s'engage à ne jamais déroger à ce système.

« Il demande à l'Angleterre de satisfaire complétement ses sujets sur toutes leurs justes réclamations de vaisseaux et de marchandises, saisies ou retenues contre la teneur expresse des traités conclus sous son propre règne.

« L'empereur prévient que rien ne sera rétabli entre la Russie et l'Angleterre, que celle-ci n'ait satisfait le Danemarck.

« L'empereur s'attend à ce que sa majesté britannique, au lieu de permettre à ses ministres, comme elle vient de le faire, de répandre de nouveau les germes de la guerre, n'écoutant que sa propre sensibilité, se prêtera à conclure la paix avec S. M. l'empereur des Français; ce qui étendrait, pour ainsi dire, à toute la terre, les bienfaits inappréciables de la paix.

« Lorsque l'empereur sera satisfait sur tous les points qui précèdent, et nommément sur celui de la paix entre la France et l'Angleterre, sans laquelle aucune partie de l'Europe ne peut se promettre une véritable tranquillité, S. M. I. reprendra alors volontiers avec la Grande-Bretagne des relations d'amitié que, dans

Les motifs de mécontentement exposés dans cette pièce laissaient transpirer le dépit d'avoir été dupe de la politique anglaise, et rien ne prouve mieux, selon nous, qu'à Tilsitt Alexandre était entré dans les idées de Napoléon de très bonne foi. Ici, il se plaignait avec aigreur d'avoir jusque là supporté les charges d'une association défensive, combinée pourtant dans l'intérêt direct et particulier de l'Angleterre.

Pour confirmer cette énergique énonciation de ses griefs, l'empereur Alexandre fit arrêter tous les vaisseaux anglais se trouvant dans ses ports, et mettre le séquestre sur toutes les propriétés anglaises. La Prusse suivit ce mouvement, et imita servilement ces nouvelles phases de l'astre du Nord, dont elle n'était plus que l'humble satellite.

Les Anglais, outrés de perdre l'alliance de la Russie, et surtout de voir ses ports fermés à leurs vaisseaux marchands, ne manquèrent pas de présenter le changement qui venait de s'opérer dans sa politique comme

---

l'état de juste mécontentement où l'empereur devait être, il a peut-être conservées trop long-temps. »

« Fait à Saint-Pétersbourg, le 26 octobre 1807. »

un acte de suprême inconséquence et même de folie. Ils insistaient sur l'absurdité d'une brouillerie soudaine avec l'Angleterre, sans motif préalable, sans que rien l'eût préparée; or à cet égard ils ne disaient pas toute la vérité. Le changement de système, bien que commandé par d'impérieuses circonstauces, pouvait, il est vrai, être funeste dans ses résultats ultérieurs; mais assurément il ne manquait pas de motifs. La tiédeur, l'égoïsme de l'Angleterre et son avidité le déterminèrent. Cette puissance avait refusé de garantir un emprunt que la Russie voulait négocier chez elle, et de coopérer efficacement à la guerre par une diversion qui devait se faire sur les derrières de l'armée française. Ainsi même avant la paix de Tilsitt la bonne intelligence entre les deux cabinets avait souffert de graves atteintes.

Cependant Alexandre n'était pas encore l'ennemi de l'Angleterre, et la preuve c'est qu'il offrit de devenir médiateur entre elle et Napoléon. M. d'Alopeus l'aîné, son ministre à Londres, fut en conséquence chargé d'offrir cette médiation à M. Canning. Napoléon avait déjà accepté la même offre de la part d'Alexandre, sous la seule condition que la

Grande-Bretagne ferait de même un mois après l'échange du traité.

Le ministère britannique répondit à cette proposition par une note que M. Canning fit remettre le 8 août 1807 à M. d'Alopeus, et qui fut immédiatement communiquée au Parlement. Le ministère, dans cette note, subordonnait l'acceptation de la médiation de la Russie à la communication des articles secrets de la paix de Tilsitt, et à une franche explication des vues du cabinet de Saint-Pétersbourg. L'ambassadeur anglais dans cette cour, sir Leweson Gower (lord Granville), déclara que les conférences intimes que sa majesté l'empereur Alexandre avait eues à Tilsitt avec Napoléon avaient produit un fâcheux effet, et suscité des doutes qui ne pouvaient être dissipés que par la plus franche manifestation des principes d'après lesquels le gouvernement français prétendait traiter. Il se plaignit de la fixation rigoureusement stipulée dans l'article 13 du traité de Tilsitt, d'un terme pour l'acceptation de la médiation. Le désir d'une paix honorable avait prévalu sur ce juste motif de mécontentement; mais aussi le roi s'attendait à recevoir, en retour, quelque preuve d'amitié de l'empereur. Il fit entendre

que la prompte conclusion d'un traité de commerce, d'après les bases indiquées dans un projet qu'il remit, serait la preuve la plus agréable des dispositions bienveillantes de l'empereur, qui d'ailleurs, ayant accordé à la France, par l'article 27 du traité de Tilsitt, le rétablissement de ses anciens rapports de commerce, donnerait ainsi une preuve de son impartialité.

Le ministre russe baron de Budberg, sans nier l'existence d'articles secrets, dit qu'ils n'étaient obligatoires que pour deux ans. Il ajouta que si *Bonaparte* avait fait part à la Russie des bases sur lesquelles il prétendait traiter de la paix avec la Grande-Bretagne, il ne s'ensuivait pas que l'empereur lui eût fait, de son côté, des communications sur les vues futures et le système que la cour de Saint-Pétersbourg se proposait de suivre à l'avenir (1). Sur les instances du

---

(1) Voilà, dira-t-on, encore une preuve de mauvaise foi ! mais Alexandre était probablement de bonne foi avec quelqu'un ; or certainement ce n'était pas avec l'Angleterre ; c'était donc avec Napoléon. *Voyez*, au surplus, l'*Histoire des traités de paix de Schœll*, où l'on peut consulter les faits, mais non les appréciations.

ministre d'Angleterre, que ces explications ne satisfirent nullement, le baron de Budberg promit de porter ses demandes devant l'empereur.

C'est au moment où la négociation se trouvait dans ces termes, que la nouvelle de l'expédition dirigée contre Copenhague parvint à Saint-Pétersbourg. L'empereur fit déclarer à M. Gower que les liens du sang et de l'amitié qui l'attachaient au roi de Danemarck ne lui permettaient pas de voir avec indifférence le danger qui menaçait l'indépendance de ce monarque. La réponse du ministre anglais fut dans le système de la déclaration que le gouvernement anglais publia peu de temps après pour sa justification (le 25 septembre 1807), et dans laquelle il manqua on ne peut plus complétement son but. On fit sentir à lord Gower tout ce qu'elle avait d'insuffisant, et presque immédiatement le prince Soltykoff, qui avait succédé au baron de Budberg, lui déclara que l'empereur ne croyait pas convenable de communiquer les articles secrets de la paix de Tilsitt, non qu'ils renfermassent des stipulations préjudiciables à l'Angleterre, mais parce qu'il avait été arrêté qu'ils ne seraient pas publiés,

et que l'empereur ne voyait pas de motif de changer sa résolution.

Lorsque la capitulation de Copenhague fut connue, l'empereur se déclara le garant de la tranquillité et de la sûreté de la mer Baltique. Lord Gower répondit : « Pour ce qui regarde la tranquillité de la mer Baltique, l'Angleterre n'a jamais reconnu de droits exclusifs ; mais de quelque nature que les prétentions de la Russie, à titre de garante de cette mer, aient pu être, son silence à une époque où depuis Lubeck jusqu'à Memel les ports étaient fermés au pavillon anglais, paraît être une renonciation à ces prétentions. »

La véritable pensée d'Alexandre n'échappait point à l'Angleterre, lorsque l'ambassadeur de cette dernière faisait une si péremptoire et si fière réponse. M. Canning déclara, en écrivant à ce même ambassadeur, que la manière dont l'empereur avait offert sa médiation prouvait bien moins le désir de parvenir à un résultat pacifique, que l'intention de préparer des causes de rupture : qu'il transpirait dans le public qu'un projet de confédération générale, à laquelle les marines du Danemarck et du Portugal étaient destinées à coopérer, avait été résolu contre l'Angle-

terre dans les conférences de Tilsitt. Cependant le ministère anglais, à la veille de voir Alexandre lui échapper, se détermina à des concessions qu'il crut propres à le séduire, et finit par déclarer que l'on consentait à ce que la paix avec le Danemarck fût absolument l'ouvrage de l'empereur, qu'elle fût rédigée dans son cabinet, arrêtée sous sa direction et conclue sous sa garantie.

La Russie ne répondit à cette note que par le manifeste que nous avons cité.

(1) Il est remarquable que les Anglais n'ont

(1) Les articles secrets du traité de Tilsitt n'ont jamais été bien connus : cependant il est assez prouvé aujourd'hui que l'union des deux empereurs y fut basée sur une multitude de conditions subversives de toute équité et de tout équilibre en Europe, conditions dont plusieurs puissances du second ordre devaient supporter les conséquences spoliatrices. Ainsi la prise de possession de la Finlande aurait été consentie par Napoléon, en retour de la cession d'autres pays dont la Russie disposait avec tout autant de droit que la France pouvait en avoir sur les provinces de la Suède. Ce qu'il y a de bien remarquable à cet égard, c'est que les résultats de ces transactions immorales aient subsisté après le renversement de celui avec qui elles avaient été faites. En 1812, l'Angleterre, par son traité avec la Russie et la Suède, en sanctionnant la conquête ou

jamais cru ni à la sincérité des dispositions d'Alexandre envers Napoléon, ni à la sincérité de l'horreur qu'il manifesta sur l'incendie de Copenhague. Ils lui ont supposé une conscience politique moins chatouilleuse, et une sensibilité plus aguerrie contre les violations du droit des gens, de la foi des traités, et les malheurs qui en résultent. Ils citent à l'appui de leur opinion à cet égard, la conduite qu'il tint lui-même à l'égard du roi de Suède son allié et son beau-frère, lorsqu'un peu plus tard il lui enleva une grande partie de ses états, pour le punir d'être resté fidèle au système qu'il avait personnellement abandonné.

---

plutôt l'usurpation de la Finlande, s'est constituée l'exécutrice du traité de Tilsitt dirigé contre elle.... Ces spoliations maintenues en ont amené d'autres. Il a fallu dédommager la Suède par la Norwége. A ce prix d'ailleurs, à ce prix seul, elle est entrée dans la dernière coalition; puis il a été nécessaire de faire cesser, dans un ordre de choses tout légitime, les cris du Danemarck, et on l'a indemnisé par l'abandon de la Poméranie suédoise, que Gustave avait jadis acquise comme prix de son assistance en faveur des protestans d'Allemagne dans la guerre de trente ans.

CHAPITRE VIII.

(1806 ET 1807.)

Quoique les opérations contre la Turquie et la Perse n'aient guère qu'une importance épisodique à côté des grands événemens qui occupaient l'Europe occidentale, parce que le colosse russe pesait moins puissamment à l'est et au sud, à mesure qu'il étendait son bras sur l'Allemagne, il est cependant indispensable, dans l'intérêt et pour l'exactitude de notre narration, d'en indiquer la marche parallèlement au tableau des autres. Nous allons donc reprendre les affaires d'Orient au point où nous les avons laissées à la fin du chapitre V, et nous irons de l'est à l'ouest, c'est-à-dire que nous commencerons par la Perse.

La guerre avec les tribus sur les frontières de la Perse continuait avec des succès variés. Le prince Tsitsianow, commandant en chef, qui depuis l'année 1802 avait conduit la guerre en Géorgie, et sur les frontières du Caucase avec une grande habileté, annonça, dans son rapport du 8 janvier 1806, que le khannat de Chirvan était incorporé à l'empire

russe. L'armée, disait-il, avait pris les quartiers d'hiver dans le voisinage d'Érivan, et marcherait bientôt sur Bakou, pour aider le major-général Savalichin contre Hussein-Kouli-Khan. Mais Tsitsianow trouva la mort dans cet endroit par l'effet de la plus noire trahison; Kouli-Khan demanda que le général russe vînt à cheval en personne jusqu'aux portes de Bakou pour recevoir les clefs. Tsitsianow y consentit, et, accompagné seulement du prince Éristavi et d'un cosaque, se hâta d'aller au-devant de l'assassin. Celui-ci était à cheval devant la porte de la ville et il en remit effectivement les clefs, mais au même instant un Persan qui se tenait derrière le khan tira un coup de fusil au général russe. Les autres Persans tombèrent sur lui avec leurs sabres, le massacrèrent d'une manière affreuse et traînèrent son cadavre dans la ville.

Ali-Khan, de Derbend, avait participé à cet acte honteux. Un corps de troupes russes aux ordres du lieutenant-général Glasenap ayant passé le Terek et marché contre Derbend, Ali-Khan se prépara à la défense. Mais les habitans de Derbend chassèrent leur tyran et apportèrent les clefs de la ville au général russe, qui y fit son entrée le 3 juillet, au milieu

des plus vives démonstrations de joie des habitans. Cependant cette prise de possession ne termina pas la campagne.

Plusieurs chefs de tribus du Caucase se réunirent de nouveau pour diriger une attaque décisive contre les troupes russes sur divers points. Abbas Mirza avait dans ce dessein passé l'Araxes à la tête de vingt mille hommes; mais il fut attaqué par le major-général Néboltsin, et repoussé vers l'Araxes avec perte de plusieurs milliers de tués et de blessés. Les autres princes furent également défaits, et les Russes, d'après les rapports officiels, se trouvèrent de nouveau les maîtres de tout ce pays. Ce qu'il y a de positif cependant, et ce que l'on peut opposer à ces rapports, c'est que les tribus guerrières de ces montagnes ne courbèrent pas la tête sous le sceptre russe. Les souverains de la Perse n'avaient besoin que de quelque puissant secours étranger pour reprendre aux Russes les provinces que ceux-ci leur avaient enlevées.

Venons maintenant à la Turquie.

Une peur secrète, trop justifiée par cinquante ans de revers, soumet la Turquie à l'ascendant de la politique russe. Cette peur, qui a dégénéré en superstition, peut-être n'est

point exclusive des élans d'un désespoir frénétique, et peut bien permettre encore aux Turcs de montrer de la bravoure; mais elle leur interdit à jamaïs la prudente conduite et l'habileté. Depuis qu'un pressentiment funeste les domine, ils ont toujours fait la paix ou la guerre à contre-temps.

Cependant, en 1806, la Porte ottomane, mieux éclairée sur ses intérêts qu'en 1805, refusa d'entrer dans la quatrième coalition contre la France. Un ambassadeur avait été envoyé à Napoléon, encore à Berlin, et il en avait été parfaitement accueilli. Les journaux français annoncèrent avec de grands détails les préparatifs militaires qui se faisaient à Constantinople, et la coopération active de la France parut certaine. Dans cette confiance, la Porte préluda aux hostilités par la destitution des deux hospodars de Valachie et de Moldavie, les princes Ypsilantis et Morouzi, évidemment vendus à la Russie. Ce coup d'audace devint aussitôt l'objet d'une vive discussion diplomatique. L'ambassadeur russe réclama la clause du traité de Iassy, en vertu duquel les vayvodes régnant en Valachie et en Moldavie ne pouvaient être déplacés qu'avec le consentement de la cour de Saint-Pé-

tersbourg. L'ambassadeur d'Angleterre intervint également avec des menaces de guerre, pour soutenir les prétentions de la Russie, et le divan allait enfin céder et replacer les hospodars pour éviter cette double lutte, lorsqu'on apprit à Constantinople que le général russe Michelsohn, venait d'entrer en Moldavie avec trente-cinq mille hommes. Il était évident que la Russie, changeant encore une fois de dessein, ou plutôt revenant à ses idées dominantes, avait été bien aise de trouver une occasion de rupture : on se prépara donc à soutenir la guerre avec la plus grande vigueur.

Une flotte anglaise, sous les ordres de l'amiral Duckworth, parut sur ces entrefaites à l'entrée des Dardanelles, et cette nouvelle agression était motivée par la propension et la partialité que la Sublime-Porte ne cessait de montrer pour la France. L'amiral anglais franchit le détroit malgré le feu des premiers châteaux, et vint attaquer l'escadre turque, stationnée devant Gallipoli. La plupart des vaisseaux qui la composaient furent brûlés, et à la vue de ce désastre la consternation et le désordre se répandirent dans le sérail. La présence de l'ambassadeur français fut alors

d'un grand secours pour soutenir les résolutions chancelantes du sultan; et, secondé par les dispositions énergiques de la majeure partie de la population, il imprima une singulière activité aux travaux qui furent sur l'heure commencés pour mettre les châteaux en état de résister aux Anglais. L'amiral Duckworth ne tarda pas à s'apercevoir que son coup était manqué, et prit le parti de la retraite après avoir inutilement annoncé les prétentions les plus insolentes.

Il faut remarquer ici que, de la part de l'Angleterre, comme de celle de la Russie, les hostilités avaient été reprises d'une manière soudaine, violente, au milieu des négociations et au mépris des formalités consacrées par le droit des nations.

Cependant les Russes, entrés en Moldavie à la fin de l'automne de 1806, avaient complétement envahi deux provinces : Koczim, Iassy et Bucharest étaient en leur pouvoir. C'est au commencement de 1807 que l'amiral Duckworth s'était hostilement présenté à l'entrée du détroit des Dardanelles. Forcé à la retraite par l'échec qu'il éprouva, la flotte turque osa elle-même franchir les limites qui la protégeaient; mais rencontrée à la hauteur

de Ténédos par l'escadre russe, commandée par l'amiral Siniavin, elle fut détruite dans deux combats successifs.

La Porte se préparait à réunir des forces imposantes sur les rives du Danube, où les pachas de Nisse et de Widdin avaient déjà battu les Serviens et forcé les Russes de lever le blocus de Giurgewo, après leur avoir fait éprouver une perte considérable sous les murs d'Ismaïl. Mais sur ces entrefaites éclata la révolution de Constantinople, qui, en précipitant du trône le sultan Sélim, paralysa les opérations de l'armée ottomane. Livrés à la plus vive inquiétude, les différens pachas qui la commandaient négligèrent de diriger sur Schumla, rendez-vous général des troupes turques, leurs contingens respectifs, et le général Michelsohn profita de leur inaction pour rentrer en Valachie : sans cet événement les Russes auraient été forcés de se replier sur le Dniester, parce que l'état des affaires du Nord, au moment où Napoléon écrasait ses adversaires, n'eût pas permis au cabinet de Saint-Pétersbourg de renforcer l'armée de Michelsohn. Toutes ces circonstances amenèrent entre les Russes et les Turcs un armistice, qui fut une conséquence et presque une condition de

celui de Tilsitt. Cependant une partie des troupes russes qui avaient envahi les deux provinces y restèrent, et malgré la clause qui stipulait pour ce pays une sorte d'indépendance temporaire des deux puissances, le prince Ypsilantis alla, sous la protection des Russes, reprendre le gouvernement de la Valachie, au moment où la Porte nommait le prince Suzzo pour le remplacer en qualité d'hospodar. La Porte ayant réclamé avec force contre cette violation des bases de la négociation qui était entamée, le prince Ypsilantis fut rappelé et *céda* à la Russie ses droits sur le gouvernement de cette province, dont l'administration fut alors confiée à un divan, composé de Russes et de boyards du pays. Mais tant de subterfuges et d'obstination dans la mauvaise foi retardèrent indéfiniment les opérations du congrès de Giurgewo : chacune des deux puissances semblait n'attendre que des conjonctures pour échapper à la nécessité de conclure une fausse et trompeuse paix.

C'est de l'intervention puissante de la France que la Turquie attendait l'entier rétablissement de ses droits sur les pays contestés et sur ceux qu'elle avait perdus dans les der-

nières guerres contre la Russie. Ses espérances ne se réalisèrent pas ; et il est vrai de dire que Napoléon ne fit pas pour la Turquie tout ce que méritait le dévouement de cette alliée, et tout ce que conseillait une saine politique. Ainsi l'alliance de la France et de la Russie amena un rapprochement entre la Porte et l'Angleterre, et la vigilance du général Sébastiani ne fit que suspendre les manœuvres des nombreux partisans de cette dernière puissance.

CHAPITRE IX.

(1808.)

Fondée sur l'amitié personnelle et réciproque des deux puissans souverains entre les mains de qui se trouvaient désormais les destinées de l'Europe, la paix de Tilsitt avait semblé promettre un long repos à cette partie du monde : on voyait la Prusse abattue, l'Autriche domptée ; et l'Angleterre, privée de sa vie commerciale par le blocus continental, allait être bientôt réduite à ronger ses entrailles et à périr dans les transes de la plus cruelle stagnation. Dès-lors cependant les bons esprits, à qui les plus magnifiques apparences n'imposent pas, mettaient le traité de Tilsitt au nombre de ces alliances mal faites qui renferment mille causes de rupture, et dont les bases transitoires et fragiles peuvent manquer au premier jour.

La paix de Tilsitt, en étendant la puissance de la France jusqu'au Niémen, effaça les derniers vestiges de l'ancien équilibre européen. La Prusse, à qui sa grande renommée militaire semblait attribuer la tâche glorieuse d'être le

dernier boulevart des nations germaniques contre le torrent, venait d'être renversée et dévastée par son irruption : elle perdit par le traité de Tilsitt un tiers de son territoire, et resta même privée, et pour long-temps, de toute considération politique. Les partisans les plus chauds de cette puissance se sont vus réduits à cet humiliant aveu (1). La Russie ne fit presque aucune perte de territoire; sa puissance sembla demeurer la même; mais rien n'était moins dans la nature, et surtout dans l'ordre des choses durables, que son contact avec l'empire napoléonien. Les hasards de la fortune et les manœuvres d'une politique gigantesque et désordonnée devaient détruire ces rapports d'une manière tout aussi imprévue qu'ils avaient été créés. Ils durèrent quatre ans, et ces quatre années de paix ont été considérées comme une des suites les plus malheureuses de l'arrangement de Tilsitt pour la Russie. Elles portèrent un coup sensible au bien-être des populations de ce vaste empire, en les privant, pendant tout cet intervalle, de la faculté d'échanger leurs productions

(1) Voyez l'*Histoire des Traités de paix*, de F. Schoell.

contre des objets que l'on pourrait regarder comme du luxe en songeant aux anciens Moscovites, mais qui sont de première nécessité pour leurs descendans devenus européens.

Le blocus continental produisit des effets différens chez nous, où toutes les capacités industrielles se trouvaient en germe et même dans un demi-développement; on sait toutefois que l'auteur inflexible de ce système se vit obligé d'en adoucir la rigueur désastreuse par le correctif des licences. La Russie encore barbare avait besoin d'échanger contre les produits des manufactures étrangères la majeure partie de ses marchandises, faute de savoir elle-même les employer.

Quels étaient d'ailleurs les avantages d'une paix avec la France dont la première condition était la guerre avec l'Angleterre? Devenir à la fois une puissance agricole et maritime, cultiver les plaines fertiles de l'Ukraine et les rians vallons de la Tauride pour en exporter les riches produits, c'était de toutes les idées de ses devanciers celle dont la réalisation convenait le mieux au génie et à l'époque d'Alexandre: les commencemens de son administration semblaient promettre qu'il l'aurait fortement adoptée; mais pour l'exécuter, la

paix, la paix maritime aussi-bien que la paix continentale était le premier besoin de la Russie. Dans la nécessité de choisir l'une ou l'autre, le parti que prit Alexandre ne fut pas le plus prudemment calculé. Aussi-bien était-il le fruit de l'irritation et du dépit plutôt que d'une méditation sérieuse de ses conséquences probables. L'empereur Alexandre, comme nous l'avons dit, avait pu se plaindre de la conduite sans énergie et sans franchise du ministère anglais depuis la bataille d'Iéna; et surtout il s'était justement indigné de l'égoïsme mercantile de ce cabinet, en le voyant se hâter de profiter de la situation critique de la Russie, pour extorquer de nouvelles concessions en faveur des fabricans anglais. Alexandre voulut prouver à ces monopoleurs avides qu'il pouvait se passer d'eux. L'expédition de Copenhague acheva de le confirmer dans cette résolution.

Mais elle était foncièrement contraire aux intérêts actuels de l'empire russe; et pour se convaincre de la vérité de cette assertion, il suffit de jeter un coup d'œil sur l'état de civilisation naissante et sur l'organisation encore informe de ce pays.

L'empire russe occupe une surface de plus

de neuf cents milles carrés; le quart de cette étendue est extrêmement fertile. La population semble, ainsi que nous l'avons établi plus haut, augmenter d'une manière assez rapide; les sept huitièmes de cette population son répartis en deçà de l'Oural : quatre ou cinq millions d'hommes seulement vivent disséminés sur l'immense étendue de la Russie d'Asie, que l'on peut considérer comme un vaste domaine, offrant d'abondantes ressources au commerce, tandis que la puissance politique de l'empire réside dans les provinces européennes, ou de l'ouest.

La masse de la nation, les Russes véritables portent encore jusqu'à un certain point le cachet de la barbarie septentrionale. C'est une race vigoureuse, mais grossière, servilement soumise à la crainte du knout, presque satisfaite de sa triste condition, ignorante, absurdement superstitieuse et n'ayant pas d'idée d'une condition meilleure. Le Russe polonais leur ressemble quant à la misère, à la malpropreté, à l'ignorance; cependant il porte en lui le souvenir ou le pressentiment d'une existence préférable à son sort actuel. Le Tatar est supérieur aux uns et aux autres en intelligence, en fierté, en bonnes habitudes sociales.

Ces hommes incultes et sans idées sont d'excellentes machines sur les champs de bataille. On ne saurait pourtant leur reconnaître le véritable courage, cette vertu guerrière compagne brillante de l'élévation de l'âme. Leur bravoure n'est qu'une fureur sauvage dans le combat, une obéissance passive et une obstination invincible à conserver le poste où les a mis l'ordre de leur chef. Qu'un tel peuple arrive comme vainqueur, que ses chefs parlent, et il foule aux pieds la civilisation qu'il rencontre; mais il ne la créera certainement pas là où il ne la trouvera point.

Alexandre avait commencé, ainsi que nous l'avons déjà dit, à adoucir la misère et la rudesse de son peuple, par l'abolition partielle du vasselage et par la multiplication des écoles. Mais l'universalité de cette régénération était une tâche qu'il n'appartenait pas au génie même de la bienfaisance de remplir dans le court espace de quelques années. Quatre-vingt-treize nations, parlant plus de quarante idiomes différens, couvrent cette vaste étendue, et jetant les yeux avec un égal respect vers le trône, obéissent avec humilité à la langue des ukases. Cependant des ukases ne suffisent pas pour développer les

facultés de la nature humaine. On ne peut pas condamner absolument l'ensemble de la législation russe, à dater du règne de Catherine; car elle a du moins consacré en principe le respect de l'humanité; elle a même à beaucoup d'égards affecté au peuple auquel elle était destinée plus de liberté civile que n'en comportaient ses mœurs, et que certaines constitutions n'en accordent à des peuples qui se croient libéralement administrés. Toutes les religions jouissent d'une parfaite liberté dans l'étendue de l'empire. La religion chrétienne, qui est professée par trente-sept millions d'individus, est à la vérité la dominante; et la communion grecque, qui est celle de la cour, compte le plus grand nombre d'adhérens. Mais le *chamane* idolâtre danse sans contrainte au son de son tambour magique, et les juifs et les mahométans ont leurs temples publics. Il n'existe plus que des débris du système féodal en Russie; la noblesse n'a que des titres purement honorifiques; et parmi tant de princes, nul ne possède une principauté qui puisse le mettre au niveau d'un souverain. Les nobles peuvent se livrer à des professions honorables sans déroger, mais la noblesse ne s'acquiert pas avec plus de facilité qu'elle ne se

perd, et l'on n'achète pas avec la propriété d'une terre noble le droit d'en porter le nom. Un roturier possède des droits de noblesse et les transmet à ses descendans, quand il les a conquis par des services dans l'ordre civil ou militaire. A cet égard, la Russie semble considérablement en avant de beaucoup d'autres États; mais la plaie honteuse de l'esclavage offre un fâcheux contraste, puisqu'elle opprime et dégrade encore la majeure partie du peuple russe. Il y a trente ans que le nombre total des mâles libres n'était que d'un million quatre-vingt-quatre mille quatre cent quatre-vingt-six, tandis qu'il y avait onze millions trois cent cinquante-deux mille huit cent quarante-deux esclaves mâles. En 1808 encore, ce triste rapport n'avait que peu changé, et par conséquent le sol était mal cultivé, car les bénédictions du ciel ne tombent pas sur le travail de l'esclave. L'éducation des bestiaux est également dans son enfance; il n'y a que les mines, où le knout règne, où souffre et travaille un nombre immense d'esclaves employés, qui donnent des bénéfices. Des tribus entières s'adonnent à la chasse et à la pêche, et beaucoup de criminels sont forcés de se vouer à cette manière précaire d'exister.

Les arts mécaniques les plus nécessaires sont généralement exercés dans tous les villages. A proprement parler, il n'y a pas eu de manufacture en Russie avant le règne de Pierre-le-Grand, et déjà en l'année 1803 leur nombre était de deux mille trois cent quatre-vingt-treize. Cependant, le 30 juin 1808, le ministre de l'intérieur publia une invitation aux étrangers fabricans de draps et tisserands habiles de venir s'établir dans la nouvelle Russie, où on leur offrait de grands encouragemens.

Le commerce russe, jusqu'à l'époque du traité de Tilsitt, avait été en progression rapide : près de quatre cents vaisseaux, dont un quart étaient anglais, entraient annuellement dans les ports de l'empire; mais en 1808 le nombre total des arrivages se trouva beaucoup au-dessous de ce nombre : trois cents seulement avaient visité les ports de la Baltique. Les revenus de la couronne étaient d'environ 110,000,000 de roubles, et quoiqu'il n'y ait jamais eu de budget publié en Russie, on peut présumer que la plus grande partie de ce revenu était employée pour l'armée et la marine. La première était de plus de quatre cent mille hommes de troupes régulières et

de cent mille hommes de troupes irrégulières. La marine consistait en trente-deux vaisseaux de ligne, dix-huit frégates et soixante bâtimens légers, et en outre plus de deux cents galères, montant ensemble cinq mille six cents pièces de canon, et portant trente mille marins et huit mille soldats de marine.

Les ressources ordinaires de l'État n'étaient pas suffisantes pour faire mouvoir cette immense force sur les différens points de la frontière qui pouvaient être menacés. Le gouvernement avait déjà été obligé dans la dernière guerre de faire un appel aux riches pour une contribution extraordinaire qu'ils s'empressèrent de remplir surabondamment. Une nouvelle guerre aux extrémités opposées de l'empire, ajoutée aux grandes pertes occasionnées par la stagnation du commerce, devait nécessairement conduire à de nouveaux sacrifices pour lesquels même des conquêtes étendues ne pouvaient offrir une indemnité suffisante. La vraie et saine politique de la Russie était de conserver la paix ; mais dans l'état où se trouvaient alors les choses, ce grand empire ne pouvait plus suivre les lois de sa politique naturelle, et il était forcé de faire la guerre conformément au gigantesque plan de

Napoléon, définitivement arrêté entre les deux empereurs.

En conséquence, le roi de Suède ayant refusé de suivre l'exemple de son beau-frère Alexandre, et d'agir contre l'Angleterre pour soutenir ce système, la guerre avec la Suède fut un des premiers résultats de cette situation forcée et violente de la Russie. Le colosse s'était flatté d'entraîner dans ses nouvelles routes tous les États du Nord, mais la Suède resta fidèle à l'Angleterre comme le Danemarck l'avait été à la Russie; et cette dernière puissance, qui venait de flétrir en termes si énergiques l'attentat contre Copenhague, et de dénoncer au monde entier l'iniquité anglaise, provoqua sur elle-même, par une conduite au moins aussi odieuse, l'effet des anathèmes que son éloquente indignation avait lancés.

L'empereur de Russie avait exigé à la fin de 1807 que la Suède s'acquittât de l'engagement qu'elle avait contracté par les traités de 1780 et 1800, c'est-à-dire qu'elle maintînt le principe que la mer Baltique devait être fermée, et qu'elle employât tous ses efforts pour défendre cette mer et ses côtes contre toutes hostilités et violences. Le roi de Suède

répondit que l'on ne pourrait pas penser à maintenir la neutralité de la Baltique, tant que la prépondérance française, dominante sur le continent, disposerait des côtes méridionales de cette mer et leur imposerait son blocus dévastateur; qu'en conséquence le roi invitait l'empereur à user de son influence pour que ces pays fussent évacués par les Français.

La Russie renouvela ses instances; mais, instruite que le roi de Suède négociait un traité de subsides avec la Grande-Bretagne, elle coupa court aux négociations. Le 21 février 1808, le général Buxhowden passa le Kymené, limite commune des deux états, et entra en Finlande sur trois points différens, Abersfors, Kieslig et Anïala. Les Suédois se défendirent avec autant de courage que les Polonais; et plus favorisés par la nature d'un terrain propre à la guerre de détail et de surprises, ils firent payer cher aux Russes leur succès définitif. Pour le rendre plus prompt, moins sanglant et plus sûr, voici quelle espèce d'armes avait employée la loyauté du gouvernement russe.

« Bons voisins, » disait aux habitans de la Finlande suédoise le général Buxhowden

dans sa proclamation, « mon très gracieux « maître se voit forcé d'envoyer dans votre « pays les troupes sous mes ordres; mais « S. M. le roi de Suède, en s'éloignant de « plus en plus de l'heureuse alliance des deux « plus puissans empires du monde, resserre « ses liaisons avec l'ennemi commun, dont le « système oppressif et la conduite inouïe en- « vers les alliés les plus intimes de la Russie « et de la Suède même ne peuvent être vus « de sang-froid par S. M. I. — Ces motifs, « ainsi que les soins que S. M. I. doit à la sû- « reté de ses propres États, l'obligent *à placer « votre pays sous sa protection et à en prendre « possession*, afin de se procurer par ce moyen « une garantie suffisante dans le cas où S. M. « suédoise persévérerait dans la résolution de « ne pas accepter les équitables conditions de « paix qui lui ont été proposées par S. M. « l'empereur des Français, sous la médiation « de S. M. I. russe, dont les efforts ont été « et sont encore dirigés vers le rétablissement « d'une heureuse paix.

« Bons voisins et braves Finois, restez sans « inquiétude et sans crainte dans vos demeu- « res. Nous ne venons point comme ennemis; « nous venons comme des amis, des protec-

« teurs, pour assurer votre propre bonheur,
« et dans l'intention d'éloigner de votre pays
« les maux de la guerre dont vous seriez de-
« venus les victimes. Ne vous laissez point
« engager à prendre les armes, ou à nuire de
« quelque manière que ce soit aux troupes
« que S. M. I. m'a confiées. Toute personne
« qui manquera à ces ordres n'a qu'à s'at-
« tribuer à soi-même les suites de sa déso-
« béissance.

« Comme cependant il pourrait y avoir des
« circonstances qui exigeraient des résolutions
« unanimes et des délibérations dirigées par
« une confiance réciproque, vous êtes invités
« par la présente à nommer et à envoyer à
« Abo vos députés provinciaux dans l'ordre
« constitutionnel établi par vos diètes, afin
« que ces députés y délibèrent sur ce qui
« pourra dans la suite se faire pour le bien du
« pays.

« Ainsi dans ce moment, et jusqu'à nouvel
« ordre, le grand-duché de Finlande sera
« considéré comme les autres provinces con-
« quises par la Russie, et qui, sous le doux
« gouvernement de S. M. I. et de ses prédé-
« cesseurs, jouissent de la plus heureuse tran-
« quillité. Le libre exercice du culte, et tous

« les priviléges dont les Finois jouissent de-
« puis un temps immémorial, leur sont con-
« servés avec tout ce qui en dépend, etc. »

Une seconde proclamation datée de Lovisa, et adressée à l'armée, était, pour parler comme un auteur d'une grande délicatesse dans ses expressions, d'une forme encore plus *extraordinaire;* on y disait :

« Soldats! c'est avec affliction que mon
« très gracieux empereur se voit forcé malgré
« lui de faire entrer ses troupes en Finlande :
« cette démarche n'a d'autre objet qu'une pro-
« tection puissante et la conservation de la
« paix et de la tranquillité, ainsi que le bien-
« être des Finois.

« Pour exécuter cette mesure *équitable*,
« S. M. I. a ordonné à ses troupes de ne pas
« tirer les premières, à moins qu'oubliant
« votre *liberté* et dédaignant la tranquillité,
« vous ne commenciez les hostilités; à notre
« grand déplaisir vous l'avez déjà fait. Nous
« renouvelons à la nation finoise ces ordres
« de S. M. I., en vous assurant de sa bien-
« veillance sincère et véritable, et en vous
« donnant de nouveau la garantie que vous
« avez part aux bontés de S. M. I.

« Bons Finois que le sort a placés dans les

« rangs de l'armée suédoise, vous êtes à plain-
« dre. Vous quittez vos foyers et vos parens,
« et allez à la mort pour une cause injuste.
« Soldats! mon très gracieux maître m'a or-
« donné de promettre à chacun de vous qui
« posera volontairement les armes, qu'il
« aura la liberté de retourner chez lui, et que
« de plus on lui paiera deux roubles par fusil,
« un rouble par sabre ou toute autre arme,
« et six roubles par chaque cheval qu'il ame-
« nera. Qui de vous aimerait assez peu le re-
« pos pour ne pas se hâter, en supposant tout
« appel injuste à la guerre, de se préparer
« une vie heureuse et tranquille sous la pro-
« tection de mon très gracieux empereur? »

Telles furent ces fameuses proclamations que nous avons rapportées textuellement, dans l'impossibilité de les faire connaître autrement que par les expressions mêmes dont elles sont tissues; elles offrent un texte qui n'a pas besoin de commentaire; et, avouons-le, de quelque idée que l'on soit prévenu sur le machiavélisme des cabinets, sur l'esprit d'envahissement, sur le courage des mensonges diplomatiques, on reste stupéfait à la lecture de ces étranges pièces! La forme et le but en sont excentriques à tous les usages connus;

ce n'est plus à un roi comme lui, c'est aux sujets de ce roi qu'un monarque s'adresse. On ne saurait avec plus d'insultante dérision pour les idées d'équité, de paix, de bon ordre et d'humanité, provoquer des soldats à l'abandon de tous leurs devoirs envers leur souverain et leurs chefs.

Des publicistes, partisans habituels du pouvoir, ne croyant cependant pas qu'il fût décent de se dispenser d'exprimer quelque blâme sur de tels actes, ont cru les caractériser convenablement en les comparant aux proclamations des généraux des républicains français. Ils ont dit qu'elles étaient dans un style révolutionnaire; mais lorsque les républicains français conviaient à la liberté, où tendaient leurs efforts, les peuples qui leur semblaient sous le joug, ce n'est certainement pas la franchise qui manquait à leur langage, ce n'est pas la sincérité qui manquait à leurs promesses. La preuve en est, que les armées de la République brisèrent à peu près autant de trônes qu'elles en trouvèrent sous leurs pas. Si les républiques qu'elles avaient fondées sont redevenues monarchies, ce n'est ni à la République ni à la révolution qu'il s'en faut prendre du parjure de l'homme qui s'était fait

l'héritier de l'une et de l'autre. D'ailleurs, c'était un peuple qui s'adressait aux peuples, pour leur prêcher des doctrines d'affranchissement. Mais quand on voit un *autocrate* proposer aux sujets d'un souverain étranger de briser leur joug pour passer sous le sien, que leur prêche-t-il sinon la révolte, et que leur promet-il sinon d'autres fers? D'ailleurs trouverait-on dans Grotius ou Puffendorf une règle qui autorisât les rois à se mettre ainsi les uns les autres hors la loi commune, en s'adressant aux peuples et non à leurs pareils en royauté?

Ces proclamations étaient d'autant plus odieuses, que ce n'est pas comme déclaration de guerre qu'on les publiait, puisque l'invasion venait de s'effectuer au moment où elles parurent. Le roi de Suède répondit par un manifeste, et fit provisoirement arrêter M. d'Alopeus, ministre de Russie à sa cour. Pour ces représailles si modérées, on eut pourtant encore le courage de crier à la violation du droit des gens! Cette mesure était d'autant plus légitime, que l'on venait d'acquérir la conviction, par les dépêches d'un courrier adressé à M. d'Alopeus, que le cabinet russe chargeait cet ambassadeur de négocier la dé-

fection d'un général suédois. La modération du cabinet suédois était encore mieux attestée par le ton de son manifeste, où la raison et la bonne foi parlaient le langage le plus victorieux. Au lieu de se livrer aux mouvemens d'une indignation dont personne n'eût cependant contesté les causes, Gustave IV se bornait à exposer sa conduite en la rapprochant de celle de la cour de Russie : « A une époque, disait-il, où le sort des « princes et des États opprimés paraissait « toucher la Russie, lorsqu'elle commença à « appréhender les dangers qui menaçaient « toute l'Europe, S. M. fut entraînée par « les mêmes sentimens à une alliance qui « se fondait sur la confiance qu'elle met« tait dans un voisin, son ami, souverain « indépendant. S. M. avait formé d'au« tres liaisons utiles pour le bien général; « elle se trouvait dans le cas de réclamer de « la France l'exécution d'engagemens formels « et non remplis; elle était investie de la « puissance de soutenir ses droits et ceux de « chacun. A cette époque, le roi s'allia avec « la Russie; maintenant il est attaqué par « cette puissance pour avoir été son allié.

« Si jamais un souverain s'est trouvé dans

« une position qui lui permît d'espérer que « les alliances qu'il avait contractées seraient « inviolables, le roi a été dans ce cas. L'em- « pereur avait été personnellement offensé « par le refus opiniâtre de la France de rem- « plir un traité conclu et signé, ainsi que par « le peu d'égards qu'on lui avait montré en « plusieurs occasions. La nation russe était « indignée de se voir publiquement traitée « comme une horde de sauvages et de bar- « bares ; en un mot, tout ce qui doit être sa- « cré à un gouvernement se réunissait pour « le soutien de la cause commune : qui aurait « osé ne pas regarder comme irrévocable ce « que l'empereur avait déclaré ; savoir, qu'il « refuserait toute proposition de paix, quel- « que avantageuse qu'elle fût pour lui, si elle « n'était pas conciliable avec l'honneur du « nom russe, la sûreté de la patrie, la sain- « teté des alliances, et le repos général de « l'Europe ?

« Des vues si grandes et si justes ont-elles « été remplies par la paix de Tilsitt ? La gé- « nération présente a déjà prononcé sur cette « question, et la postérité sera encore mieux « à même d'en juger. . . . .

« Le roi avait exactement rempli ses obli-

« gations envers la Russie... ; il avait soutenu,
« par les vaisseaux de guerre, les entreprises
« de l'armée russe; il avait ouvert ses arse-
« naux à l'empereur; il avait rejeté les offres
« secrètes qu'au milieu de la paix, et lorsque
« les frontières et la capitale de la Russie
« étaient dégarnies, la France lui avait fait
« faire. Entre autres, elles renfermaient l'offre
« de lui procurer, dans le cas où il romprait
« avec la Russie, les provinces perdues par
« Charles XII, avec telle frontière que la
« Suède pourrait souhaiter. S. M. se re-
« garde comme au-dessus de tout éloge qui
« lui serait décerné pour avoir résisté à une
« tentation si immorale; mais elle s'attend
« que la violence que la même puissance,
« traitée si amicalement, exerce maintenant
« contre ses États, sera jugée avec la sévérité
« qu'elle mérite. »

L'empereur Alexandre, répliquant par une nouvelle déclaration qui fut remise aux membres du corps diplomatique, dit qu'il a ordonné à ses troupes d'entrer en Finlande, parce qu'il avait été informé que pendant que le roi de Suède tardait de s'expliquer sur les demandes qui lui avaient été adressées, il avait conclu avec l'Angleterre un traité par

lequel celle-ci lui accordait des subsides et promettait de l'assister par une partie de sa flotte et de ses troupes. En outre, l'empereur se plaignait *avec raison*, dit un grave historien, de la violation du droit des gens, qu'Adolphe-Gustave IV s'était permise en faisant arrêter un ministre public. Il déclarait qu'il n'userait pas de représailles contre le ministre de Suède à Saint-Pétersbourg; mais il notifiait à toutes les puissances de l'Europe que dès ce moment il regardait la partie de la Finlande qui jusqu'à présent avait appartenu à la Suède, et que les troupes n'avaient pu occuper qu'à la suite de divers combats, comme une province conquise par les armes, et qu'il l'incorporait à jamais à son empire.

Le roi de Suède ne put pas repousser l'invasion russe sur la frontière occidentale de son empire; mais pour se dédommager il envahit la Norwége.

Alors commença entre le Danemarck et la cour de Suède un échange de réclamations, de manifestes et de déclarations, où l'envahi invoqua, comme de juste, tous les principes, l'honneur, la loyauté, la bonne foi, et avec d'autant plus de raison qu'il ne pouvait lui-même exercer de reprises sur personne, et que

les provinces étaient, par la nature de leur situation géographique, le terme naturel de ces ricochets de l'usurpation.

En terminant le récit des discussions et des événemens auxquels donna lieu l'occupation de la Finlande, récit qui laisse dans l'âme un sentiment pénible, nous croyons devoir arrêter la pensée du lecteur sur une réflexion qui nous paraît de quelque importance. C'est qu'une politique marchant à son but par de tels moyens, était trop en opposition avec les principes professés par Alexandre, pour qu'elle puisse lui être absolument attribuée. La distinction équitable qu'il y a généralement à faire entre le caractère personnel des souverains et les tendances de leur cabinet, nous paraît ici commandée par la justice et la vérité. Alexandre, en avouant les actes de ses ministres, suivait une impulsion de beaucoup antérieure à lui dans son pays; et s'il devait y avoir une responsabilité personnelle, elle tomberait sur M. de Romanzoff, qui dirigeait alors les affaires, plutôt que sur le souverain. Il n'appartient qu'aux princes puissans par le caractère, de porter seuls le poids de leur règne aux yeux de la postérité. Leurs torts sont dans les vices du gouverne-

ment monarchique. Le grand nombre est absous par sa faiblesse. L'histoire est donc plus que juste avec eux quand elle leur laisse en propre leur bonté. Personne ne contestera à l'empereur Alexandre celle que la nature lui avait départie dans une si pleine mesure; mais on regrettera qu'elle ne fût pas accompagnée d'assez de vigueur pour servir dans les occasions difficiles.

Les Suédois, malgré la valeur qu'ils déployèrent dans plusieurs sanglans combats, ne purent sauver la Finlande. Une perte si considérable n'était pas de nature à être compensée par quelques avantages obtenus avec le secours de l'Angleterre sur les flottes russe et danoise. La première entra dans un port de la Baltique sur la côte d'Esthonie, où elle resta étroitement bloquée par les flottes anglaise et suédoise. Elle s'y trouvait si avantageusement placée, que les flottes qui en faisaient le blocus n'osèrent pas se risquer à l'attaquer, et de violentes tempêtes les ayant forcées de s'éloigner de la côte, la flotte russe quitta sa retraite et trompa les menaces de destruction que le roi de Suède avait fait retentir. La flotte russe aux ordres du vice-amiral Siniavin ne fut pas aussi heureuse.

Elle était venue de la Méditerranée à Lisbonne dans la vue de coopérer à forcer le Portugal de se déclarer contre l'Angleterre, et y était restée tant que les Français avaient été en possession de la ville. Elle fut obligée de se rendre par capitulation à l'amiral Cotton, peu de jours après la signature de la convention de Cintra, en vertu de laquelle les Français furent obligés d'évacuer le Portugal. Cette flotte consistait en un vaisseau de quatre-vingts canons, six de 74, deux de 60 et un de 26, qui furent envoyés en Angleterre, et furent restitués à la Russie six mois après la conclusion de la paix entre les deux puissances. Les officiers et les équipages ne restèrent pas prisonniers de guerre, mais ils furent conduits en Russie aux frais de l'Angleterre. Cependant le mécontentement des Suédois, causé par cette malheureuse guerre, allait chaque jour croissant; les nobles, partisans du duc de Sudermanie, devenaient plus puissans, et tout se préparait déjà pour la révolution qui, l'année suivante, précipita du trône l'infortuné Gustave IV.

Quant à la Russie, l'acquisition de la Finlande était de la plus grande importance, parce qu'elle assurait son ascendant dans la

Baltique. On peut considérer comme l'une des plus grandes fautes politiques de Napoléon d'avoir souffert que la Russie se rendît maîtresse de ce formidable boulevart du Nord; mais la Russie lui permettait en même temps de détrôner le roi d'Espagne et de placer la couronne de ce royaume sur la tête de son frère Joseph.

CHAPITRE X.

(1809 ET 1810.)

Nous abordons une série d'événemens nouveaux, en tête desquels vient naturellement se placer l'entrevue d'Erfurt. Elle eut lieu, comme on sait, à la fin de 1808; cependant, comme elle appartient au mouvement de réaction européenne qui absorbe les quatre années suivantes, nous avons cru devoir la faire entrer dans le cadre de ce chapitre. Cette entrevue fut provoquée par l'empereur français. En peu de mots, il faut dire pourquoi.

Tandis que tout le nord de l'Europe fléchissait sous l'ascendant de sa fortune prodigieuse, les événemens scandaleux de Bayonne et la constance héroïque de l'Espagne annonçaient les premiers jours de sa décroissance. L'amitié despotique et exigeante de Napoléon pesait à tous ses alliés, toujours demeurés ses rivaux. Qui pourrait dire tous les sacrifices amers auxquels furent condamnés dans son alliance les cœurs superbes de ces rois! Le pape lui-même ne put supporter sa charge, et, soit qu'il lui fût donné de prévoir tout ce qui

devait résulter du grand exemple donné par la nation espagnole, soit qu'il comptât pouvoir accroître le ressentiment universel par l'éclat d'un coup parti de sa main, il lança contre le ravisseur de tant de trônes et le spoliateur des domaines de l'Église un bref comminatoire d'excommunication. Il semblait, en effet, que le Saint-Père pouvait faire quelque mal à une puissance qui avait jadis invoqué sa sanction, et l'on pouvait le craindre alors, puisque jadis on l'avait cru nécessaire. Pie VII raisonnait sur ce principe, lorsque, réclamant des territoires démembrés des États du saint-siége pour en faire des principautés à des prêtres apostats, et appelant de cette injustice au droit de tous les peuples, il en appelait à Napoléon lui-même, comme *à un fils consacré et assermenté,* pour réparer les dommages et pour soutenir les droits de l'Église catholique. Mais *le fils consacré,* dont les troupes occupaient déjà les États romains, ne répondit à ce coup d'une foudre impuissante, qu'en arrachant au territoire ecclésiastique les légations d'Ancône, d'Urbin, de Macerata et de Camerino, pour les annexer au royaume d'Italie. Le légat du pape quitta Paris; et Napoléon fit annoncer par son ministre des re-

lations extérieures, que si le Saint-Père n'adhérait pas entièrement au plan de sa politique, le gouvernement papal allait cesser d'exister : « car, disait la note de son mi-
« nistre, refuser d'entrer dans les vues de
« l'empereur relativement à l'Italie, qui doit
« former par l'union la plus compacte de
« toutes ses parties une ligue défensive contre
« les ennemis de la France, c'est déclarer la
« guerre à l'empereur. Or, le premier résultat
« de la guerre est la conquête, et le premier
« résultat de la conquête est le changement
« de gouvernement ». Ainsi le Saint-Père apprit à ses dépens que si les rois veulent bien consentir à faire encore usage de l'autorité spirituelle du chef de tous les fidèles, lorsqu'il s'agit d'environner leur puissance du respect des peuples, c'est à la condition que cette autorité ne sera jamais exercée ni invoquée contre eux, et qu'ils pourront toujours décliner cette juridiction divine.

Cependant l'Espagne, après s'être livrée à Napoléon avec tout l'abandon de la confiance, indignement opprimée, trahie, outragée, dans la personne de ses princes, dont l'enlèvement à Bayonne fut un brigandage honteux ; l'Espagne, foulée par ses armées, et ap-

pelant ses enfans au combat, était un exemple qui devait soulever l'Europe entière contre lui. Un manifeste fut alors publié par les chefs que le patriotisme venait de donner à l'insurrection de cette nation magnanime, et ils y disaient : « S'il faut un sacrifice de sang à la nécessité, il nous vaut mieux, périssant pour la patrie, mourir sur les rives paternelles du Tage, que d'aller en esclaves, vils instrumens de l'ambition d'un maître étranger, succomber sur les bords glacés de la Vistule et du Niémen ». Ces paroles éloquentes retentirent aux oreilles de l'empereur d'Autriche et de tous ces princes allemands dépouillés par Napoléon, qui n'attendaient qu'une occasion favorable pour échapper à la plus humiliante tutelle. L'échec mémorable de Baylen, si désastreux pour les armes françaises, était en même temps venu apprendre à tous que l'on pouvait résister avec succès à cette fortune militaire jusque-là indomptable. Enfin, la reine d'Etrurie, expulsée de ses États, sous le prétexte d'un échange illusoire, était une preuve au monde, de l'avenir que réservait aux souverains l'ambition si fatalement progressive de Napoléon.

L'Autriche se préparait sourdement à la

guerre, par la levée de nouvelles milices et par des machinations diplomatiques, dont le but actuel était de dissoudre en Allemagne la nouvelle confédération, et, dans un avenir plus éloigné, de replacer au trône des Espagnes la maison d'Autriche sur les ruines de la maison de Bourbon.

C'est alors qu'eut lieu l'entrevue d'Erfurt (27 septembre), où, s'il faut en croire les rapports du temps, plusieurs circonstances, assez légères en elles-mêmes, semblèrent annoncer quelque altération dans les sentimens des deux souverains l'un pour l'autre (1).

(1) Nous citerons une seule des anecdotes qui coururent dans le temps; mais, quoique nous sachions que les grands hommes sont quelquefois très petits, nous avouerons d'abord que les deux souverains nous paraissent dans ce puéril assaut d'épigrammes, un peu trop au-dessous des proportions les plus médiocres.

Un soir que les deux empereurs se trouvaient au bal, Napoléon affecta de lier conversation avec des hommes de lettres, et particulièrement avec Goethe; et pour contraster avec l'empereur Alexandre, qui dansait, il dit à Goethe, assez haut pour être entendu du monarque russe : « Comme l'empereur Alexandre danse bien ! » Celui-ci, se retournant aussitôt vers Napoléon qui avait l'habitude de battre du pied la mesure, riposta en lui disant : « Comme votre majesté bat mal

Ce qu'il y a de certain, c'est que Napoléon, sur le point d'entrer en Espagne, avait cru nécessaire de venir s'assurer de nouveau de l'alliance d'Alexandre, et réchauffer son zèle, probablement attiédi, en faveur du fatigant système de blocus continental.

L'empereur Alexandre se mit en route de Saint-Pétersbourg le 14 septembre, il arriva à Erfurt le 27, peu d'heures après l'empereur Napoléon. Les rois de Saxe, de Bavière et de Wurtemberg, ainsi que Jérôme Bonaparte, qui déjà était élevé au trône de Westphalie, le grand-duc Constantin, frère d'Alexandre, le prince Guillaume de Prusse, les héritiers présomptifs de Bavière, de Bade et de Darmstadt, les grands-ducs de Saxe-Weimar, de Saxe-Gotha, celui de Vurtzbourg, le duc d'Oldenbourg, et beaucoup d'autres princes, s'y rendirent successivement. On y vit les ministres d'état des premières puissances : les comtes *Romanzoff* et *Speransky*, de la Russie ; le comte de *Goltz*, de la Prusse ; MM. de *Champagny* et *Maret*, ministres de Napoléon ; le baron de *Montgelas*, de la Bavière ; le comte de *Bose*, du *Danemarck*, le comte de *Furs-*

la mesure ! » Alors Napoléon se retira avec Goethe dans un coin de la salle.

tenstein, du royaume de Westphalie; le comte de *Manfredini*, de Wurtzbourg; le comte de *Taube*, de Wurtemberg; le comte de *Beust*, du prince-primat de la confédération du Rhin; le baron de *Thummal*, de Saxe-Gotha; le baron de *Vincent* y arriva de la part de l'empereur d'Autriche; le baron de *Dalberg*, alors ministre de Bade à Paris, et le comte de *Tolstoi*, avaient suivi Bonaparte à Erfurt. *Caulincourt*, ambassadeur de Bonaparte à Pétersbourg; *Bourgoing*, son ministre à Dresde, s'y rendirent également. La réunion dura jusqu'au 14 octobre.

Les deux potentats passèrent plusieurs jours dans les fêtes, ainsi entourés de tous les souverains inférieurs de l'Allemagne, et des rois issus de la fortune de Napoléon. Le plus parfait accord, la plus franche intimité semblaient réunir ces redoutables arbitres du sort de l'Europe. L'empereur français crut avoir enlacé son rival dans les liens de sa politique : toutefois, s'il faut s'en rapporter aux aveux que depuis, dans son exil, il a laissé échapper, il oublia quels immenses avantages pouvait avoir sur lui, dans l'art de dissimuler, un prince assoupli depuis l'enfance aux pratiques des cours; et il fut dupe de la feinte candeur

de son auguste antagoniste, autant que de ses propres illusions.

Les sujets discutés à Erfurt furent, 1°. la diminution des contributions imposées par la France à la Prusse; 2°. l'admission du duc d'Oldenbourg dans la confédération du Rhin; 3°. la paix avec l'Angleterre; 4°. les relations de la France avec l'Autriche; 5°. enfin, les affaires de Turquie.

La détermination prise relativement à ce dernier objet ne fut point rendue publique; mais on pensait généralement que déjà, à Tilsitt, le partage de cette riche contrée avait été arrêté par un article secret : or, suivant cet article, le démembrement aurait été convenu ainsi qu'il suit, entre la Russie, l'Autriche et la France :

On laissait au sultan sa capitale avec la portion de territoire délimitée par la mer Noire, la Propontide, la mer Égée, et par une ligne dont les points extrêmes étaient Varna et Salonique. Napoléon prenait toute la partie comprise entre cette ligne, les côtes de l'Adriatique, et une autre ligne qui de Trannik en Bosnie se dirigeait sur Varna; c'est-à-dire qu'il s'appropriait une partie de la Bosnie, toute l'Albanie, l'ancienne Grèce,

partie de la Macédoine et de la Bulgarie. La Russie s'était réservé les deux provinces tributaires, la portion de la Bulgarie et de la Romélie laissée en dehors par la ligne de démarcation de Napoléon. Enfin, la Servie et la Bosnie septentrionales formaient le lot de l'Autriche. Un homme d'état, que ses travaux diplomatiques et la confiance de l'empereur autorisaient à donner son avis sur des sujets de cette importance, fit observer à l'empereur français, la carte sous les yeux, qu'il serait dans l'obligation de conquérir en entier la portion qu'il s'était adjugée; en outre, que l'étendue de sa ligne d'opération, le climat, surtout le caractère indomptable et les habitudes belliqueuses des habitans, lui occasionneraient une consommation d'hommes plus considérable encore que celle où le jetterait infailliblement une conquête aussi épineuse. Napoléon se laissa persuader par ces diverses considérations, et biffa l'article du traité de Tilsitt à l'entrevue d'Erfurt. (1)

---

(1) Il est probable que plusieurs autres objets ébauchés à Tilsitt étaient déjà abandonnés à Erfurt. Napoléon prévoyait, depuis l'affaire de Baylen, qu'il aurait une terrible lutte a soutenir en Espagne, et ne souhaitait du reste de l'Europe que le *statu quo*.

Avant de quitter Erfurt, les deux souverains écrivirent collectivement au roi d'Angleterre, pour l'inviter à la paix au nom des intérêts de ses propres sujets (1). Le ministère britannique répondit à ces vagues propositions

---

(1) Voici cette lettre :

« Sire, les circonstances actuelles de l'Europe nous ont réunis à Erfurt. Notre première pensée est de céder aux vœux et aux besoins de tous les peuples, et de chercher, par une prompte pacification avec V. M., le remède le plus efficace aux malheurs qui pèsent sur toutes les nations. Nous en faisons connaître notre sincère désir à V. M. par cette présente lettre.

La guerre longue et sanglante qui a déchiré le continent est terminée, sans qu'elle puisse se renouveler. Beaucoup de changemens ont eu lieu en Europe; beaucoup d'États ont été bouleversés. La cause en est dans l'état d'agitation et de malheur où la cessation du commerce maritime a placé les plus grands peuples. De plus grands changemens peuvent encore avoir lieu, et tous contraires à la politique de la nation anglaise. La paix est donc à la fois dans l'intérêt des peuples du continent comme dans l'intérêt des peuples de la Grande-Bretagne.

Nous nous réunissons pour prier V. M. d'écouter la voix de l'humanité, en faisant taire celle des passions; de chercher, avec l'intention d'y parvenir, à concilier tous les intérêts, et par là garantir toutes les puissances qui existent, et assurer le bonheur de l'Europe et de

en des termes également généraux, protestant de son sincère désir de la paix à des conditions qui pussent la rendre compatible avec la tranquillité et la sûreté de l'Europe ; et la première de ces conditions était, selon lui, que si des négociations générales venaient à s'ouvrir, les alliés de l'Angleterre, c'est-à-dire le Portugal, la Sicile, la Suède, et l'Espagne alors gouvernée par une régence au nom de Ferdinand VII, y fussent admis et représentés. Là dut se borner cette tentative si vaine de pacification.

Cette lettre collective fut expédiée, au nom de chacun des deux souverains, par leurs ministres respectifs au département des affaires étrangères, M. de Champagny et M. de Romanzoff, qui écrivirent aussi chacun de leur côté une lettre d'accompagnement. L'un et l'autre faisaient valoir la grandeur et la sincérité de cette démarche : « On ne pouvait, disaient-ils, attribuer à faiblesse le résultat de l'intime liaison des deux plus grands monarques du

---

cette génération à la tête de laquelle la Providence vous a placé.

Signés, NAPOLÉON.
ALEXANDRE.

continent, unis pour la paix comme pour la guerre ». Il paraît que le ministre français, particulièrement, insista beaucoup trop sur cette considération; ce qui en effet se réduisait à dire : « Nous sommes très forts, acceptez donc la paix que notre magnanimité vous offre », et c'est ce qui lui a depuis été reproché comme une des gaucheries les plus notables de sa faible diplomatie. Au reste, les deux ministres proposaient pour base des négociations provoquées l'*uti-possidetis*, ou tel autre principe fondé sur la justice et sur la réciprocité et l'égalité qui doivent régner entre les nations.

La lettre collective n'obtint pour réponse qu'une note de M. Canning qui fut transmise à l'ambassadeur de Russie à Paris, avec une lettre d'accompagnement où ce ministre disait. « Quelque disposée qu'aurait pu être « S. M. de répondre directement à S. M. l'em« pereur de Russie, vous ne pourrez vous « empêcher de sentir, monsieur l'ambassa« deur, que par la manière inusitée dont les « lettres signées par S. M. I. ont été rédigées « et qui les a privées entièrement du caractère « d'une communication personnelle, S. M. « s'est trouvée dans l'impossibilité de se servir « de cette marque de respect envers l'empe-

« reur de Russie, sans reconnaître en même « temps des titres que S. M. n'a pas recon- « nus. » Le comte de Romanzoff, qui se trouvait à Paris, répondit directement à cette note par une profession de principes toute contraire et entièrement *napoléonienne*. L'admission au congrès des rois alliés de la Grande-Bretagne ne peut, disait-il, être l'objet d'aucune difficulté; mais on ne peut étendre ce principe jusqu'à admettre des plénipotentiaires des insurgés espagnols. Il annonçait en même temps que son maître avait reconnu Joseph Bonaparte, et qu'il ne séparerait pas ses intérêts de ceux de son allié Napoléon.

M. Canning, répondant à cette note du ministre des affaires étrangères de Russie, exprimait l'étonnement de son maître sur un langage si nouveau dans la bouche du souverain légitime d'un des plus grands empires du monde. Quelle obligation de devoir ou d'intérêt, demandait-il, ou quel principe de politique russe, peut donc avoir forcé S. M. I. à reconnaître le droit que s'est arrogé la France de déposer et d'emprisonner des souverains, ses amis, et d'usurper elle-même la souveraineté des nations loyales et indépendantes? Si tels étaient les nouveaux principes auxquels

l'empereur Alexandre avait engagé l'honneur et les ressources de son empire, et s'il se trouvait uni à la France pour les établir par la force, S. M. voyait avec regret dans ces nouvelles pensées la détermination d'aggraver et de prolonger les maux de l'Europe.

Les négociations furent ainsi rompues, et un message du 15 décembre 1808 en donna avis au parlement d'Angleterre. L'espoir de voir l'Autriche se déclarer bientôt contre la France transpirait dans cette pièce, et n'échappa point aux observateurs attentifs.

Le congrès d'Erfurt se sépara le 14 d'octobre.

Napoléon retourna à Paris, et se précipita vers l'Espagne pour y réparer le mal qu'avait fait l'échec de Baylen. Il s'empara de Madrid; et du sein de cette capitale, croyant pouvoir conquérir tout le royaume par les séductions de la liberté, il lança une foule de décrets contre toutes les vieilles institutions tyranniques sous lesquelles l'Espagne était accoutumée à végéter, et presque immédiatement il rentra dans ses États.

La France semblait alors parvenue à l'apogée de la puissance, et l'Europe en effet ne voyait que deux monarques sur le trône, ne

tremblait que sous deux sceptres éclatans. Des deux, le plus lourd dans la balance était encore celui du Midi. Les volontés de Napoléon avaient cours alors depuis le Tage jusqu'à la Vistule; mais cette énormité de pouvoir, périssable par son excès même (1), devait à la fin succomber sous la ligue des ambitions et des jalousies qu'elle irritait et opprimait, dont elle était à la fois l'émulation et le désespoir. Si les rois de l'Europe avaient pu être vaincus cent fois sans être anéantis, cent coalitions seraient nées sur les débris les unes des autres. Les victoires de Napoléon, quelle que fût l'opinion générale sur la puissance de ses facultés, semblaient une série de coups de dés favorables qui, en s'augmentant, s'approchait de sa fin : et pour attendre cette désirée cata-

---

(1) . . . . Dans l'éclat des victoires,
Cet homme, ignorant Dieu qui l'avait envoyé,
De cités en cités promenant ses prétoires,
Marchait sur sa gloire appuyé.
Sa dévorante armée avait, dans son passage,
Asservi les fils de Pélage
Devant les fils de Galgacus;
Et quand dans leurs foyers il ramenait ses braves,
Aux fêtes qu'il vouait à ces vainqueurs esclaves
Il invitait les rois vaincus.

Victor Hugo.

strophe, il y avait une source inépuisable de patience dans le cœur de ses rivaux.

Parmi tous ceux qu'avaient froissés une longue et onéreuse lutte, la maison d'Autriche invoquait avec plus d'impatience que nul autre le jour des compensations. Mutilée par la paix de Presbourg, humiliée par le renversement de la constitution germanique, cette puissance gardait encore l'espoir de remonter au rang dont elle était déchue. Deux choses pourtant semblaient s'opposer au retour de sa grandeur passée : c'étaient la ruine de ses finances, et la désorganisation de ses forces militaires.

L'archiduc Charles parvint, par ses soins et son activité, à guérir la dernière de ces plaies. Il remonta le moral comme le matériel d'une armée abattue; il la remit sur un pied formidable. La *Landwehr* fut la première des institutions militaires par lesquelles le prince généralissime prépara la restauration de son pays. Idée singulièrement heureuse, et que le peuple accueillit avec le même empressement soit dans les pays autrichiens, soit en Hongrie! Dans ce dernier pays surtout, qui se signala toujours par son courage et par son dévoûment généreux pour d'injustes maîtres, cet

appel national produisit de puissans effets. La diète de 1807 avait accordé au roi 12,000 recrues et les subsides nécessaires pour leur entretien; celle de 1808 porta l'augmentation à 80,000 hommes, et offrit, au besoin, l'organisation d'une insurrection permanente de 80,000 hommes, dont 30,000 de cavalerie nationale.

Lorsque l'empereur français demanda des explications sur le but de ces préparatifs, M. de Metternich, dont la main habile commençait à tenir les rênes de la monarchie autrichienne, parvint aisément à donner le change à M. de Champagny qui avait en France le portefeuille des affaires étrangères. « L'Autriche, écrivait-il, ne veut que se mettre à l'unisson avec ses voisins. Les institutions sociales ont, depuis vingt ans, changé dans la plus grande partie de l'Europe. Tous les États qui se trouvent en deçà de la frontière de l'Isonzo, de l'Inn et de la Bohême, sont devenus éminemment militaires; tous ont adopté les principes d'une conscription qui englobe la totalité de leur population; la conscription française, en un mot, cette institution par laquelle l'empire a fourni tant de ressources, n'est pas seulement mise à exé-

cution dans les deux tiers du continent, elle se trouve former une des bases premières du pacte social et de la constitution de plusieurs nouveaux États, tels que le royaume de Westphalie. Elle vient d'être également introduite dans le duché de Varsovie. La Bavière se donne une constitution, et la conscription y est étendue à l'universalité de ses habitans. Toute l'Italie recrute ses armées par la voie de la conscription. En Autriche, au contraire, la conscription ne peut atteindre que certaines classes; et c'est un vice auquel il a fallu remédier. »

Cette lettre, où le comte de Metternich donnait une preuve de la dextérité que nous lui verrons développer plus tard dans des circonstances d'une bien plus haute importance, finissait par la protestation formelle que les milices organisées n'étaient qu'une *garde nationale sédentaire*, dont l'existence permanente indiquait suffisamment qu'elle n'avait pas été instituée dans des vues hostiles.

M. de Metternich alléguait, en preuve de la sincérité des dispositions pacifiques et amicales de l'Autriche, le refus par lequel, disait-il, on venait de répondre à la propo-

sition d'un parti espagnol puissant qui aurait demandé l'archiduc Charles pour roi. (1)

Cependant toutes ces assurances ne purent encore convaincre Napoléon de la sincérité d'une puissance qui lui devait au lieu d'amitié tant de haine. Dans une audience solennelle qu'à cette époque il donna au corps diplomatique, il adressa de vifs reproches au comte de Metternich sur les préparatifs que faisait sa cour, et bientôt, pour prouver qu'il pressentait la destination de ces armemens, il somma les princes de la Confédération du Rhin de préparer leurs contingens. Des démarches plus directes pour le tranquilliser devenant alors nécessaires, en attendant qu'il fût rentré dans les embarras de sa guerre d'Espagne, l'empereur François lui écrivit pour renouveler solennellement l'assurance de son *inviolable* amitié, en lui répétant tout ce que M. de Metternich avait déjà pu dire sur le but de la *Landwehr*. M. le baron de Vincent, chargé de remettre cette lettre, ajouta les détails les plus propres à confirmer les assertions qu'elle contenait; et Napoléon, finalement convaincu, essuya cette

(1) Voyez Schœll, *Recueil de Pièces officielles*.

défaite diplomatique. Il répondit à l'empereur François d'abondance de cœur, avec affection, et en même temps il écrivit aussi aux princes de la Confédération du Rhin, pour leur dire que d'après les assurances données par l'Autriche, ils pouvaient rappeler dans leurs quartiers leurs contingens respectifs, qu'il ne jugeait plus nécessaires.

Mais il fut obligé de les redemander bientôt, et de reconnaître, non sans indignation, qu'il avait été trompé par l'empereur François, aussi-bien que par le baron Vincent et le prince de Metternich.

L'Autriche fomentait, par ses agens d'Italie, l'insurrection espagnole ; elle trouvait sans cesse de nouveaux prétextes pour reculer la reconnaissance du roi Joseph ; d'un autre côté, cette puissance faisait également cause commune avec les ennemis de la France ; l'ambassadeur autrichien à Constantinople venait de concourir à la réconciliation entre la Porte et la Grande-Bretagne ; enfin, la police de Vienne autorisait la vente de brochures écrites dans le but de renflammer tous les ressentimens nationaux.

Bien que convaincu de l'indomptable duplicité du cabinet autrichien, Napoléon, dont

la funeste guerre d'Espagne absorbait les soins et dévorait les forces, chercha à ramener l'Autriche à d'autres dispositions, par l'entremise de l'ambassadeur russe, le comte de Romanzoff, qui se trouvait à Paris. L'arrangement proposé par ce ministre, au nom de l'empereur Napoléon, aurait uni la France, la Russie et l'Autriche par les liens d'une triple alliance : il aurait donné à l'Autriche, pour sûreté de l'intégrité de son territoire, la garantie de la Russie contre les entreprises de la France, et celle de la France contre les entreprises de la Russie ; la garantie de l'Autriche aurait été acceptée par les deux autres puissances. Mais l'Autriche, excitée pas l'espoir de ressaisir, à la faveur des conjonctures, tout ce qu'elle avait perdu, repoussa cette proposition. « La garantie que l'on nous offre du côté de la Russie, écrivait M. de Stadion, alors ministre des affaires étrangères à Vienne, à M. de Metternich, ambassadeur à Paris, tout en compromettant la tranquillité de cet empire, ne saurait cependant, pour de telles circonstances, rien ajouter à la sûreté de l'Autriche. Exposée sans défense à la première agression de la France et de ses alliés réunis, sans moyens en elle-

même pour s'opposer à une invasion préparée contre elle, l'Autriche ne pourrait en appeler à l'amitié et aux engagemens de l'empereur Alexandre que dans le moment où les troupes ennemies seraient déjà établies au centre de la monarchie, et elle aurait succombé avant que les secours que l'empereur lui assure ne fussent arrivés. C'est ainsi qu'elle entraînerait le garant généreux dans sa propre ruine, et qu'elle l'associerait non à son salut, mais à sa perte. »

L'Autriche, après cette inutile négociation, imprima un nouveau degré d'activité à ses préparatifs militaires. L'empereur Napoléon de son côté mit ses troupes en mouvement, en même temps qu'il redemandait les contingens des princes de la Confédération. On continua dans cet intervalle à échanger des notes; mais enfin la cour de Vienne publia sa déclaration ou plutôt son nouveau manifeste contre la France.

Ce manifeste n'articulait aucun fait positif qui eût forcé l'Autriche à prendre les armes. C'était une lourde jérémiade diplomatique, une longue énumération de griefs vagues, de récriminations générales, qui se résolvaient toutes en un mot; l'ambition

insatiable de Napoléon. On lui reprochait de faire peser sa suprématie insolente sur ses alliés : de les traiter comme ses vassaux ; de leur prescrire selon son caprice la paix ou la guerre. On citait des manques de bonne foi, des stipulations non exécutées ; on rappelait la convention par laquelle la France avait forcé l'Autriche à accorder aux troupes italiennes une route d'étape à travers les provinces maritimes de la monarchie ; le refus de rendre Braunau, sous le prétexte que les bouches du Cattaro avaient été livrées aux Russes ; l'établissement de la Confédération du Rhin, par laquelle l'Empire germanique se trouvait anéanti ; l'occupation par les troupes françaises des provinces cédées par la paix de Tilsitt, de manière que les frontières de l'Autriche se trouvaient continuellement menacées ; la convention de Fontainebleau du 10 octobre 1807, par laquelle on lui avait imposé de nouveaux sacrifices ; enfin, l'obligation de fermer aux Anglais les ports de l'Adriatique au grand détriment des finances et du commerce des États autrichiens.

Le manifeste parle ensuite de la demande qui avait été faite de reconnaître immédiatement le frère de Napoléon comme roi d'Es-

pagne, en promettant, en retour, la sortie des troupes françaises de la Silésie. Il parle de la lettre écrite de Valladolid par le souverain français aux princes de la Confédération du Rhin; du déchaînement de journaux français contre la maison d'Autriche. Répondant enfin à la question élevée par Napoléon, *que veut l'Autriche?* il dit : « L'Autriche n'aspire qu'à la paix, et ne veut qu'être assurée de sa tranquillité; mais elle aspire à une paix véritable, qui, au lieu d'être journellement interrompue par des menaces, par des dispositions hostiles et par des exigences étrangères, permette aux peuples de l'empereur de jouir en repos des bienfaits d'une administration paternelle, et lui permette à lui-même de jouir du bonheur de ses peuples. »

Cet amas de phrases officielles déguisait inutilement le vrai motif de la guerre, c'est-à-dire le désir de remonter du rang de puissance du second ordre, où ses revers avaient fait descendre l'Autriche, au rang que lui donnait jadis sur les nations allemandes la suprématie impériale. Soutenue par les instigations et les subsides de l'Angleterre, non encore désabusée par neuf années de revers

presque continus, sur l'incapacité de ses généraux, l'Autriche était d'ailleurs encouragée par les résultats de la magnanime résistance des Espagnes; mais si les habitans de ces belles et malheureuses contrées manquaient aussi de chefs expérimentés, ils avaient du moins cet instinct généreux et ce fanatisme patriotique qui peuvent suppléer à toute habileté.

L'Autriche n'avait pas dans son sein la moindre étincelle d'une flamme pareille. Ses généraux sans capacité n'avaient jusque-là conduit au combat que des bataillons sans dévoûment. Le prince Charles venait de réveiller la nation du sommeil stupéfiant de la servitude, aux noms inouïs de patrie et de liberté : ce n'était qu'avec le prestige des idées nouvelles, des idées dominantes en Europe, qu'il était parvenu à organiser la *Landwehr;* mais cette tentative était vue de mauvais œil par l'aristocratie la plus immobile qu'il y ait en Europe.

La cour de Vienne publia bientôt un autre manifeste plus étendu qui n'était qu'une répétition du premier, et où l'on remarqua un passage qui déchira en partie le voile dont on avait enveloppé les projets convenus entre

la France et la Russie, au sujet de la Porte ottomane.

« Les vastes desseins du gouvernement français, était-il dit dans cette pièce, se développèrent (après le traité de Presbourg) sous une forme nouvelle, et en apparence moins hostile pour l'Autriche. On fit à S. M. I. des insinuations tendantes à dissoudre un grand empire voisin, et à en partager d'avance les dépouilles; insinuations d'autant plus inattendues pour S. M. qu'elles lui venaient de la part d'un cabinet qui jusque-là n'avait négligé aucune occasion pour proclamer la conservation de ce même empire, comme une des bases de son système politique. L'entreprise proposée renfermait en elle un principe d'injustice si révoltant, que ce seul motif eût suffi pour en détourner l'empereur; mais une saine politique et le véritable intérêt de sa monarchie lui défendaient également d'y concourir. L'augmentation de territoire qui aurait pu en revenir à S. M. ne lui aurait paru qu'un avantage illusoire, tandis qu'un résultat plus réel et plus certain aurait été l'admission d'une armée française dans l'intérieur de ses États. » Voilà donc une autre preuve qu'il avait réellement été question à

Erfurt du partage de l'empire ottoman : mais en voyant l'Autriche refuser d'y prendre part au nom des grands principes de la justice et de la morale, on doute presque que ce soit la même puissance, le même cabinet par qui la première pensée du partage de la Pologne fut peut-être suggérée. Ainsi l'Autriche, qui s'était gorgée du sang et des dépouilles des Polonais chrétiens, refusait déjà, par scrupule de conscience, de tirer l'épée contre le musulman infidèle, usurpateur du sol où fut fondée l'Église primitive! Prosternons-nous devant ces mystères de la morale des rois; mais toujours ne cherchons ici les causes de la probité et de la pudeur inusitées du cabinet autrichien que dans le sentiment exprimé par les derniers mots du passage que nous venons de citer : la crainte *de l'admission d'une armée française dans l'intérieur de ses États*. Nous le verrons plus tard, et dans la suite des événemens que nous avons à retracer, interpréter les lois de la justice d'une manière plus conforme à ses maximes habituelles. Seulement lorsqu'il sera question de la Turquie, sa rapacité sera dominée par le danger d'ouvrir tout son flanc oriental aux agressions possibles d'un ennemi trop puissant.

L'Autriche avait compté sur les subsides de l'Angleterre et sur les secours de la Russie; mais l'assistance de cette seconde puissance lui manqua, comme nous venons de le dire. Elle resta livrée à ses propres forces devenues plus considérables, à la vérité, qu'il n'était possible de l'imaginer, au prix de l'épuisement de sa population active.

Après les manifestes que nous venons de citer, l'Autriche en fit de nouveaux pour exalter encore plus le patriotisme de ses peuples. Il est à remarquer que de notre temps tous les chefs de nations ou d'armées ont eu une grande confiance dans la puissance de la parole, parce qu'ils avaient vu les prodiges qu'elle avait préparés en France, soit à l'intérieur, soit dans les camps. Mais il y a loin des discours qu'un tribun passionné ou un général valeureux improvisent à la tête de leur faction ou de leur armée, et en présence du danger, aux harangues plus ou moins classiques que des diplomates méditent au fond du cabinet. D'ailleurs il ne suffit pas de l'orateur, il faut encore un auditoire. Il faut des esprits préparés à entendre, à croire et à s'enflammer. Tous ces artisans d'éloquence factice oubliaient et leur position et l'état des

peuples auxquels ils s'adressaient. Aussi ce fut en vain que les proclamations autrichiennes s'adressèrent aux Allemands et parlèrent des intérêts de l'Allemagne.

Il n'existait plus d'Allemagne, si ce n'est dans un sens géographique. Depuis long-temps les habitans de ce pays n'avaient plus d'intérêts communs; il régnait des haines héréditaires et des jalousies entre les différentes nations d'origine teutonique. L'Autriche n'avait pas inspiré une confiance capable de réunir ces peuples sous sa bannière, et il était impossible qu'elle se fît illusion sur l'impression que les proclamations devaient produire. En lisant ces pièces on croit s'apercevoir de la gêne qu'éprouvaient leurs rédacteurs. « Au lieu de l'énergie que respirent les proclamations espagnoles, on ne remarque dans celles de l'Autriche qu'une pompe affectée; c'est que les premières sont dictées par la passion, tandis que dans les autres il s'agit d'une idée abstraite, et qu'un enthousiasme factice y domine ». (1)

La plupart des souverains de la Confédération du Rhin répondirent à ces proclamations

(1) Fréder. Schœll, *Histoire des Traités de paix.*

par des déclarations de guerre ; et la Bavière, attaquée elle-même, se mit la première en mouvement. Les rois de Wurtemberg et de Saxe ne furent pas moins prompts.

La masse des troupes françaises qui occupaient les provinces allemandes au commencement de cette guerre, se composait : 1°. du corps de Davout à Ratisbonne ; 2°. du corps de Masséna, à Ulm ; 3°. de celui d'Oudinot, à Augsbourg ; 4°. de trois divisions bavaroises, du prince royal à Munich, de Deroy à Landshut, de Wrède à Straubing ; toutes trois sous le commandement du maréchal Lefebvre ; 5°. de la division wurtembergeoise à Heidenheim, sous les ordres de Vandamme ; 6°. de la Grande-Armée, dont le quartier-général était à Strasbourg. C'était un total de deux cent douze mille hommes, non compris les Saxons commandés par Bernadotte, et les Polonais marchant sous les ordres de Poniatowski. Trois autres corps formant soixante-dix mille hommes, et commandés par Macdonald, Grenier et Baraguay d'Hilliers, occupaient l'Italie frontière et menaçaient l'Autriche en s'avançant sur le Tyrol. C'est aussi de ce côté que les hostilités commencèrent ; c'était le pays le plus dévoué et le plus capable d'une guerre

nationale, d'une vaste insurrection, et le marquis de Chasteler y fut reçu avec transport.

Malgré tant de préparatifs et tant d'efforts, il était réservé à l'Autriche de succomber encore une fois. Ses généraux furent successivement et complétement battus, à Tann, Abensberg, Eckmülh et Ratisbonne : Vienne fut occupée par les Français après une campagne de vingt jours.

Pendant le rapide cours de ces victoires, la Russie, pour être fidèle au traité de Tilsitt et aux promesses plus récentes faites à Erfurt, déclara la guerre à l'Autriche. Cette détermination avait été annoncée déjà par un article officiel de la Gazette de la cour de Pétersbourg, publié à la fin d'avril. « La paix entre la France et l'Autriche, y disait-on, qui depuis long-temps était douteuse, a été rompue. Les Autrichiens sont entrés dans le duché de Varsovie et dans les États de Saxe et de Bavière. Le flambeau de la guerre est de nouveau allumé sur le continent, et d'après l'enchaînement des circonstances toutes les puissances européennes doivent de nouveau y prendre part.

« Les armemens de l'Autriche ont amené cette guerre. La Russie ne pouvait les envi-

sager d'un œil indifférent; tous les moyens ont été employés pour étouffer la guerre dans sa naissance; on est allé jusqu'à offrir la garantie de la Russie pour la possession tranquille des États autrichiens; on a déclaré en même temps qu'en vertu de l'alliance subsistante avec la France, toute tentative pour changer l'ordre de choses actuel serait regardée comme une violation des droits fondés sur les conventions qui réclament l'appui des armes.

« L'Autriche ne rejeta pas ces ouvertures pacifiques, mais elle prétendit qu'elle ne prenait que des mesures défensives qui n'avaient leurs motifs que dans la crainte de dangers possibles à l'avenir; qu'elle ne faisait qu'une guerre défensive, et que de son côté elle ne romprait pas la paix.

« Les événemens ont prouvé combien peu on pouvait se fier à ces assurances. Les mesures de défense, augmentées sous main, finirent par devenir offensives. A la place de la crainte qu'on affectait, on développa des plans ambitieux, et avant une déclaration de guerre on s'empara d'États étrangers. L'Autriche, qui sait très bien comment la Russie se conduira dans ces circonstances, se met au-dessus de toutes les considérations, aime mieux re-

noncer à l'amitié de la Russie, et porter la guerre sur nos frontières que de se désister de ses projets ambitieux.

« En conséquence, la légation russe à Vienne a reçu l'ordre de quitter cette capitale ; et on a déclaré à l'ambassadeur d'Autriche, à Saint-Pétersbourg, que sa mission diplomatique avait cessé, et que toutes relations avec lui et sa cour étaient rompues. »

Nous avons rapporté cet article en entier, parce qu'il exprime assez fidèlement, d'une part, la mauvaise humeur de la Russie de ce qu'il se trouvait une puissance en Allemagne qui voulût agir autrement qu'elle ne faisait, et qui songeât à s'affranchir de l'alliance par elle-même acceptée; et qu'il montre, d'un autre côté, quelle avait été la marche suivie par l'Autriche depuis qu'elle méditait une rupture.

Des démonstrations véritablement hostiles suivirent de près cette sorte de déclaration officielle. Le prince Serge Gallitzin entra en Gallicie dans les premiers jours de mai, après avoir publié une proclamation qui n'était qu'un commentaire embarrassé du morceau que l'on vient de lire.

Cependant, et quoique la Russie se déclarât

si formellement obligée de prendre part à la guerre, l'armée commandée par le prince Gallitzin sembla ne s'être approchée du théâtre des hostilités que pour faire simplement acte de présence. La lenteur de sa marche, l'indécision de ses mouvemens n'étaient pas de nature à satisfaire les exigences de l'alliance *solennelle*, que l'on venait de tant préconiser à l'Autriche. Qu'était-ce d'ailleurs que cette armée? S'il faut en croire le rapport qui fut fait à Napoléon deux ans plus tard par un de ses ministres (1), le prince Gallitzin n'était entré en Gallicie qu'avec quinze mille hommes, au lieu de cent cinquante mille que la Russie avait dû fournir. Toutes ces circonstances étaient assurément moins propres à garantir la bonne foi de la Russie, qu'à rappeler ce qu'avait dit peu auparavant un ministre autrichien, M. de Stadion, sur l'inefficacité de toute garantie que le cabinet de Saint-Pétersbourg pourrait offrir à l'Autriche pour la conservation de son indépendance.

L'occupation de Vienne, qui semblait devoir être le terme naturel de la guerre, n'en fut

(1) Il est ici question d'un rapport du duc de Bassano sur la conduite de l'Autriche, qui fut fait en 1812.

qu'un événement. Le temps était venu où les souverains devaient apprendre à sacrifier leurs métropoles pour sauver leurs empires. Au moment où le maréchal Lefebvre venait d'occuper Inspruck, l'archiduc Charles, ayant eu le talent d'attirer Napoléon dans les îles que forme le Danube au-dessous de Vienne, fit chèrement payer à son adversaire la victoire d'Essling. Les ponts avaient été rompus derrière les Français assaillans. Ils restèrent tout un jour sous le feu d'une artillerie formidable, composée de près de trois cents pièces qui tirèrent dans cette première journée cinquante mille coups tant à boulet qu'à mitraille. Près de vingt mille Français tués ou blessés, dont trois généraux et l'intrépide maréchal Lannes, acquittèrent les tristes lauriers d'Essling.

La bataille de Raab, gagnée le mois suivant contre l'archiduc Jean, qui, chassé du Tyrol, avait effectué sa retraite en Hongrie; celle de Wagram contre l'archiduc Charles, qui fut presque aussi disputée et plus terrible que celle d'Essling, achevèrent cette campagne, où l'Autriche se réhabilita, à force de sang, des revers et des fautes continuelles de ses généraux depuis la première coalition.

L'armistice de Znaïm assura plutôt qu'il

n'arrêta les succès de l'armée française; car, au moment où l'empereur d'Autriche prit la subite résolution de poser les armes et de demander la paix, la Bohême n'était point encore entamée, et pouvait, de même que la belliqueuse Hongrie, devenir un champ de bataille dangereux pour les Français. Une contribution de près de deux cents millions de francs fut provisoirement frappée sur les pays conquis de l'Autriche, et de plus importans résultats de cette guerre commencèrent à se négocier.

Par le traité qui fut le mois suivant signé à Schoenbrunn, l'Autriche céda soit à Napoléon, soit à la Confédération du Rhin, diverses villes d'Allemagne et d'Italie, avec leurs dépendances; elle fut dépouillée, en faveur du duché de Varsovie, de toute la Gallicie occidentale et de la ville de Cracovie; enfin elle abandonna à la Russie un territoire dont la population était évaluée quatre cent mille âmes. L'empereur d'Autriche reconnut en outre les droits que Napoléon s'arrogeait sur les monarchies du midi de l'Europe, adhéra à son système continental, et renonça à toutes les contrées comprises sous le nom de Provinces Illyriennes. Tous ces sacrifices n'étaient

pourtant encore que le prélude d'un sacrifice plus grand et d'une alliance plus intime. Les rochers du Danube étaient encore teints du sang de milliers de soldats de part et d'autre tombés victimes des inimitiés de leurs maîtres, que les deux potentats, par lâcheté d'un côté, et par ambition de l'autre, parlaient d'unir leurs familles! Une archiduchesse fut le prix de la restitution de quelques territoires; mais cet illustre hymen, de sinistre présage, signala le point culminant d'où devait déchoir la fortune d'un grand homme qui, trahissant sa destinée et les vœux de la France, se faisait ainsi un bonheur de parvenu! Depuis, lorsque la fortune l'eut renversé, reconnaissant la faute capitale qu'il avait faite après Wagram de ne pas abattre davantage la maison d'Autriche, de ne pas morceler cette puissance en plaçant sur trois têtes différentes les trois monarchies qui la composent, il s'est écrié avec douleur : Ce mariage m'a perdu!

CHAPITRE XI.

(1809 ET 1810.)

Les deux années que nous venons de parcourir, quoique remplies par des événemens d'une haute importance politique, ne furent pas moins fécondes que celles qui les avaient précédées en améliorations administratives et en réformes réglémentaires. D'abord, on s'occupa de l'organisation des pays nouvellement acquis et incorporés. Une diète générale pour la Finlande fut convoquée à Umeo le 10 de mars 1809; l'empereur s'y rendit en personne, et il institua un conseil de gouvernement pour cette province. Quant aux États héréditaires d'Alexandre, le plus important des objets qui attirèrent son attention, fut la suite des travaux de la commission chargée depuis cinq ans de la rédaction d'un nouveau code de législation civile pour l'empire. Plus de cent mille roubles avaient été absorbés jusque-là par le salaire des légistes examinateurs, sans que le résultat de leurs efforts répondît aucunement aux espérances

que l'on avait conçues; la commission fut en conséquence refondue et réorganisée.

Le travail relatif à l'abolition de la servitude des paysans fut poursuivi avec activité. Il y avait urgente nécessité d'un changement presque total dans la condition de ces infortunés, surtout vers les provinces frontières, parce qu'ils y émigraient presque tous (1). En même temps on assujettit au choix d'une résidence fixe les troupeaux de Bohémiens qui inondaient les provinces du sud.

D'autres ordonnances d'une grande sagesse coupèrent quelques branches luxuriantes et parasites de l'arbre monarchique; ainsi les chambellans, l'espèce de valets de cour la plus inutile et la plus surannée, furent contraints à prendre un service actif sous le délai de deux mois. « Leurs titres, portait « l'ordonnance, ne seront, à dater de ce mo« ment, qu'une distinction de cour, et ne « pourront leur conférer aucun rang mili« taire ou civil. »

---

(1) Ce fait de l'émigration des paysans russes là où l'émigration leur est possible, nous paraît une réfutation péremptoire de l'opinion de ceux qui pensent qu'à tout prendre le paysan russe est passablement heureux.

Un autre ukase établit que tout postulant d'emploi dans le service civil serait tenu de soutenir les examens académiques prescrits pour les langues, la jurisprudence, l'histoire et les mathématiques. Jadis on appliquait indistinctement le premier venu à des fonctions quelconques : on disait à un individu pris au hasard, tu feras cela, et c'est à la peur qu'on laissait le soin de développer le talent. La sagesse éclairée d'Alexandre comprit que la source de la grandeur morale d'un État, c'est que chacun y prenne rang et y soit employé conformément à la nature de ses capacités démontrées.

Toutes ces mesures prises dans l'intérêt de la vie morale de l'empire étaient excellentes; mais en attendant, sa vie matérielle, privée du commerce qui en est l'organe et le véhicule, avait cruellement à souffrir de la guerre avec l'Angleterre. La Russie était affaiblie évidemment par les efforts qu'elle venait de faire. Alexandre se vit forcé, pour adoucir le sort de ses peuples, de fermer les yeux sur quelques atteintes portées à la trop grande sévérité des réglemens prohibitifs. Ces modifications au système qu'il avait embrassé d'accord avec l'empereur français, et

qui ne furent pas ignorées de celui-ci, figurèrent au nombre de ses griefs, lorsque bientôt s'altéra l'harmonie qui semblait régner dans leurs communes résolutions.

La Russie avait été victorieuse contre les Suédois, les Turcs et les Persans; et l'acquisition du beau district de la Gallicie n'avait coûté que des proclamations et quelques marches forcées pour prendre possession de Cracovie, la capitale, avant les Polonais qui venaient de concourir aux victoires de l'armée française. Mais la guerre la plus heureuse porte toujours un coup funeste à la force d'un pays où la population est si peu en rapport avec l'étendue du territoire. La réalité de ce mal, quant à la Russie, était considérable, et elle fut complétement révélée, lorsque par un ukase du 29 septembre 1809 une nouvelle levée d'un homme sur cent individus mâles fut ordonnée pour porter au complet l'armée et la flotte.

Or cette nécessité de recompléter les cadres de l'armée, et d'entretenir les forces militaires de l'État sur un pied imposant, en obligeant le gouvernement d'agrandir les attributions d'une fiscalité déjà oppressive, signala une autre plaie encore plus profonde,

encore plus funeste, et le véritable cancer de la Russie; nous voulons dire l'état désespéré de son crédit et de ses finances.

La date de ce malaise financier est déjà ancienne. Il faut remonter au règne déprédateur de Catherine, pour trouver la source d'où est tombé ce torrent de papier monnaie qui a inondé la Russie, et l'a stérilisée après lui avoir procuré quelques instans d'un bien-être trompeur. En mettant à part cette cause, on pourrait encore dire que les inconvéniens attachés à tout gouvernement absolu, les exemptions pécuniaires de la noblesse, et plus que tout cela le médiocre mouvement de l'industrie et du commerce, même en temps de paix, placent ce vaste empire dans un rang très secondaire de l'échelle politico-financière suivant laquelle les États sont aujourd'hui classés. C'est un géant qui a le pouls faible, soit parce qu'il n'a pas assez de sang dans les veines, soit parce qu'il y a trop loin du principal centre vital, du cœur, aux extrémités. Alexandre était au moins pénétré de cette vérité; il savait tout ce que l'opinion de sa puissance devait au prestige de l'éloignement, tout ce qu'il y a de vide et de creux dans ses supports. Aussi de tous les grands objets de

l'administration publique (1) c'est celui qui parut exciter le plus fortement sa sollicitude ; et il faut avouer qu'elle ne fut pas sans résultat; mais de tous les obstacles qui s'opposaient à ses vues réparatrices, le plus grand, sans contredit, était précisément le système politique qu'il venait d'adopter, puisqu'il fallait retrouver d'un autre côté ce qu'on ne pouvait plus demander à l'industrie commerciale entravée. Les relations avec l'Angleterre n'étaient pas complétement suspendues ; toutefois le commerce de contrebande qui se faisait dans les ports de la Baltique et de la mer Blanche ne profitait qu'à une poignée de hardis spéculateurs; le cri général demandait le rétablissement de ces relations au profit de tous. Dans cet état de choses, tous les rapports publiés par le gouvernement, toutes les protestations sur son adhésion rigoureuse au système continental, étaient considérés comme de pures jongleries. Le bon sens public répugnait à croire le gouvernement capable d'une bonne foi qui le ruinait : c'est sous ce point de vue que furent envisagés et l'ordon-

(1) *Voyez* à la fin de l'ouvrage la note relative à la situation financière actuelle de la Russie.

nance du 22 mai, relative au commerce avec le Brésil, qui prohibait provisoirement l'importation des produits du Portugal, et le rescrit impérial qui prononçait la confiscation des cargaisons d'un grand nombre de vaisseaux venus de Ténériffe.

Au-dehors, ces mesures pouvaient paraître autant d'hommages rendus aux principes du système de Napoléon, et par conséquent elles fournissaient autant de probabilités de la durée de la paix avec lui.

Malgré cet embarras des finances, l'empire possédait d'immenses ressources, dont un emploi judicieux combiné avec une stricte économie pouvait bientôt relever le crédit de l'État. Voici un exemple de ces ressources : les mines de l'empire appartenait à l'État ou à des particuliers donnaient un revenu total de trente millions de roubles. Le gouvernement emportait pour sa part un bénéfice clair de plus de six millions et demi de roubles; quoique ses frais d'exploitation ne s'élevassent pas à deux cent mille roubles.

Le 25 février de cette année un manifeste impérial, signé par le comte de Romanzoff, chancelier de l'empire, annonça que par l'effet des mesures décisives qui avaient été adoptées,

les revenus ordinaires avaient été augmentés de plus de cent millions de roubles, et que le gouvernement pouvait non seulement faire face à toutes les dépenses de l'année sans recourir à de nouvelles taxes, mais même réduire quelques unes des anciennes.

Une nouvelle ordonnance de commerce fut publiée, laquelle, ainsi que le nouveau tarif des douanes, était destinée à favoriser les manufactures nationales, en encourageant l'exportation, et en bornant l'importation des produits étrangers et des objets manufacturés, au moyen de rigoureuses prohibitions ou de droits considérables. Le commerce maritime offrait une grande diminution, comparé avec celui des années précédentes; mais le commerce intérieur de l'empire, fait avec les tribus indépendantes des provinces d'Asie, s'était beaucoup étendu; par exemple, la célèbre foire de Makarjew fut suivie d'une manière remarquable, et la valeur des marchandises qui y furent apportées s'éleva à plus de cinquante-trois millions de roubles, dont quarante-deux millions provenaient des manufactures de la Russie.

D'heureux effets commencèrent alors à se faire sentir, résultant de la résolution pleine

d'humanité qu'avait prise le gouvernement d'accorder aux vassaux de la couronne le droit d'acquérir des propriétés territoriales, conformément aux principes de l'ukase de 1801; des terres, pour la valeur de près de six millions de roubles, avaient été acquises par des personnes qui anciennement n'auraient pas pu les posséder. Plus de la moitié fut achetée par des marchands, et plus d'un tiers par les vassaux de la couronne. Le nombre des paysans devenus libres depuis 1803 jusqu'en 1811 s'approcha, d'après des rapports officiels, de treize mille cinq cent soixante-quinze mâles.

De grands éloges sont dus soit à des particuliers, soit au gouvernement, pour la fondation d'institutions utiles ou charitables durant le même laps de temps. Parmi ces institutions, le lycée qui fut fondé par l'empereur lui-même à Tzarskoe-Selo, mérite une mention particulière; il devait jouir des mêmes priviléges que les universités, il était destiné à l'éducation des jeunes gens qui voudraient parvenir à des offices importans dans l'État. On ne pourrait y recevoir que des écoliers d'une conduite éprouvée, et ayant déjà un fonds d'instruction. L'âge d'admission était

depuis douze ans et au-dessus, et le séjour dans le lycée, de six années. Après ce temps, les élèves seraient employés dans le service civil ou militaire, selon leurs dispositions particulières. Aujourd'hui cet établissement compte quatorze maîtres, qui enseignent les langues russe, allemande et française; la morale, les mathématiques, la physique, l'histoire, les belles-lettres, etc. La discipline et le système des récompenses et des punitions dans cette admirable institution, méritent d'être offerts comme modèle à des pays plus éclairés. Alexandre se plaisait à surveiller, à diriger lui-même ce lycée et les élèves. Ce bel établissement fut malheureusement consumé par le feu, avec une partie du palais, en 1820.

La littérature russe a fait des progrès très rapides au commencement de ce siècle. Seulement dans les dix premières années il a été publié treize cent quatre ouvrages, au nombre desquels on compte près de huit cents écrits originaux. Parmi les ouvrages traduits, deux cent soixante-deux l'étaient du français, cent quatre-vingt-quatorze de l'allemand, et vingt-quatre de l'anglais. Les publications anonymes étaient au nombre de sept cent

quarante-deux ; parmi les auteurs nommés se trouvaient dix princes, six comtes, dix-neuf prélats, etc. Un huitième des auteurs étaient des ecclésiastiques, mais la majeure partie des écrivains appartenait à la noblesse héréditaire. Le catalogue faisait mention de quatre-vingt-quatorze littérateurs de profession, et portait aussi le nom de cinq auteurs femmes.

Nous allons maintenant rentrer dans le tumulte des contestations armées, et poursuivre le récit de cette longue lutte, qui devient encore plus grande et plus terrible à mesure qu'elle s'approche du dénoûment. Mais avant de nous engager de nouveau dans les débats européens, il est indispensable de voir ce qui se passait du côté de l'Orient depuis la fin de 1809.

L'envoyé de Vienne à Constantinople avait uni ses efforts à ceux de l'ambassadeur anglais, pour obtenir un traité qui n'était pas moins dans les vues de l'Autriche, au moment où elle se préparait secrètement à reprendre les armes contre la France, au mépris du traité de Presbourg. L'ambassadeur de Russie fit des représentations, et M. de Latour-Maubourg, qui venait de succéder à Sébastiani, adressa au reiss-effendi une note menaçante;

mais le sultan et les ministres sur lesquels Sébastiani avait pris de l'ascendant n'existaient plus.

Bientôt son influence fut entièrement prédominante, soit qu'il eût réussi à ouvrir les yeux au divan sur la tiédeur de la France depuis Tilsitt, soit que son or eût corrompu les ministres de la Porte, ainsi que les journaux français l'en accusèrent. Le génie britannique l'emporta, et le nouveau ministre anglais, M. Robert, fut reçu à son débarquement comme nul ambassadeur ne l'avait encore été.

Le traité de paix avec la Russie était cependant toujours en question. Au congrès de Giurgewo avait succédé celui de Iassy; les nouveaux négociateurs russes posaient pour base la cession absolue des provinces situées sur la rive gauche du Danube. Depuis trois ans que la Russie s'était emparée de ces provinces elle avait mis le temps à profit pour s'y établir solidement : elle avait bâti de nouvelles forteresses, mis des garnisons dans toutes celles qui existaient déjà; et maintenant sa demande pouvait ainsi se traduire : « Je suis maîtresse du pays, vous ne pouvez pas m'en chasser, abandonnez-le-moi. »

Cet *ultimatum* ayant été repoussé avec in-

dignation par le divan, la guerre commença par l'attaque simultanée de plusieurs places, qui se rendirent toutes aux Russes, à l'exception de Giurgewo. Ismaïl, l'ancienne et sanglante conquête de Souvaroff, tomba au pouvoir du général Sass, tandis que Mangalia, sur la mer Noire, se rendait également, et qu'une division de l'armée turque se faisait battre à Silistria.

Malgré ces premiers revers, le grand-visir eut le courage d'attendre les Russes dans son camp. Il y fut effectivement attaqué, et s'y défendit avec un courage qui eut un plein succès. Dix mille Russes périrent dans cette journée, la plupart tombés sous le sabre des Albanais et des janissaires, car on se battit principalement à l'arme blanche. Le prince Bagration fut obligé, par cet échec, d'évacuer la Bulgarie.

L'activité des opérations militaires se ralentit après ces événemens. La paix, fruit de la bataille de Wagram, venait d'être signée dans Vienne, et ce traité semblait un acheminement naturel à une pacification générale, parce que la France offrait sa médiation à la Porte pour terminer ses différends avec la Russie; mais ces apparences nouvelles

s'évanouirent promptement. De nombreux renforts russes et turcs arrivèrent sur le théâtre de la guerre, et la campagne de 1810 commença avec le retour de la belle saison. L'armée russe, forte de cinquante mille hommes, obtint de rapides succès. Pajardjik, ville fortifiée, ne put tenir, quoique défendue par dix mille hommes, sous les ordres de Pehlivan-Pacha ; et Silistria, place bien plus importante, éprouvant le même sort, vit pour la première fois arborer sur ses remparts les drapeaux russes. La perte de ces diverses places ouvrit un libre chemin aux généraux russes vers le camp retranché de Schumla.

Schumla est une ville de trente mille âmes de population, située à l'entrée du Mont-Balkan (Mont-Hémus), et par cette raison regardée comme les Thermopyles de la Turquie. Ce qui ajoute à l'importance militaire de cette ville, c'est qu'elle est le point d'intersection des routes de Roustchouk, Silistria, Ismaïl, Varna et autres ports de la mer Noire. Il y a de Schumla à Constantinople quatre-vingt-six heures de marche de caravane.

Le camp de Schumla présentait un front de plus de deux lieues d'étendue, défendu en partie par l'escarpement du terrain, et

du reste par des abatis, des palissades, des rivières et des fossés. Le plan du grand-visir, qui occupait en personne cette position formidable, était de fatiguer, de harceler les Russes, pour les forcer à repasser le Danube. Il était en position de faire face long-temps aux frais d'une telle défense, parce que de nouvelles troupes lui arrivaient incessamment de toutes les parties de l'empire.

Dans un premier combat qui avait eu lieu à Battyn, en avant de Schumla, les Turcs avaient été repoussés dans leurs retranchemens avec une perte d'environ trois mille hommes. Cependant leur confiance dans l'issue définitive de cette campagne fut peu altérée par de si tristes préludes. Ils s'élançaient avec enthousiasme à cette guerre toute nationale, et d'ailleurs ils se croyaient invincibles dans ces défilés du Mont-Hémus, que n'avaient jamais franchi des bannières ennemies depuis la fondation de l'empire.

L'événement ne justifia pas ces espérances. Les Turcs furent forcés dans ces formidables retranchemens, malgré la défense la plus terrible. Leur flottille sur le Danube, battue en même temps et presque entièrement détruite, priva les villes assiégées des vivres et

des munitions qui leur étaient destinées. Roustchouk, Giurgewo, succombèrent, ainsi que toutes les places qui défendent la rive droite du Danube, depuis Ismaïl jusqu'à Sistowa, c'est-à-dire dans une étendue de cent lieues de pays, en remontant le cours du fleuve. Il ne resta aux Ottomans que Widdin et Varna, places plus régulièrement fortifiées que les autres.

Le grand-visir, accablé de tant de revers, fit demander au général Kamenskoi une suspension d'armes. Le chef russe répondit que les hostilités ne cesseraient que par l'abandon de la Valachie, de la Moldavie, et de la portion de la Bessarabie qui appartient encore aux Turcs. Ces prétentions n'étaient point nouvelles; mais il y en avait une autre qui surgissait, comme le fruit de toutes ces victoires; c'était que l'*indépendance* de la Servie fût reconnue, et que le chef des Serviens, Czerni-Georges, fût admis dans cette négociation pour stipuler les intérêts du pays qu'il avait défendu : ces conditions furent rejetées.

La guerre continua en 1811, sous les ordres du général Kutusoff, qui avait remplacé Kamenskoi. Cependant l'empereur Alexandre

ayant été forcé de retirer plusieurs divisions de son armée de Turquie, pour en former une armée d'observation en Pologne, le général Kutusoff dut se borner à une guerre défensive; et, content de pouvoir se maintenir dans la partie la plus importante du pays conquis, il évacua même la Bulgarie.

Cette sorte de retraite ayant relevé le courage des Turcs, ils osèrent repasser le Danube et rentrer en Valachie. De nouveaux désastres, à la suite de ces tentatives, contraignirent le grand-visir à renouveler sa demande d'une suspension d'armes afin de traiter de la paix, et il s'efforça en même temps de disposer son gouvernement à des sacrifices sans lesquels il paraissait impossible de l'obtenir. Mais dans le divan, la majorité vota pour le rejet absolu de toute négociation ayant pour base une cession quelconque de territoire. Le mauvais état des affaires fut imputé à l'incapacité ou à l'imprudence du visir, et il fut question de former un nouveau camp à Schumla. Le grand-seigneur prit en effet des mesures vigoureuses pour rassembler tous les hommes en état de porter les armes, et les diriger sur le Mont-Hémus. Le grand-visir fut bientôt en état de reprendre l'offensive et de rétablir sa

réputation militaire, à la tête de quatre-vingt mille hommes.

Cependant un congrès formé à Bucharest poursuivait ses conférences; la Russie ne voulant se relâcher de ses prétentions sur aucun point, elles allaient être définitivement terminées. La Porte se préparait avec une activité fort inusitée chez elle à soutenir la guerre, lorsque la rupture de la paix entre la France et la Russie vint encore une fois changer les dispositions de cette dernière puissance.

Dès-lors M. d'Italinsky ne fut plus le même au congrès de Bucharest; mais changeant de ton et de langage avec une souplesse merveilleuse, et renonçant à la Valachie et à la Moldavie, il demanda seulement que la rivière du Pruth fût désormais considérée comme la limite des deux empires. Il n'insista que sur la prompte conclusion de cet arrangement. Le temps pressait en effet, car la moitié de l'armée russe venait de recevoir l'ordre de quitter les bords du Danube, pour se réunir à celle qui devait combattre les Français. Telles sont les circonstances dans lesquelles fut conclu le nouveau traité; mais le sultan Mahmoud, justement indigné, refusa dans

un premier mouvement de le ratifier : il avait assez de bon sens pour comprendre que ses ministres étaient des lâches ou des traîtres : il céda pourtant, alors même que Napoléon, s'avançant victorieux dans le cœur de la Russie, semblait tenir dans ses mains les destinées de cet empire.

La difficulté d'expliquer par des motifs suffisans la détermination que prirent les Turcs de faire la paix en 1812, a donné quelque consistance au bruit qui s'était répandu à la fin de 1811, que Napoléon avait formé le dessein d'une expédition en Morée. Nul document authentique venu à notre connaissance n'atteste l'existence de ce projet ; mais il n'y aurait rien d'impossible à ce que l'empereur français, craignant une irruption de la Russie, ne voulût la prévenir et partager les dépouilles d'un allié qu'il ne pouvait ni ne voulait sauver. Peut-être même cette expédition aurait-elle eu lieu de l'accord des deux puissances, et comme conséquence des arrangemens d'Erfurt. Quoi qu'il en soit, par le traité de Bucharest, la Porte se priva d'une occasion unique pour se relever, et se fit un mal irréparable. Elle avait, il est vrai, perdu trois provinces, et ses armées avaient beaucoup

souffert; mais la Russie menacée dans son existence avait un plus grand besoin qu'elle-même de voir finir la guerre; elle désirait la paix, et c'était une raison pour la refuser. Mais les Turcs ont toujours fait la guerre ou la paix au commandement de leur adversaire, et ils ont ainsi concouru au choix des momens et des moyens les plus propres à l'accomplissement de leur destruction. Toujours dominés et trompés par une puissance européenne ou par une autre, soit ineptie, lâcheté ou excès de candeur et de bonne foi, les ministres de la sublime Porte, depuis un temps, n'ont fait que des fautes.

Voici les principales stipulations du traité de Bucharest :

L'*art.* 1er déclare que l'amitié et la bonne intelligence sont à jamais rétablies entre les deux cours, l'autocrate et padischa de toutes les Russies, et l'empereur et padischa ottoman; une amnistie pleine et entière est assurée par l'*art.* 2 aux sujets réciproques qui ont pris part à la guerre; et tous les traités antérieurs sont renouvelés par l'*art.* 3.

L'*art.* 4 dit que le Pruth, depuis l'endroit où il entre en Moldavie jusqu'à son embouchure dans le Danube, et de là la rive gauche

de ce fleuve jusqu'à Kilia et à son embouchure dans la mer Noire, seront la limite des deux empires.

Ainsi la Porte céda par cet article à la Russie environ le tiers de la Moldavie avec les forteresses de Chotchim et de Bender, et toute la Bessarabie avec Ismaïl et Kilia.

D'après le même article, la navigation du Danube sera commune aux sujets des deux empires. Les îles de ce fleuve situées entre les divers bras qu'il forme depuis Ismaïl resteront désertes. La pêche et la coupe des bois dans ces îles resteront libres aux sujets réciproques.

Le reste de la Moldavie et la Valachie seront remis aux Turcs dans l'état où ces pays se trouvent. Les contrats et conventions qui ont été comptés parmi les priviléges de la Moldavie sont confirmés. Les conventions particulières et tout ce qui a été stipulé dans l'article 4 de la paix de Jassy sont aussi confirmés, de manière qu'on ne demandera pas aux habitans de dédommagement pour les revenus non perçus, et qu'ils ne paieront aucune imposition pendant deux ans; enfin, on leur accorde un terme de quatre mois pour l'émigration. *Art.* 5.

En Asie, la frontière entre les deux empires est rétablie telle qu'elle était avant la guerre. *Art.* 6.

L'*art.* 7 stipule les facilités dont jouiront les sujets réciproques qui voudront se fixer dans les États d'une des deux puissances.

L'*art.* 8 porte ce qui suit : « Quoiqu'il ne soit pas permis de douter que la sublime Porte ne soit portée à user de grâce et de générosité envers les Serviens, qui depuis longtemps sont ses sujets et tributaires, on a cependant cru juste de prendre des arrangemens solennels à l'égard de leur sûreté. En conséquence la sublime Porte accorde aux Serviens une pleine amnistie, et leur tranquillité ne pourra être troublée d'aucune manière pour ce qui s'est passé. Les forteresses qu'ils ont bâties dans leur pays à l'occasion de la guerre, et qui n'existaient pas auparavant, seront rasées, en tant qu'elles ne seront pas nécessaires pour le futur. La sublime Porte reprendra la souveraineté sur celles qui y ont existé auparavant, les pourvoira d'artillerie et de munitions de guerre, et y mettra telles garnisons qu'elle jugera à propos. Mais, afin que ces garnisons n'exercent pas de vexations envers les Serviens, la sublime Porte, mue d'un sen-

timent de miséricorde pour les Serviens, et cédant à leurs supplications, leur accordera les mêmes avantages dont jouissent ses autres sujets dans les îles de l'Archipel, et leur donnera une preuve de sa magnanimité en leur abandonnant l'administration des affaires intérieures; en leur imposant des contributions modiques, en ne les percevant sur eux que d'une manière immédiate, et en faisant, de concert avec la nation servienne, les dispositions nécessaires pour cela. »

Ainsi les Serviens, qui pendant cinq années avaient été les alliés constans et utiles des Russes, obtinrent, par le traité, à peu près les avantages que le grand-seigneur leur avait offerts au mois de novembre 1807.

L'*art.* 9 stipule la restitution des prisonniers, à l'exception de ceux qui ont changé de religion pour se conformer à celle de leurs vainqueurs.

Les *art.* 10 et 11 règlent ce qui doit être observé à l'égard des procès non jugés des sujets réciproques, et le terme dans lequel les Russes évacueront les provinces rendues.

« Dans le cas, est-il dit dans l'*art.* 12, où le ministre de la cour de Russie résidant à Constantinople demanderait un dédommage-

ment pour les avanies faites à des sujets et négocians de la Russie par des corsaires d'Alger, de Tunis et de Tripoli, ou dans le cas où il protesterait dans des affaires qui se rapportent au traité de commerce subsistant, la sublime Porte aura soin que tout ce que le traité de Jassy stipule soit rempli. La Russie observera la réciprocité envers la Porte, à l'égard des traités subsistans.

La Russie accepte, par l'*art.* 13, la médiation de la Porte pour la conclusion de la paix avec la Perse.

Tel fut en substance ce fameux traité devenu une pierre d'achoppement perpétuel pour les deux puissances.

Du côté de la Perse, les hostilités avaient recommencé à l'instigation de M. de Morier, ambassadeur anglais à Téhéran ; mais ces impuissantes attaques d'un empire encore plus atteint de décrépitude que celui des Ottomans avaient des résultats insignifians et sans aucune importance historique. Nous verrons plus tard tout le parti qu'a su tirer la Russie de sa supériorité politique et militaire sur cette puissance.

FIN DU PREMIER VOLUME.

NOTES, ÉCLAIRCISSEMENS

ET

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

Mémoire pour servir à l'Histoire de la Conspiration contre Paul Ier.

(*Page* 35). Lorsque Paul Ier succéda à Catherine, la première pensée de tous ceux qui connaissaient l'empire russe et les qualités personnelles du nouveau tzar, fut que ce monarque ne conserverait pas long-temps les rênes du gouvernement. Né avec un caractère violent, qu'aurait pu réprimer une éducation plus soignée, Paul avait eu à souffrir de la surveillance d'une mère ombrageuse : il supposait à son épouse des desseins semblables à ceux qui avaient réussi à Catherine II. Ce prince avait sans cesse devant les yeux les dangers auxquels l'exposait l'affection dont Marie Fédérowna était environnée. Il ne considérait ses enfans que comme des successeurs disposés à lui disputer le trône. En montant paisiblement sur ce trône que sa mère avait constamment refusé de lui céder, Paul n'avait d'abord eu pour partisans que le très petit nombre de mécontens qu'avait fait naître le gouvernement auquel il succédait. Cependant, quel-

ques sages ordonnances, des preuves réitérées d'un grand respect pour la justice, des vues raisonnables, une conduite généralement digne d'éloges, et quelques traits qui semblaient déceler une âme noble et élevée, eurent bientôt concilié au nouvel empereur l'attachement des Russes et l'estime des nations étrangères. Mais ce prince, qui sous l'empire d'une mère jalouse de son autorité n'en avait supporté le joug qu'avec impatience, aussitôt qu'il lui fut permis de se livrer à ses inclinations jusqu'ici contrariées, leur laissa prendre une direction funeste. Le pouvoir absolu ne fut pour lui que la faculté de se livrer à la bizarrerie de ses caprices, et il en signala l'usage par le mépris affecté de toutes les convenances, et un entier oubli de ses devoirs.

Il y avait long-temps que l'on avait perdu tout espoir de ramener l'empereur à la raison. M. de Pahlen, qui partageait avec lui l'exercice d'un pouvoir sans bornes, avait eu lieu de reconnaître la nécessité d'opposer une digue aux élans d'une volonté qui ne se manifestait que par des actes de violence et de cruauté.

Ce chef des affaires extérieures, de la police et du gouvernement de Pétersbourg, prit enfin la résolution de conférer avec le grand-duc Alexandre sur les moyens d'en arrêter les suites funestes. Il fit connaître à ce prince tout ce qu'un pareil ordre

de choses pouvait entraîner de malheurs, soit au-dehors, soit à l'intérieur. Il avertit le grand-duc de songer à un changement contre les dangers duquel on était rassuré pleinement par les moyens d'exécution dont on pouvait disposer.

M. de Pahlen étant, par ses emplois, instruit de tout ce qui se passait, pouvait agir immédiatement, et se proposait de le faire sans délai. Le grand-duc répondit à ces premières ouvertures, qu'il ne pouvait disconvenir des torts de l'empereur; mais que ce prince était son père, et qu'en sa qualité de fils il ne pourrait jamais se résoudre à le priver du pouvoir suprême, quelque malheur qui pût résulter s'il en restait plus long-temps revêtu.

Quelques mois plus tard, le désordre du gouvernement allant toujours croissant, M. de Pahlen parla de nouveau au grand-duc. Il trouva ce prince moins éloigné qu'auparavant des idées qu'il lui soumettait, mais encore détourné, par respect pour son père, de toute mesure qui aurait porté atteinte au pouvoir de ce monarque.

Cependant, plus de vingt-six personnes ayant disparu dans les premiers mois de 1801, M. de Pahlen réitéra ses propositions avec plus d'instances. Le grand-duc, pressé par ces circonstances, y adhéra enfin, mais à regret, et après avoir reçu la promesse formelle qu'on n'attente-

rait pas aux jours de l'empereur, qu'on se contenterait de le faire prisonnier, d'obtenir de lui un acte d'abdication, et de le transférer sous bonne escorte dans la forteresse de Pétersbourg.

Un événement imprévu hâta l'exécution de ce projet. M. de Pahlen fut instruit que Paul, qui depuis quelque temps paraissait avoir conçu des soupçons, avait, contre sa coutume, signé lui-même un passe-port (M. de Pahlen était seul chargé de cette signature); il fit arrêter, comme par méprise, le courrier qui en était porteur, et prit probablement connaissance du contenu des dépêches confiées à cet homme. On sut, dans la suite, qu'elles avaient pour objet de rappeler à Pétersbourg deux personnes que l'empereur s'était vu obligé d'exiler à cause de la cruauté qu'elles avaient apportée dans l'exécution de ses ordres.

Selon toute apparence, ces deux individus, nommés *Lindner* et *Araktcheiff*, le premier gouverneur militaire de Pétersbourg, et l'autre commandant d'une forteresse, devaient être rendus à leurs fonctions. L'empereur comptait s'en servir pour éloigner sa famille, mettre en prison l'impératrice et ses deux fils, et se débarrasser enfin de tous ceux qui lui avaient inspiré des soupçons.

M. de Pahlen, muni du passe-port saisi sur le courrier, se rendit auprès de Paul, et lui représenta qu'on avait sans doute tenté de le sur-

prendre, en soumettant à sa signature une pièce qu'il était seul chargé de délivrer sous sa propre responsabilité.

L'empereur embarrassé répondit qu'il avait eu ses raisons pour signer le passe-port. « Je m'empresserai donc de le rendre au courrier, répondit M. de Pahlen. » On pense bien que Pahlen, tout en obéissant aux ordres de son maître, sentit plus que jamais la nécessité de le prévenir par une prompte exécution des mesures projetées.

« Vous vous rappelez ce qui est arrivé en 1762? » avait dit quelques jours auparavant l'empereur à son ministre. « Oui, sire, j'étais alors sergent dans la garde. — M. de Pahlen, je ne serais pas éloigné de croire qu'on eût envie de répéter les scènes d'alors. — Il serait possible, sire, répondit Pahlen, que quelques personnes en eussent conçu le dessein; mais il ne serait pas aussi facile de l'exécuter aujourd'hui qu'alors; l'armée n'était pas, comme à présent, entre les mains du prince; la police n'était pas aussi bien faite que maintenant; enfin, votre père n'avait pas été couronné, et vous l'êtes. » L'empereur sembla se rendre à ces réflexions, et finit par là un entretien où Pahlen montra de la présence d'esprit, du calme et de l'audace.

Cependant les soupçons de l'empereur augmentaient chaque jour. Un soir, il répéta à plusieurs

reprises, d'un ton de fort mauvaise humeur, à madame de Gagarin, chez laquelle il se trouvait : « Je le vois, il est temps de frapper un grand coup ». Il tint le même propos à son grand-écuyer Kutwjsow, en ajoutant : « Après cela, nous vivrons comme deux frères ». Ce grand coup consistait à faire enfermer l'impératrice à Kolmagon, séjour affreux, à quatre-vingts verstes d'Archangel, où la famille infortunée d'Ulrick de Brunswick avait été emprisonnée pendant de longues années. Schlusselbourg devait servir de prison au grand-duc Alexandre; la forteresse de Pétersbourg était destinée au prince Constantin; Pahlen et quelques autres auraient péri sur l'échafaud.

Madame de Gagarin, frappée du ton sinistre de l'empereur, avait eu la simplicité de dire : « Je ne conçois pas ce qu'il entend par le grand coup qu'il veut porter ». Ces divers propos furent rapportés à M. de Pahlen, qui en instruisit le grand-duc Alexandre.

Ce prince, pressé par le danger, consentit à tout, sous la seule réserve de conserver la vie à son père. Malgré la difficulté de donner à cet égard des garanties positives, Pahlen promit cependant que les jours de Paul ne seraient menacés dans aucun cas. Le projet devait recevoir son exécution le 22 mars; mais le grand-duc insista pour qu'il fût différé jusqu'au lendemain, attendu que ce

jour-là la garde du palais devait être confiée au bataillon Semonowski, que le grand-duc Constantin commandait en personne, et qui lui était dévoué. Pahlen souscrivit au désir du prince.

Le palais Michel, bâti par Paul sur l'emplacement de l'ancien palais d'été, est un édifice massif et sans goût, entouré de bastions. C'était en vain que l'empereur le fortifiait chaque jour pour s'y assurer un abri contre la vengeance de ceux qu'il avait offensés. Pahlen, ainsi que les autres chefs de la conjuration, en connaissait tous les détours. Quelques heures avant l'exécution, M. de Pahlen augmenta le nombre des conjurés, en leur adjoignant quelques jeunes gens de famille qui, ce jour-là, avaient été dégradés et fustigés de la manière la plus cruelle pour des fautes qui méritaient à peine une réprimande. Pahlen ouvrit lui-même la prison à ces malheureux, et les mena souper chez le général Talitzin, colonel du régiment des gardes Presbayensskoï, qui, ainsi que le général Drepreradowitch, colonel du régiment Semonowski, avait attiré dans la conspiration presque tous les officiers; on n'osait pas encore se confier aux soldats, on comptait d'ailleurs sur leur obéissance.

Platon Zouboff, le dernier favori de Catherine II, et le général Beningsen, étaient présens à cette fête. Ils se mirent à la tête d'une partie des con-

jurés, et Pahlen commandait l'autre. Les deux troupes formaient environ soixante personnes, dont la plupart étaient prises de vin. Zouboff et Beningsen se firent précéder par l'adjudant Argamakoff, qui faisait journellement des rapports à l'empereur. Celui-ci les conduisit par un escalier qui menait droit à une antichambre où couchaient deux hussards de la garde de l'empereur, ainsi que le valet de chambre. En passant par le corridor sur lequel donnait cette porte, ils furent arrêtés par un factionnaire qui leur cria : « Halte-là ! qui vive ? » Beningsen lui répondit : « Tais-toi donc, malheureux; tu vois bien où nous allons ». Le factionnaire, comprenant de quoi il s'agissait, fronça le sourcil en criant : « Ronde, passez »; afin que si l'empereur avait entendu du bruit, il pût croire que c'était celui de la reconnaissance d'une ronde. Après cet événement, l'adjudant Argamakoff continua en toute hâte, et vint frapper doucement à la porte du valet de chambre : celui-ci, sans ouvrir, lui demanda ce qu'il voulait. « Je viens faire mon rapport. — Êtes-vous fou ? il est minuit. — Que dis-tu ? il est six heures du matin : ouvre donc, ouvre ; ou sinon, tu vas me susciter une belle affaire auprès de l'empereur ! » Le valet de chambre ouvrit enfin; mais, ayant vu entrer dans la chambre sept à huit personnes l'épée nue à la main, il courut se cacher dans un coin.

Un des hussards, plus courageux, voulut opposer de la résistance, reçut un coup de sabre sur la tête, et fut aussitôt terrassé; l'autre disparut.

C'est ainsi que Beningsen et Zouboff pénétrèrent dans la chambre de l'empereur. Zouboff ne voyant pas le prince dans son lit, s'écria : « Grand Dieu ! il s'est sauvé ». Beningsen plus calme, ayant fait une recherche attentive, découvrit l'empereur derrière le panneau d'un paravent. Alors il s'approche du prince, le salue avec son épée, lui déclare qu'il est prisonnier par ordre de l'empereur Alexandre; que sa vie sera respectée, mais qu'il importe à sa sûreté de n'opposer aucune résistance. Paul ne répondait rien. A la lueur d'une veilleuse on pouvait discerner la confusion et la terreur qui se peignaient ensemble sur son visage. Beningsen, sans perdre de temps, fit la visite de sa chambre : une seule porte menait dans les appartemens de l'impératrice ; une seconde, celle de la garde-robe, était sans issue; deux autres appartenaient à des placards où étaient renfermés les drapeaux et les étendards de la garnison, ainsi qu'un grand nombre d'épées appartenant à des officiers mis aux arrêts. Pendant que Beningsen fermait ces portes et mettait les clefs dans sa poche, Zouboff répétait en russe à l'empereur : « Sire, « vous êtes prisonnier de l'empereur Alexandre. « — Comment, prisonnier ! » répondit l'empereur.

Un moment après, il ajouta : « Que vous ai-je fait ? — Depuis quatre ans vous nous martyrisez », lui dit alors un des conjurés.

Le prince était en bonnet de nuit; il portait seulement sur sa chemise une camisole de flanelle ; il était debout, les jambes nues, devant les conjurés : ceux-ci avaient le chapeau sur la tête, et l'épée nue à la main.

Si Paul eût conservé quelque présence d'esprit, il eût pu se sauver, ou par une trappe qui donnait sous son lit, ou par les appartemens de l'impératrice; mais la peur l'avait entièrement déconcerté, et au premier bruit il s'était jeté en bas de son lit sans prendre une résolution ; peut-être n'osa-t-il pas se réfugier auprès de l'impératrice, pensant qu'une conspiration ne pouvait être ourdie contre lui qu'avec le consentement et en faveur d'une princesse qu'il savait être aimée du peuple autant qu'il en était détesté.

Au moment où l'on s'emparait de l'empereur, quelque bruit s'étant fait entendre, Zouboff courut tout alarmé chez le grand-duc Alexandre : les appartemens de ce prince étaient situés au-dessous de ceux de son père. Il n'avait auprès de lui que son frère Constantin, ainsi que les deux grandes-duchesses ; l'une sa femme, et l'autre celle de son frère. Constantin n'avait été initié dans le secret que le soir même : quoiqu'il n'aimât pas l'empe-

reur, on craignait quelque indiscrétion de sa part. Ces quatre personnages attendaient dans la plus grande anxiété l'issue de l'événement : l'arrivée de Zouboff ne contribua pas peu à augmenter leur inquiétude. De son côté, Beningsen, resté dans la chambre de l'empereur avec un petit nombre de conjurés, se trouvait fort embarrassé; il l'eût été bien davantage si Paul se fût armé de son épée pour se défendre! mais ce malheureux prince ne proférait pas une seule parole, et restait entièrement immobile.

L'empereur fut trouvé dans cet état de stupeur par quelques conjurés qui, dans leur ivresse, s'étant trompés de chemin, s'introduisirent tumultueusement dans la chambre de ce prince.

Le prince Tatchwill, major-général d'artillerie, depuis quelque temps en retraite, entra le premier à la tête de ses compagnons. Il se jeta furieux sur l'empereur, et, en le renversant par terre, il fit tomber avec lui le paravent et la veilleuse. Le reste de la scène se passa dans les ténèbres. Beningsen, croyant que Paul voulait fuir ou se défendre, lui cria : « Au nom de Dieu, sire, ne cherchez pas à vous sauver, il y va de votre vie; on vous tuera si vous faites la moindre résistance. » Pendant ce temps, le prince Tatchwill, Gardanow, adjudant de la garde à cheval; Sartarinow, colonel d'artillerie, réformé depuis long-temps; le

prince Vereinskoy, et Seriatìn, officiers de la garde également réformés, étaient aux mains avec l'empereur : il parvint d'abord à se relever de terre; mais il fut renversé de nouveau et se blessa au côté et à la joue en tombant sur une table de marbre. Le général Beñingsen fut le seul qui évita de prendre part à l'action; il répétait à Paul de ne pas se défendre. A peine avait-il eu le temps de s'éloigner un instant pour chercher de la lumière dans la pièce voisine, qu'il aperçut en rentrant Paul, gisant étranglé à l'aide d'une écharpe. Paul ne s'était débattu que faiblement; seulement il avait passé la main entre son cou et l'écharpe, et dit en français : « Messieurs, au nom du ciel, « épargnez-moi, laissez-moi le temps de prier « Dieu ». Telles furent ses dernières paroles.

Beningsen, voyant que Paul ne donnait aucun signe de vie, fit transporter le cadavre sur un lit, et lui enveloppa la tête d'une couverture. Le capitaine de garde Malkow étant entré avec trente hommes, reçut l'ordre de s'assurer de toutes les avenues de la chambre du feu prince, et de n'y laisser pénétrer personne. Après ces dispositions, Beningsen se hâta de faire connaître au grand-duc à quel prix il était parvenu au trône. Ce prince se livra à toutes les démonstrations de la plus profonde douleur. Lorsque Pahlen, qui avait été chargé de la garde du grand escalier, et de

couper la retraite à Paul en cas de besoin, apprit que ce prince avait déjà subi son sort, il se rendit auprès du nouvel empereur. Il arriva au moment où celui-ci s'écriait tout hors de lui : « On dira « que je suis l'assassin de mon père ; on m'avait pro« mis de ne pas attenter à ses jours. Je suis l'homme « le plus malheureux du monde ! » Pahlen, plus occupé d'assurer le trône à l'empereur vivant que de donner des larmes à l'empereur mort, dit à Alexandre : « Sire, avant toutes choses, veuillez « vous souvenir qu'un empereur ne peut se mettre « en possession de l'autorité qu'avec la participa« tion du peuple. Un moment de faiblesse pourrait « avoir les suites les plus fâcheuses ; il n'y a pas un « moment à perdre pour vous faire reconnaître « par l'armée. — Et ma mère, qu'est-elle de« venue ? répliqua l'empereur. — Sire, répondit « Pahlen, je vais me rendre auprès de Sa Majesté. » En effet il ne tarda pas à se présenter chez l'impératrice ; il pria la grande-maîtresse de la cour, la comtesse de Liéven, d'instruire Sa Majesté de ce qui venait de se passer. Ce qu'il y a de remarquable, c'est que les scènes d'horreur qui venaient d'avoir lieu si près de cette princesse n'avaient point interrompu son sommeil. Éveillée par la comtesse de Liéven, elle crut d'abord qu'on venait pour la préparer à la nouvelle de la mort de sa fille la princesse palatine de Hongrie. « Non,

« madame, lui dit la comtesse, Votre Majesté doit « survivre à un plus grand malheur ; l'empereur « vient de mourir d'une attaque d'apoplexie. « — Non, non, s'écrie l'impératrice, il a été assas- « siné. — Il faut donc vous l'avouer, répliqua « la comtesse de Liéven. » Alors l'impératrice s'étant habillée à la hâte, se précipita vers la chambre de Paul. Elle trouva dans le salon qui séparait ses appartemens de ceux de l'empereur, le lieutenant des gardes Semonowsky, nommé *Pettarozkoi*, qui commandait les trente hommes que le général Drépéradowitch y avait postés.

Pettarozkoi déclara à l'impératrice qu'elle ne pouvait passer outre. La princesse insista, en demandant s'il ne la reconnaissait pas, et de qui il tenait ces ordres. L'officier répondit qu'il avait l'honneur de la connaître, et que ces ordres lui avaient été donnés par son colonel. Néanmoins l'impératrice voulut avancer malgré les gardes ; ceux-ci croisèrent la baïonnette. Alors la princesse s'étant retournée vers Pettarozkoi, lui donna un soufflet, et tomba évanouie dans un fauteuil.

Les deux grandes-duchesses Marie et Catherine avaient suivi leur mère : elles essayèrent vainement de la tranquilliser. L'impératrice ayant demandé un verre d'eau, un soldat arracha le verre des mains de la personne qui l'avait apporté ; et

s'étant tourné vers l'impératrice il le lui présenta après en avoir bu quelques gouttes, en disant : « Vous pouvez boire sans crainte, il n'y a pas de « poison ; d'ailleurs vous n'êtes cause de rien ».

Enfin l'impératrice rentra dans ses appartemens. Pahlen vint l'y chercher pour la conduire chez son fils : à peine avait-elle eu le temps de reprendre ses esprits; cependant elle eut assez de force pour élever une contestation sur ses droits; elle prétendit qu'en vertu de son couronnement elle était impératrice régnante, et qu'en cette qualité on devait lui prêter serment de fidélité. L'empereur avait déjà perdu un temps précieux à attendre sa mère; en la trouvant dans cette résolution il se tourna vers Pahlen, et lui dit : « Voilà « un nouvel embarras auquel nous ne nous atten- « dions pas. » Pahlen ne se laissant arrêter par aucune considération, obligea l'empereur à partir sur-le-champ. La même voiture qui était préparée pour transporter Paul à la forteresse, servit à conduire Alexandre du palais Michel au palais d'hiver, où il devait recevoir le serment de fidélité des grands dignitaires de l'empire. Pahlen et Zouboff montèrent derrière la voiture : les bataillons de la garde suivirent. Beningsen resta auprès de l'impératrice-mère, afin de la détourner des idées qui l'occupaient. Ce ne fut pas sans peine que l'on amena Marie-Fédéorowna à renoncer à ses

prétentions ; et tels sont les charmes de l'autorité suprême, qu'au milieu de cette nuit d'horreur ils avaient assez d'empire pour faire oublier à une femme douce et vertueuse les dangers du pouvoir, la fin affreuse d'un époux, les sentimens d'une mère, les conseils de la prudence et de la raison.

Enfin l'on parvint à faire consentir l'impératrice à prêter serment à l'empereur son fils. Dès ce moment tout se passa comme si Paul eût succombé à une mort naturelle.

Le chirurgien Vette et le médecin Stoff firent l'ouverture du corps de Paul, et indiquèrent, en termes de l'art, les causes qui avaient occasionné la mort de l'empereur. Il fut embaumé, exposé pendant quinze jours sur un lit de parade, et enfin inhumé dans le caveau de ses pères avec toute la pompe accoutumée.

On eut lieu de remarquer que toutes les fois que les cérémonies d'usage obligeaient Alexandre d'approcher des mânes de son père, la douleur et le saisissement se peignaient sur tous ses traits.

Quant aux assassins de Paul ils furent tous éloignés; plusieurs d'entre eux furent exilés dans les régimens de la Sibérie. M. de Pahlen même fut forcé de quitter Pétersbourg, et voici l'occasion qui servit de prétexte à son éloignement.

Peu de temps après la mort de Paul, un *pope* prétendit avoir reçu, d'une manière miraculeuse,

une image, au bas de laquelle on lisait ces mots : « Dieu punira tous les assassins de Paul Ier ». M. de Pahlen, instruit de l'impression que produisait cette supercherie, s'en plaignit à l'empereur Alexandre, qui lui donna la permission de mettre un terme aux intrigues du pope. M. de Pahlen le fit fustiger. Le prétendu visionnaire en avouant son imposture déclara qu'il n'avait rien fait que par les ordres de l'impératrice-mère, qui possédait une image semblable. M. de Pahlen la fit enlever par force de la chapelle de cette princesse. Celle-ci, outrée de la violence de ce procédé, en demanda satisfaction à l'empereur son fils. M. de Becklechew reçut l'ordre d'insinuer à M. de Pahlen qu'il eût à s'éloigner sans bruit de Pétersbourg. Pahlen résigna sur-le-champ toutes ses charges. L'empereur en ayant appris la nouvelle, dit pour toute réflexion : « C'est un excellent moyen qu'a trouvé « M. de Pahlen ; mais pour que le sacrifice soit « complet, il faut que son départ soit prompt ». Deux heures après Pahlen était en route pour Riga. (*Biblioth. histor.*, mars 1820.)

(*Page* 38). Dans le même temps, les ministres traitant avec nous de l'échange des prisonniers, refusaient d'y comprendre sur la même échelle les prisonniers russes faits en Hollande, au propre service et pour la seule cause des Anglais. « J'avais « deviné, disait l'empereur, la trempe du carac-

« tère de Paul. Je saisis l'occasion aux cheveux : je « fis réunir ces Russes ; je les habillai et les lui « renvoyai pour rien. Dès-lors ce cœur généreux « fut tout à moi ; et comme je n'avais aucun in- « térêt opposé à la Russie, que je n'aurais jamais « parlé que justice et procédés, nul doute que je « n'eusse disposé désormais du cabinet de Saint- « Pétersbourg. Nos ennemis sentirent le danger, « et l'on a voulu que cette bienveillance de Paul « lui ait été funeste : cela pourrait bien être, car « il est des cabinets pour qui rien n'est sacré. »

Napoléon, plus tard, a dicté les détails de la fin tragique de l'infortuné Paul. L'importance et le crédit d'une telle source nous portent à les transcrire ici : « Paul fut assassiné dans la nuit du 23 « au 24 mars 1801. Lord Withworth était ambas- « sadeur à sa cour ; il était fort lié avec le comte ***, « le général ***, les ***, les ***, et autres per- « sonnes authentiquement reconnues pour être « les auteurs et acteurs de cet horrible parricide. « Ce monarque avait indisposé contre lui, par un « caractère irritable et très susceptible, une partie « de la noblesse russe. La haine de la révolution « française avait été le caractère distinctif de son « règne. Il considérait comme une des causes de « cette révolution la familiarité du souverain et « des princes français, et la suppression de l'éti- « quette de la cour. Il établit donc à la sienne une

« étiquette très sévère, et exigea des marques de « respect peu conformes à nos mœurs, et qui ré« voltaient généralement. Être habillé d'un frac, « avoir un chapeau rond, ne point descendre de « voiture quand le czar ou un des princes de sa « maison passait dans les rues ou promenades; « enfin, la moindre violation des moindres détails « de son étiquette excitait son animadversion, et « par cela seul on était jacobin. Depuis qu'il s'était « rapproché du premier consul il était revenu « sur une partie de ses idées, et il est probable « que s'il eût vécu encore quelques années il eût « reconquis l'opinion et l'amour de sa cour, qu'il « s'était aliénés. Les Anglais mécontens, et même « extrêmement irrités du changement qui s'était « opéré en lui depuis un an, n'oublièrent rien « pour encourager ses ennemis intérieurs. Ils par« vinrent à accréditer l'opinion qu'il était fou, et « enfin nouèrent une conspiration pour attenter à « sa vie. L'opinion générale est que . . . .

« . . . .

« La veille de sa mort, Paul étant à souper avec « sa maîtresse et son favori, reçut une dépêche où « on lui détaillait toute la trame de la conspira« tion : il la mit dans sa poche en ajournant la « lecture au lendemain. Dans la nuit il périt.

« L'exécution de cet attentat n'éprouva aucun « obstacle. Le comte de*** avait tout crédit au

« palais ; il passait pour le favori et le ministre de « confiance du souverain. Il se présente à deux « heures du matin à la porte de l'appartement de « l'empereur, accompagné du général * * *, de * * *, « et de * * *. Un cosaque affidé, qui était à la porte « de sa chambre, fit des difficultés pour les laisser « pénétrer chez lui ; ils le massacrèrent aussitôt. « L'empereur s'éveilla au bruit et se jeta sur son « épée ; mais les conjurés se précipitèrent sur lui, « le renversèrent et l'étranglèrent. Le général * * * « fut celui qui donna le dernier coup ; il marcha « sur son cadavre. L'impératrice, femme de Paul, « quoiqu'elle eût beaucoup à se plaindre des ga- « lanteries de son mari, témoigna une vraie et sin- « cère affliction ; et tous ceux qui avaient pris part « à cet assassinat furent constamment dans sa « disgrâce . . . .
« . . . .

« Bien des années après le général * * * com- « mandait encore. . . . .
« Quoi qu'il en soit, cet horrible événement glaça « d'horreur toute l'Europe, qui fut surtout scan- « dalisée de l'affreuse franchise avec laquelle les « Russes en donnaient des détails dans toutes les « cours. Il changea la position de l'Angleterre et « les affaires du monde. Les embarras d'un nou- « veau règne . . . .
« donnèrent une autre direction à la politique de

« la cour de Russie. Dès le 5 avril, les matelots « anglais qui avaient été faits prisonniers de guerre « par suite de l'embargo et envoyés dans l'inté- « rieur de l'empire furent rappelés. La commis- « sion qui avait été chargée de la liquidation des « sommes dues par le commerce anglais fut dis- « soute. Le comte ***, qui continua à être le prin- « cipal ministre, fit connaître aux amiraux anglais, « le 20 avril, que la Russie accédait à toutes les de- « mandes du cabinet anglais; que l'intention de son « maître était que, d'après la proposition du gou- « vernement britannique de terminer le différend « à l'amiable par une convention, on cessât toutes « hostilités jusqu'à la réponse de Londres. Le dé- « sir d'une prompte paix avec l'Angleterre fut hau- « tement manifesté, et tout annonça le triomphe « de cette puissance. » (*Mémorial de Sainte-Hélène*, tome VIII.)

Dernière note remise par M. d'Oubril, chargé d'affaires de Russie, à M. de Talleyrand-Périgord, ministre des relations extérieures de France, en date de Paris, du $\frac{16}{28}$ août 1804.

(*Page* 101). Le soussigné, etc., en réponse à la note que le ministre des relations extérieures lui a fait parvenir, croit devoir se borner à récapituler encore une fois la conduite que son auguste maître a tenue constamment envers le gouvernement, et

dont le simple exposé suffira pour démontrer quelle réciprocité il en a éprouvée.

L'empereur, dès son avénement au trône, s'est empressé de mettre tous ses soins au rétablissement de la bonne harmonie entre la Russie et la France. S. M. I. en allant au-devant des explications qui devaient amener un rapprochement solide entre les deux pays et le rendre durable, se plaisait dans la conviction que par cette façon d'agir elle contribuerait efficacement à la pacification générale de l'Europe, dont la tranquillité ne fut que trop long-temps troublée par les événemens qui ont occasionné la guerre terminée par le traité de Lunéville. Les facilités que S. M. montra pour conclure sa paix avec le gouvernement français, tandis qu'il était encore en guerre avec plusieurs autres puissances; le renouvellement de l'ancien traité de commerce qui est entièrement à l'avantage de la France; les bons offices de la Russie pour amener une réconciliation entre la république et la Porte ottomane, sont tout autant de témoignages bien convaincans des sentimens de S. M., et de son désir de ne rien négliger de son côté de ce qui pouvait consolider des liens qu'elle désirait ne voir jamais cesser.

Depuis, lorsqu'à la suite des malheurs que l'Allemagne avait essuyés pendant la guerre, la nécessité imposa des sacrifices à plusieurs des mem-

bres de l'association germanique, et qu'il fut question de les y déterminer en désignant des compensations à leurs pertes, l'empereur consentit à devenir co-médiateur avec le gouvernement français, dans son espoir chéri que l'acte de médiation mettrait le sceau à la tranquillité du continent. L'achèvement de cette œuvre salutaire permit à S. M. I. de songer aux engagemens que la France s'était imposés lors de la conclusion de son traité de paix avec la Russie. S. M. ayant scrupuleusement rempli ceux qu'elle avait contractés vis-à-vis de la France, elle était en droit d'attendre que le gouvernement français, à son tour, se montrerait jaloux de répondre à cette exactitude, et s'empresserait de satisfaire à ses obligations. Quelque juste qu'ait été cette attente, elle ne s'est jamais réalisée; et le gouvernement français, loin de se montrer disposé à la justifier, prit à tâche pour ainsi dire d'en éloigner l'accomplissement.

Le roi de Sardaigne, dépouillé totalement de ses possessions en Italie par la réunion du Piémont à la France, attend encore l'indemnisation que le cabinet des Tuileries avait formellement promise à la Russie pour lui, et que celle-ci n'a cessé de réclamer.

Le roi de Naples, délivré momentanément dans son royaume de la présence des troupes françaises, les voit de nouveau occuper ses provinces, sous un

prétexte absolument étranger à S. M. sicilienne, et se trouve par conséquent mis hors de la ligne des puissances indépendantes. Les instances de la Russie, appuyées sur l'engagement formel pris par la France de considérer le royaume de Naples comme état neutre, et qui jouira de tous les bénéfices de la neutralité, ont été inutiles en sa faveur.

L'Italie entière a changé de face par les innovations que le gouvernement de la République lui a fait subir depuis la conclusion de la paix entre la Russie et la France, sans aucun concert préalable avec S. M. I., quoiqu'il fût convenu entre les deux puissances, à cette époque, qu'on s'entendrait sur les arrangemens politiques à prendre dans ce pays.

La guerre entre la France et l'Angleterre venant à se rallumer, l'intégrité du territoire de l'empire germanique fut violée, quoique la France se fût engagée tout récemment de la protéger en commun avec S. M. l'empereur. Le cabinet de Saint-Cloud a voulu méconnaître que la dignité de roi d'Angleterre et celle d'électeur de Brunswick-Lunebourg, quoique réunies dans une même personne, n'en étaient pas moins parfaitement distinctes, et qu'elles n'avaient pas été confondues, nommément par le gouvernement de la République, pendant ces dernières années de la

guerre passée; qu'il était donc contraire à toutes les notions de droit et de justice, d'étendre les hostilités sur un pays qui, par sa position, par la constitution de l'Empire germanique dont il fait partie, et les transactions publiques qui l'ont garanti, devait en être entièrement exempt.

L'occupation de Cuxhaven, ne pouvant pas être étayée même par le prétexte de s'en prendre à une propriété anglaise, fut néanmoins effectuée par les troupes françaises, et les villes anséatiques se virent contraintes à des emprunts forcés pour échapper au même sort.

Les démarches réitérées et instantes que l'empereur a faites auprès du gouvernement français pour l'engager à remplir ses obligations envers la Russie, et à libérer de toute participation à la guerre présente celles des puissances neutres qui voudraient rester en paix, ont été infructueuses.

A tant de motifs de mécontentement qui tenaient aux intérêts majeurs de l'Europe, le gouvernement français s'est attaché à ajouter tous ceux qu'il a pu donner directement à la cour de Russie, par les assertions offensantes qu'il a avancées et fait circuler contre des ministres honorés de la confiance de S. M., par les scènes qu'a dû subir l'envoyé de Russie aux Tuileries, par l'insistance déplacée que le cabinet de Saint-Cloud a mise à poursuivre avec acharnement des employés russes dans

l'étranger, enfin par le procédé inouï qu'il s'est permis en se faisant livrer par le pape un individu naturalisé russe, sans égard aux représentations et aux réclamations de S. M. sur ce point.

Le dernier acte de violence commis par les troupes françaises dans le territoire de l'électeur de Bade ayant alarmé la sollicitude de l'empereur pour la sûreté et l'indépendance des États européens qui sont à la portée de la France, S. M. lui a exprimé sa façon de penser sur la nécessité qu'il y aurait de la rassurer, en s'empressant de faire envers l'Empire les réparations qui lui étaient dues, et de se prêter à toutes mesures qui pourraient calmer les inquiétudes de l'Europe consternée. L'empereur n'a reçu à cet effet qu'une réponse qui ne lui laissait aucun espoir que la juste attente de S. M. fût remplie, qui tendait à dénaturer la conduite franche, loyale et désintéressée que S. M. a tenue constamment dans les affaires de l'Europe, et particulièrement envers la France, et qui dénotait l'intention manifeste de choquer et d'aigrir davantage la cour de Russie.

Si peu d'égards et de condescendance de la part du gouvernement français aux réclamations fondées de S. M., une façon d'agir aussi décidément opposée au désir de conserver la bonne intelligence entre les deux États, prouvaient déjà suffisamment à la Russie que si d'un côté le gou-

vernement français n'attachait apparemment que peu de prix à ses relations avec elle, et lui donnait par conséquent un motif péremptoire pour ne plus les continuer, de l'autre il avait pris la décision invariable d'adopter pour sa conduite une marche absolument contraire aux obligations que la justice et le droit des gens imposent, et d'après cela qui ne peut se combiner avec les sentimens et les principes que S. M. professe. Cependant l'empereur voulut encore faire un dernier essai auprès du gouvernement français; et après tant de raisons de mécontentement, il ne lui demanda pour les oublier que l'exécution des engagemens ci-dessus énoncés, contractés entre les deux États, et qui auraient dû être depuis long-temps remplis : ce dernier effort ayant encore été suivi d'une réponse évasive et déclinatoire pleine d'imputations gratuites, et qui ne se distingue que par l'assertion aussi étrange qu'imprévue que les troupes russes *n'ont cessé d'occuper la république des Sept-Iles sans aucun concert avec la France*, tandis qu'il est constant, et que le citoyen ministre des relations extérieures ne saurait l'avoir perdu de vue, que ce pays, qui d'abord avait été évacué par les troupes russes, n'a été occupé par celles tirées de l'État de Naples que d'après le consentement de la Porte, sur la demande des habitans et à la suite d'un concert

préalable avec la France, il ne reste plus au soussigné qu'à déclarer que toute correspondance ultérieure entre la Russie et la France devenant de cette manière parfaitement inutile ne saurait durer plus long-temps, et que S. M. l'empereur n'attend que la nouvelle du départ de son chargé d'affaires de Paris pour faire intimer à la mission française de quitter sa capitale.

S. M. I. sans reproche à cet égard (car s'il n'avait tenu qu'à elle, les liens des deux nations, loin de finir, auraient été resserrés davantage) se voit avec regret obligée de suspendre ses relations avec un gouvernement qui refuse de remplir ses engagemens, ne veut pas se conformer aux égards mutuels que les États se doivent, et de la part duquel, depuis que les rapports entre les deux pays ont été renoués, S. M. n'a eu que des désagrémens croissans à éprouver. Toujours cependant fidèle à ses principes et avare du sang humain, l'empereur s'en tiendra à cette mesure à laquelle la position respective de la Russie et de la France lui permet de se borner. Ces deux puissances peuvent se passer d'avoir des relations entre elles; et pour les continuer, il faut des raisons d'utilité et d'agrément réciproques sans lesquelles il est préférable de n'avoir pas à traiter ensemble. De même que c'est le gouvernement français seul qui a amené cet état de choses, de même c'est aussi de lui seul

qu'il dépendra de décider si la guerre s'ensuivra ou non. Au cas qu'il y force la Russie par de nouveaux torts, par des provocations dirigées contre elle ou contre ses alliés, ou bien en menaçant encore plus éminemment la sûreté et l'indépendance de l'Europe, S. M. mettra alors autant d'énergie dans l'emploi des moyens extrêmes qu'une juste défense nécessite, qu'elle a mis de patience à épuiser ceux que la modération commandait sans blesser l'honneur et la dignité de sa couronne.

Le soussigné ayant ainsi rempli les ordres qu'il a reçus de sa cour, prie en conséquence le citoyen ministre des relations extérieures de vouloir bien lui faire parvenir sans délai les passe-ports nécessaires pour quitter la France, etc., etc.

Récit des événemens arrivés à Constantinople.

(*Page* 205.) Nous donnons les pièces suivantes, que le gouvernement impérial avait fait publier en 1807, non seulement parce qu'elles sont nécessaires pour l'intelligence complète des démêlés d'alors entre la Russie et la Porte, mais encore parce qu'elles tirent des circonstances actuelles un intérêt tout particulier; voir la page 205.

La Porte désirait la paix. Ce fut par ce sentiment peut-être exagéré, qu'après avoir destitué deux hospodars rebelles, elle consentit à les réta-

blir. Elle n'avait pas cédé aux menaces de la Russie qu'elle savait être son implacable ennemie; mais elle céda aux menaces de l'Angleterre.

L'Angleterre parut satisfaite, et tout faisait présager à la Porte la durée d'un repos qu'elle avait si chèrement acheté, lorsque Michelson entra inopinément en Moldavie, investit Choczim, qu'il enleva par surprise, et après avoir tiré quelques coups de canon. Michelson publia alors la pièce n° I, et le ministre de Russie interpellé par la Porte fit la notification n° II. (On trouvera ces deux pièces à la suite.) La Porte fut profondément sensible à ce mélange de mépris, d'hypocrisie et d'audace. Les armées russes ne s'étaient pas contentées d'envahir la Moldavie, d'enlever Choczim, de cerner Bender et de marcher sur le Danube; mais ce qui dévoilait davantage les projets de la cour de Saint-Pétersbourg, c'est que, dans les pays qu'elle envahissait, les Turcs simples citoyens recevaient l'ordre de vendre leurs biens et de quitter le territoire occupé par l'armée. On a vu ces malheureux cultivateurs livrer un bœuf pour un thaler, et abandonner encore à plus vil prix leurs effets et leurs meubles. L'armée de Michelson, renforcée par Essen, allait l'être par les autres forces qui se dirigeaient sur le Danube. C'en était fait de l'empire ottoman; mais l'armée française parut sur la Vistule, elle occupa Varsovie, et la Russie menacée

sur ses frontières rappela en toute hâte Essen et les troupes du Don. Michelson entra à Bucharest ; mais il ne put passer outre. Les armées turques se formèrent, et leur avant-garde fut suffisante pour arrêter les Russes à peu de distance de cette ville.

Le ministre d'Angleterre interposa d'abord ses bons offices. Il ne put rien répondre à la force des raisons qui furent données par le divan. La Porte venait d'être attaquée sur son territoire sans déclaration de guerre; ces démarches hostiles n'avaient pas même été précédées d'une seule note diplomatique; aucune voie d'accommodement n'avait été ouverte. Le ministre d'Angleterre s'en tint donc à la démarche qu'il avait faite; il vit partir le ministre de Russie et resta tranquille.

Mais peu de semaines après il se présenta à une conférence qui eut lieu à la Porte le 25 janvier; il y fit une nouvelle déclaration; il s'embarqua ensuite sur une frégate, coupa les câbles et disparut.

Le 29 étant à bord de la frégate l'*Endymion* il adressa à la Porte une dernière note.

Il était évident que dans cette crise on voulait par un coup d'éclat en imposer à la Porte; car l'ambassadeur était à peine arrivé à Ténédos, qu'il y rencontra l'escadre de l'amiral Duckworth.

Après avoir séjourné quelque temps à Ténédos

l'amiral anglais parut devant les Dardanelles avec deux vaisseaux à trois ponts, trois vaisseaux de quatre-vingts canons, deux de soixante-quatorze et quelques bombardes. Favorisée par un vent du sud, l'escadre ennemie arriva le 19 février à huit heures du matin devant les batteries des deux premiers châteaux. Ceux-ci commencèrent un feu vif et opiniâtre auquel les Anglais ne répondirent point. Parvenus à la hauteur des deux autres forts les batteries des vaisseaux ennemis commencèrent à jouer; le vent les poussait et les batteries du fort étaient mal armées. A la hauteur de Gallipoli, l'escadre anglaise rencontra un vaisseau turc de soixante-quatorze et cinq frégates; les équipages étaient à la mosquée. Que pouvait d'ailleurs cette division contre des forces si supérieures? Les Anglais l'attaquèrent, et commettant un de ces crimes dont cette nation seule est capable, et dont elle s'était déjà souillée par l'incendie de quatre frégates espagnoles, l'amiral anglais brûla les six bâtimens turcs; et cependant la guerre n'était pas déclarée, des pourparlers devaient avoir lieu, les ministres de la Porte étaient encore à Londres!

Cet incendie fut aperçu de Constantinople; au lieu d'y porter le découragement il enflamma tous les esprits. Le 20 à cinq heures du soir l'escadre anglaise parut devant le sérail. Rien n'était prévu;

aucun point n'était en défense, mais on courut aux armes. Le grand-seigneur se porta le premier sur les positions reconnues les plus favorables pour établir des batteries. Hommes, femmes, enfans, Turcs, Arméniens, Grecs, Ulémas, Cheicks, Derviches, tout le monde prit la pioche et la bretelle. Dix officiers de génie et d'artillerie français arrivèrent dans la nuit, de Dalmatie.

En cinq jours cinq cents pièces de canon et cent mortiers furent placés en batterie, et l'empire turc sauvé fut mis à l'abri, non de la destruction de quelques maisons, de quelques édifices, mais de la perte de son honneur, de sa considération, seuls biens que les nations ne retrouvent plus lorsqu'elles les ont perdus.

Cependant le ministre anglais s'embarqua sur un esquif et eut l'impudeur de demander à parlementer. On consentit à renfermer la rage qui dévorait toutes les âmes, et le kiaya-bey se rendit à bord de l'amiral pour écouter ce que l'on avait à proposer. Voici ces propositions : 1°. Les châteaux des Dardanelles seront remis au pouvoir des Anglais ; 2°. quinze vaisseaux de guerre chargés des munitions navales qui sont à l'arsenal seront conduits à Malte ; 3°. la Porte déclarera la guerre à la France et renverra son ambassadeur ; 4°. la Moldavie et la Valachie resteront à la Russie, la

place d'Ismaïl et les autres places du Danube seront mises au pouvoir de cette puissance.

De pareilles propositions ne méritaient aucune réponse. Le lendemain on envoya encore le drogman de la Porte, et ce fut sans succès. Accepter ces conditions ou des bombes, tel était le langage de l'amiral anglais. L'insensé ne voyait pas que des mortiers se préparaient et que des bombes répondraient à des bombes! la contenance du peuple était sublime. Ardeur dans le travail, docilité pour la direction qui était donnée, acclamation d'amour pour le souverain, voilà ce que les étrangers virent avec admiration. Le 25, l'ambassadeur d'Angleterre demanda qu'il lui fût assigné un lieu où il pût débarquer pour conférer avec les ministres de la Porte; le divan répondit qu'il n'était pas désormais un lieu, pas un seul pouce de terre dans tout l'empire ottoman où un Anglais pût descendre sans être exposé à la fureur du peuple; que jusqu'au sein du sérail le sultan même ne serait pas assez puissant pour défendre un Anglais contre l'indignation des Musulmans.

On s'aperçut alors à bord de l'escadre anglaise qu'on ne parviendrait point à faire peur à la Porte, et que le coup était manqué. On se relâcha des conditions qu'on avait d'abord imposées; mais le grand-seigneur fit répondre qu'il ne traiterait pas tant que l'escadre serait en deçà des Dardanelles;

réponse admirable comparable à celle que le sénat romain fit à Pyrrhus. Les Anglais eurent alors recours à l'intrigue, à la corruption, à la bassesse, armes toujours familières à l'injustice et à l'arrogance.

Le grand-seigneur fut immuable. Sa conduite a été constamment énergique : élevé dans le sérail, il a agi comme un homme qui aurait passé sa vie dans les camps. Il était jour et nuit avec les troupes et dans les batteries.

Le 2 mars il envoya chercher le général Sébastiani, qui le trouva à cheval au milieu de ses soldats. Il lui dit : « Les Anglais veulent que je chasse l'ambassadeur de France et que je fasse la guerre à mon meilleur ami. Écris à l'empereur qu'hier encore j'ai reçu une lettre de lui; que je persévérerai dans mes desseins, qu'il peut compter sur moi comme je compte sur lui. »

Le sérail et les côtes d'Europe et d'Asie étant couverts de batteries, tous les efforts se portèrent sur les Dardanelles que l'on hérissa de canons et de camps.

Dans ces circonstances, l'escadre anglaise jugea prudent de battre en retraite; elle repassa les Dardanelles. Le contentement du peuple fut égal à son énergie. En un clin d'œil, dix vaisseaux de guerre dont deux à trois ponts avaient été armés et pourvus de leur matériel et de leurs équipages ;

officiers, janissaires, tous se disputaient l'honneur d'y monter; et malgré le conseil des gens les plus prudens il fallut céder à l'impatience des équipages qui ont voulu lever l'ancre, et la flotte s'avança jusqu'aux Dardanelles. Les Anglais mouillèrent le 3 à deux lieues au-delà du détroit, du côté du vieux château d'Asie.

Dès les premiers momens de la déclaration de guerre l'empereur Napoléon avait offert au grand-seigneur le secours d'une armée pour défendre les Dardanelles et le Danube; mais la Porte n'avait d'abord accepté que des officiers d'artillerie et du génie. Le sultan demanda enfin d'autres secours qui partirent en toute diligence.

N°. I.

Traduction de la copie d'une lettre adressée en turc aux autorités constituées ottomanes, par le général russe.

Après avoir rempli les devoirs de l'amitié et offert mes vœux au très vertueux et très élevé ordonnateur, le cadi-effendi, à l'ayan et aux autres notables hommes d'affaires, je leur expose amicalement ce qui suit :

A compter de la date du traité de paix conclu entre la cour de Russie et la Sublime-Porte ottomane, la première observant avec une extrême exactitude les nombreuses stipulations dudit traité

lors de l'invasion de l'Égypte par les Français, et antérieurement encore quand ils s'emparèrent des Sept-Îles et des pays sis sur la côte d'Albanie dans le golfe Adriatique, toutes possessions de la république de Venise; la cour de Russie, dis-je, bien loin de vouloir auxdites époques se prévaloir de l'état de guerre et d'embarras où se trouvait la Sublime-Porte pour en faire son profit, ne songea qu'à contracter alliance avec elle, à lui donner secours en troupes et en forces navales pour l'aider à renvoyer et à éloigner les Français de son voisinage, et enfin elle parvint à lui procurer la reprise desdites îles et places. La même cour de Russie n'attendit pas l'expiration du terme de son alliance avec la Sublime-Porte, mais elle s'empressa de la renouveler. Ce nouveau traité porte que les amis et les ennemis de l'une des puissances contractantes seront considérés comme les amis et les ennemis de l'autre; qu'au besoin elles se secoureraient mutuellement, et qu'elles ne concluraient ni trêve ni paix que de concert et d'un commun consentement. Cependant, en dépit de cette alliance, la Sublime-Porte violant les actes les plus sacrés, et se laissant entraîner par l'impulsion astucieuse des Français, s'est permis envers la cour de Russie des infractions de toute espèce, et l'oubli complet des égards et des procédés.

Mais quoique d'après une semblable conduite

S. M. l'empereur de Russie, mon auguste maître, eût été en droit de la regarder comme son ennemie; par l'effet néanmoins du désir qu'aurait sadite majesté de conserver la paix et la bonne intelligence qui subsistent entre les deux empires, elle se persuadait que l'altération survenue dans les dispositions de la Sublime-Porte n'était que le fait et l'ouvrage de la partialité pour les Français de certains individus parmi les membres du ministère ottoman; et dans cette pensée elle avait fait parvenir à Sa Hautesse l'auguste sultan Sélim toutes les insinuations possibles pour que la Sublime-Porte fût invitée et engagée à revenir, et à s'écarter de sa manière d'agir nouvellement adoptée qui contrariait également et l'ancienne amitié et son propre intérêt politique; mais ceux qui dans le ministère actuel ont la parole étant portés d'inclination et affectionnés pour Bonaparte, les exhortations de mon souverain n'ont fait aucune impression.

Ce premier moyen ayant été infructueux, et ne restant plus de doute que le but apparent de Bonaparte ne soit d'introduire une armée française dans la Romélie, en promettant à Sa Hautesse l'auguste sultan Sélim de le seconder dans son projet de suppression de l'ancien corps des janissaires, et de réduction à l'obéissance de tout Musulman qui s'opposerait au maintien du *nisami djédid* (nouvel

ordre de choses); n'étant pas moins évident que la véritable intention du même Bonaparte est de se rendre maître de l'empire ottoman demeuré sans défense, et de se faire aussi empereur d'Orient; dans cette combinaison de circonstances S. M. l'empereur de Russie se voit contraint d'user définitivement de l'unique ressource qui reste à sa disposition pour soustraire Sa Hautesse à la prépondérance de la partie infidèle de ses ministres, pour préserver la cour et les États de ce sultan du danger de devenir la proie de l'ambition démesurée de Bonaparte, et pour acquérir enfin la possibilité de faire concevoir à la Sublime-Porte la nécessité où elle est de se tenir en alliance avec les cours de Russie et d'Angleterre. En conséquence, sadite majesté fait savoir qu'elle a distrait de ses armées impériales une division qui entre dans les provinces de Moldavie et de Valachie; qu'après qu'il aura été pourvu, suivant les règles de la guerre, aux besoins et aux mesures de sûreté militaire de ladite division et de son général, tant pour la tranquillité des troupes que pour celle du pays, il n'y sera commis aucun acte hostile, ni aucune espèce de violence; et que si Sa Hautesse destitue ceux de ses agens en place qui, pour être partisans des Français, la stimulent à enfreindre ses engagemens envers la cour de Russie; si la condition stipulée dans le dernier traité d'alliance en faveur des

vaisseaux de la couronne de Russie, de traverser le canal de Constantinople pour le transport des munitions de guerre dans le golfe de Venise, et le libre transit pour l'allée et la venue, leur sont accordés; si pour faire évacuer les lieux pris par les Français ou qu'ils pourraient prendre à l'avenir Sa Hautesse fait de concert avec nous tous ses efforts tendant à les chasser de la Dalmatie, sadite majesté fera rentrer ses troupes dans ses limites; elle le promet et y engage sa parole impériale.

D'après cette explication amicale et ce qu'exigent les instructions et ordres qui nous ont été donnés par S. M. I., tant que de votre part il n'émanera aucun acte contraire à l'amitié, tant que votre auguste empereur ne se montrera point éloigné de redresser les griefs qu'il a commis à notre égard et de marcher contre tous nos ennemis, et qu'il ne préférera pas de faire la guerre aux Russes, je promets et déclare hautement que nulle hostilité n'aura lieu de la part des troupes impériales sous mes ordres dans le district qui vous est soumis.

Au surplus, l'énumération des autres plaintes que nous avons à porter serait trop longue. Abstraction faite de celles que nous négligeons de détailler ici, il a été mis des entraves à notre commerce; ce qui est contraire aux réglemens convenus. Les sujets de la Russie ont éprouvé dans

tout l'empire ottoman, de la part des employés, toutes sortes de vexations. Leurs marchandises ont été surchargées de droits onéreux. On a donné des interprétations forcées aux articles les plus clairs des traités. Il a été imaginé et inventé des moyens inouïs et opposés à nos conventions contre nos drogmans barataires. Les conditions insérées dans l'acte spécialement relatif à la république des Sept-Iles et aux pays sis sur la côte de l'Albanie ex-vénitienne n'ont obtenu aucune exécution. Le pacha de Janina s'est conduit contrairement aux traités; il n'a cessé de déployer sa désobéissance aux ordres et aux commandemens de la Porte et sa partialité prononcée. Le district de Buthrinto n'a jamais été évacué.

Toutes ces plaintes étant fondées sur notre récent traité d'alliance, la Sublime-Porte est évidemment obligée d'y faire droit pour confirmer la paix. La Russie de son côté ne désirant que l'amitié, la sûreté et le repos des deux empires, tout pourrait être rétabli sur le même pied qu'auparavant moyennant ce qui est dit plus haut.

Le 20 novembre, l'an de l'ère chrétienne 1806.

Votre ami, le général MICHELSON, *commandant les troupes impériales destinées pour ces contrées.*

N°. II.

Lettre écrite par M. d'Italinsky, envoyé de Russie près la Porte ottomane, à M. Hautzéri, drogman de la Porte.

Monsieur, les nouvelles que vous venez de me transmettre me causent autant de surprise qu'à S. E. le reis-effendi. Je continue à être dans l'ignorance des faits et des motifs qui les amènent. Je devais me flatter de recevoir incessamment un courrier qui m'en informerait, et j'aurais dès-lors pu donner à cet égard des assurances positives à S. E.; mon attente a été malheureusement vaine jusqu'aujourd'hui. Mon courrier ordinaire n'est pas même encore arrivé. Ma cour ne m'a point écrit depuis le 26 août, parce qu'elle me supposait parti de cette capitale. Ce n'est que depuis le commencement de novembre qu'elle est informée du contraire. Telle est la pure vérité. Je prie S. E. le reis-effendi d'en être persuadé, et de croire qu'il n'y a dans ma conduite ni feinte ni *cachoterie*. Je ne saurais néanmoins penser qu'il ne m'arrivera point de courrier, car il est de toute impossibilité que ma cour ne me mette pas à même de m'expliquer avec la Sublime-Porte sur ce qui se passe, quelle qu'en puisse être la cause; ainsi je ne considère son silence du moment que comme un re-

tard résultant de quelques circonstances que je ne peux déterminer. Je ne saurais non plus regarder comme une hostilité l'entrée de nos troupes à Choczim, d'après la manière dont elle a eu lieu. D'ailleurs, des hostilités annonceraient un état de guerre, et très certainement si ma cour était dans l'intention de la faire à la Sublime-Porte, elle aurait commencé par la lui déclarer. *Quant à la mort des deux Tartares*, c'est un accident malheureux, tel qu'il en arrive souvent au milieu des troupes, et qui ne peut provenir d'aucun ordre donné.

Je m'empresserai d'envoyer dans la journée même un courrier extraordinaire au commandant des troupes, pour l'informer des communications que la Sublime-Porte vient de me faire, et les accompagner de toutes les observations sérieuses que requiert l'objet.

Je profite, monsieur, de cette occasion pour vous renouveler l'assurance, etc.

Signé A. d'ITALINSKY.

Péra, le 1-11 décembre 1806, à quatre heures après minuit.

N°. III.

La Sublime-Porte ne cessant de montrer propension et partialité pour la France, avait, surtout depuis l'arrivée en cette résidence impériale du général Sébastiani, ambassadeur de France, changé

de principes et de système envers ses propres alliés.

Ledit ambassadeur ayant, peu de jours après son arrivée, présenté une note qui contenait certaines menaces, cette note aurait dû être renvoyée à son auteur, expulsé immédiatement de la Sublime-Porte; mais au contraire, la Sublime-Porte, faisant tout accueil audit écrit, avait signifié à la Russie la défense de traverser le détroit de la mer Noire, pour ses vaisseaux de guerre.

Dans l'affaire de la confirmation des Vayvodes de Valachie et de Moldavie, affaire survenue à la suite de la précédente, il aurait fallu que la Sublime-Porte y eût dans le moment même donné les mains. Mais son consentement tardif et qui ne fut accordé que trois semaines après la demande formelle qu'en avait faite l'envoyé de Russie, était une preuve de la supériorité d'influence acquise par la cour de France.

En conséquence les cours de Russie et d'Angleterre ont arrêté et arrangé entre elles que l'une ferait entrer par terre des troupes sur le territoire musulman, tandis que l'autre enverrait par mer sa flotte à la capitale de l'empire ottoman. Si la Sublime-Porte procède sur-le-champ au renouvellement de son alliance avec les cours de Russie et d'Angleterre sur l'ancien pied, et si elle chasse de la résidence impériale le susdit ambassadeur

de France, la guerre cessera à l'instant; mais s'il en est autrement, la rupture de l'amitié avec l'Angleterre est désormais inévitable.

Pour réduire de la puissance à l'acte le plan déjà arrêté, la cour d'Angleterre, sans compter la division de vaisseaux qu'elle a stationnée dès à présent devant l'île de Ténédos, devra faire partir de ses ports une flotte complète. Celle de la Russie viendra faire sa jonction aux mêmes parages, pour embouquer ensemble le détroit des Dardanelles.

Signé Charles ARBUTHNOT.

(*Page* 210.) Parmi le grand nombre d'écrits qui furent publiés à Londres sur et contre le traité de Tilsitt, on distingua surtout celui qui était attribué au baron d'Antraigues. Sauf ses argumens *a romano more*, car ce royaliste émigré était fort *romain* dans son érudition politique, sauf encore ses exagérations et ses injures, on peut dire qu'il avait présenté avec la plus grande force tout ce qu'il y avait à dire dans l'intérêt de la Russie et surtout dans celui de l'Angleterre, contre l'union de la France et de la monarchie des tzars. Mais comme ce mémoire est fort long, nous n'en mettrons que quelques fragmens sous les yeux du lecteur.

« A Tilsitt la Russie a reçu la loi du vainqueur: la Russie était, il est vrai, maîtresse de tous les

moyens qui devaient assurer son indépendance, ses frontières étaient intactes, ses armées nombreuses, ses soldats pleins de courage et d'une vaillance égale à leur inébranlable constance; tout cela est vrai, mais si la Russie était indépendante, l'empereur des Russies ne l'était pas. La terreur des malheurs de la guerre réunie à son amour pour ses peuples l'avaient entraîné à Tilsitt, et dès-lors environné de gens qui voulaient le précipiter dans les dangers de la paix, il n'a plus fait la loi, il l'a reçue.

« Si Bonaparte a été fidèle à ses principes et au système politique qui en est la conséquence, le traité de paix qu'il a imposé à l'empereur de toutes les Russies à Tilsitt doit dégrader ce prince dans l'opinion de ses peuples, éloigner de lui ses sujets, et préparer dans un avenir très rapproché la ruine de l'Europe, et la destruction de tous les empires qu'il n'a pu encore frapper d'une mort politique absolue.

« Ce traité doit donc se diviser en articles avilissans et en articles destructeurs. Les uns ont pour objet la personne d'Alexandre, les autres les pays que le tyran a condamnés à une ruine politique inévitable; et quelques articles réunissant les deux objets que se propose le tyran doivent offrir à la fois autant de honte que de danger.

« Ce traité contient vingt-neuf articles, les trois premiers n'annonçant que la cessation des hostilités, sont de forme dans tous les traités.

« L'article 4 dit que Bonaparte *par égard* pour l'empereur des Russies, et pour unir les deux nations par les liens de la confiance et de l'amitié, *consent* à restituer au roi de Prusse, *allié* de l'empereur des Russies, les pays spécifiés dans l'article.

« Cet article n'est-il pas évidemment dicté par la vengeance féroce et perfide d'un tyran : l'objet n'en est-il pas d'avilir l'empereur des Russies et le roi de Prusse, et d'imprimer une flétrissure au roi de Prusse par la main même de son allié ?

« C'est donc par égard pour l'empereur des Russies que la Prusse conserve une existence politique (nous nous réservons de prouver que cette honteuse existence n'est qu'une agonie). Sans la Russie ce châtiment irait donc jusqu'à l'anéantissement complet ! Mais pourquoi un tel châtiment d'une part et une telle déférence de l'autre ? La Prusse s'est armée pour échapper à sa ruine ; la Russie s'est armée pour prévenir la ruine de son alliée. Aux yeux du tyran le crime de n'avoir pas supporté patiemment tous ses outrages est égal. Mais c'est que la Russie n'a pas encore été *travaillée* comme la Prusse ; la Russie n'a pas encore éprouvé les fléaux de l'amitié, les hontes de l'alliance française.

L'une des puissances belligérantes était au dernier terme de son existence politique, l'autre restait encore à détruire. Il fallait donc accabler la première par la main de la seconde, et en lui laissant un simulacre d'existence, en dégrader même l'apparence, en lui disant : « Vaincue, dégradée, mu-« tilée, tu n'existeras que *par égard* pour l'intérêt « d'autrui; je t'ai mise dans un état tel que tu « n'inspireras pas même l'intérêt de la pitié, et « c'est la main de ton alliée que je forcerai à te « prêter à la fois une insultante protection et à te « la faire payer en te mutilant ».

« Il y a deux mille ans que les Romains imposèrent au roi de Syrie ce traité fameux que Montesquieu qualifie de *traité le plus infâme qu'un grand prince ait jamais fait.* En voyant le traité de Tilsitt, nous avons voulu savoir si Montesquieu pourrait écrire en 1807 ce qu'il écrivait en 1750. Nous exhortons nos lecteurs à chercher ce traité dans *Tite-Live*, livre XXXVIII. Nous les exhortons à méditer ce traité, afin de se convaincre qu'ils s'enfonceraient vainement dans l'antiquité pour y chercher un traité comparable à celui de Tilsitt. Ils ne l'y trouveront pas, et si Montesquieu existait encore il effacerait aujourd'hui ce qu'il écrivait en 1750.

« Le roi de Syrie, dit Montesquieu, fut battu; « il s'enfuit plus effrayé que vaincu. »

« C'est en cet état qu'il reçut la loi des Romains.

« Les Romains lui firent tous les maux imaginables ; mais ils n'ajoutèrent pas la dérision au malheur, et dans ce traité mémorable par son infamie, comme le dit Montesquieu, on ne voit pas un allié d'Antiochus traîné dans la fange au point de déclarer qu'on ne le laisse exister que *par égard* pour Antiochus, en forçant dans le même traité Antiochus à partager les dépouilles de ce même allié qu'on laisse vivre *par égard* pour lui. Ce qui ne se trouve pas dans le traité des Romains avec le roi de Syrie, se trouve dans l'article 9 du traité de Tilsitt, et ce qui se trouve stipulé dans cet article 9 ne se trouve dans aucun traité depuis l'existence du monde.

« Nous affirmons hautement que dans aucun traité on n'a vu un prince puissant, accouru au secours d'un roi son allié, se réunir par un traité à son plus cruel ennemi et recevoir dans ce même traité, qui termine la guerre, les dépouilles de son allié des mains de son vainqueur.

« L'article 10 est au nombre de ceux que nous avons dit offrir autant de honte que de danger. Il stipule la sûreté de ceux qui dans les États de Russie ont suivi l'ennemi. Et pour vous convaincre que ce ne sont pas les Polonais seulement que Bonaparte a voulu protéger, lisez l'article 23 du

traité avec le roi de Prusse, et vous verrez que c'est à Berlin même que Bonaparte assure aux sujets du roi qui ont trahi leur souverain et prêté une coupable assistance à l'ennemi, leur sûreté individuelle, leurs rentes, leurs pensions, leur rang, leur grade, sans qu'ils puissent être poursuivis ni recherchés en aucune manière pour aucune part qu'ils aient pu prendre à la guerre présente.

« Et comme dans un traité chaque clause est sous la garantie et la protection de celui qui la dicte, il s'ensuit que chaque individu compris dans l'article 10 peut à tout instant réclamer la garantie qui lui assure son existence, et par conséquent appeler Bonaparte comme suprême arbitre et souverain juge entre l'empereur des Russies et ses sujets compris dans l'article 10 du traité de Tilsitt.

« Les articles 14, 15, 17, 18, 19 et 20, outre les dangers incroyables qu'ils amoncellent sur la malheureuse Europe, sont complétement saturés de l'ignominie dont Bonaparte a voulu couvrir le trône de Russie. C'est uniquement sous ce dernier rapport que nous allons les considérer, pour revenir ensuite sur ces mêmes articles, lorsque nous discuterons les dangers politiques dont le traité de Tilsitt a environné le continent.

« Par l'article 14 la Russie reconnaît Joseph Bonaparte roi de Naples, Louis Bonaparte roi de

Hollande, et par l'article 17 Jérôme Bonaparte roi de Westphalie. Ainsi dans un même jour l'empereur Alexandre a reconnu Bonaparte empereur des Français et roi d'Italie, et trois autres Bonaparte rois des pays que Napoléon à successivement usurpés.

« Certes c'en serait assez pour un souverain dont les frontières étaient intactes, et dont les armées seront invincibles quand on voudra leur permettre de vaincre. Mais c'est l'examen particulier de ces reconnaissances qui rend l'opprobre de ce même acte à jamais indélébile.

« Les manifestes des rois déclarent le but de la guerre; c'est ainsi qu'ils établissent la justice de leur cause: s'ils font la paix sans redresser aucun des griefs énoncés dans leurs manifestes, c'est qu'ils ont été vaincus et obligés de se soumettre à la loi du vainqueur, ou c'est que la guerre fut injuste et qu'ils ont trompé l'Europe et leurs peuples dans leurs manifestes. C'est à l'empereur Alexandre à choisir entre ces deux hypothèses. Sa nation sait bien qu'elle n'a pas été vaincue, et que depuis cent cinquante ans elle n'a jamais subi la loi d'aucun vainqueur. Quel sera donc son étonnement en comparant les manifestes pour établir la légitimité de la guerre et le traité qui la termine! Il s'agissait au commencement de la guerre de délivrer l'Italie du joug accablant de Bonaparte, et de donner au roi de Sardaigne l'indemnité promise à Paul Ier., et

le traité de Tilsitt ne dit pas un seul mot du roi de Sardaigne!

« Et le traité de Tilsitt reconnaît non seulement la puissance de Bonaparte en Italie, mais il assure la spoliation d'un des plus fidèles alliés de la Russie, le roi de Naples Ferdinand IV, et livre son trône à un Bonaparte!

« Qui sait s'il n'a pas même stipulé par les articles secrets, de le chasser de la Sicile, et de lui donner quelque indemnité déshonorante, afin d'ajouter au malheur du roi de Naples la honte d'avoir accepté une pareille indemnité!

« Il est donc clair que le but annoncé par les manifestes de la Russie n'a point été rempli, que tout au contraire l'état de l'Italie est empiré par ce traité, puisque la Russie consent à chasser de son trône l'un de ses plus fidèles alliés.

« Si la nation russe eût été vaincue, ce traité serait encore ignominieux. Mais quel nom lui donner lorsqu'elle a conservé toute sa puissance?

« La Russie en accourant au secours de la Prusse voulait préserver son alliée du joug des Français, tel était le but de la guerre.

« La paix de Tilsitt consomme non seulement la ruine politique de la Prusse, mais elle élève un trône à Jérôme Bonaparte au milieu des débris de cet empire en Westphalie, et qui embrassera dans son étendue tous les États de l'électeur de Hesse,

du duc de Brunswick et du prince d'Orange, tous parens, amis et alliés de la Prusse. Pour comble de honte, la Russie, qui s'était armée pour défendre la Prusse contre Bonaparte, reçoit de la main de Bonaparte un lambeau de la dépouille de cette alliée, qu'elle mutile ainsi de toutes les manières possibles dans le traité de Tilsitt.

« Après avoir traité ainsi ses alliés les plus chers, on s'attend bien que la malheureuse Allemagne a été livrée à Bonaparte sous toutes les formes qui pouvaient en assurer l'avilissement et la ruine. Aussi à cet égard le traité de Tilsitt ne laisse rien à faire, il a été aussi loin que l'imagination pouvait atteindre, puisqu'il a stipulé sur un avenir inconnu pour en laisser la disposition absolue aux caprices de Bonaparte.

«Par l'article 20, l'empereur Alexandre reconnaît la Confédération du Rhin, l'état de chacun de ceux qui la composent et tous les titres qu'ils se sont donnés. Mais l'empereur promet de plus que, sur les ordres de Bonaparte, il reconnaîtra comme membres de la Confédération du Rhin tous ceux que Bonaparte voudra y comprendre, et il leur reconnaît d'avance tous les titres qu'il leur plaira de se donner ou que Bonaparte leur donnera.

« S'il est possible de dicter à un souverain une loi plus avilissante, qu'on essaie au moins d'en composer l'hypothèse, elle n'approchera pas de la réalité. »

(*Page* 173.) Voici ce qu'on lit dans *le Mémorial de Sainte-Hélène* au sujet de l'entrevue de Napoléon avec la reine de Prusse.

L'empereur racontait que si la reine de Prusse était venue au commencement des négociations, elle eût pu influer beaucoup sur leur résultat; heureusement elle arriva, les choses assez avancées pour que l'empereur pût se décider à conclure vingt-quatre heures après. On a pensé que le roi l'en avait empêchée jusque-là par un commencement de jalousie contre un grand personnage, et cette jalousie, disait l'empereur, n'était pas, assurait-on, sans quelque léger fondement.

Dès le moment de son arrivée, l'empereur se rendit chez elle pour lui faire visite. La reine de Prusse, disait-il, avait été très belle, mais elle commençait à perdre de sa première jeunesse.

L'empereur dit que cette reine le reçut comme mademoiselle Duchesnois dans Chimène, demandant, *criant justice,* renversée en arrière, en un mot tout-à-fait en scène : c'était de la véritable tragédie; il en fut un moment interloqué, et il n'imagina, dit-il, d'autre moyen de se débarrasser, qu'en ramenant la chose au ton de la haute comédie, ce qu'il essaya en lui avançant un siége et en la forçant de s'y asseoir : elle n'en continua pas moins du ton le plus pathétique. « La Prusse s'était « aveuglée sur sa puissance, disait-elle ; elle avait

« osé combattre un héros, s'opposer aux destinées « de la France, négliger son heureuse amitié; elle « en était bien punie!.... La gloire du grand Fré- « déric, ses souvenirs, son héritage, avaient trop « enflé le cœur de la Prusse; ils causaient sa « ruine!.... » Elle sollicitait, suppliait, implorait. Magdebourg surtout était l'objet de ses vœux. L'empereur eut à se tenir le mieux qu'il put; heureusement le mari arriva, la reine d'un regard expressif réprouva ce contre-temps et montra de l'humeur. En effet, le roi essaya de mettre son mot dans la conversation, gâta toute l'affaire, et je fus délivré, dit l'empereur.

L'empereur eut la reine à dîner; elle déploya, disait-il, vis-à-vis de lui tout son esprit, elle en avait beaucoup; toutes ses manières, elles étaient fort agréables; toute sa coquetterie, elle n'était pas sans charmes. « J'étais résolu de tenir bon, ajouta-t-il, toutefois il me fallut beaucoup d'atten- « tion sur moi-même pour demeurer exempt de « toute espèce d'engagement et de toute parole « douteuse, d'autant plus que j'étais soigneuse- « ment observé, et tout particulièrement par « Alexandre. »

Un instant avant de se mettre à table, Napoléon s'étant approché d'une console y avait pris une très belle rose, qu'il présenta à la reine dont la main exprima d'abord une espèce de refus apprêté;

mais se ravisant aussitôt, elle dit : *Oui, mais au moins avec Magdebourg.* Sur quoi l'empereur lui répliqua : « Mais...... j'observerai à votre majesté « que c'est moi qui la donne, et que vous allez la « recevoir. » Le dîner et tout le reste du temps se passa de la sorte.

La reine était à table entre les deux empereurs, qui firent assaut de galanterie. On s'était placé d'après la bonne oreille d'Alexandre; il en est une dont il entend à peine. Le soir venu et la reine retirée, l'empereur, qui n'avait cessé d'être de la plus grande amabilité, mais qui s'était vu pourtant souvent poussé à bout, résolut d'en finir. Il manda M. de Talleyrand et le prince Kourakin, parla de la grosse dent, et lâchant, dit-il, les gros mots, observa qu'après tout une femme et la galanterie ne pouvaient ni ne devaient altérer un système conçu pour les destinées d'un grand peuple, qu'il exigeait que l'on conclût à l'instant et que l'on signât de suite. Ce qui fut fait comme il l'avait voulu. « Ainsi la conversation de la reine de Prusse, di- « sait-il, avança le traité de huit ou quinze jours. » Le lendemain la reine se préparait à venir renouveler ses attaques; elle fut indignée quand elle apprit la signature du traité. Elle pleura beaucoup, et résolut de ne plus voir l'empereur Napoléon. Elle ne voulait pas accepter son second dîner. Alexandre fut obligé d'aller lui-même la décider,

elle jetait les hauts cris, elle prétendait que Napoléon lui avait manqué de parole. Mais Alexandre avait toujours été présent. Il avait été un témoin même dangereux prêt à témoigner en sa faveur au moindre geste, à la moindre parole échappée à Napoléon. « Il ne vous a rien promis, lui « disait-il; si vous pouvez me prouver le contraire « je m'engage ici à le lui faire tenir d'homme à « homme, et il le fera j'en suis sûr. — Mais il m'a « donné à entendre, disait-elle..... — Non, disait « Alexandre, et vous n'avez rien à lui reprocher. » Enfin, elle vint. Napoléon, qui n'avait plus à se défendre, n'en fut que plus aimable pour elle. Elle joua quelques momens le rôle de coquette offensée; et le dîner fini, quand elle voulut se retirer, Napoléon la reconduisant, arrivant au milieu de l'escalier où il s'arrêtait, elle lui serra la main et lui dit avec une espèce de sentiment : « Est-il « possible qu'ayant eu le bonheur de voir d'aussi « près l'homme du siècle et de l'histoire, il ne me « laisse pas la liberté et la satisfaction de pouvoir « l'assurer qu'il m'a attachée pour la vie! .... — « Madame, je suis à plaindre, lui répondit grave- « ment l'empereur, c'est un effet de ma mauvaise « étoile » ; et il prit congé d'elle.

Arrivée à sa voiture, elle s'y jeta en sanglotant, fit appeler Duroc qu'elle estimait beaucoup, lui renouvela ses plaintes, et lui dit en montrant

le palais : « Voilà une maison où l'on m'a cruelle-
« ment trompée ».

« La reine de Prusse, disait l'empereur, avait « certainement des moyens, beaucoup d'instruc- « tion et une grande habitude; elle régnait vérita- « blement depuis plus de quinze ans; aussi, en dé- « pit de mon adresse et de tous mes efforts se « montra-t-elle constamment maîtresse de la con- « versation, la domina toujours, revint sans cesse « à son sujet, peut-être trop, mais du reste avec « une grande convenance et sans qu'il fût possible « de s'en fâcher : et il est vrai de dire que l'objet « était important pour elle, le temps précieux et « court.

« Un des hauts contractans lui répéta plusieurs « fois, disait l'empereur, qu'elle eût dû venir dès le « principe ou pas du tout, lui rappelant que pour « sa part il avait fait tout son possible pour qu'elle « vînt tout de suite. On voulait, disait l'empereur, « qu'il y eût recherché un intérêt personnel à s'y « opposer, mais par contre, le mari avait mis un « intérêt tout aussi personnel à s'y opposer. » Napoléon croit bien en cette circonstance avoir été très officieux et s'être montré bon.

« Le roi de Prusse m'avait fait demander son au- « dience de congé pour le jour même, disait l'em- « pereur, et je la reculai de vingt-quatre heures à « la prière secrète d'Alexandre. Le roi de Prusse

« ne m'a jamais pardonné d'avoir renvoyé ainsi « cette audience, tant il lui semblait que la ma« jesté royale se trouvait blessée de mon refus.

« Un autre poids à mon sujet qu'il n'a jamais pu « s'ôter de dessus le cœur, c'était d'avoir violé, di« sait-il, son territoire d'Anspach, dans notre « guerre d'Austerlitz. Dans toutes nos rencontres « depuis, quelque grands que fussent les intérêts « du moment, il les laissait tous de côté pour « revenir à me prouver que j'avais bien réelle« ment violé son territoire à Anspach. Il avait tort, « mais enfin il en était persuadé, et son ressenti« ment était celui d'un honnête homme. Toutefois « sa femme s'en dépitait et lui eût voulu une plus « haute politique, etc. »

Napoléon, du reste, se reprochait, disait-il, comme une véritable faute, d'avoir reçu en aucune manière le roi de Prusse à Tilsitt. Sa première détermination avait été de le refuser : il eût alors été tenu à moins de ménagemens envers lui et eût pu lui garder la Silésie; il en eût enrichi la Saxe et se fût probablement par là réservé d'autres destinées. Il disait aussi : « J'apprends que « les politiques aujourd'hui blâment fort mon traité « de Tilsitt; ils ont découvert depuis mes désastres « que par là j'avais mis l'Europe à la merci des « Russes : mais si j'avais réussi à Moscou, et on sait « à combien peu cela a tenu, ils auraient admiré

« sans doute alors combien j'avais mis au contraire
« par ce traité les Russes à la merci de l'Europe.
« J'avais de grandes vues sur les Allemands.... Mais
« j'ai échoué, et partant j'ai eu tort, cela est de
« toute justice..... »

Presque tous les jours à Tilsitt les deux empereurs et le roi sortaient ensemble à cheval, mais celui-ci était toujours maladroit ou malheureux, disait Napoléon. Les Prussiens en souffraient visiblement. Napoléon était constamment entre les deux souverains. Or, le roi pouvait à peine suivre, ou bien heurtait et gênait sans cesse Napoléon. Revenait-on, d'un saut les deux empereurs étaient à terre et ils se prenaient par la main pour monter ensemble les escaliers. Mais comme Napoléon faisait les honneurs, il n'eût pas voulu rentrer avant d'avoir vu passer le roi; alors il fallait l'attendre long-temps, et comme il plut souvent, il en résultait que les deux empereurs se mouillaient à cause du roi, au grand mécontentement de tous les spectateurs.

« Cette maladresse ressortait d'autant plus, di-
« sait l'empereur, qu'Alexandre est plein de grâce,
« et se trouverait de niveau avec tout ce qu'il y a
« de plus aimable dans les salons de Paris. Celui-ci
« se trouvait parfois si fatigué de son compagnon,
« qu'absorbaient ses chagrins ou toute autre cause,
« que nous rompions de concert la société pour

« nous délivrer plus tôt. On se séparait donc aussitôt « après le dîner, sous prétexte de quelques affaires « chez soi, mais Alexandre et moi nous nous re- « trouvions bientôt ensuite pour prendre le thé « chez l'un ou chez l'autre, et nous restions alors « à causer ensemble jusqu'à minuit et au-delà. »

Alexandre et Napoléon se revirent quelque temps après à Erfurt et se donnèrent les plus grandes marques d'affection. Alexandre y proféra hautement les sentimens d'une amitié tendre et d'une admiration véritable. Ils passèrent ensemble quelques jours dans les charmes d'une intimité parfaite et les communications les plus familières de la vie privée. « C'étaient deux jeunes gens de « bonne compagnie, disait l'empereur, dont les « plaisirs en commun n'auraient eu rien de caché « l'un pour l'autre. »

Napoléon avait fait venir à Erfurt tout ce que notre scène française comptait de. plus distingué. Une actrice fort connue, mademoiselle B......., attira l'attention de son hôte, qui eut un moment la fantaisie de faire sa connaissance. Il demandait à son compagnon s'il ne pouvait y avoir aucun inconvénient. — « Nul, répondit celui-ci; seule- « ment, ajouta-t-il avec intention, c'est un moyen « sûr et rapide pour que vous soyez bientôt connu « de tout Paris : après-demain, jour de poste, par- « tiront les plus petits renseignemens, et sous peu

« il n'y a pas de statuaire de Paris qui ne pût faci-« lement modeler votre personne de la tête aux « pieds. » Le danger d'une telle publicité calma sur-le-champ l'ardeur naissante ; car le soupirant, disait Napoléon, se montrait fort circonspect sur cet article, et sans doute, observait-il gaîment, par la crainte de l'adage connu, *Quand le masque tombe, le héros s'évanouit.*

(*Page* 160.) Les négociations de la Russie et de la Prusse eurent en effet pour résultat la convention suivante, dite de Bartenstein, qui n'a été connue que fort tard.

En effet, les deux cabinets de Pétersbourg et de Berlin reprirent alors le plan imaginé par Pitt pour la pacification générale de l'Europe et pour le maintien de sa tranquillité future, lequel n'avait manqué en 1805 que parce qu'on avait commis l'imprudence de vouloir l'exécuter sans la Prusse, dont la coopération était nécessaire pour sa réussite. Un autre ministre dirigeait en 1807 le cabinet de Berlin ; convaincu que pour couper la source d'une guerre éternelle dont l'ambition de Bonaparte menaçait le monde, il fallait continuer avec vigueur celle dans laquelle la Prusse était si courageusement entrée, se refuser à toute négociation partielle par laquelle on tenterait encore de la séparer de son alliée, et inviter l'Autriche, la Grande-Bretagne et la Suède à réunir leurs efforts

contre l'ennemi commun, M. le baron de Hardenberg conseilla à son souverain la conclusion d'une alliance intime avec ces trois puissances et la Russie, alliance par laquelle non seulement on concerterait toutes les opérations militaires, mais on fixerait en même temps les bases d'un traité à conclure avec Bonaparte.

Les *articles* 1 à 3 de la convention de Bartenstein, entre la Russie et la Prusse, énoncent les principes d'après lesquels seront construites ces bases. On ne se proposait pas d'abaisser la France ni de s'immiscer dans son gouvernement intérieur; on voulait seulement mettre des bornes à l'agrandissement de cette puissance, et lui imposer des conditions dictées par l'équité, la justice et la modération; enfin, on voulait assurer l'indépendance des autres puissances, en les plaçant dans un état de force qui pût les rendre capables de la soutenir, et dédommager celles qui avaient essuyé des pertes. Les changemens qu'il sera jugé nécessaire de faire dans l'état où les choses se trouvaient alors, ne devront être opérés que par des cessions ou des échanges qu'on exigera de l'ennemi et de ses alliés, ou par des échanges qui seront faits de gré à gré. Le rétablissement de la Prusse dans les possessions qu'elle avait perdues depuis 1805 fera, d'après l'*article* 4, une des exceptions essentielles du nouvel arrangement; on lui procurera un équi-

valent pour les provinces qui ne pourraient pas lui être rendues, et une meilleure frontière militaire. On reconnaît, par l'*article* 5, la nécessité d'assurer l'indépendance de l'Allemagne ; on proclame le principe que cette indépendance ne peut exister tant que la France sera maîtresse de la ligne du Rhin, ou qu'elle aura des troupes en Allemagne. On ne prétend pas pour cela rétablir l'ancienne constitution germanique ; on créera en Allemagne une fédération garantie par une bonne frontière militaire, et par une ligne de défense parallèle au Rhin. L'établissement de ce système devait être concerté avec l'Autriche qui y est vivement intéressée ; on écartera tout sujet de jalousie entre cette puissance et la Prusse, afin qu'il règne entre elles une union intime et permanente. Dans la persuasion que l'indépendance de l'Allemagne et de l'Europe exige que l'Autriche soit un État de la première force, on réunira ses efforts pour lui procurer tout ce qui est nécessaire pour consolider sa puissance, et nommément pour lui faire rendre le Tyrol et la partie de l'Italie qu'elle avait perdue par la paix de Presbourg, *art.* 6.

Outre l'Autriche on invitera la Grande-Bretagne à accéder au concert, à fournir aux alliés des subsides, des armes et des munitions, et à faire des diversions militaires sur les derrières des armées françaises. On procurera au roi d'Angleterre une

augmentation de ses possessions en Allemagne, et on lui proposera, indépendamment de son accession à la fédération germanique, une alliance défensive permanente avec la Prusse, *art.* 7.

Une invitation semblable sera adressée à la Suède, et on lui proposera l'établissement des mêmes liaisons avec la Prusse, *art.* 8.

On se concertera avec l'Autriche, la Suède, l'Angleterre, pour faire accéder le Danemarck à cette convention, *art.* 9.

Si on ne peut rétablir le stadthoudérat en Hollande, on procurera au prince d'Orange non seulement la restitution de ce qu'il avait perdu en Allemagne par la guerre, mais aussi les dédommagemens qui lui sont dus en Hollande pour ses propriétés, *art.* 10.

On consultera l'opinion de l'Autriche et de l'Angleterre sur l'état futur de l'Italie; mais dans tous les cas on s'intéressera vivement en faveur des rois de Sardaigne et de Naples, et l'on insistera sur la séparation des couronnes de France et d'Italie, *art.* 11.

On maintiendra l'indépendance et l'intégrité de la Porte ottomane, *art.* 12.

Les deux puissances contractantes ne feront, pendant la durée de la présente guerre, aucune conquête pour leur compte et dans des vues particulières; ce ne sera qu'à la paix qu'on s'entendra

sur l'emploi des conquêtes qu'on aura faites, *art.* 13.

La Russie et la Prusse ne se cachèrent pas, en concluant cette convention, qu'elles ne pourraient atteindre en entier le but qu'elles s'étaient proposé, si l'Autriche et la Grande-Bretagne n'accédaient pas à leur ligue. En conséquence, elles se réservèrent par l'*art.* 14 de convenir ultérieurement du parti qu'il serait nécessaire de prendre dans un cas si malheureux.

La Grande-Bretagne s'empressa d'accéder à la convention de Bartenstein : elle fit plus, le 27 juin 1807, M. *Canning*, secrétaire d'état pour le département des affaires étrangères, conclut à Londres avec le baron de *Jacobi-Klœst* une convention de subsides, par laquelle il fut promis à la Prusse le paiement d'un million de livres sterling dans le courant de l'année 1807. Cette convention ne put être ratifiée, parce qu'à l'époque où elle aurait pu l'être, la Prusse succombant à son sort avait signé la paix de Tilsitt. Quant à l'Autriche et à la Suède, nous verrons tout à l'heure le parti auquel elles se décidèrent.

(*Page* 91.) *Population de la Russie.*

En admettant avec Stork que les classes des personnes privilégiées et les peuplades non comprises dans le dénombrement, se montent à un million cinq cent mille individus ; et en supposant que le

nombre des femmes soit aussi considérable que celui des hommes, on aura les résultats suivans des révisions faites à diverses époques.

Années.	Hommes.	Femmes.	Totaux.
1723....	5,794,928	5,794,928	[illegible],089,856
1743....	6,643,335	6,643,335	1[illegible],768,670
1763....	7,363,348	7,363,348	17,026,696
1783....	12,838,528	12,838,528	27,177,156

Le résultat de la dernière révision qui a eu lieu de 1793 à 1796 n'a pas été mis dans tous ses détails à la connaissance du public; mais le ministre de l'intérieur l'ayant employé pour base des tableaux de consommation qu'il a présenté au monarque en 1802, et dont le livre de Stork contient l'extrait, on peut, d'après ce travail, évaluer la population de la Russie en 1796, indépendamment des classes privilégiées et des peuplades non dénombrées, à 35,316,440 individus. En supposant avec Stork que ces deux portions du nombre total d'habitans comprennent 1,500,000 individus, et avec Heidecke, que la Grusinie a deux cent mille habitans, les steppes de Kirghis trois cent mille, et Derbent dix mille; en ajoutant ensuite par chaque année, depuis 1796, un excédant de trente mille, ce qui en dix ans donne trois cent mille, il en résulterait qu'avec l'acquisition de la Finlande, qui a 837,152 habitans, et les deux districts en Pologne

qui en comptent six cent mille, la population de la Russie serait aujourd'hui d'environ 42 ou 43 millions.

(*Pages* 78, 79 et 118.) La Russie est destinée à occuper un rang distingué parmi les puissances commerçantes. Ses principaux articles d'exportation consistent en fer, bois de construction, suif, chanvre, lin, soude, potasse, rhubarbe, fourrures, etc. Les gouvernemens du centre sont très fertiles et produisent une quantité considérable de grains. Cependant, malgré ces avantages, je doute que la balance commerciale soit en sa faveur; la seule consommation qu'elle fait en thé, sucre et denrées coloniales, doit absorber le revenu de sès mines.

Les gros capitalistes sont en possession du commerce de l'intérieur; et ce monopole, qui cumule des fortunes immenses, renchérit de beaucoup le prix des denrées.

En comparant les manufactures en Russie à celles du reste de l'Europe, il est facile de voir combien les premières sont encore arriérées. Cependant, vu la date récente de leur établissement, on ne saurait sans injustice en exiger des résultats plus parfaits. Il est même quelques fabriques qui peuvent être citées avec éloges; telles sont les fabriques d'armes de Toula et de Sesterberg, leurs manufactures de glaces et de porcelaines de Pétersbourg, celle de linge de table d'Iéroslawle, de

schalls de cachemire de Merlin, etc. En fait d'objets de fantaisie, de modes, de bronzes, de porcèlaines, de cristaux, de parfumeries et de merceries en général, les marchandises françaises sont les plus estimées. Les vins forment aussi une branche considérable du commerce d'importation.

Les draps, la rouennerie, la faïence, l'horlogerie, la coutellerie, la papeterie et quelques autres menus articles sont presque exclusivement fournis par l'Angleterre.

Le mode de commerce le plus avantageux à la Russie est encore un problème dont le temps seul donnera la solution. Ce pays, qui peut trouver dans ses propres ressources les élémens simples de l'abondance et tous les objets de première nécessité, doit-il favoriser les manufactures, ou est-il de son intérêt de cultiver de préférence les produits bruts de son sol?

Dans le tarif de l'année 1820 on pourrait avoir envisagé le commerce sous ce double aspect. D'après le nouveau système d'impôts appliqué aux objets importés, les marchandises paient en raison de leur poids et non de leur qualité. Il sera donc de l'intérêt des spéculateurs de négliger le commerce des marchandises communes et de s'attacher à celui des objets de prix, que les riches seuls seront en état d'acquérir. De cette manière le peuple se verra forcé d'avoir recours aux objets

manufacturés dans le pays, ce qui soutiendra les fabriques et ouvrira un débouché aux produits bruts, dont le surplus livré aux étrangers tendra à rétablir l'équilibre dans les objets d'échanges. Cependant les fabricans domiciliés en Russie, stimulés par l'espoir de vendre comme étrangers les objets manufacturés chez eux, ne négligeront rien pour atteindre au même degré de perfection, et si leurs efforts n'ont pas un plein succès, du moins tourneront-ils au profit et à l'amélioration des fabriques russes.

Avant la publication de ce dernier tarif, la prohibition d'un grand nombre d'articles encourageait la contrebande; présentement rien n'est prohibé; mais les droits d'entrée sont si onéreux qu'on tâchera de les éluder.

Un des vices du commerce en Russie, c'est de n'occuper que quelques points. D'après les nouveaux réglemens on a déterminé la route que doivent prendre certains objets importés; ces restrictions présenteront sans doute des entraves aux négocians, mais elles procureront de grands avantages aux villes qui se trouvent sur les lignes indiquées. (*Extrait de l'état actuel de la Russie, par J. M. Chopin. Paris*, 1822.)

(*Page* 275.) Tous les fonctionnaires publics sont répartis en différentes classes. L'admission à une classe donne un rang civil qui correspond à

un grade militaire. L'avancement est graduel, de sorte que pour parvenir aux premières dignités, il faut avoir successivement passé par toutes les classes subordonnées. L'ancienneté et la distinction des services sont des titres légitimes à l'avancement; mais avec du crédit et de la fortune, on monte rapidement l'échelle des grades. Cependant on commence à exiger plus de connaissances de ceux qui prétendent à des postes élevés, et ils sont tenus de subir un examen plus ou moins étendu, suivant l'importance des places auxquelles ils prétendent ou auxquelles le rang qu'ils postulent leur donnerait droit d'aspirer. Si ces réglemens étaient ponctuellement suivis, le mérite seul parviendrait, et l'incapacité n'entraverait plus les ressorts de l'administration.

Autrefois les employés civils pouvaient passer au service militaire en perdant deux grades; mais on a senti depuis qu'on pouvait être un fort bon jurisconsulte et ignorer les premiers élémens de l'art militaire; cet abus n'existe plus. Les fonctionnaires civils qui veulent embrasser la carrière des armes doivent, quel que soit leur rang, passer par les derniers grades et se conformer au mode d'avancement applicable à quiconque n'aurait jamais servi.

Les grades militaires s'obtiennent difficilement; les jeunes gens de famille qui prennent du ser-

vice dans l'infanterie sont reçus d'abord comme sous-officiers, et ne sont promus au grade de sous-lieutenant qu'après s'être bien familiarisés avec le matériel du service. Ils subissent en outre un examen qui roule sur les objets suivans : cours complet de mathématiques pures, fortification, langue russe, langues allemande et française, histoire et géographie de la Russie en détail, et connaissances générales sur l'histoire et la géographie universelles, anciennes et modernes.

(*Page* 277.) *Finances*. On porte à 210,000,000 de roubles les revenus de l'empire, sans la Pologne; plus d'un cinquième de cette somme consiste en revenus domaniaux, et un quart en droits réguliers et produits des monopoles de l'Etat. La dette publique se monte à 214,000,000 de roubles en papier, 3,544,000 en argent et 18,520 roubles en or. Dans ces sommes n'est pas comprise la dette de Hollande de 99,600,000 florins, dont, d'après la convention du 3 mai 1815, la moitié doit être payée par la Grande-Bretagne et les Pays-Bas. Selon le rapport du ministre des finances comte de Gourieff, en 1822, cette dernière était diminuée de 2,000,000 de florins; celle en roubles métalliques de 676,645 roubles, celle en roubles assignations de 55,939,635; ce qui, en réduisant le tout en assignats, se monte à plus de 62,000,000 de roubles.

Quant au papier monnaie, il en avait été brûlé jusqu'au 1er janvier pour 236,077,650, et il en restait en émission pour 596,000,000. A la même époque, le ministre des finances traçant le tableau des ressources de l'État, disait que la banque de commerce, instituée en 1817 à Saint-Pétersbourg pour venir au secours de la classe commerçante, lui avait rendu des services importans et avait pris des accroissemens considérables. Son capital s'était porté de 17 à 30,000,000; elle avait ouvert des comptoirs à Riga et à Astracan. Elle avait escompté des lettres de change pour 228,619,000 roubles.

Telle est la situation de nos établissemens de crédit, dit le ministre russe; elle nous prouve que notre système de crédit public est établi sur une base solide, et que nous ne devons pas douter des avantages qu'il rapportera à l'État.

Quelques semaines après ce compte rendu, il fut contracté avec la maison Rotschild de Londres un nouvel emprunt de 43,000,000 de roubles ou 3 ½ millions sterling, basé sur les principes du système adopté pour l'amortissement de la dette.

En 1823, le nouveau ministre des finances, M. le lieutenant-général de Cancrin, annonce la suite constante des opérations de crédit et la diminution progressive de la dette publique. Quant à la masse des assignats en circulation, le ministre

déclare qu'elle se trouve réduite à 595,721,910 roubles, et qu'on observe strictement la loi qui défend toute nouvelle émission.

(*Page* 291.) L'état d'épuisement de la Turquie, la médiation de l'Angleterre, et l'impatience de la Russie qui observait les préparatifs hostiles de la France évidemment dirigés contre elle, hâtèrent la conclusion de la paix de 1812, entre la Porte et la cour de Russie; mais malgré le désavantage d'une situation aussi critique, la cour de Pétersbourg conclut avec les deux autres un traité avantageux.

Galib-Effendi, qui, depuis les grands changemens survenus dans le gouvernement à Constantinople, avait repris les fonctions de ministre des affaires étrangères, était principal plénipotentiaire à Bucharest, en 1811 et 1812; mais le prince grec Démétrius Morousi, qui, en sa qualité d'interprète d'état, était présent aux négociations, en dirigea la plus grande partie, et était en effet revêtu de pouvoirs fort étendus. Il avait été, ainsi que ses deux frères, invariablement attaché au parti russe depuis le commencement de sa carrière politique; et l'espoir qu'il avait conçu d'être promu à l'une des principautés, le plus grand objet de son ambition, après le rétablissement de la paix, paraissait très fondé. Son caractère public, ses services au congrès et l'appui de la Russie, étaient

en effet des considérations qui paraissaient rendre sa nomination certaine.

La cession de la Valachie et de la Moldavie ne pouvait donc entrer en aucune manière dans ses vues, et il la combattit avec énergie et succès; mais, en rendant à la Porte un service aussi important, il était nécessaire qu'il donnât d'un autre côté à la Russie quelque preuve de son attachement. S'il eût insisté sur la restitution intégrale des deux principautés, elle eût infailliblement été consentie par les plénipotentiaires russes, qui avaient ordre de hâter la conclusion de la paix, et de souscrire à toute condition qui ne s'étendrait pas au-delà de cette restitution. Mais Morousi, qui avait une parfaite connaissance de ces dispositions, arrêta définitivement les conditions du traité en cédant à la Russie la plus belle partie de la Moldavie, qui est située entre le Dniester et le Pruth, et en faisant ainsi, pour l'avenir, de cette dernière rivière la ligne de démarcation des frontières russes.

Les agens vigilans de Bonaparte à Constantinople ne manquèrent pas de faire connaître la conduite de Morousi. Lorsqu'après la signature du traité ils se virent frustrés de l'espérance de déterminer la Porte à continuer la guerre, ils cherchèrent à faire tomber dans la disgrâce la famille de ce prince grec, afin de pouvoir au

moins décider le gouvernement ottoman à placer des personnes de leur propre choix à la tête des principautés. Ils représentèrent le prince Démétrius comme un traître qui avait été suborné par la Russie pour servir ses intérêts au moment où il était en son pouvoir d'obtenir les conditions les plus avantageuses.

Sur ces entrefaites les hostilités commencèrent entre la France et la Russie; et la Porte ayant montré la ferme résolution de rester neutre, et ne voulant donner ombrage à aucune des puissances belligérantes par le choix des nouveaux hospodars, résolut de le fixer sur deux individus dont les principes politiques n'eussent jamais été en contact avec les cours étrangères. Un grand nombre de candidats offrirent leurs services; mais aucun n'ayant les qualités requises, leurs demandes furent rejetées. Halet-Effendi, conseiller intime du sultan, fut chargé de faire un choix, et il le fixa sur le prince Charles Callimaky, pour la Moldavie, et sur Yanco Caradja, pour la Valachie. Halet-Effendi avait été autrefois, et pendant plusieurs années, secrétaire turc du père de Callimaky, tandis qu'il était à la tête du gouvernement de la Moldavie, et en relation intime avec Caradja, qui avait aussi un emploi subalterne sous le même prince. Connaissant parfaitement le caractère personnel de ces deux per-

sonnages, il les recommanda au sultan comme les sujets les plus propres dans les circonstances où on se trouvait, et ils furent nommés en août 1812.

Démétrius Morousi, qui se trouvait encore en Valachie avec Galib-Effendi, apprit la nouvelle de ces nominations dans un moment où il s'attendait à recevoir la sienne. Il fut en même temps secrètement informé que son retour à Constantinople l'exposerait aux plus grands dangers, et on lui conseillait de se retirer dans un état chrétien. On lui offrit un asile en Russie, avec une pension considérable de ce gouvernement; mais craignant que sa fuite ne portât la cour ottomane à se venger sur sa famille qui était restée au pouvoir des Turcs, et dans l'espoir de justifier sa conduite, puisque toute la responsabilité des affaires traitées au congrès devait, à proprement parler, tomber sur Galib-Effendi, il se détermina à accompagner ce ministre jusqu'à la capitale. Il était loin de soupçonner que le ministre turc, dont la conduite avait été désapprouvée, avait effacé de l'esprit du sultan toutes les impressions défavorables qu'il avait pu concevoir sur son propre compte, en attribuant les conditions de paix qu'il avait souscrites aux intrigues et à la trahison de Morousi, et qu'il avait en conséquence reçu des ordres secrets pour arrêter le prince au moment où il aurait traversé le Danube, et de l'en-

voyer prisonnier au grand-visir, qui avait encore son quartier-général à Schumla.

Morousi, de plus en plus encouragé par les protestations d'amitié de Galib-Effendi, quitta Bucharest dans le mois de septembre. Arrivé à Toutchoak, il fut conduit sous escorte à Schumla; mais à peine entré dans le logement du grand-visir, plusieurs chiaous (caporaux) tombèrent sur lui et le mirent en pièces à coups de sabre. Sa tête fut envoyée à Constantinople, où elle fut exposée trois jours aux portes du sérail avec celle de son frère Panayotti Morousi, qui pendant l'absence de Démétrius avait rempli son poste à la Porte, et fut accusé d'avoir été complice de sa trahison envers l'empire ottoman.

Les hospodars Caradja et Callimaky prirent possession de leurs gouvernemens respectifs le 3 octobre 1812, jour fixé pour la restitution des principautés; et la Porte, dont la sécurité actuelle du côté de la Russie dépend en grande partie de l'observation la plus stricte de ses traités avec cette puissance, n'a pas essayé de changer ces princes avant l'expiration des sept années.

L'hospodar Caradja, ayant néanmoins amassé une immense fortune dans le cours de six années de résidence en Valachie, et craignant qu'on ne lui demandât compte à son retour à Constantinople de cette accumulation de richesses appli-

quées à son profit, jugea convenable de faire une prudente retraite, et de s'établir dans quelque pays chrétien de l'Europe, hors de l'atteinte de la puissance turque. Il fit passer tous ses fonds à des banques européennes, et au mois d'octobre 1818, ayant assemblé quelques uns des principaux boyards, il leur confia les rênes du gouvernement, et quitta Bucharest pour se rendre avec toute sa famille à Cronstadt, dans les possessions russes, où il arriva sans accident.

Après son départ les boyards adressèrent un mémoire au sultan, pour le supplier de ne plus mettre à l'avenir de princes grecs à la tête du gouvernement de la Valachie, mais de confier l'administration aux membres du divan, qui s'engageaient à accepter et à maintenir tous les tributs qu'il trouverait convenable de leur fixer. Le cabinet ottoman ne jugea pas néanmoins prudent d'écouter cette proposition; et après s'être concerté avec l'ambassadeur russe, il nomma à la principauté le même Alexandre Souzo que l'envoyé de la cour de Pétersbourg avait si fortement rejeté en 1805.

La Russie n'avait plus maintenant aucune raison de s'opposer à sa nomination; et nul doute que le prince Souzo, qui est un homme sage et éclairé, ne s'acquitte de son emploi aussi bien que les circonstances dans lesquelles il se trouve placé le

permettront. Mais le système vexatoire et ruineux de gouvernement qui subsiste encore dans les principautés est, il faut l'avouer, un sujet de regret, et doit faire réprouver cette coupable indifférence de la Porte sur le choix des mesures les plus capables d'assurer leur bien-être et leur prospérité.

La cour ottomane a souvent été témoin des conséquences de la terreur qui domine les Grecs employés à son service, et elle a senti dans diverses occasions combien sa politique tendait à aliéner les habitans de ces provinces, et à leur faire désirer de se jeter dans les bras de la première puissance dont les armées approcheraient leur territoire pour faire la guerre à la Turquie; et cependant elle persiste dans le même système. Des princes grecs, quel que fût leur dévoûment aux intérêts de la Porte, seraient, sans armées, des auxiliaires peu utiles, dans le cas où une révolution inattendue éclaterait en Moldavie et en Valachie. Leur présence seule n'est en aucune manière suffisante pour y conserver l'autorité de la Turquie. Les places fortifiées sur le Danube sont les seules garanties de la fidélité des principautés. La suprématie ottomane courrait-elle le moindre risque de rien perdre si elle laissait les deux nations se gouverner par leurs propres autorités naturelles? et la Turquie ne continuerait-elle pas à conserver les mêmes avantages et la même prépondérance?

L'inattention du cabinet turc ne doit pas être attribuée au système général du gouvernement de l'empire, mais plutôt aux vues intéressées et à l'avidité personnelle des ministres qui le composent. Ils se sont habitués à considérer la Moldavie et la Valachie comme deux riches provinces sur lesquelles ils n'ont qu'une autorité momentanée; et au lieu de chercher les meilleurs moyens de rendre leur possession permanente, ils travaillent à la rendre plus précaire par l'anéantissement graduel et systématique de leurs ressources.

Le sultan lui-même, qui prend aux affaires d'état beaucoup plus de part que plusieurs de ses prédécesseurs, et dont les talens et les sentimens libéraux ne craindraient pas la comparaison avec ceux d'aucun autre souverain, s'il n'était pas arrêté par les préjugés religieux et l'ignorance opiniâtre de ses sujets mahométans; ce prince, dont la première attention s'est dirigée depuis ces dernières années vers une nouvelle organisation de l'empire, semble malheureusement être aussi opposé aux changemens qui pourraient tendre à améliorer le sort de la Valachie et de la Moldavie. (*Extrait du Voyage en Valachie et en Moldavie de Wilkinson.*)

FIN DES NOTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES DU PREMIER VOLUME.

ERRATA.

TOME PREMIER.

Page 57, ligne 18, et prépara ; *lisez*, se prépara.
Id., 22, le 4 juin tout le plan de l'indemnité ; *lisez*, dès le 4 juin, avant le départ de M. de Markoff, tout le plan de l'indemnité avait été mis sous les yeux de cet ambassadeur.
63, 21, Par les deux ukases du 20 septembre ; *ajoutez*, dont nous venons de parler.
92, 21, à la fin de 1803 ; *lisez*, au commencement de 1804.
183, 11, pour être garantis ; *lisez*, pour les garantir.
232, 1, les provinces ; *lisez*, ses provinces.
242, 5, baron de Thummal ; *lisez*, baron de Thummel.
279, 17, appartenait à l'État ; *lisez*, appartenant à l'État.
281, 9, et plus d'un tiers ; *lisez*, et le reste.

TOME SECOND.

Page 9, ligne 4, par l'absorption de la Pologne ; *lisez*, par l'absorption des deux tiers de la Pologne.
13, 6, réclama la protection ; *lisez*, recourut à la protection.
16, 5, les traces de sa mauvaise humeur ; *lisez*, de la mauvaise humeur de celui-ci.
23, 13, de Zamosé ; *lisez*, de Zamosc.
Id. 17, *supposez un point après ces mots*, l'année suivante.
27, 4, mais il fut tout autrement ; *lisez*, mais il en fut.
Id. 12, ce fut pourtant ; *lisez*, c'est pourtant.
43, 8, à une époque où Napoléon croyait n'être plus dans le cas de ménager l'Autriche ; *lisez*, où Napoléon n'avait plus de ménagemens à garder avec l'Autriche.
52, 26, le général Rttcheff ; *lisez*, Rittcheff.
53, 21, à Brzest ; *lisez*, à Brzesc.
138, 17, la capitale de ce royaume ; *lisez*, la capitale de la Saxe.
174, 33, en tête de cet ouvrage ; *lisez*, à la fin de cet ouvrage.
233, 5, que les Khans ; *lisez*, que les Khannats.
241, 1, *supprimez le point après le mot* population.
Id. 25, ce n'est pas tout ; *lisez*, en effet.
413, 20, pour lui donner ; *lisez*, pour leur donner.
418, 20, s'il les avait eus ; *lisez*, s'il les avait eues.

